

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

7 novembre 2013

PROJET DE LOI
portant des dispositions diverses
INTÉRIEUR
ANNEXES

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

7 november 2013

WETSONTWERP
houdende diverse bepalingen
BINNENLANDSE ZAKEN
BIJLAGEN

SOMMAIRE

Pages

I. Législation relative à la police (Titre II).....	3
II. Loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (Titre III).....	85
III. Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile (Titre IV).....	91
IV. Loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (Titre V)	253

Document précédent:

Doc 53 **3113/ (2013/2014):**

001: Projet de loi.

INHOUD

Blz.

I. Wetgeving inzake politie (Titel II).....	41
II. Wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement (Titel III).....	88
III. Wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid (Titel IV).....	172
IV. Wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (Titel V).....	255

Voorgaand document:

Doc 53 **3113/ (2013/2014):**

001: Wetsontwerp.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

I. — LÉGISLATION RELATIVE À LA POLICE (TITRE II)

Chapitre 1 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DE L'UNIFORME DE LA POLICE INTEGREE	Art. 2. - Art. 10	Textes actuels	Texte coordonné
	Nouveau		
	Art. 2. Pour l'application du présent titre, on entend par "uniforme policier" une partie ou la totalité de l'équipement de la police intégrée qui correspond aux caractéristiques de l'uniforme de la police intégrée prévues dans les dispositions réglementaires et leurs mesures d'exécution et qui porte le logo de la police ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de celles-ci. Est assimilée à cet uniforme policier une imitation, une réplique ou une copie plus ou moins fidèle de cet uniforme policier ou d'un vêtement ou d'un objet qui peut être considéré comme étant par toute personne raisonnable comme étant une pièce de l'uniforme policier et qui porte le logo de la police ou tout dérivé de celui-ci, quelle qu'en soit la couleur, ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de ceux-ci.		Art. 2. Pour l'application du présent titre, on entend par "uniforme policier" une partie ou la totalité de l'équipement de la police intégrée qui correspond aux caractéristiques de l'uniforme de la police intégrée prévues dans les dispositions réglementaires et leurs mesures d'exécution et qui porte le logo de la police ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de celles-ci. Est assimilée à cet uniforme policier une imitation, une réplique ou une copie plus ou moins fidèle de cet uniforme policier ou d'un vêtement ou d'un objet qui peut être considéré par toute personne raisonnable comme étant une pièce de l'uniforme policier et qui porte le logo de la police ou tout dérivé de celui-ci, quelle qu'en soit la couleur, ou un marquage spécifique police ou la mention "Politie", "Police" ou "Polizei" ou une combinaison de ceux-ci.
	Art. 3. Sauf dans les cas visés à l'article 6, §1^{er}, toute personne physique ou morale qui achète ou vend, à distance ou non, met en vente, loue ou met en location, offre en dépôt ou en gage, emprunte ou prête, fabrique ou importe, la totalité ou une pièce de l'uniforme policier, visé à l'article 2, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an, et d'une amende de 50 à 50.000 euros, ou d'une de ces deux peines.		Art. 3. Sauf dans les cas visés à l'article 6, §1^{er}, toute personne physique ou morale qui achète ou vend, à distance ou non, met en vente, loue ou met en location, offre en dépôt ou en gage, emprunte ou prête, fabrique ou importe, la totalité ou une pièce de l'uniforme policier, visé à l'article 2, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an, et d'une amende de 50 à 50.000 euros, ou d'une de ces deux peines.
	Art. 4. Sauf dans le cas visé à l'article 6, §2, et sans préjudice de l'article 228 du Code pénal,		Art. 4. Sauf dans le cas visé à l'article 6, §2, et sans préjudice de l'article 228 du Code pénal, est

	est puni d'une amende de 200 à 1.000 euros, toute personne qui porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, alors qu'il n'est pas autorisé à le porter, même sans l'intention de faire croire qu'il a des compétences policières.		puni d'une amende de 200 à 1.000 euros, toute personne qui porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, alors qu'il n'est pas autorisé à le porter, même sans l'intention de faire croire qu'il a des compétences policières.
	Art. 5. Sans préjudice de l'article 228 du Code pénal, est puni d'une amende de 200 à 1.000 euros, toute personne qui, frauduleusement ou de façon malveillante, porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 2.		Art. 5. Sans préjudice de l'article 228 du Code pénal, est puni d'une amende de 200 à 1.000 euros, toute personne qui, frauduleusement ou de façon malveillante, porte l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 2.
	Art. 6. §1er. L'article 3 ne s'applique pas à: 1° la fabrication et la conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, également en sous-traitance, dans le cadre d'une participation à un marché public lancé par la police fédérale; 2° la fabrication, également en sous-traitance, et la vente à la police fédérale de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police fédérale; 3° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par le point de vente officiel de la police fédérale et la mise à disposition de ces pièces par la police fédérale; 4° la fabrication et conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, également en sous-traitance, dans le cadre de la participation à un marché public lancé par la police locale; 5° la fabrication, également en sous-traitance, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police locale;		Art. 6. §1er. L'article 3 ne s'applique pas à: 1° la fabrication et la conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, également en sous-traitance, dans le cadre d'une participation à un marché public lancé par la police fédérale; 2° la fabrication, également en sous-traitance, et la vente à la police fédérale de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police fédérale; 3° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par le point de vente officiel de la police fédérale et la mise à disposition de ces pièces par la police fédérale; 4° la fabrication et conservation d'échantillons de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, également en sous-traitance, dans le cadre de la participation à un marché public lancé par la police locale; 5° la fabrication, également en sous-traitance, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribuer le marché public par la police locale;

	6° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribué le marché public par la police locale, aux membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont titulaires et de leur carte d'identité, ou au responsable de la logistique de la zone de police et également la mise à disposition de ces pièces par la zone de police locale; 7° l'achat de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont porteurs et de leur carte d'identité, ou par le responsable de la logistique de la zone de police locale ou auprès de quiconque s'est vu attribué le marché public par la zone de police locale ou par la police fédérale ou par le point de vente officiel de la police fédérale; 8° la réception ou la conservation par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, qu'ils ont achetées ou qui ont été mises à leur disposition par la police locale ou la police fédérale; 9° a conservation des pièces de l'équipement de base de l'uniforme policier, visé à l'article 2,	6° la vente et la mise en vente de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par quiconque s'est vu attribué le marché public par la police locale, aux membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont titulaires et de leur carte d'identité, ou au responsable de la logistique de la zone de police et également la mise à disposition de ces pièces par la zone de police locale; 7° l'achat de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, sur présentation de la carte de légitimation dont ils sont porteurs et de leur carte d'identité, ou par le responsable de la logistique de la zone de police locale ou auprès de quiconque s'est vu attribué le marché public par la zone de police locale ou par la police fédérale ou par le point de vente officiel de la police fédérale; 8° la réception ou la conservation par les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de contrôle des services de police, de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er, qu'ils ont achetées ou qui ont été mises à leur disposition par la police locale ou la police fédérale;
--	---	---

	9° a conservation des pièces de l'équipement de base de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, par le membre du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de la police, qui part à la pension ou par les héritiers au 1^{er} degré ou le cohabitant légal de celui qui est décédé, à condition que ces pièces ne soient pas portées et ne soient pas cédées ou prêtées ni à titre gratuit ni contre paiement, sauf avec l'autorisation, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général, ou du service qu'ils désignent; 10° toutes les exceptions accordées par, selon le cas, le chef de corps, le commissaire général ou le service qu'ils désignent. §2. L'article 4 ne s'applique pas au port de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, par des personnes autres que les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de la police, avec l'autorisation expresse écrite et préalable, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général ou du service qu'ils désignent.	alinéa 1^{er}, par le membre du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de la police, qui part à la pension ou par les héritiers au 1^{er} degré ou le cohabitant légal de celui qui est décédé, à condition que ces pièces ne soient pas portées et ne soient pas cédées ou prêtées ni à titre gratuit ni contre paiement, sauf avec l'autorisation, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général, ou du service qu'ils désignent; 10° toutes les exceptions accordées par, selon le cas, le chef de corps, le commissaire général ou le service qu'ils désignent. §2. L'article 4 ne s'applique pas au port de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, par des personnes autres que les membres du cadre opérationnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale et du Comité permanent de la police, avec l'autorisation expresse écrite et préalable, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général ou du service qu'ils désignent.	
	Art. 7. Les dispositions du livre I du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées aux articles 3, 4 et 5. Art. 8. En cas d'infraction visée aux articles 3, 4 et 5 et, sans préjudice de l'article 42 du Code pénal, les biens qui constituent l'objet de l'infraction et les biens qui ont servi à la commettre ou qui étaient destinés à la	Art. 7. Les dispositions du livre I du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées aux articles 3, 4 et 5. Art. 8. En cas d'infraction visée aux articles 3, 4 et 5 et, sans préjudice de l'article 42 du Code pénal, les biens qui constituent l'objet de l'infraction et les biens qui ont servi à la commettre ou qui étaient destinés à la	Art. 7. Les dispositions du livre I du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées aux articles 3, 4 et 5. Art. 8. En cas d'infraction visée aux articles 3, 4 et 5 et, sans préjudice de l'article 42 du Code pénal, les biens qui constituent l'objet de l'infraction et les biens qui ont servi à la commettre ou qui étaient destinés à la

	commettre, même si ces biens n'appartiennent pas au contrevenant, ainsi que les avantages patrimoniaux résultant de l'infraction, sont saisis et le tribunal peut prononcer la confiscation spéciale de ces biens		commettre, même si ces biens n'appartiennent pas au contrevenant, ainsi que les avantages patrimoniaux résultant de l'infraction, sont saisis et le tribunal peut prononcer la confiscation spéciale de ces biens
	Art. 9. En cas de nouvelle infraction visée aux articles 3, 4 et 5, l'emprisonnement est d'au moins six mois, et/ou une amende de minimum 150 euros.		Art. 9. En cas de nouvelle infraction visée aux articles 3, 4 et 5, l'emprisonnement est d'au moins six mois, et/ou une amende de minimum 150 euros.
	Art. 10. Le Roi peut arrêter les modalités concernant la reprise et la destruction de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er.		Art. 10. Le Roi peut arrêter les modalités concernant la reprise et la destruction de pièces de l'uniforme policier, visé à l'article 2, alinéa 1er.
Chapitre 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSFERT DE CERTAINS MEMBRES DU PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS COMMUNALES VERS LE CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE DES ZONES DE POLICE	Art. 11. - Art. 15.	Nouveau	
	Art. 11. Les membres du personnel contractuels d'une administration communale qui depuis la création de la zone de police reprenant la commune en question, ont exécuté, dans les faits, uniquement des prestations pour le compte de la police locale, peuvent être transférés vers le cadre administratif et logistique du corps de police locale concerné. Le transfert n'est possible que: a) sur proposition du conseil communal concerné et moyennant le consentement du conseil de police concerné, sauf au sein d'une zone mono-communale où un arrêté du conseil communal dans ce cadre suffit; b) à concurrence du nombre d'emplois vacants par niveau dans le cadre du		Art. 11. Les membres du personnel contractuels d'une administration communale qui depuis la création de la zone de police reprenant la commune en question, ont exécuté, dans les faits, uniquement des prestations pour le compte de la police locale, peuvent être transférés vers le cadre administratif et logistique du corps de police locale concerné. Le transfert n'est possible que: a) sur proposition du conseil communal concerné et moyennant le consentement du conseil de police concerné, sauf au sein d'une zone mono-communale où un arrêté du conseil communal dans ce cadre suffit; b) à concurrence du nombre d'emplois vacants par niveau dans le cadre du personnel du cadre administratif et logistique de la zone de police

	personnel du cadre administratif et logistique de la zone de police concernée; c) moyennant la candidature des membres du personnel concernés.		concernée; c) moyennant la candidature des membres du personnel concernés.
	personnel du cadre administratif et logistique de la zone de police concernée; c) moyennant la candidature des membres du personnel concernés. Art. 12. La candidature d'un membre du personnel est uniquement recevable pour ce transfert s'il satisfait aux conditions visées à l'article 19 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, notamment aux exigences de diplôme liées à l'emploi pour lequel il est candidat.		Art. 12. La candidature d'un membre du personnel est uniquement recevable pour ce transfert s'il satisfait aux conditions visées à l'article 19 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, notamment aux exigences de diplôme liées à l'emploi pour lequel il est candidat.
	Art. 13. Si le membre du personnel réussit les épreuves de sélection visées à l'article 19, 8°, de la loi visée à l'article 12, qui donnent accès au grade et, le cas échéant, à la classe qu'il postule, le conseil communal ou de police nomme le membre du personnel dans la fonction du cadre administratif et logistique de la zone de police pour laquelle il s'est porté candidat et dans le grade et, le cas échéant, dans la classe qui y sont liés. Toutefois, lorsque cet emploi est visé à l'article 26 de la loi précitée, il est conclu un contrat de travail. S'il y a plusieurs candidats pour un emploi vacant, lesquels remplissent toutes les conditions pour être transférés, le conseil communal ou de police nomme le candidat le plus apte ou, dans le cas visé à l'alinéa 2, conclut un contrat de travail avec ce dernier.		Art. 13. Si le membre du personnel réussit les épreuves de sélection visées à l'article 19, 8°, de la loi visée à l'article 12, qui donnent accès au grade et, le cas échéant, à la classe qu'il postule, le conseil communal ou de police nomme le membre du personnel dans la fonction du cadre administratif et logistique de la zone de police pour laquelle il s'est porté candidat et dans le grade et, le cas échéant, dans la classe qui y sont liés. Toutefois, lorsque cet emploi est visé à l'article 26 de la loi précitée, il est conclu un contrat de travail. S'il y a plusieurs candidats pour un emploi vacant, lesquels remplissent toutes les conditions pour être transférés, le conseil communal ou de police nomme le candidat le plus apte ou, dans le cas visé à l'alinéa 2, conclut un contrat de travail avec ce dernier.
	Art. 14. Pour le calcul de l'ancienneté de niveau, de grade et de classe du membre du personnel transféré, il est pris en compte toutes les périodes de services effectifs exécutées par ce dernier au sein de l'administration communale		Art. 14. Pour le calcul de l'ancienneté de niveau, de grade et de classe du membre du personnel transféré, il est pris en compte toutes les périodes de services effectifs exécutées par ce dernier au sein de l'administration communale

	l'administration communale respectivement dans le niveau correspondant, le grade correspondant et la classe correspondante. Pour le calcul de l'ancienneté de service, il est pris en compte toutes les périodes d'activité de service prestées en tant qu'employé communal.		respectivement dans le niveau correspondant, le grade correspondant et la classe correspondante. Pour le calcul de l'ancienneté de service, il est pris en compte toutes les périodes d'activité de service prestées en tant qu'employé communal.
	Art. 15. Le membre du personnel transféré obtient l'échelle de traitement de base du groupe d'échelles de traitement lié à son grade. Toutefois, l'échelle de traitement dont bénéficiait le membre du personnel à l'administration communale avant le transfert est sauvegardée. L'ancienneté pécuniaire acquise à l'administration communale est maintenue sauf si le calcul de cette ancienneté en vertu des articles XI.II.3 à XI.II.9 PJPoI, lui est plus favorable. Le membre du personnel transféré peut s'inscrire immédiatement à une formation certifiée.		Art. 15. Le membre du personnel transféré obtient l'échelle de traitement de base du groupe d'échelles de traitement lié à son grade. Toutefois, l'échelle de traitement dont bénéficiait le membre du personnel à l'administration communale avant le transfert est sauvegardée. L'ancienneté pécuniaire acquise à l'administration communale est maintenue sauf si le calcul de cette ancienneté en vertu des articles XI.II.3 à XI.II.9 PJPoI, lui est plus favorable. Le membre du personnel transféré peut s'inscrire immédiatement à une formation certifiée.
Chapitre 3 – DISPOSITIONS MODIFICATIVES			
Section 1 - MODIFICATION DE LA LOI SUR LA FONCTION DE POLICE	Art. 16. L'article 4 de la loi sur la fonction de police, modifié par la loi du 7 décembre 1998, est complété par un alinéa rédigé comme suit: "Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police administrative d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue.".	Art. 4. Sont revêtus de la qualité d'officier de police administrative : - les gouverneurs de province; - les commissaires d'arrondissement; - les bourgmestres; - les officiers de la police fédérale et de la police locale. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut attribuer la qualité d'officier de police administrative aux fonctionnaires de police revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi qui assurent la direction des services d'intervention permanents qu'il détermine, pendant l'exercice	Art. 4. Sont revêtus de la qualité d'officier de police administrative : - les gouverneurs de province; - les commissaires d'arrondissement; - les bourgmestres; - les officiers de la police fédérale et de la police locale. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut attribuer la qualité d'officier de police administrative aux fonctionnaires de police revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi qui assurent la direction des services d'intervention permanents qu'il détermine, pendant l'exercice

			de cette fonction. Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police administrative d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue.
	Art. 17. L'article 47 de la même loi, modifiée par les lois du 7 décembre 1998 et du 29 décembre 2010, est complété par deux alinéas rédigés comme suit: "Le Roi détermine l'autorité compétente en matière de responsabilité civile pour les fonctionnaires de police qui sont employés par un autre service. Le Roi détermine également les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 6. "	de cette fonction.	Art. 47. L'Etat est responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police de la police fédérale dans les fonctions auxquelles ils les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés. L'Etat est également responsable du dommage causé par (les fonctionnaires de liaison visés à l'article 134 de la loi provinciale) dans les fonctions auxquelles il les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés. L'Etat est également responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police et par les membres du cadre administratif et logistique, désignés à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, dans les fonctions auxquelles il les a employés comme les commettants, sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés. La commune ou, le cas échéant, la zone pluricommunale est responsable du dommage causé par les fonctionnaires de police de la police locale dans les fonctions auxquelles l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale les a employés, comme les commettants sont responsables du dommage causé par le fait de leurs préposés. La commune ou, le cas échéant, la zone pluricommunale peut exercer un recours contre l'Etat pour le dommage causé par le fonctionnaire de police de la police locale dans les missions que l'Etat lui a confiées. Le Roi détermine l'autorité compétente en matière de responsabilité civile pour les fonctionnaires de police qui sont employés par

			un autre service. Le Roi détermine également les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 6.
.	Art. 18. A l'article 52 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes : 1° dans le § 1er, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1er: "§ 1^{er}. Le fonctionnaire de police ou l'ex-fonctionnaire de police visé à l'article 47 qui, pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, souhaite se faire assister d'un avocat comme prévu à l'article 47bis, §2, alinéa 1^{er}, 3°, alinéa 1^{er}, 3°, du code d'instruction criminelle ou à l'article 2bis, §2, alinéa 1^{er}, à l'article 16, §2, alinéa 2, et à l'article 20, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la commune, de la zone pluricommunale ou de l'Etat." 2° à l'ancien alinéa 3 qui devient l'alinéa 4, les mots "aux alinéas 1^{er} et 2^o" sont remplacés par les mots "aux alinéas 2 et 3"	Art.52. § 1. Le fonctionnaire de police visé à l'article 47 (ou l'ex-fonctionnaire de police) qui est cité en justice ou contre lequel l'action publique est intentée pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la commune, la zone pluricommunale ou de l'Etat. Il en est de même pour le fonctionnaire de police visé à l'article 47 ou l'ex-fonctionnaire de police qui, soit en sa qualité de fonctionnaire de police et en raison de l'exécution de ses fonctions, est victime d'un fait dommageable, soit, en raison de sa seule qualité de fonctionnaire de police, est victime d'un acte de vengeance conséquent. En cas de décès du fonctionnaire de police ou de l'ex-fonctionnaire de police, le droit à l'assistance en justice visé aux alinéas 1er et 2 revient à ses ayants droit dans l'ordre fixé à l'article 4 de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix. § 2. Aucune assistance en justice n'est fournie	Art.52. § 1. Le fonctionnaire de police ou l'ex-fonctionnaire de police visé à l'article 47 qui, pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, souhaite se faire assister d'un avocat comme prévu à l'article 47bis, §2, alinéa 1^{er}, 3°, du code d'instruction criminelle ou à l'article 2bis, §1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'article 2bis, §2, alinéa 1^{er}, et à l'article 20, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la commune, de la zone pluricommunale ou de l'Etat. Le fonctionnaire de police visé à l'article 47 (ou l'ex-fonctionnaire de police) qui est cité en justice ou contre lequel l'action publique est intentée pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la commune, la zone pluricommunale ou de l'Etat. Il en est de même pour le fonctionnaire de police visé à l'article 47 ou l'ex-fonctionnaire de police qui, soit en sa qualité de fonctionnaire de police et en raison de l'exécution de ses fonctions, est victime d'un fait dommageable, soit, en raison de sa seule qualité de fonctionnaire de police, est victime d'un acte de vengeance conséquent. En cas de décès du fonctionnaire de police ou de l'ex-fonctionnaire de police, le droit à l'assistance en justice visé aux alinéas 2 et 3 revient à ses ayants droit dans l'ordre fixé à l'article 4 de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix. § 2. Aucune assistance en justice n'est fournie

		au fonctionnaire de police contre lequel l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale exerce l'action civile prévue aux articles 48 et 49. § 3. L'assistance en justice peut être refusée, selon le cas, par la commune, la zone pluricommunale ou par l'Etat lorsque le dédommagement poursuivi par le fonctionnaire de police est purement moral. Le fonctionnaire de police à qui l'assistance en justice est ainsi refusée, peut, à sa demande, présenter son point de vue dans les dix jours qui suivent la décision de refus. La décision est ensuite confirmée ou modifiée. L'assistance en justice peut être refusée selon le cas par la commune, la zone pluricommunale ou par l'Etat, lorsque les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions. L'assistance en justice peut également être refusée lorsqu'il est manifeste que le fonctionnaire de police concerné a commis une faute intentionnelle ou une faute lourde ou qu'il a, en tant que victime, refusé d'embliée et sans motifs fondés la médiation pénale visée à l'article 216ter, § 1er, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle. § 4. Lorsque l'assistance en justice n'a pas été accordée conformément au § 3, alinéas 2 et 3, et qu'il ressort de la décision de justice que ce refus n'était pas fondé, le fonctionnaire de police a droit au remboursement des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense. Lorsque l'assistance en justice a été accordée mais qu'il ressort de la décision de justice qu'elle n'aurait pas dû l'être, les frais exposés afin d'assurer sa défense, peuvent être récupérés auprès du fonctionnaire de police, de la manière prévue à l'article 49. § 5. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les honoraires de l'avocat choisi pour prêter l'assistance en justice sont prises en	au fonctionnaire de police contre lequel l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale exerce l'action civile prévue aux articles 48 et 49. § 3. L'assistance en justice peut être refusée, selon le cas, par la commune, la zone pluricommunale ou par l'Etat lorsque le dédommagement poursuivi par le fonctionnaire de police est purement moral. Le fonctionnaire de police à qui l'assistance en justice est ainsi refusée, peut, à sa demande, présenter son point de vue dans les dix jours qui suivent la décision de refus. La décision est ensuite confirmée ou modifiée. L'assistance en justice peut être refusée selon le cas par la commune, la zone pluricommunale ou par l'Etat, lorsque les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions. L'assistance en justice peut également être refusée lorsqu'il est manifeste que le fonctionnaire de police concerné a commis une faute intentionnelle ou une faute lourde ou qu'il a, en tant que victime, refusé d'embliée et sans motifs fondés la médiation pénale visée à l'article 216ter, § 1er, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle. § 4. Lorsque l'assistance en justice n'a pas été accordée conformément au § 3, alinéas 2 et 3, et qu'il ressort de la décision de justice que ce refus n'était pas fondé, le fonctionnaire de police a droit au remboursement des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense. Lorsque l'assistance en justice a été accordée mais qu'il ressort de la décision de justice qu'elle n'aurait pas dû l'être, les frais exposés afin d'assurer sa défense, peuvent être récupérés auprès du fonctionnaire de police, de la manière prévue à l'article 49. § 5. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les honoraires de l'avocat choisi pour prêter l'assistance en justice sont prises en
--	--	--	--

		charge par l'Etat, par la commune ou par la zone pluricommunale. L'assistance en justice des membres du personnel de la police fédérale ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale est à charge du ministère de l'Intérieur. L'assistance en justice des membres de la police locale est à charge de la commune ou, le cas échéant, de la zone pluricommunale, sauf le recours de celle-ci contre l'Etat si le fonctionnaire de la police locale est attrait en justice pour des actes accomplis lors d'une mission réalisée pour le compte de l'Etat. Le Roi détermine les modalités de la prise en charge de l'assistance en justice pour les fonctionnaires de police qui sont employés par un autre service. Le Roi détermine en même temps les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 4. § 6. L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de l'Etat, de la commune ou de la zone pluricommunale aucune reconnaissance de sa responsabilité.	charge par l'Etat, par la commune ou par la zone pluricommunale. L'assistance en justice des membres du personnel de la police fédérale ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale est à charge du ministère de l'Intérieur. L'assistance en justice des membres de la police locale est à charge de la commune ou, le cas échéant, de la zone pluricommunale, sauf le recours de celle-ci contre l'Etat si le fonctionnaire de la police locale est attrait en justice pour des actes accomplis lors d'une mission réalisée pour le compte de l'Etat. Le Roi détermine les modalités de la prise en charge de l'assistance en justice pour les fonctionnaires de police qui sont employés par un autre service. Le Roi détermine en même temps les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 4. § 6. L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de l'Etat, de la commune ou de la zone pluricommunale aucune reconnaissance de sa responsabilité.	charge par l'Etat, par la commune ou par la zone pluricommunale. L'assistance en justice des membres du personnel de la police fédérale ou de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale est à charge du ministère de l'Intérieur. L'assistance en justice des membres de la police locale est à charge de la commune ou, le cas échéant, de la zone pluricommunale, sauf le recours de celle-ci contre l'Etat si le fonctionnaire de la police locale est attrait en justice pour des actes accomplis lors d'une mission réalisée pour le compte de l'Etat. Le Roi détermine les modalités de la prise en charge de l'assistance en justice pour les fonctionnaires de police qui sont employés par un autre service. Le Roi détermine en même temps les cas dans lesquels les fonctionnaires de police sont employés par un autre service, tel que visé à l'alinéa 4. § 6. L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de l'Etat, de la commune ou de la zone pluricommunale aucune reconnaissance de sa responsabilité.
Section 2- MODIFICATION DE LA LOI DU 10 AVRIL 1995 RELATIVE A LA REDISTRIBUTION DU TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC	Art. 19. Dans l'article 7, §1, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, inséré par la loi du 1^{er} mars 2007, les mots "les membres du cadre administratif et logistique des services de police qui sont employés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent, à leur demande, répartir les prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours sur cinq jours ouvrables par semaine" sont remplacés par les mots "les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours".	Art. 7. § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail (...) et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer, (pendant une période d'au moins un an), quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine. Par dérogation à l'alinéa 1er, les membres du cadre administratif et logistique des services de police qui sont employés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent, à leur demande, répartir les prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours sur cinq jours	Art. 7. § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail (...) et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer, (pendant une période d'au moins un an), quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine. Par dérogation à l'alinéa 1er, les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations qu'ils effectuent dans le cadre de la semaine volontaire de quatre jours.	

Section 3 - MODIFICATIONS DE LA LOI DU 7 DECEMBRE 1998 ORGANISANT UN SERVICE DE POLICE INTEGRE, STRUCTURE A DEUX NIVEAUX			Art. 20. Dans l'article 7 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Tout texte de nature réglementaire investissant la police fédérale ou la police locale d'une mission nouvelle est soumis au conseil fédéral de police. Celui-ci saisit le ministre de l'Intérieur, et le cas échéant le ministre de la Justice, lorsque l'accomplissement des missions définies à l'article 3 de la présente loi par les services de police apparaît susceptible d'être compromis.	ouvrables par semaine. § 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1er moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. § 3. (abrogé) § 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités relatives à l'exercice du droit visé au § 1er ainsi que les catégories de personnes qui sont exclues du bénéfice de ce droit et les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du même droit. Sous réserve de modalités particulières d'application, les mesures d'exécution contenues dans l'arrêté royal visé à l'alinéa 1er sont applicables de plein droit et sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions légales ou réglementaires, au personnel des services publics visés par le présent chapitre. Art. 7. Sans préjudice des autres compétences qui lui sont conférées par la loi, le conseil fédéral de police donne des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice et est chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales, notamment sur la base d'un rapport annuel établi par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. Il donne un avis motivé sur le projet de plan national de sécurité, et évalue régulièrement son exécution. L'avis du conseil fédéral de police est communiqué au Parlement, ensemble avec les lignes de forces du plan.	Art. 7. Sans préjudice des autres compétences qui lui sont conférées par la loi, le conseil fédéral de police donne des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice et est chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales, notamment sur la base d'un rapport annuel établi par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. Il donne un avis motivé sur le projet de plan national de sécurité, et évalue régulièrement son exécution. L'avis du conseil fédéral de police est communiqué au Parlement, ensemble avec les lignes de forces du plan.	§ 2. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1er moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. § 3. (abrogé) § 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités relatives à l'exercice du droit visé au § 1er ainsi que les catégories de personnes qui sont exclues du bénéfice de ce droit et les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du même droit. Sous réserve de modalités particulières d'application, les mesures d'exécution contenues dans l'arrêté royal visé à l'alinéa 1er sont applicables de plein droit et sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions légales ou réglementaires, au personnel des services publics visés par le présent chapitre. Art. 7. Sans préjudice des autres compétences qui lui sont conférées par la loi, le conseil fédéral de police donne des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice et est chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales, notamment sur la base d'un rapport annuel établi par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. Il donne un avis motivé sur le projet de plan national de sécurité, et évalue régulièrement son exécution. L'avis du conseil fédéral de police est communiqué au Parlement, ensemble avec les lignes de forces du plan. Tout texte de nature réglementaire investissant la police fédérale ou la police locale d'une mission nouvelle est soumis au conseil fédéral de police. Celui-ci saisit le ministre de l'Intérieur, et le cas échéant le ministre de la Justice, lorsque l'accomplissement des missions définies à	Art. 7. Sans préjudice des autres compétences qui lui sont conférées par la loi, le conseil fédéral de police donne des avis aux ministres de l'Intérieur et de la Justice et est chargé de l'évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police fédérale et des polices locales, notamment sur la base d'un rapport annuel établi par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. Il donne un avis motivé sur le projet de plan national de sécurité, et évalue régulièrement son exécution. L'avis du conseil fédéral de police est communiqué au Parlement, ensemble avec les lignes de forces du plan. Tout texte de nature réglementaire investissant la police fédérale ou la police locale d'une mission nouvelle est soumis au conseil fédéral de police. Celui-ci saisit le ministre de l'Intérieur, et le cas échéant le ministre de la Justice, lorsque l'accomplissement des missions définies à
---	--	--	--	---	---	--	--

			l'article 3 de la présente loi par les services de police apparaît susceptible d'être compromis. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice, les modalités de fonctionnement du conseil fédéral de Police.	Art.56. Le conseil communal ou le conseil de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, selon les conditions et modalités arrêtées par le Roi. Le conseil communal ou le conseil de police peut, par législation en cours, déléguer cette compétence, selon le cas, au bourgmestre ou au collège de police. Si le bourgmestre ou le collège de police a l'intention de s'écarter de l'ordre établi à l'issue de la procédure de sélection, le conseil communal ou le conseil de police reste compétent.	Art.86. Sans préjudice des dispositions de l'article 85, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, doit être envoyée au gouverneur : 1° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles, du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée, par le conseil communal ou le conseil de police, fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics des travaux, des fournitures et des services auxquels sont applicables les arrêtés et les normes visées au chapitre II du titre IV de la présente loi, ainsi que les délibérations de passation du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises en exécution des délibérations précitées; 2° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police concernant les dépenses rendues nécessaires par
	Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition des ministres de l'Intérieur et de la Justice, les modalités de fonctionnement du conseil fédéral de Police.	Art.56. Le conseil communal ou le conseil de police nomme ou recrute les autres membres de la police locale, selon les conditions et modalités arrêtées par le Roi.	Art.21. L'article 56 de la même loi, est complété par deux alinéas rédigés comme suit: "Le conseil communal ou le conseil de police peut, par législation en cours, déléguer cette compétence, selon le cas, au bourgmestre ou au collège de police. Si le bourgmestre ou le collège de police a l'intention de s'écarter du résultat de la procédure de sélection, le conseil communal ou le conseil de police reste compétent."	Art.86. Sans préjudice des dispositions de l'article 85, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, doit être envoyée au gouverneur : 1° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles, du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée, par le conseil communal ou le conseil de police, fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics des travaux, des fournitures et des services auxquels sont applicables les arrêtés et les normes visées au chapitre II du titre IV de la présente loi, ainsi que les délibérations de passation du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises en exécution des délibérations précitées; 2° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police concernant les dépenses rendues nécessaires par	Art.86. Sans préjudice des dispositions de l'article 85, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, doit être envoyée au gouverneur : 1° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles, du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée, par le conseil communal ou le conseil de police, fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics des travaux, des fournitures et des services auxquels sont applicables les arrêtés et les normes visées au chapitre II du titre IV de la présente loi, ainsi que les délibérations de passation du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police, prises en exécution des délibérations précitées; 2° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles du collège des bourgmestre et échevins ou du collège de police concernant les dépenses rendues nécessaires par
	Art.22. Dans l'article 86, 3°, de la même loi, les mots " , ainsi que celles du bourgmestre ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée par le conseil communal ou le conseil de police," sont insérés entre les mots "du conseil communal ou du conseil de police" et les mots "relatives au recrutement,"				

		des circonstances urgentes et imprévues; 3° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police, ainsi que celles du bourgmestre ou du collège de police, prises suite à une délégation de compétences conférée par le conseil communal ou le conseil de police, relatives au recrutement, à la nomination et à la promotion des membres de la police locale. 4° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police ainsi que celles du bourgmestre ou du collège de police portant la proposition pour la désignation du chef de corps de la police locale.	des circonstances urgentes et imprévues; 3° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police relatives au recrutement, à la nomination et à la promotion des membres de la police locale. 4° les délibérations du conseil communal ou du conseil de police ainsi que celles du bourgmestre ou du collège de police portant la proposition pour la désignation du chef de corps de la police locale.	
	Art. 23. Dans l'article 108bis, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 20 juin 2006, les mots "sont nommés ou engagés par le ministre" sont remplacés par les mots "sont nommés par le ministre ou engagés par le directeur général de l'appui et de la gestion de la police fédérale"	Art. 108bis. Les officiers supérieurs sont nommés par le Roi. La nomination des officiers supérieurs affectés à une direction judiciaire déconcentrée a lieu après avis motivé du procureur général près la Cour d'appel compétent territorialement. Les officiers non-supérieurs sont nommés par le ministre. La nomination des officiers non-supérieurs affectés à une direction judiciaire déconcentrée a lieu après avis motivé du procureur général près la Cour d'appel compétent territorialement. Les membres du personnel du cadre administratif et logistique de niveau A sont nommés ou engagés par le ministre. Les autres membres du personnel sont nommés ou engagés par le directeur général de l'appui et de la gestion de la police fédérale.	Art. 108bis. Les officiers supérieurs sont nommés par le Roi. La nomination des officiers supérieurs affectés à une direction judiciaire déconcentrée a lieu après avis motivé du procureur général près la Cour d'appel compétent territorialement. Les officiers non-supérieurs sont nommés par le ministre. La nomination des officiers non-supérieurs affectés à une direction judiciaire déconcentrée a lieu après avis motivé du procureur général près la Cour d'appel compétent territorialement. Les membres du personnel du cadre administratif et logistique de niveau A sont nommés par le ministre ou engagés par le directeur général de l'appui et de la gestion de la police fédérale. Les autres membres du personnel sont nommés ou engagés par le directeur général de l'appui et de la gestion de la police fédérale.	
	Art. 24. L'article 138, §1er, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit: "Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire d'un membre du personnel qui est employé en dehors des	Art. 138. § 1er. Sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi : 1° les fonctionnaires de police nommés dans le cadre des officiers ou dans le cadre moyen; 2° les fonctionnaires de police qui exercent les	Art. 138. § 1er. Sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi : 1° les fonctionnaires de police nommés dans le cadre des officiers ou dans le cadre moyen; 2° les fonctionnaires de police qui exercent les	

	services de police est suspendue."	fonctions arrêtées par le Roi et qui répondent aux conditions fixées par Lui; 3° pour l'exécution des missions de police technique et scientifique, les membres du cadre administratif et logistique revêtus au minimum d'un grade de niveau B et désignés par le directeur général de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale pour exécuter ces missions; 4° pour l'exécution de la mesure de surveillance visée à l'article 90ter, § 1er, alinéa 1er, du Code d'Instruction criminelle, les membres du cadre administratif et logistique qui sont engagés en raison de leur compétence auditive particulière due à leur cécité ou à leur mauvaise vue pour effectuer cette mesure. Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue. § 2. Pour pouvoir exercer leurs fonctions, les membres du personnel visés au § 1er, 3° et 4°, prêtent serment, devant le directeur général de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale, dans les termes suivants : " Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me sont confiées. " Ils sont compétents pour exercer leurs missions sur l'ensemble du territoire du Royaume. Les recherches et constatations qu'ils effectuent font l'objet de procès-verbaux. Art. 142sexies. La formation de base est clôturée par un examen final, sauf s'il y est mis fin de manière anticipée, volontaire ou non. Les aspirants qui réussissent cet examen et sont considérés comme aptes par le jury obtiennent un diplôme délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur ou l'autorité qu'il désigne.	fonctions arrêtées par le Roi et qui répondent aux conditions fixées par Lui; 3° pour l'exécution des missions de police technique et scientifique, les membres du cadre administratif et logistique revêtus au minimum d'un grade de niveau B et désignés par le directeur général de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale pour exécuter ces missions; 4° pour l'exécution de la mesure de surveillance visée à l'article 90ter, § 1er, alinéa 1er, du Code d'Instruction criminelle, les membres du cadre administratif et logistique qui sont engagés en raison de leur compétence auditive particulière due à leur cécité ou à leur mauvaise vue pour effectuer cette mesure. Le Roi fixe les cas où la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire d'un membre du personnel qui est employé en dehors des services de police est suspendue. § 2. Pour pouvoir exercer leurs fonctions, les membres du personnel visés au § 1er, 3° et 4°, prêtent serment, devant le directeur général de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale, dans les termes suivants : " Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me sont confiées. " Ils sont compétents pour exercer leurs missions sur l'ensemble du territoire du Royaume. Les recherches et constatations qu'ils effectuent font l'objet de procès-verbaux. Art. 142sexies. La formation de base est clôturée par un examen final, sauf s'il y est mis fin de manière anticipée, volontaire ou non. Les aspirants qui réussissent cet examen et sont considérés comme aptes par le jury obtiennent un diplôme délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur ou l'autorité qu'il désigne.
	Art. 25. A l'article 142sexies de la même loi, inséré par la loi du 31 mai 2001 et modifié par la loi du 26 avril 2002 et la loi du 3 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées: 1° dans l'alinéa 2, les mots "niveau 2" sont remplacés par les mots "niveau C"; 2° dans l'alinéa 3, les mots "niveau 2+" sont		

	remplacés par les mots "niveau B"; 3° dans l'alinéa 4, les mots "niveau 1" sont remplacés par les mots "niveau A".	Le diplôme de la formation de base du cadre de base est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales. Le diplôme de la formation de base du cadre moyen est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales. Le diplôme de la formation de base du cadre d'officiers est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les Administrations fédérales. Les étudiants qui ont suivi avec fruit un cycle de formation continuée obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur. Les étudiants qui réussissent un cycle de formation fonctionnelle obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur.	Le diplôme de la formation de base du cadre de base est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau C dans les Administrations fédérales. Le diplôme de la formation de base du cadre moyen est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau B dans les Administrations fédérales. Le diplôme de la formation de base du cadre d'officiers est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les Administrations fédérales. Les étudiants qui ont suivi avec fruit un cycle de formation continuée obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur. Les étudiants qui réussissent un cycle de formation fonctionnelle obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur.
Section 4 - MODIFICATION DE LA LOI DU 24 MARS 1999 ORGANISANT LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITÉS PUBLIQUES ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE	Art. 26. Dans l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, les mots "ou pour des organismes externes dans lesquels des membres du personnel des services de police sont employés" sont insérés entre les mots "un même groupe de services" et les mots " , plusieurs comités de concertation".	Art. 9. Le Roi crée des comités de concertation. Il en détermine la composition et le fonctionnement. Il fixe également les modalités de la procédure de concertation. Le Roi peut créer ou prescrire de créer, pour un même service ou un même groupe de services, plusieurs comités de concertation ayant chacun compétence exclusive pour des matières déterminées. Les organisations syndicales représentées dans le comité de négociation des services de police sont habilitées à présenter des délégués pour siéger dans les comités de concertation.	Art. 9. Le Roi crée des comités de concertation. Il en détermine la composition et le fonctionnement. Il fixe également les modalités de la procédure de concertation. Le Roi peut créer ou prescrire de créer, pour un même service ou un même groupe de services ou pour des organismes externes du pouvoir exécutif fédéral dans lesquels des membres du personnel des services de police sont employés, plusieurs comités de concertation ayant chacun compétence exclusive pour des matières déterminées. Les organisations syndicales représentées dans le comité de négociation des services de police sont habilitées à présenter des délégués pour siéger dans les comités de concertation.
Section 5 - MODIFICATIONS DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 2000 PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À LA POSITION JURIDIQUE DU PERSONNEL DES	Art. 27. L'article 4 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit:	Art. 4. § 1er. Sans préjudice de l'article 28 de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des services de police et de l'article 71, alinéa 1er, de la loi du 13 mai 1999 portant le	Art. 4. § 1er. Sans préjudice de l'article 28 de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des services de police et de l'article 71, alinéa 1er, de la loi du 13 mai 1999 portant le

SERVICES DE POLICE	“§3. Les militaires visés aux §§ 1^{er} et 2, peuvent, à leur demande, rester en activité au-delà de l'âge de mise à la retraite obligeant et ce jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans. Le maintien en activité de ces militaires au-delà de 65 ans peut être autorisé dans les conditions et selon la procédure visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat. Par dérogation au §2, alinéa 1er, les militaires n'ont plus la possibilité de réintégrer les Forces Armées après l'âge de mise à la retraite afférant au grade dont ils sont revêtus. ” Par dérogation au §2, alinéa 1er, les militaires n'ont plus la possibilité de réintégrer les Forces Armées après l'âge de mise à la retraite afférant au grade dont ils sont revêtus. ”.	statut disciplinaire des membres des services de police, la décision de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application, selon le cas, aux membres du personnel visés aux articles 242, alinéa 2, et 243, alinéa 3 de la loi ou aux membres du personnel visés à l'article 12, alinéa 2, ainsi qu'aux membres du personnel visés à l'article 235, alinéa 3, de la loi, emporte, pour l'application du chapitre Ier du titre VIII de la loi et pour l'application de l'article 13, l'application à l'égard de ces membres du personnel des lois et règlements qui, chacun en ce qui le concerne, régissent les matières suivantes : 1° le statut pécuniaire à l'exception des allocations, indemnités, primes, autres rétributions complémentaires et avantages en nature, fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres; 2° les conséquences pécuniaires des promotions à l'ancienneté qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et qui existent à la date d'entrée en vigueur du statut visé à l'article 121 de la loi; 3° le régime de pension; 4° le cas échéant, la protection médicale. Par dérogation aux articles 236, alinéa 6, 242, alinéa 5 et 243, alinéa 6, de la loi, les modifications qui sont apportées aux matières visées à l'alinéa 1er après l'échéance du délai du choix statutaire visé à l'article 12, alinéa 3 et aux articles 242, alinéa 3 et 243, alinéa 4, de la loi, ne sont d'application aux personnes visées à l'alinéa 1er, que pour autant que le Roi le prévoit explicitement. Pour le surplus, les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont soumis aux lois et règlements qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique. § 2. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, et à l'article 242, alinéa 3, dernière phrase, de la loi,	statut disciplinaire des membres des services de police, la décision de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application, selon le cas, aux membres du personnel visés aux articles 242, alinéa 2, et 243, alinéa 3 de la loi ou aux membres du personnel visés à l'article 12, alinéa 2, ainsi qu'aux membres du personnel visés à l'article 235, alinéa 3, de la loi, emporte, pour l'application du chapitre Ier du titre VIII de la loi et pour l'application de l'article 13, l'application à l'égard de ces membres du personnel des lois et règlements qui, chacun en ce qui le concerne, régissent les matières suivantes : 1° le statut pécuniaire à l'exception des allocations, indemnités, primes, autres rétributions complémentaires et avantages en nature, fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres; 2° les conséquences pécuniaires des promotions à l'ancienneté qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et qui existent à la date d'entrée en vigueur du statut visé à l'article 121 de la loi; 3° le régime de pension; 4° le cas échéant, la protection médicale. Par dérogation aux articles 236, alinéa 6, 242, alinéa 5 et 243, alinéa 6, de la loi, les modifications qui sont apportées aux matières visées à l'alinéa 1er après l'échéance du délai du choix statutaire visé à l'article 12, alinéa 3 et aux articles 242, alinéa 3 et 243, alinéa 4, de la loi, ne sont d'application aux personnes visées à l'alinéa 1er, que pour autant que le Roi le prévoit explicitement. Pour le surplus, les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont soumis aux lois et règlements qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique. § 2. Par dérogation au § 1er, alinéa 1er, et à l'article 242, alinéa 3, dernière phrase, de la loi,
--------------------	---	---	---

		les militaires qui font partie du cadre administratif et logistique et qui font usage de la possibilité de choix visée aux articles de la loi mentionnés au § 1er, alinéa 1er, conservent définitivement leur qualité de militaire, le statut y afférant ainsi que la possibilité de réintégrer les Forces armées. Par dérogation à l'alinéa 1er, le Roi fixe toutefois dans quelle mesure l'évaluation de fonctionnement et le régime des allocations et indemnités fixés par le statut du personnel des services de police est applicable à ces militaires. §3. Les militaires visés aux §§ 1^{er} et 2, peuvent, à leur demande et avec l'accord de l'autorité compétente, rester en activité au-delà de l'âge de mise à la retraite obligeant et ce jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel ils atteignent l'âge de 65 ans. Le maintien en activité de ces militaires au-delà de 65 ans peut être autorisé dans les conditions et selon la procédure visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat. Par dérogation au §2, alinéa 1er, les militaires n'ont plus la possibilité de réintégrer les Forces Armées après l'âge de mise à la retraite afférant au grade dont ils sont revêtus.	les militaires qui font partie du cadre administratif et logistique et qui font usage de la possibilité de choix visée aux articles de la loi mentionnés au § 1er, alinéa 1er, conservent définitivement leur qualité de militaire, le statut y afférant ainsi que la possibilité de réintégrer les Forces armées. Par dérogation à l'alinéa 1er, le Roi fixe toutefois dans quelle mesure l'évaluation de fonctionnement et le régime des allocations et indemnités fixés par le statut du personnel des services de police est applicable à ces militaires.	les militaires qui font partie du cadre administratif et logistique et qui font usage de la possibilité de choix visée aux articles de la loi mentionnés au § 1er, alinéa 1er, conservent définitivement leur qualité de militaire, le statut y afférant ainsi que la possibilité de réintégrer les Forces armées. Par dérogation à l'alinéa 1er, le Roi fixe toutefois dans quelle mesure l'évaluation de fonctionnement et le régime des allocations et indemnités fixés par le statut du personnel des services de police est applicable à ces militaires.	les militaires qui font partie du cadre administratif et logistique et qui font usage de la possibilité de choix visée aux articles de la loi mentionnés au § 1er, alinéa 1er, conservent définitivement leur qualité de militaire, le statut y afférant ainsi que la possibilité de réintégrer les Forces armées. Par dérogation à l'alinéa 1er, le Roi fixe toutefois dans quelle mesure l'évaluation de fonctionnement et le régime des allocations et indemnités fixés par le statut du personnel des services de police est applicable à ces militaires.
	Art. 28. Dans l'article 41, alinéa 1er, de la même loi, le 4^e est complété par les mots "quel que soit le choix du statut visé à cet article".	Art.41. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 238 de la loi: 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de la décision visée à cet article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension;	Art.41. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 238 de la loi: 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de la décision visée à cet article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension;	Art.41. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 238 de la loi: 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de la décision visée à cet article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension;	Art.41. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 238 de la loi: 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de la décision visée à cet article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension;

			4° est calculée en tenant compte des données visées à l'article 4, § 1er, 1°. Pour le calcul de la pension qui suit le congé visé à l'alinéa 1er, il est tenu compte du traitement normal moyen visé aux articles 3 et 12, §§ 1er et 2, de la loi relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit.	4° est calculée en tenant compte des données visées à l'article 4, § 1er, 1°, quel que soit le choix du statut visé à cet article °. Pour le calcul de la pension qui suit le congé visé à l'alinéa 1er, il est tenu compte du traitement normal moyen visé aux articles 3 et 12, §§ 1er et 2, de la loi relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit.
	Art. 29. Dans l'article 44, alinéa 1er, de la même loi, le 4° est complété par les mots "quel que soit le choix du statut visé à cet article".	Art.44. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 42 : 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut à l'exception des articles 2 et 3 de l'arrêté royal n° 16.020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut à l'exception des articles 2 et 3 de l'arrêté royal n° 16.020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension; 4° est calculée en tenant compte des données visées à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1°.	Art.44. La mesure de congé volontaire préalable à la mise à la retraite visée à l'article 42 : 1° subsiste pendant une période de cinq ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent article; 2° ne s'applique pas aux membres du personnel qui, au moment de leur demande, peuvent être pensionnés à leur demande en vertu de leur statut à l'exception des articles 2 et 3 de l'arrêté royal n° 16.020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires; 3° implique, pour celui qui en bénéficie, l'obligation de solliciter sa mise à la pension à l'âge le plus jeune fixé par son statut à l'exception des articles 2 et 3 de l'arrêté royal n° 16.020 du 11 août 1923 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires ou, vaut, le cas échéant, jusqu'à l'âge de mise à la pension; 4° est calculée en tenant compte des données visées à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1°, quel que soit le choix du statut visé à cet article.	
Section 6 - MODIFICATIONS DE L'ARRETE ROYAL DU 30 MARS 2001 PORTANT LA POSITION JURIDIQUE DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE ("PJPol")	Art. 30. Dans l'article VII.11.4, 2°, PJPol, confirmé par la loi du 26 avril 2002 les mots "niveau 1°" sont remplacés par les mots "niveau A"	Art.7.2.4. Peut être promu au grade de commissaire divisionnaire de police, le commissaire de police qui : 1° à au moins neuf ans d'ancienneté de cadre dans le cadre d'officiers; 2° est titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude donnant accès au niveau 1 dans la fonction publique fédérale ou qui à réussi les examens organisés par le bureau de sélection de l'administration fédérale (SELOR) en vue	Art.7.2.4. Peut être promu au grade de commissaire divisionnaire de police, le commissaire de police qui : 1° à au moins neuf ans d'ancienneté de cadre dans le cadre d'officiers; 2° est titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude donnant accès au niveau A dans la fonction publique fédérale ou qui à réussi les examens organisés par le bureau de sélection de l'administration fédérale (SELOR) en vue	

	Art. 31. L'article XII.IV.7 PJPoI, inséré par la loi du 3 juillet 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit: "Par dérogation à l'alinéa 1er, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1er, alinéa 1er, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1er."	d'accéder au niveau 1 de la fonction publique fédérale; 3° est détenteur du brevet de direction déterminé par Nous.	d'accéder au niveau A de la fonction publique fédérale; 3° est détenteur du brevet de direction déterminé par Nous.
		Art.12.4.7. Les membres du personnel du cadre de base qui, à la date de création d'un corps de police locale, sont désignés à un emploi au sein d'un service d'enquête et de recherche de la police locale, obtiennent, à leur demande, pour la durée de leur désignation et à condition de suivre la formation y relative, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. Par dérogation à l'alinéa 1er, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1er, alinéa 1er, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1er.	Art.12.4.7. Les membres du personnel du cadre de base qui, à la date de création d'un corps de police locale, sont désignés à un emploi au sein d'un service d'enquête et de recherche de la police locale, obtiennent, à leur demande, pour la durée de leur désignation et à condition de suivre la formation y relative, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. Par dérogation à l'alinéa 1er, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1er, alinéa 1er, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1er.
	Art. 32. L'article XII.VII.21 PJPoI, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, est complété par un alinéa rédigé comme suit: "Par dérogation à l'alinéa 2, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1er, alinéa 1er, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1er."	Art.12.7.21. Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel, qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police. Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen. Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base.	Art.12.7.21. Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel, qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police. Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen. Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base.

			Par dérogation à l'alinéa 2, la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi est maintenue en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire, à condition que l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1er, alinéa 1er, le décide et que cela soit mentionné comme tel dans l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1er.	Art.12.7.27bis. Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, Point 3.26 de l'annexe 11, peuvent concourir pour les fonctions attribuées par mandat, telles que visées à l'article 66 de la loi du 26 avril 2002. L'alinéa 1er vaut également pour les membres du personnel qui, la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient revêtus du grade de commissaire de la police communale et qui, soit étaient chefs de corps d'un corps de la police communale dans une commune de classe 17, soit étaient nommés dans une commune de classe 20 sans être chefs de corps de leur corps ou dont la procédure de nomination était entamée avant la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté mais non encore achevée à la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la nomination dans l'emploi en question est intervenue ultérieurement.	Art.12.7.27bis. Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, Point 3.26 de l'annexe 11, peuvent concourir pour les fonctions attribuées par mandat, telles que visées à l'article 66 de la loi du 26 avril 2002. L'alinéa 1er vaut également pour les membres du personnel qui, la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient revêtus du grade de commissaire de la police communale et qui, soit étaient chefs de corps d'un corps de la police communale dans une commune de classe 17, soit étaient nommés dans une commune de classe 20 sans être chefs de corps de leur corps ou dont la procédure de nomination était entamée avant la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté mais non encore achevée à la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la nomination dans l'emploi en question est intervenue ultérieurement.	Art.12.11.23. § 1. Sans préjudice des dispositions visées aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1, 2° et 5°, XII.XI.7 et XII.XI.8, une allocation compensatoire est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui : 1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté bénéficiait d'une des indemnités visées au 2° et qui : a) soit avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie; b) soit avait le statut de membre du personnel
	Art. 33. Dans l'article XII.VII.27bisPJPol, remplacé par la loi du 2 décembre 2011, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1er : "Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, Point 3.26 de l'annexe 11, peuvent concourir pour les fonctions attribuées par mandat, telles que visées à l'article 66 de la loi du 26 avril 2002."	Art.12.7.27bis. L'alinéa 1er vaut également pour les membres du personnel qui, la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient revêtus du grade de commissaire de la police communale et qui, soit étaient chefs de corps d'un corps de la police communale dans une commune de classe 17, soit étaient nommés dans une commune de classe 20 sans être chefs de corps de leur corps ou dont la procédure de nomination était entamée avant la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté mais non encore achevée à la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la nomination dans l'emploi en question est intervenue ultérieurement.	Art.12.11.23. § 1. Sans préjudice des dispositions visées aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1, 2° et 5°, XII.XI.7 et XII.XI.8, une allocation compensatoire est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui : 1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté : a) soit avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;	Art.12.11.23. § 1. Sans préjudice des dispositions visées aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1, 2° et 5°, XII.XI.7 et XII.XI.8, une allocation compensatoire est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui : 1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté : a) soit avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;	Art.12.11.23. § 1. Sans préjudice des dispositions visées aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1, 2° et 5°, XII.XI.7 et XII.XI.8, une allocation compensatoire est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui : 1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté : a) soit avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;	Art. 34. A l'article XII.XI.23, §1er, PJPol, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les modifications suivantes sont apportées: 1° au 1°, les mots "du présent arrêté ." sont remplacés par les mots "du présent arrêté bénéficiait d'une des indemnités visées au 2° et qui ." ; 2° les mots "et qui ." sont insérés entre le 1° et le 2°.

		b) soit avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets ayant la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire; c) soit avait le statut de membre du personnel d'un corps opérationnel d'un corps de la police communale; 2° à l'exception des services de la police fédérale chargés de la police des militaires, à la même date, appartenait a ou était détaché dans une des unités ou services ayant repris les fonctions remplies par une des unités ou services ouvrant le droit à : a) soit l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie; b) soit celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets; c) soit celle visée à l'arrêté royal du 22 décembre 1997 fixant les dispositions générales relatives à une indemnité pour des frais exposés par des membres de la police communale lors de l'exercice de missions de police judiciaire mais a la condition que le montant journalier effectivement accordé fût supérieur à 270 francs (6,70 EUR). §2. Le montant annuel de cette allocation est fixé à : 1° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base : 78 680 francs (1.950,43 EUR); 2° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen : 79 140 francs (1.961,83 EUR); 3° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers : 86 900 francs (2.154,20 EUR). §3. Si le membre du personnel bénéficie de	de la police judiciaire près les parquets ayant la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire; c) soit avait le statut de membre du personnel d'un corps opérationnel d'un corps de la police communale; et qui : 2° à l'exception des services de la police fédérale chargés de la police des militaires, à la même date, appartenait a ou était détaché dans une des unités ou services ayant repris les fonctions remplies par une des unités ou services ouvrant le droit à : a) soit l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie; b) soit celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets; c) soit celle visée à l'arrêté royal du 22 décembre 1997 fixant les dispositions générales relatives à une indemnité pour des frais exposés par des membres de la police communale lors de l'exercice de missions de police judiciaire mais a la condition que le montant journalier effectivement accordé fût supérieur à 270 francs (6,70 EUR). §2. Le montant annuel de cette allocation est fixé à : 1° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base : 78 680 francs (1.950,43 EUR); 2° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen : 79 140 francs (1.961,83 EUR); 3° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers : 86 900 francs (2.154,20 EUR). §3. Si le membre du personnel bénéficie de l'allocation visée à l'article XI.III.12, alinéa 1er,
--	--	---	--

		l'allocation visée à l'article XI.III.12, alinéa 1er, 5°, ou a droit à une prime de détachement ou de délégation ou à une autre allocation fonctionnelle du fait de sa désignation pour ou de son détachement vers l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, le Groupement interforces antiterroriste, le Service d'Enquêtes des services de police auprès du Comité permanent de contrôle des services de police ou le Service d'Enquêtes des services de renseignement auprès du Comité permanent de contrôle des services de renseignement, seule est payée, de la prime de détachement ou de délégation susmentionnée ou autre allocation fonctionnelle, ou de l'allocation compensatoire visée au §1er, celle qui est la plus élevée, tandis que le droit à toute autre est suspendu pendant ce temps.	5°, ou a droit à une prime de détachement ou de délégation ou à une autre allocation fonctionnelle du fait de sa désignation pour ou de son détachement vers l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, le Groupement interforces antiterroriste, le Service d'Enquêtes des services de police auprès du Comité permanent de contrôle des services de police ou le Service d'Enquêtes des services de renseignement auprès du Comité permanent de contrôle des services de renseignement, seule est payée, de la prime de détachement ou de délégation susmentionnée ou autre allocation fonctionnelle, ou de l'allocation compensatoire visée au §1er, celle qui est la plus élevée, tandis que le droit à toute autre est suspendu pendant ce temps.
	Art. 35. Dans l'article XII.XI.25, § 1er, alinéa 1er, PJPol, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les mots « du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1 ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1er » sont remplacés par les mots « des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public ».	Art. XII.XI.25. §1er. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.	Art. XII.XI.25. §1er. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.
		Art. XII.XI.25. §1er. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1er ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1er.	Art. XII.XI.25. §1er. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1er ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1er.
		Sans préjudice de l'alinéa 1er, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, l'allocation est réduite suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement. Elle est due à partir du premier jour du mois qui	Sans préjudice de l'alinéa 1er, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, l'allocation est réduite suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement. Elle est due à partir du premier jour du mois qui

		suit la date à laquelle on peut y prétendre. Elle cesse de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre. Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement. §2. L'allocation est payée en même temps que le traitement à raison d'un douzième du montant annuel. §3. Les dispositions de l'article XI.II.17, §3, sont, mutatis mutandis, applicables à l'allocation visée à l'article XII.XI.23. Toutefois, si l'absence résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés aux articles 116 et 117 de la loi, l'allocation cesse toutefois d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation s'entame. §4. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'allocation visée au §1er. Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.	suit la date à laquelle on peut y prétendre. Elle cesse de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre. Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement. §2. L'allocation est payée en même temps que le traitement à raison d'un douzième du montant annuel. §3. Les dispositions de l'article XI.II.17, §3, sont, mutatis mutandis, applicables à l'allocation visée à l'article XII.XI.23. Toutefois, si l'absence résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés aux articles 116 et 117 de la loi, l'allocation cesse toutefois d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation s'entame. §4. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'allocation visée au §1er. Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.	Art. XII.XI.36. §1^{er}. Le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui était en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne, maintient son droit à une indemnité d'éloignement. §2. L'indemnité d'éloignement est due au taux tel que fixé, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au tableau 1.a. de l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service
Art. 36. Dans l'article XII.XI.36, § 5, 1°, PJPol, confirmé par la loi du 30 décembre 2001, les mots « le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1er ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVII.1er » sont remplacés par les mots « des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du	Art. XII.XI.36. §1^{er}. Le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui était en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne, maintient son droit à une indemnité d'éloignement. §2. L'indemnité d'éloignement est due au taux tel que fixé, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au tableau 1.a. de l'arrêté royal du 1er mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service			

	20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public"	personnes assimilées aux militaires en service aux Forces belges en République Fédérale de service auprès de ces forces. Elle est allouée aux taux prévus pour les mariés, aux cohabitants pouvant produire un certificat de composition de ménage, ainsi qu'aux célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps pour autant que les intéressés aient charge de famille. Elle est payable mensuellement et à terme échu. Elle est allouée jusqu'à la veille du jour où le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1er, cesse d'être en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne. §3. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui bénéficie de l'indemnité est chargé d'effectuer un déplacement de service, de quelque nature qu'il soit, hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, ou lorsqu'il est hospitalisé en Belgique ou passe des congés pour motif de santé hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, l'indemnité d'éloignement cesse d'être due. Toutefois, dans le cas d'un déplacement de service autre qu'un "service permanent", au sens de l'article XI.IV.13, 8°, ou dans l'un des deux autres cas, elle est maintenue à concurrence de 60% de son montant si la famille du membre du personnel est installée en République fédérale d'Allemagne. §4. Lorsque les deux conjoints ou cohabitants sont appelés à bénéficier des indemnités d'éloignement, celui des conjoints ou cohabitants qui peut prétendre à l'indemnité prévue pour la catégorie la plus élevée, perçoit	aux Forces belges en République Fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces. Elle est allouée aux taux prévus pour les mariés, aux cohabitants pouvant produire un certificat de composition de ménage, ainsi qu'aux célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps pour autant que les intéressés aient charge de famille. Elle est payable mensuellement et à terme échu. Elle est allouée jusqu'à la veille du jour où le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1er, cesse d'être en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne. §3. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui bénéficie de l'indemnité est chargé d'effectuer un déplacement de service, de quelque nature qu'il soit, hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, ou lorsqu'il est hospitalisé en Belgique ou passe des congés pour motif de santé hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, l'indemnité d'éloignement cesse d'être due. Toutefois, dans le cas d'un déplacement de service autre qu'un "service permanent", au sens de l'article XI.IV.13, 8°, ou dans l'un des deux autres cas, elle est maintenue à concurrence de 60% de son montant si la famille du membre du personnel est installée en République fédérale d'Allemagne. §4. Lorsque les deux conjoints ou cohabitants sont appelés à bénéficier des indemnités d'éloignement, celui des conjoints ou cohabitants qui peut prétendre à l'indemnité prévue pour la catégorie la plus élevée, perçoit cette indemnité aux taux fixés pour les mariés;
--	--	---	--

		cette indemnité aux taux fixés pour les mariés; l'autre la perçoit aux taux prévus pour les célibataires. Si les deux conjoints ou cohabitants peuvent prétendre à l'indemnité prévue pour la même catégorie, l'indemnité au taux fixé pour les mariés est accordée au plus âgé des conjoints ou cohabitants. Si celle-ci n'est pas connue de l'Administration, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel doit signaler la situation de cohabitation. §5. Pour l'application de la réglementation visée au §2 il y a lieu : 1° d'entendre par "être en service au détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale 'Allemagne" : la période passée auprès du détachement donnant droit au traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1er, ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1er, mais à l'exclusion: a) d'un congé de fin de carrière; b) d'une absence pour motif de santé à partir du 181ème jour; c) d'une mise en disponibilité pour maladie; d) du séjour en détention préventive suivi d'une mesure d'internement, ainsi que l'internement	l'autre la perçoit aux taux prévus pour les célibataires. Si les deux conjoints ou cohabitants peuvent prétendre à l'indemnité prévue pour la même catégorie, l'indemnité au taux fixé pour les mariés est accordée au plus âgé des conjoints ou cohabitants. Si celle-ci n'est pas connue de l'Administration, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel doit signaler la situation de cohabitation. §5. Pour l'application de la réglementation visée au §2 il y a lieu : 1° d'entendre par "être en service au détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale 'Allemagne" : la période passée auprès du détachement donnant droit au traitement entier ou à un traitement tel que dû dans des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public ainsi que dans le cadre des régimes de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans visés à la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public et à l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public, mais à l'exclusion: a) d'un congé de fin de carrière; b) d'une absence pour motif de santé à partir du 181ème jour; c) d'une mise en disponibilité pour maladie; d) du séjour en détention préventive suivi d'une mesure d'internement, ainsi que l'internement
--	--	---	--

Section 7 - MODIFICATIONS DE LA LOI DU 26 AVRIL 2002 RELATIVE AUX ELEMENTS ESSENTIELS DU STATUT DES MEMBRES DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE ET PORTANT DIVERSES AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX SERVICES DE POLICE	Art. 37. A l'article 12 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses dispositions relatives aux services de police, modifié par la loi du 3 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées: a) à l'alinéa 1er, 10°, les mots "pour le cadre auxiliaire et de base, avoir réussi ou, pour le cadre moyen et d'officiers" sont remplacés par les mots "pour le cadre des agents de police, le cadre de base et le cadre moyen, avoir réussi ou, pour le cadre d'officiers"; b) dans l'alinéa 2, les mots "certificat de bonne conduite, vie et mœurs" sont remplacés par les mots "extrait du casier judiciaire".	même; e) du samedi, dimanche, jour férié ou jour de repos suivant immédiatement la période d'absence pour motif de santé ou de mise en disponibilité pour maladie; 2° d'assimiler les membres actuels du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers à des officiers subalternes; les autres membres du personnel, à des sous-officiers.	même; e) du samedi, dimanche, jour férié ou jour de repos suivant immédiatement la période d'absence pour motif de santé ou de mise en disponibilité pour maladie; 2° d'assimiler les membres actuels du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers à des officiers subalternes; les autres membres du personnel, à des sous-officiers.
	Art. 12. Le candidat agent auxiliaire de police, inspecteur de police, inspecteur principal de police/inspecteur principal de police avec spécialité particulière/inspecteur principal de police avec spécialité d'assistant de police et commissaire de police doit satisfaire aux conditions générales d'admission suivantes: 1° posséder la nationalité belge; 2° jouir des droits civils et politiques; 3° être de conduite irréprochable; 4° pour les candidats masculins, avoir satisfait aux lois sur la milice; 5° être âgé de 18 ans au moins; 6° disposer des aptitudes physiques requises et être exempt de tout handicap incompatible avec les exigences de la fonction; 7° ne pas faire l'objet d'une interdiction légale de port d'armes, ni refuser ou s'abstenir, déclarer refuser ou s'abstenir de toute forme d'usage d'armes ou autre moyen de défense mis à disposition en vertu des conditions fixées en la matière par les lois, arrêtés ou directives; 8° être porteur du diplôme ou certificat d'études requis, selon le cas, par les articles 15 à 18; 9° être titulaire du permis de conduire de la catégorie B; 10° pour le cadre des agents de police, le cadre de base et le cadre moyen, avoir réussi ou, pour le cadre d'officiers, avoir réussi et être classé en ordre utile aux épreuves de sélection donnant accès à la formation de base;	même; e) du samedi, dimanche, jour férié ou jour de repos suivant immédiatement la période d'absence pour motif de santé ou de mise en disponibilité pour maladie; 2° d'assimiler les membres actuels du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers à des officiers subalternes; les autres membres du personnel, à des sous-officiers.	même; e) du samedi, dimanche, jour férié ou jour de repos suivant immédiatement la période d'absence pour motif de santé ou de mise en disponibilité pour maladie; 2° d'assimiler les membres actuels du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers à des officiers subalternes; les autres membres du personnel, à des sous-officiers.

		11° s'engager à porter l'uniforme réglementaire. La condition visée à l'alinéa 1er, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature et d'une enquête de milieu et des antécédents.	11° s'engager à porter l'uniforme réglementaire. La condition visée à l'alinéa 1er, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature et d'une enquête de milieu et des antécédents.	Art.13.N'est pas admis aux épreuves de sélection le candidat qui : 1° a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de la fonction de police à l'issue d'un examen médical d'aptitude; 2° a précédemment, comme aspirant, échoué pour le cadre visé ou, comme stagiaire pour le cadre visé, été démis ou réaffecté pour inaptitude professionnelle en application des règles déterminées par le Roi; 3° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi; 4° a, au moment de la démission acceptée, une évaluation avec la mention finale " insuffisant"; 5° n'a pas réussi à trois reprises la procédure de sélection en vue de l'admission à la formation de base visée; 6° n'a pas atteint l'âge de 17 ans; 7° s'est vu notifier son échec à une épreuve de sélection précédente depuis moins d'un an, à moins que la commission de délibération fixée par le Roi n'accepte un délai plus court.	Art.13.N'est pas admis aux épreuves de sélection le candidat qui : 1° a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de la fonction de police à l'issue d'un examen médical d'aptitude; 2° a précédemment échoué définitivement comme aspirant, a été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou a été réaffecté en application des règles déterminées par le Roi; 3° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi; 4° a, au moment de la démission acceptée, une évaluation avec la mention finale " insuffisant"; 5° n'a pas réussi à trois reprises la procédure de sélection en vue de l'admission à la formation de base visée; 6° n'a pas atteint l'âge de 17 ans; 7° s'est vu notifier son échec à une épreuve de sélection précédente depuis moins d'un an.	Art. 38. A l'article 13 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées: a) au 1°, le mot "définitivement" est abrogé; b) le 2° est remplacé par ce qui suit: « 2° a précédemment, comme aspirant, échoué pour le cadre visé ou, comme stagiaire pour le cadre visé, été démis ou réaffecté pour inaptitude professionnelle en application des règles déterminées par le Roi;"; c) le 7° est complété par les mots "à moins que la commission de délibération fixée par le Roi n'accepte un délai plus court".	Art. 39. Dans les articles 15 et 22 de la même loi, les mots "niveau 2" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau C".
		Art.22. Pour être recruté dans un grade du niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau C dans les administrations	Art.22. Pour être recruté dans un grade du niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau C dans les administrations	Art.15. Pour être recruté au grade d'inspecteur de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations fédérales.	Art.15. Pour être recruté au grade d'inspecteur de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations fédérales.	Art.22. Pour être recruté dans un grade du niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations	Art.22. Pour être recruté dans un grade du niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau C dans les administrations

		fédérales.	fédérales.
	Art. 40. Dans les articles 16, 17 et 23 de la même loi, les mots "niveau 2+" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau B".	Art. 16. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité particulière, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études, requis pour la fonction concernée, au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les administrations fédérales. Art. 17. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité d'assistant de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études dans le domaine des sciences sociales, de la psychologie ou de la criminologie au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les administrations fédérales. Art. 23. Pour être recruté dans un grade du niveau B, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les administrations fédérales.	Art. 16. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité particulière, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études, requis pour la fonction concernée, au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau B dans les administrations fédérales. Art. 17. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité d'assistant de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études dans le domaine des sciences sociales, de la psychologie ou de la criminologie au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau B dans les administrations fédérales. Art. 23. Pour être recruté dans un grade du niveau B, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau B dans les administrations fédérales.
	Art. 41. Dans les articles 18, alinéa 1er, et 24 de la même loi, les mots "niveau 1" sont à chaque fois remplacés par les mots "niveau A".	Art. 18. Pour être recruté au grade de commissaire de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations fédérales. Le ministre peut réserver, par décision motivée, un nombre de places vacantes aux titulaires d'un diplôme ou certificat ou à ceux qui satisfont aux conditions qu'il spécifie. Art. 24. Pour être recruté dans un grade du niveau A, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations fédérales.	Art. 18. Pour être recruté au grade de commissaire de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les administrations fédérales. Le ministre peut réserver, par décision motivée, un nombre de places vacantes aux titulaires d'un diplôme ou certificat ou à ceux qui satisfont aux conditions qu'il spécifie. Art. 24. Pour être recruté dans un grade du niveau A, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau A dans les administrations fédérales.

Art. 42. A l'article 20, 1°, de la même loi, le mot "définitivement" est abrogé.	Art. 20. N'est pas admis à la sélection, le candidat qui : 1° à l'issue d'un examen médical d'aptitude, a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de l'emploi visé; 2° a précédemment été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou précédemment été réaffecté pour inaptitude professionnelle; 3° a précédemment été licencié comme membre du personnel contractuel pour motif grave visé à l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou pendant ou à l'expiration de la période d'essai visée aux articles 48 et 67 de la même loi; 4° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi; 5° a, au moment de la démission acceptée, une évaluation avec la mention finale "insuffisant" .	Art. 20. N'est pas admis à la sélection, le candidat qui : 1° à l'issue d'un examen médical d'aptitude, a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de l'emploi visé; 2° a précédemment été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou précédemment été réaffecté pour inaptitude professionnelle; 3° a précédemment été licencié comme membre du personnel contractuel pour motif grave visé à l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou pendant ou à l'expiration de la période d'essai visée aux articles 48 et 67 de la même loi; 4° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi; 5° a, au moment de la démission acceptée, une évaluation avec la mention finale "insuffisant" .	Art. 20. N'est pas admis à la sélection, le candidat qui : 1° à l'issue d'un examen médical d'aptitude, a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de l'emploi visé; 2° a précédemment été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou précédemment été réaffecté pour inaptitude professionnelle; 3° a précédemment été licencié comme membre du personnel contractuel pour motif grave visé à l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou pendant ou à l'expiration de la période d'essai visée aux articles 48 et 67 de la même loi; 4° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi; 5° a, au moment de la démission acceptée, une évaluation avec la mention finale "insuffisant" .
Art. 43. A l'article 21 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées: 1° dans l'alinéa 2, les mots "certificat de bonne conduite, vie et moeurs" sont remplacés par les mots "extrait du casier judiciaire"; 2° l'alinéa 2 est complété par les mots "et d'une enquête de milieu et des antécédents".	Art. 21. Le candidat doit satisfaire aux conditions fixées à l'article 19, 1° à 4°, à la date de sa participation aux épreuves de sélection. L'exigence fixée à l'article 19, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature. Les autres conditions fixées à l'article 19 doivent être remplies, selon le cas, lors de l'admission au stage ou de l'engagement.	Art. 21. Le candidat doit satisfaire aux conditions fixées à l'article 19, 1° à 4°, à la date de sa participation aux épreuves de sélection. L'exigence fixée à l'article 19, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature. Les autres conditions fixées à l'article 19 doivent être remplies, selon le cas, lors de l'admission au stage ou de l'engagement.	Art. 21. Le candidat doit satisfaire aux conditions fixées à l'article 19, 1° à 4°, à la date de sa participation aux épreuves de sélection. L'exigence fixée à l'article 19, 3°, découle d'un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature. Les autres conditions fixées à l'article 19 doivent être remplies, selon le cas, lors de l'admission au stage ou de l'engagement et d'une enquête de milieu et des antécédents.
Art. 44. Dans l'article 26, alinéa 1er, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, les mots « et du départ anticipé à mi-temps » sont remplacés par les mots « , du départ anticipé à mi-temps, de la semaine de quatre jours avec ou sans prime et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans".	Art. 26. Sans préjudice des remplacements effectués dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle, de la semaine volontaire de quatre jours, et du départ anticipé à mi-temps, les tâches auxiliaires et spécifiques visées à l'article 118, alinéa 2, de la loi, qui peuvent être effectuées exclusivement par les membres du personnel engagés sur la base d'un contrat de travail sont celles exercées dans le cadre des emplois : 1° financés par des ressources temporaires ou	Art. 26. Sans préjudice des remplacements effectués dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle, de la semaine volontaire de quatre jours, et du départ anticipé à mi-temps, les tâches auxiliaires et spécifiques visées à l'article 118, alinéa 2, de la loi, qui peuvent être effectuées exclusivement par les membres du personnel engagés sur la base d'un contrat de travail sont celles exercées dans le cadre des emplois : 1° financés par des ressources temporaires ou	Art. 26. Sans préjudice des remplacements effectués dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle, de la semaine volontaire de quatre jours, et du départ anticipé à mi-temps, les tâches auxiliaires et spécifiques visées à l'article 118, alinéa 2, de la loi, qui peuvent être effectuées exclusivement par les membres du personnel engagés sur la base d'un contrat de travail sont celles exercées dans le

			variables; 2° considérés comme des missions temporaires, spécifiques ou à temps partiel; 3° du personnel d'entretien; 4° du personnel des mess, restaurants et cantines. Le ministre ou, pour la police locale, le conseil communal ou le conseil de police détermine le nombre, la durée et le genre d'emplois fixés à l'alinéa 1er, 1° et 2°.	cadre des emplois : 1° financés par des ressources temporaires ou variables; 2° considérés comme des missions temporaires, spécifiques ou à temps partiel; 3° du personnel d'entretien; 4° du personnel des mess, restaurants et cantines. Le ministre ou, pour la police locale, le conseil communal ou le conseil de police détermine le nombre, la durée et le genre d'emplois fixés à l'alinéa 1er, 1° et 2°.
	Art. 45. Dans le titre II de la même loi, le chapitre V, comportant l'article 27, est abrogé.	CHAPITRE V. - L'autorité de nomination. Art.27. Sauf en cas d'application de l'article 54 de la loi, les officiers sont nommés par le Roi. Sauf en cas d'application de l'article 56 de la loi, les autres membres du personnel sont nommés par le ministre ou engagés par le ministre ou par le directeur du service de la police fédérale qu'il désigne.	variables; 2° considérés comme des missions temporaires, spécifiques ou à temps partiel; 3° du personnel d'entretien; 4° du personnel des mess, restaurants et cantines. Le ministre ou, pour la police locale, le conseil communal ou le conseil de police détermine le nombre, la durée et le genre d'emplois fixés à l'alinéa 1er, 1° et 2°.	cadre des emplois : 1° financés par des ressources temporaires ou variables; 2° considérés comme des missions temporaires, spécifiques ou à temps partiel; 3° du personnel d'entretien; 4° du personnel des mess, restaurants et cantines. Le ministre ou, pour la police locale, le conseil communal ou le conseil de police détermine le nombre, la durée et le genre d'emplois fixés à l'alinéa 1er, 1° et 2°.
	Art. 46. A l'article 39 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées: a) le 4° est remplacé par ce qui suit: "4° le cas échéant, avoir acquis six années d'ancienneté de cadre après l'échec à la formation de base pour le cadre visé ou après une démission ou une réaffectation pour inaptitude professionnelle pour le cadre visé, selon les règles déterminées par le Roi"; b) l'alinéa unique est complété par le 6° rédigé comme suit: "6° ne pas avoir déjà échoué trois fois à la procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur."; c) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit: "La condition visée à l'alinéa 1er, 3° doit également être remplie au moment de l'admission à la formation de base du cadre supérieur.".	Art.39. Pour être admis aux épreuves de sélection pour l'accession à un cadre supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes, à la date de la clôture de l'inscription à ces épreuves de sélection : 1° disposer de l'ancienneté de cadre fixée par le Roi; 2° sous réserve de l'application des articles 40 et 41, satisfaire aux exigences de diplôme visées aux articles 15 et 18; 3° ne pas avoir de dernière évaluation avec la mention finale " insuffisant " ; 4° le cas échéant, avoir acquis six années d'ancienneté de cadre après l'échec à la formation de base pour le cadre visé ou après une démission ou une réaffectation pour inaptitude professionnelle pour le cadre visé, selon les règles déterminées par le Roi; 5° ne pas avoir encouru de sanction disciplinaire lourde non effacée. 6° ne pas avoir déjà échoué trois fois à la	Art.39. Pour être admis aux épreuves de sélection pour l'accession à un cadre supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes, à la date de la clôture de l'inscription à ces épreuves de sélection : 1° disposer de l'ancienneté de cadre fixée par le Roi; 2° sous réserve de l'application des articles 40 et 41, satisfaire aux exigences de diplôme visées aux articles 15 et 18; 3° ne pas avoir de dernière évaluation avec la mention finale " insuffisant " ; 4° le cas échéant, avoir acquis six années d'ancienneté de cadre après l'échec à la formation de base pour le cadre visé ou après une démission ou une réaffectation pour inaptitude professionnelle pour le cadre visé, selon les règles déterminées par le Roi; 5° ne pas avoir encouru de sanction disciplinaire lourde non effacée. 6° ne pas avoir déjà échoué trois fois à la	Art.39. Pour être admis aux épreuves de sélection pour l'accession à un cadre supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes, à la date de la clôture de l'inscription à ces épreuves de sélection : 1° disposer de l'ancienneté de cadre fixée par le Roi; 2° sous réserve de l'application des articles 40 et 41, satisfaire aux exigences de diplôme visées aux articles 15 et 18; 3° ne pas avoir de dernière évaluation avec la mention finale " insuffisant " ; 4° le cas échéant, avoir acquis six années d'ancienneté de cadre après l'échec à la formation de base pour le cadre visé ou après une démission ou une réaffectation pour inaptitude professionnelle pour le cadre visé, selon les règles déterminées par le Roi; 5° ne pas avoir encouru de sanction disciplinaire lourde non effacée. 6° ne pas avoir déjà échoué trois fois à la

			procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur. La condition visée à l'alinéa 1er, 3° doit également être remplie au moment de l'admission à la formation de base du cadre supérieur.
		Art. 47. L'intitulé du Chapitre X du Titre II de la même loi est remplacé par ce qui suit : "Chapitre X. - Le retrait définitif d'emploi, la cessation des fonctions et la réintégration"	Chapitre X. - Le retrait définitif d'emploi, la cessation des fonctions et la réintégration
	Art. 48. L'article 81 de la même loi est complété par le 9° rédigé comme suit : "9° le membre du personnel qui, dans le cadre du recrutement, ne fait pas état de données médicales le concernant ou de renseignements relatifs à son implication dans des dossiers policiers et/ou judiciaires. "	Art. 81. Fait d'office et sans préavis l'objet d'un retrait définitif d'emploi : 1° le membre du personnel qui ne satisfait plus à la condition de nationalité, pour autant qu'il s'agissait et qu'il s'agit toujours d'une condition de recrutement, celui qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques, celui qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou celui qui a fait savoir par écrit qu'il ne peut ou ne veut plus effectuer ses missions pour des motifs philosophiques ou religieux; 2° le membre du personnel qui est mis d'office à la retraite pour cause d'incapacité physique ou en application de l'article 82; 3° le membre du personnel qui, conformément à l'article 125, alinéa 3, de la loi, est en absence irrégulière depuis plus de dix jours; 4° le membre du personnel qui se trouve dans la situation où l'application des lois civiles ou des lois pénales ont pour conséquence le retrait d'emploi; 5° le membre du personnel qui est révoqué ou démis d'office pour des motifs disciplinaires; 6° l'aspirant qui a échoué définitivement, à l'exception de l'aspirant qui dans le cadre de la promotion par accession à un cadre supérieur est commissionné en tant que tel; 7° le stagiaire qui est démis pour inaptitude professionnelle, à l'exception du stagiaire qui a acquis cette qualité dans le cadre d'une promotion par accession à un niveau supérieur;	Art. 81. Fait d'office et sans préavis l'objet d'un retrait définitif d'emploi : 1° le membre du personnel qui ne satisfait plus à la condition de nationalité, pour autant qu'il s'agissait et qu'il s'agit toujours d'une condition de recrutement, celui qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques, celui qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou celui qui a fait savoir par écrit qu'il ne peut ou ne veut plus effectuer ses missions pour des motifs philosophiques ou religieux; 2° le membre du personnel qui est mis d'office à la retraite pour cause d'incapacité physique ou en application de l'article 82; 3° le membre du personnel qui, conformément à l'article 125, alinéa 3, de la loi, est en absence irrégulière depuis plus de dix jours; 4° le membre du personnel qui se trouve dans la situation où l'application des lois civiles ou des lois pénales ont pour conséquence le retrait d'emploi; 5° le membre du personnel qui est révoqué ou démis d'office pour des motifs disciplinaires; 6° l'aspirant qui a échoué définitivement, à l'exception de l'aspirant qui dans le cadre de la promotion par accession à un cadre supérieur est commissionné en tant que tel; 7° le stagiaire qui est démis pour inaptitude professionnelle, à l'exception du stagiaire qui a acquis cette qualité dans le cadre d'une promotion par accession à un niveau supérieur;

			8° le membre du personnel dont l'inaptitude professionnelle visée à l'article 83 a été définitivement constatée. 9° le membre du personnel qui, dans le cadre du recrutement s'abstient sciemment de faire état de données relatives à une affection médicale importante ou à son implication dans des instructions et enquêtes policières et/ou judiciaires.	8° le membre du personnel dont l'inaptitude professionnelle visée à l'article 83 a été définitivement constatée.	Art.85. La démission du membre du personnel ou la décision de retrait définitif d'emploi suite à une absence irrégulière visée à l'article 125, alinéa 3, de la loi, peut s'accompagner de l'obligation pour le membre du personnel qui en fait l'objet, selon le cas et sous réserve de l'article 128, alinéa 2, de la loi, de payer à l'Etat, à la commune ou à la zone pluricommunale, l'ensemble ou une partie de l'indemnité calculée conformément aux alinéas 2, 3 et 4. Cette obligation ne peut toutefois pas être imposée au membre du personnel qui, après sa formation de base donnant accès au cadre auquel il appartient à la date de l'acceptation de sa démission, a effectué un nombre minimum d'années de service, à compter de la date de la nomination, qui correspond à une fois et demi la durée de cette formation de base, sans que le nombre d'années de service à effectuer soit supérieur à cinq. L'indemnité est dégressive. Elle comporte une fraction de traitement payée au cours de la formation de base. Le numérateur de cette fraction est la différence entre le nombre minimum d'années de service, fixé à l'alinéa 2 et le nombre d'années de service réellement effectuées après la formation de base visée. Le dénominateur de cette fraction est le minimum fixé par l'alinéa 2. Pour toute formation déterminée par le ministre ou pour toute formation d'enseignement	Art.85. La démission du membre du personnel ou la décision de retrait définitif d'emploi suite à une absence irrégulière visée à l'article 125, alinéa 3, de la loi, peut s'accompagner de l'obligation pour le membre du personnel qui en fait l'objet, selon le cas et sous réserve de l'article 128, alinéa 2, de la loi, de payer à l'Etat, à la commune ou à la zone pluricommunale, l'ensemble ou une partie de l'indemnité calculée conformément aux alinéas 2, 3 et 4. Cette obligation ne peut toutefois pas être imposée au membre du personnel qui, après sa formation de base donnant accès au cadre auquel il appartient à la date de l'acceptation de sa démission, a effectué un nombre minimum d'années de service, à compter de la date de la nomination, qui correspond à une fois et demi la durée de cette formation de base, sans que le nombre d'années de service à effectuer soit supérieur à cinq. L'indemnité est dégressive. Elle comporte une fraction de traitement payée au cours de la formation de base. Le numérateur de cette fraction est la différence entre le nombre minimum d'années de service, fixé à l'alinéa 2 et le nombre d'années de service réellement effectuées après la formation de base visée. Le dénominateur de cette fraction est le minimum fixé par l'alinéa 2. Pour toute formation déterminée par le ministre ou pour toute formation d'enseignement
--	--	--	---	---	---	---

			supérieur après la formation de base visée à l'alinéa 2, il est ajouté une année de service supplémentaire pour chaque année de formation effectuée aux frais de l'autorité, à accomplir après cette formation.	supérieur après la formation de base visée à l'alinéa 2, il est ajouté une année de service supplémentaire pour chaque année de formation effectuée aux frais de l'autorité, à accomplir après cette formation.
		Art. 50. Dans la même loi, il est inséré un article 86bis rédigé comme suit: "Art. 86bis. Le candidat qui souhaite être réintégré en application des règles déterminées par le Roi, fait l'objet d'une enquête de milieu et des antécédents."	Nouveau	Art. 86bis. Le candidat du cadre opérationnel qui souhaite être réintégré en application des règles déterminées par le Roi, fait l'objet d'une enquête de milieu et des antécédents.". Art. 86bis. Le candidat qui souhaite être réintégré en application des règles déterminées par le Roi, fait l'objet d'une enquête de milieu et des antécédents.
		Art. 51. A l'article 88 de la même loi les mots "à partir de la décision de la chambre du conseil" sont insérés entre le mot "perçoit" et les mots ", à titre conservatoire".	Art. 88. Le membre du personnel détenu	Art. 88. Le membre du personnel détenu
Section 8 - MODIFICATIONS DE LA LOI DU 15 MAI 2007 SUR L'INSPECTION GENERALE ET PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU STATUT DE CERTAINS MEMBRES DES SERVICES DE POLICE	Art. 52. Dans la loi du 15 mai 2007 sur l'inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit: "Art. 26/1. Par dérogation à l'article 26, les membres de l'inspection générale qui étaient déjà délégués syndicaux permanents avant le 15 juin 2007 et qui bénéficiaient de l'allocation visée à l'article 79bis de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de la police fédérale, continuent à bénéficier de la police locale, continuent à bénéficier de ladite allocation aussi longtemps qu'ils maintiennent les deux qualités susmentionnées."		Nouveau	Art. 26/1. Par dérogation à l'article 26, les membres de l'inspection générale qui étaient déjà délégués syndicaux permanents avant le 15 juin 2007 et qui bénéficiaient de l'allocation visée à l'article 79bis de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, continuent à bénéficier de ladite allocation aussi longtemps qu'ils maintiennent les deux qualités susmentionnées.
Section 9 - MODIFICATIONS DE LA LOI DU 19 JUILLET 2012 RELATIVE A LA SEMAINE DE QUATRE JOURS	Art. 53. L'article 4, § 1, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans		Art. 4. § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les	Art. 4. § 1er. Les membres du personnel nommés à titre définitif et occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel engagés dans les

ET AU TRAVAIL A MI-TEMPS A PARTIR DE 50 OU 55 ANS DANS LE SECTEUR PUBLIC	dans le secteur public, est complété par un alinéa rédigé comme suit : "Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} , les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations exécutées dans le cadre de la semaine de quatre jours. "	liens d'un contrat de travail et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations exécutées dans le cadre de la semaine de quatre jours. § 2. Le membre du personnel nommé à titre définitif ainsi que le membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail et âgé de moins de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, pendant une période de maximum 60 mois. La durée maximale de 60 mois est diminuée des périodes déjà prises de la semaine volontaire de quatre jours en vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. § 3. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui a atteint l'âge de 50 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non, lorsque le membre du personnel nommé à titre définitif satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes : 1° il a une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans; 2° antérieurement à la semaine de quatre jours, il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, on entend par métier lourd : 1° le travail en équipes successives, plus précisément le travail en équipes en au moins deux équipes comprenant deux membres du	liens d'un contrat de travail et occupés à temps plein ont le droit d'effectuer quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel des services de police peuvent demander une autre répartition par semaine des prestations exécutées dans le cadre de la semaine de quatre jours. § 2. Le membre du personnel nommé à titre définitif ainsi que le membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail et âgé de moins de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, pendant une période de maximum 60 mois. La durée maximale de 60 mois est diminuée des périodes déjà prises de la semaine volontaire de quatre jours en vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. § 3. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui a atteint l'âge de 50 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non, lorsque le membre du personnel nommé à titre définitif satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes : 1° il a une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans; 2° antérieurement à la semaine de quatre jours, il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, on entend par métier lourd : 1° le travail en équipes successives, plus précisément le travail en équipes en au moins deux équipes comprenant deux membres du
--	--	--	--

Section 10 – MODIFICATION DE LA LOI DU 13 MAI 1999 PORTANT LE STATUT DISCIPLINAIRE DES		personnel nommés à titre définitif au moins, lesquelles font le même travail tant en ce qui concerne son objet qu'en ce qui concerne son ampleur et qui se succèdent dans le courant de la journée sans qu'il y ait d'interruption entre les équipes successives et sans que le chevauchement excède un quart de leurs tâches journalières, à condition que le membre du personnel nommé à titre définitif change alternativement d'équipes; 2° le travail en services interrompus dans lequel le membre du personnel nommé à titre définitif est en permanence occupé en prestations de jour, où au moins onze heures séparent le début et la fin du temps de travail avec une interruption d'au moins trois heures et un nombre minimum de prestations de sept heures. Par permanent, il faut entendre que le service interrompu soit le régime habituel du membre du personnel nommé à titre définitif et que celui-ci ne soit pas occasionnellement occupé dans un tel régime; 3° le travail comportant des prestations entre 20 heures et 6 heures. Après avis du Comité commun à l'ensemble des services publics, la notion de métier lourd peut être adaptée par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. § 4. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui a atteint l'âge de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1er, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non. § 5. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1er moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. Art. 51bis. Le membre du personnel auquel une sanction disciplinaire lourde est proposée peut introduire une requête en reconsidération de	personnel nommés à titre définitif au moins, lesquelles font le même travail tant en ce qui concerne son objet qu'en ce qui concerne son ampleur et qui se succèdent dans le courant de la journée sans qu'il y ait d'interruption entre les équipes successives et sans que le chevauchement excède un quart de leurs tâches journalières, à condition que le membre du personnel nommé à titre définitif change alternativement d'équipes; 2° le travail en services interrompus dans lequel le membre du personnel nommé à titre définitif est en permanence occupé en prestations de jour, où au moins onze heures séparent le début et la fin du temps de travail avec une interruption d'au moins trois heures et un nombre minimum de prestations de sept heures. Par permanent, il faut entendre que le service interrompu soit le régime habituel du membre du personnel nommé à titre définitif et que celui-ci ne soit pas occasionnellement occupé dans un tel régime; 3° le travail comportant des prestations entre 20 heures et 6 heures. Après avis du Comité commun à l'ensemble des services publics, la notion de métier lourd peut être adaptée par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. § 4. Le membre du personnel nommé à titre définitif qui a atteint l'âge de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1er, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non. § 5. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de travail visé au § 1er moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité dont il relève n'accepte un délai plus court. Art. 51bis. Le membre du personnel auquel une sanction disciplinaire lourde est proposée peut introduire une requête en reconsidération de
---	--	--	--

MEMBRES DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE	est complété par un alinéa rédigé comme suit: «Lorsque le dernier jour du délai visé à l'alinéa premier est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au plus prochain jour ouvrable.»	cette décision, par lettre recommandée adressée au conseil de discipline, dans les dix jours suivant la notification visée à l'article 38sexies, alinéa 1. Une copie est adressée à l'autorité disciplinaire supérieure par le conseil de discipline. Lorsque le dernier jour du délai visé à l'alinéa premier est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au plus prochain jour ouvrable.	cette décision, par lettre recommandée adressée au conseil de discipline, dans les dix jours suivant la notification visée à l'article 38sexies, alinéa 1. Une copie est adressée à l'autorité disciplinaire supérieure par le conseil de discipline.
	Art. 55. L'article 54 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police est complété par un alinéa rédigé comme suit: « Le membre du personnel peut remettre un mémoire, dans le même délai, lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se rallie à l'aggravation de la sanction proposée par le Conseil de discipline ».	Art.54. Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure envisage de s'écarter de l'avis, elle doit en indiquer les raisons et les porter, avec la sanction envisagée, à la connaissance de l'intéressé. Ce dernier peut remettre un mémoire dans les dix jours de la notification, à peine de déchéance. Le membre du personnel peut remettre un mémoire, dans le même délai, lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se rallie à l'aggravation de la sanction proposée par le Conseil de discipline	Art.54. Lorsque l'autorité disciplinaire supérieure envisage de s'écarter de l'avis, elle doit en indiquer les raisons et les porter, avec la sanction envisagée, à la connaissance de l'intéressé. Ce dernier peut remettre un mémoire dans les dix jours de la notification, à peine de déchéance. Le membre du personnel peut remettre un mémoire, dans le même délai, lorsque l'autorité disciplinaire supérieure se rallie à l'aggravation de la sanction proposée par le Conseil de discipline
Chapitre 4 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION DU PERSONNEL	Art. 56. Dans le cas où une zone de police décide de nommer moins d'aspirants-inspecteurs de police que les besoins transmis au ministre de l'Intérieur conformément à l'article IV.I.3, alinéa 2, PJPoI, un montant égal aux frais de formation, de rémunération et d'équipement d'un aspirant-inspecteur de police multiplié par la différence entre le nombre demandé et le nombre d'aspirants-inspecteurs de police nommés, est retenu sur le (les) premier(s) douzièmes(s) de la subvention fédérale visé(s) à l'article 41, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui revient à la zone de police concernée.	Nouveau	Art. 56. Dans le cas où une zone de police décide de nommer moins d'aspirants-inspecteurs de police que les besoins transmis au ministre de l'Intérieur conformément à l'article IV.I.3, alinéa 2, PJPoI, un montant égal aux frais de formation, de rémunération et d'équipement d'un aspirant-inspecteur de police multiplié par la différence entre le nombre demandé et le nombre d'aspirants-inspecteurs de police nommés, est retenu sur le (les) premier(s) douzièmes(s) de la subvention fédérale visé(s) à l'article 41, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui revient à la zone de police concernée.
Chapitre 5 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	Art. 57. Par dérogation aux articles XII.IV.7, alinéa 2, et XII.VII.21, alinéa 4, PJPoI, l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1 ^{er} , alinéa		Art. 57. Par dérogation aux articles XII.IV.7, alinéa 2, et XII.VII.21, alinéa 4, PJPoI, l'autorité visée à l'article VI.II.15, §1 ^{er} , alinéa 1, PJPoI,

	1^{er}, PJPol, peut décider que les membres du personnel visés aux articles XII.IV.7, alinéa 1^{er}, et XII.VII.21, 1^{er}, et XII.VII.21, alinéa 2, PJPol, conservent ou, selon le cas, recouvrent la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi, en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire pour lequel l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1^{er}, PJPol a été publié avant l'entrée en vigueur de la présente loi. La décision doit être prise endéans une période de maximum douze mois qui prend cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.		peut décider que les membres du personnel visés aux articles XII.IV.7, alinéa 1^{er}, et XII.VII.21, alinéa 2, PJPol, conservent ou, selon le cas, recouvrent la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi, en cas de désignation ininterrompue dans un emploi d'un service de recherche de la police locale ou de la direction générale de la police judiciaire pour lequel l'appel aux candidatures visé à l'article VI.II.18, alinéa 1^{er}, PJPol a été publié avant l'entrée en vigueur de la présente loi. La décision doit être prise endéans une période de maximum douze mois qui prend cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.
	Art. 58 Par dérogation à l'article 39, 6° de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, les participations à la procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas imputées sur le maximum de participations visé à cet article.		Art. 58. Par dérogation à l'article 39, 6° de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, les participations à la procédure de sélection pour la promotion par accession à un cadre supérieur qui ont eu lieu avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont pas imputées sur le maximum de participations visé à cet article.
	Art. 59 et 60. Les dates d'entrée en vigueur et de cessation d'être en vigueur		

I. — WETGEVING INZAKE POLITIE (TITEL II)

		Huidige tekst	Gecoördineerde tekst
Hoofdstuk 1 - BEPALINGEN BETREFFENDE DE BESCHERMING VAN HET UNIFORM VAN DE GEÏNTEGREERDE POLITIE	Art. 2. - Art. 10	Nieuw	
	Art. 2. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder "politie-uniform", een deel of het geheel van de uitrusting van de geïntegreerde politie dat beantwoordt aan de reglementair vastgestelde kenmerken en maten van het uniform van de geïntegreerde politie en hun uitvoeringsbepalingen en dat het politielogo of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt. Met dit politie-uniform wordt gelijkgesteld een al dan niet natuurgetrouwe imitatie, replica of kopie van dit politie-uniform of een kledingstuk of voorwerp dat voor elke redelijke persoon kan worden beschouwd als een onderdeel van het politie-uniform en dat het politielogo of elk afgeleide hiervan, ongeacht de kleur, of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.		Art. 2. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder "politie-uniform", een deel of het geheel van de uitrusting van de geïntegreerde politie dat beantwoordt aan de reglementair vastgestelde kenmerken en maten van het uniform van de geïntegreerde politie en hun uitvoeringsbepalingen en dat het politielogo of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt. Met dit politie-uniform wordt gelijkgesteld een al dan niet natuurgetrouwe imitatie, replica of kopie van dit politie-uniform of een kledingstuk of voorwerp dat voor elke redelijke persoon kan worden beschouwd als een onderdeel van het politie-uniform en dat het politielogo of elk afgeleide hiervan, ongeacht de kleur, of een specifieke politiemarkering of de vermelding "Politie", "Police" of "Polizei" of een combinatie hiervan draagt.
	Art. 3. Behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 6, §1, wordt elke persoon of rechtspersoon die het geheel of een onderdeel van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, koopt of verkoopt, al dan niet op afstand, in koop aanbiedt, huurt of verhuurt, in huur aanbiedt, in pand geeft of krijgt, in bewaring geeft of krijgt, leent of ontleent, vervaardigt of invoert, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, en met een geldboete van 50 euro		Art. 3. Behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 6, §1, wordt elke persoon of rechtspersoon die het geheel of een onderdeel van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, koopt of verkoopt, al dan niet op afstand, in koop aanbiedt, huurt of verhuurt, in huur aanbiedt, in pand geeft of krijgt, in bewaring geeft of krijgt, leent of ontleent, vervaardigt of invoert, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar, en met een geldboete van 50

	tot 50 000 euro, of met één van deze straffen alleen.		euro tot 50 000 euro, of met één van deze straffen alleen.
	Art. 4. Behoudens in het geval bedoeld in artikel 6, §2, en onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1000 euro, elke persoon die drager is van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, terwijl hij hiertoe niet gerechtigd is, zelfs zonder het oogmerk te doen geloven dat hij politiebevoegdheden heeft.		Art. 4. Behoudens in het geval bedoeld in artikel 6, §2, en onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1000 euro, elke persoon die, bedrieglijk of kwaadwillig, drager is van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, tweede lid.
	Art. 5. Onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1000 euro, elke persoon die, bedrieglijk of kwaadwillig, drager is van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, tweede lid.		Art. 5. Onverminderd artikel 228 van het Strafwetboek wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 1000 euro, elke persoon die, bedrieglijk of kwaadwillig, drager is van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, tweede lid.
	Art. 6. §1er. Artikel 3 is niet van toepassing op: 1° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van een deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de federale politie; 2° het vervaardigen, ook in onderaanneming, en verkopen aan de federale politie van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie de overheidsopdracht door de federale politie werd toegewezen; 3° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het officiële verkooppunt aangewezen door de federale politie en de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de federale		Art. 6. §1er. Artikel 3 is niet van toepassing op: 1° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van een deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de federale politie; 2° het vervaardigen, ook in onderaanneming, en verkopen aan de federale politie van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie de overheidsopdracht door de federale politie werd toegewezen; 3° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het officiële verkooppunt aangewezen door de federale politie en de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de federale

	politie;		door de federale politie;
	4° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van een deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de lokale politie; 5° het vervaardigen, ook in onderaanneming, van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie de overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen; 6° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie een overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen, aan leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn en hun identiteitskaart, of aan de logistiek verantwoordelijke van de politiezone en tevens de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de lokale politiezone; 7° het kopen van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij		4° het vervaardigen en bewaren van stalen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, ook in onderaanneming, in het raam van een deelname aan een overheidsopdracht uitgeschreven door de lokale politie; 5° het vervaardigen, ook in onderaanneming, van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie de overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen; 6° het verkopen en het te koop aanbieden van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door éénieder aan wie een overheidsopdracht door de lokale politie werd toegewezen, aan leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij houder zijn en hun identiteitskaart, of aan de logistiek verantwoordelijke van de lokale politiezone en tevens de terbeschikkingstelling van deze onderdelen door de lokale politiezone; 7° het kopen van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten op vertoon van het legitimatiebewijs waarvan zij

	houder zijn en hun identiteitskaart, of door de logistiek verantwoordelijke van de lokale politiezone ofwel bij éénieder waaraan de overheidsoverdracht door een lokale politiezone of de federale politie werd toegewezen ofwel bij het officiële verkooppunt van de federale politie;	houder zijn en hun identiteitskaart, of door de logistiek verantwoordelijke van de lokale politiezone ofwel bij éénieder waaraan de overheidsoverdracht door een lokale politiezone of de federale politie werd toegewezen ofwel bij het officiële verkooppunt van de federale politie;
	8° het in bewaring nemen en houden door de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, van de door hen aangekochte of de door de lokale politie of federale politie aan hen ter beschikking gestelde onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid;	8° het in bewaring nemen en houden door de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, van de door hen aangekochte of de door de lokale politie of federale politie aan hen ter beschikking gestelde onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid;
	9° het bewaren van de stukken van de basisuitrusting van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het personeelslid van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, dat op pensioen gaat of door zijn erfgenamen in de eerste graad of de wettelijk samenwonende partner bij overlijden, onder voorbehoud dat deze stukken niet worden gedragen noch gratis of tegen betaling worden afgestaan of uitgeleend, behalve met toestemming van, naargelang het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal, of de dienst die zij aanwijzen;	9° het bewaren van de stukken van de basisuitrusting van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door het personeelslid van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, dat op pensioen gaat of door zijn erfgenamen in de eerste graad of de wettelijk samenwonende partner bij overlijden, onder voorbehoud dat deze stukken niet worden gedragen noch gratis of tegen betaling worden afgestaan of uitgeleend, behalve met toestemming van, naargelang het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal, of de dienst die zij aanwijzen;
	10° de uitzonderingen bepaald bij koninklijk besluit en toegekend door, naargelang van het geval, de korpschef, de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.	10° de uitzonderingen bepaald bij koninklijk besluit en toegekend door, naargelang van het geval, de korpschef, de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.

	\$2. Artikel 4 is niet van toepassing op het dragen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door anderen dan leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, indien uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming wordt verkregen van, naargelang het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.		aanwijzen. \$2. Artikel 4 is niet van toepassing op het dragen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door anderen dan leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, indien uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming wordt verkregen van, naargelang het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen.
	\$2. Artikel 4 is niet van toepassing op het dragen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid, door anderen dan leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie, de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie en het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, indien uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming wordt verkregen van, naargelang het geval, de korpschef dan wel de commissaris-generaal of de dienst die zij aanwijzen. Art. 7. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en het artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5.		Art. 7. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en het artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5.
	Art. 8. In geval van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5, en onverminderd artikel 42 van het Strafwetboek, worden de goederen die het voorwerp van de inbreuk zijn en de goederen die daartoe gediend hebben of die ertoe bestemd waren, zelfs als deze goederen geen eigendom zijn van de veroordeelde, alsook de eventuele vermogensvoordelen voortvloeiend uit de inbreuk, in beslag genomen en spreekt de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring uit van deze goederen en vermogensvoordelen.		Art. 8. In geval van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5, en onverminderd artikel 42 van het Strafwetboek, worden de goederen die het voorwerp van de inbreuk zijn en de goederen die daartoe gediend hebben of die ertoe bestemd waren, zelfs als deze goederen geen eigendom zijn van de veroordeelde, alsook de eventuele vermogensvoordelen voortvloeiend uit de inbreuk, in beslag genomen en spreekt de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring uit van deze goederen en vermogensvoordelen.
	Art. 9. Ingeval van herhaling van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5 bedraagt de gevangenisstraf ten minste zes maanden en/of de geldboete ten minste 150 euro, indien de veroordeelde het nieuwe wanbedrijf pleegt voordat vijf jaren verlopen sinds hij zijn straf heeft ondergaan of sinds zijn straf verjaard is.		Art. 9. Ingeval van herhaling van een inbreuk bepaald bij de artikelen 3, 4 en 5 bedraagt de gevangenisstraf ten minste zes maanden en/of de geldboete ten minste 150 euro, indien de veroordeelde het nieuwe wanbedrijf pleegt voordat vijf jaren verlopen sinds hij zijn straf heeft ondergaan of sinds zijn straf verjaard is.

	Art. 10. De Koning kan de nadere regelen bepalen met betrekking tot de terugname en vernietiging van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid.		Art. 10. De Koning kan de nadere regelen bepalen met betrekking tot de terugname en vernietiging van onderdelen van het politie-uniform, bedoeld in artikel 2, eerste lid.
Hoofdstuk 2 - BEPALINGEN BETREFFENDE DE OVERPLAATSING VAN SOMMIGE PERSONEELSLEDEN VAN GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIES NAAR HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER VAN DE POLITIEZONES	Art. 11. - Art. 15.	Nieuw	
	Art. 11. De contractuele personeelsleden van een gemeentelijke administratie die feitelijk, sedert de oprichting van de politiezone die de desbetreffende gemeente omvat, uitsluitend prestaties hebben verricht ten behoeve van de lokale politie, kunnen worden overgeplaatst naar het administratief en logistiek kader van het betrokken korps van de lokale politie. De overplaatsing is enkel mogelijk: a) op voorstel van de betrokken gemeenteraad en mits instemming van de betrokken politieraad, tenzij in een ééngemeentezone waar een besluit van de gemeenteraad daartoe volstaat; b) ten belope van het aantal vacante betrekkingen per niveau in de personeelsformatie van het administratief en logistiek kader van de betrokken politiezone; c) mits de kandidaatstelling van de betrokken personeelsleden. Art. 12. De kandidaatstelling van een personeelslid voor die overplaatsing is slechts ontvankelijk indien het voldoet aan		Art. 11. De contractuele personeelsleden van een gemeentelijke administratie die feitelijk, sedert de oprichting van de politiezone die de desbetreffende gemeente omvat, uitsluitend prestaties hebben verricht ten behoeve van de lokale politie, kunnen worden overgeplaatst naar het administratief en logistiek kader van het betrokken korps van de lokale politie. De overplaatsing is enkel mogelijk: a) op voorstel van de betrokken gemeenteraad en mits instemming van de betrokken politieraad, tenzij in een ééngemeentezone waar een besluit van de gemeenteraad daartoe volstaat; b) ten belope van het aantal vacante betrekkingen per niveau in de personeelsformatie van het administratief en logistiek kader van de betrokken politiezone; c) mits de kandidaatstelling van de betrokken personeelsleden. Art. 12. De kandidaatstelling van een personeelslid voor die overplaatsing is slechts ontvankelijk indien het voldoet aan

	de voorwaarden bedoeld in artikel 19 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, inzonderheid de diplomavereisten verbonden aan het ambt waarvoor het kandidaat is.		de voorwaarden bedoeld in artikel 19 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, inzonderheid de diplomavereisten verbonden aan het ambt waarvoor het kandidaat is.
	Art. 13. Indien het personeelslid slaagt voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de graad en in voorkomend geval, de klasse waarvoor het kandideert, en die bedoeld zijn in artikel 19, 8°, van de in artikel 12 bedoelde wet, benoemt de gemeente- of politieraad het personeelslid in het ambt van het administratief en logistiek kader van de politiezone waarvoor het heeft gekandideerd en in de daaraan verbonden graad en, in voorkomend geval, klasse. Indien dat ambt evenwel is bedoeld in artikel 26 van voornoemde wet, wordt een arbeidsovereenkomst afgesloten. Indien er meerdere kandidaten zijn voor een vacante betrekking, die allen aan de voorwaarden voldoen om te worden overgeplaatst, benoemt de gemeente- of politieraad de meest geschikt bevonden kandidaat of, in het in het tweede lid bedoelde geval, sluit zij met hem een arbeidsovereenkomst af.		Art. 13. Indien het personeelslid slaagt voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de graad en in voorkomend geval, de klasse waarvoor het kandideert, en die bedoeld zijn in artikel 19, 8°, van de in artikel 12 bedoelde wet, benoemt de gemeente- of politieraad het personeelslid in het ambt van het administratief en logistiek kader van de politiezone waarvoor het heeft gekandideerd en in de daaraan verbonden graad en, in voorkomend geval, klasse. Indien dat ambt evenwel is bedoeld in artikel 26 van voornoemde wet, wordt een arbeidsovereenkomst afgesloten. Indien er meerdere kandidaten zijn voor een vacante betrekking, die allen aan de voorwaarden voldoen om te worden overgeplaatst, benoemt de gemeente- of politieraad de meest geschikt bevonden kandidaat of, in het in het tweede lid bedoelde geval, sluit zij met hem een arbeidsovereenkomst af.
	Art. 14. Voor de berekening van de niveau-, graad- en klasseanciënniteit van het overgeplaatste personeelslid komen alle periodes van werkelijke dienst die het personeelslid bij de gemeentelijke administratie in respectievelijk het overeenstemmende niveau, de		Art. 14. Voor de berekening van de niveau-, graad- en klasseanciënniteit van het overgeplaatste personeelslid komen alle periodes van werkelijke dienst die het personeelslid bij de gemeentelijke administratie in respectievelijk het overeenstemmende niveau, de

	overeenstemmende graad en de overeenstemmende klasse heeft verricht, in aanmerking.		overeenstemmende graad en de overeenstemmende klasse heeft verricht, in aanmerking.
	Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen alle periodes van als gemeentelijk ambtenaar gepresteerde actieve dienst in aanmerking.		Voor de berekening van de dienstanciënniteit komen alle periodes van als gemeentelijk ambtenaar gepresteerde actieve dienst in aanmerking.
	Art. 15. Het overgeplaatste personeelslid wordt de basisloonschaal van de aan zijn graad verbonden loonschalengroep toegekend. De vóór de overplaatsing genoten loonschaal bij de gemeentelijke administratie wordt evenwel gevrijwaard.		Art. 15. Het overgeplaatste personeelslid wordt de basisloonschaal van de aan zijn graad verbonden loonschalengroep toegekend. De vóór de overplaatsing genoten loonschaal bij de gemeentelijke administratie wordt evenwel gevrijwaard.
	Het behoudt de geldelijke anciënniteit die het had verworven bij de gemeentelijke administratie, tenzij de berekening van die anciënniteit overeenkomstig de artikelen XI.II.3 tot XI.II.9 RPPol, voor hem voordeliger is.		Het behoudt de geldelijke anciënniteit die het had verworven bij de gemeentelijke administratie, tenzij de berekening van die anciënniteit overeenkomstig de artikelen XI.II.3 tot XI.II.9 RPPol, voor hem voordeliger is.
	Het overgeplaatste personeelslid kan zich onmiddellijk inschrijven voor een gecertificeerde opleiding.		Het overgeplaatste personeelslid kan zich onmiddellijk inschrijven voor een gecertificeerde opleiding.
Hoofdstuk 3 WIJZIGINGSBEPALINGEN	-		
Afdeling 1 - WIJZIGING VAN DE WET OP HET POLITIEAMBT	Art. 16. Artikel 4 van de wet op het politieambt, gewijzigd bij de wet van 7 december 1998, wordt aangevuld met een lid, luidende: “De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van bestuurlijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst.”.	Art. 4. Met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie zijn bekleed : - de provinciegouverneurs; - de arrondissementscommissarissen; - de burgemeesters; - de officieren van de federale politie en van de lokale politie. Bij in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning aan de politieambtenaren bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de procureur des Konings, die de leiding van de	Art. 4. Met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie zijn bekleed : - de provinciegouverneurs; - de arrondissementscommissarissen; - de burgemeesters; - de officieren van de federale politie en van de lokale politie. Bij in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning aan de politieambtenaren bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficieren van de procureur des Konings, die de leiding van de

		door Hem bepaalde permanente interventiediensten uitoefenen, de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie toekennen tijdens de uitoefening van die functie.	door Hem bepaalde permanente interventiediensten uitoefenen, de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie toekennen tijdens de uitoefening van die functie.
		De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van bestuurlijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst.	De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van bestuurlijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst.
		Art.47. De Staat is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren van de federale politie in de functies waarin hij hen heeft aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.	Art.47. De Staat is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren van de federale politie in de functies waarin hij hen heeft aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.
		De Staat is eveneens aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 134 van de provinciewet in de functies waarin hij hen heeft aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.	De Staat is eveneens aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 134 van de provinciewet in de functies waarin hij hen heeft aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.
		De Staat is eveneens aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren en de leden van het administratief en logistiek kader, aangeduid bij de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie, in de functies waarin hij hen heeft aangewezen, net als de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.	De Staat is eveneens aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren en de leden van het administratief en logistiek kader, aangeduid bij de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie, in de functies waarin hij hen heeft aangewezen, net als de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden.
		De gemeente of, desgevallend, de meergemeentzone is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren van de lokale politie in de functies waarin de Staat, de gemeente of de meergemeentzone hen heeft	De gemeente of, desgevallend, de meergemeentzone is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door de politieambtenaren van de lokale politie in de functies waarin de Staat, de gemeente of de meergemeentzone hen heeft

			aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden. De gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone kan verhaal nemen op de Staat voor de schade veroorzaakt door een politieambtenaar van de lokale politie bij opdrachten die de Staat hem heeft toevertrouwd.	aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden. De gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone kan verhaal nemen op de Staat voor de schade veroorzaakt door een politieambtenaar van de lokale politie bij opdrachten die de Staat hem heeft toevertrouwd.	aangewend, net zoals de aanstellers aansprakelijk zijn voor de schade aangericht door toedoen van hun aangestelden. De gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone kan verhaal nemen op de Staat voor de schade veroorzaakt door een politieambtenaar van de lokale politie bij opdrachten die de Staat hem heeft toevertrouwd.
	Art. 18. In artikel 52 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in § 1, wordt vóór het eerste lid een lid toegevoegd, luidende: "§ 1. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of ex-politieambtenaar die, voor daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, beroep wenst te doen op bijstand van een advocaat zoals voorzien in artikel 47bis, §2, eerste lid, 3°, van het Wetboek van strafvordering of in artikel 2bis, §1, eerste lid, artikel 2bis, §2, eerste lid en vijfde lid, artikel 16, §2, tweede lid, en artikel 20, §1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat."; 2° in het vroegere derde lid dat het vierde lid wordt, worden de woorden "het eerste en tweede lid" vervangen door de woorden "het tweede en derde lid".	Art. 52. §1. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of de ex-politieambtenaar die in rechte wordt gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat.	Art. 52. §1. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of ex-politieambtenaar die, voor daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, beroep wenst te doen op bijstand van een advocaat zoals voorzien in artikel 47bis, §2, eerste lid, 3°, van het Wetboek van strafvordering of in artikel 2bis, §1, eerste lid, artikel 2bis, §2, eerste lid en vijfde lid, artikel 16, §2, tweede lid, en artikel 20, §1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of de ex-politieambtenaar die in rechte wordt gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat.	Art. 52. §1. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of ex-politieambtenaar die, voor daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, beroep wenst te doen op bijstand van een advocaat zoals voorzien in artikel 47bis, §2, eerste lid, 3°, van het Wetboek van strafvordering of in artikel 2bis, §1, eerste lid, artikel 2bis, §2, eerste lid en vijfde lid, artikel 16, §2, tweede lid, en artikel 20, §1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat. De in artikel 47 bedoelde politieambtenaar of de ex-politieambtenaar die in rechte wordt gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens daden gesteld in de uitoefening van zijn functies, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de gemeente, de meergemeentezone of de Staat.	

		Dit is eveneens het geval voor de politieambtenaar bedoeld in artikel 47 of de ex-politieambtenaar die, hetzij omwille van zijn hoedanigheid van politieambtenaar en in de uitoefening van zijn functies, slachtoffer is van een schadelijk feit, hetzij omwille van zijn loutere hoedanigheid van politieambtenaar het slachtoffer is van een ingrijpende wraakactie. In geval van overlijden van de politieambtenaar of de ex-politieambtenaar, komt het in het tweede en derde lid bedoelde recht op rechtshulp toe aan diens rechthebbenden in de volgorde vastgesteld in artikel 4 van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd. §2. Aan de politieambtenaar tegen wie de Staat, de gemeente of de meergemeentezone de in de artikelen 48 en 49 bedoelde burgerlijke rechtsvordering instelt, wordt geen enkele rechtshulp verleend. § 3. De rechtshulp kan naar gelang van het geval door de gemeente, de meergemeentezone of door de Staat worden geweigerd wanneer de politieambtenaar een louter morele schadevergoeding nastreeft. De politieambtenaar aan wie de rechtshulp aldus wordt geweigerd, kan, op zijn vraag, zijn standpunt uiteenzetten binnen de tien dagen volgend op de weigeringsbeslissing. De beslissing wordt vervolgens bevestigd of gewijzigd. De rechtshulp kan naar gelang van het geval door de gemeente, de meergemeentezone of door de Staat worden geweigerd wanneer de feiten klaarblijkelijk in geen enkel verband staan met de uitoefening van de	Dit is eveneens het geval voor de politieambtenaar bedoeld in artikel 47 of de ex-politieambtenaar die, hetzij omwille van zijn hoedanigheid van politieambtenaar en in de uitoefening van zijn functies, slachtoffer is van een schadelijk feit, hetzij omwille van zijn loutere hoedanigheid van politieambtenaar het slachtoffer is van een ingrijpende wraakactie. In geval van overlijden van de politieambtenaar of de ex-politieambtenaar, komt het in het eerste en tweede lid bedoelde recht op rechtshulp toe aan diens rechthebbenden in de volgorde vastgesteld in artikel 4 van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd. §2. Aan de politieambtenaar tegen wie de Staat, de gemeente of de meergemeentezone de in de artikelen 48 en 49 bedoelde burgerlijke rechtsvordering instelt, wordt geen enkele rechtshulp verleend. § 3. De rechtshulp kan naar gelang van het geval door de gemeente, de meergemeentezone of door de Staat worden geweigerd wanneer de politieambtenaar een louter morele schadevergoeding nastreeft. De politieambtenaar aan wie de rechtshulp aldus wordt geweigerd, kan, op zijn vraag, zijn standpunt uiteenzetten binnen de tien dagen volgend op de weigeringsbeslissing. De beslissing wordt vervolgens bevestigd of gewijzigd. De rechtshulp kan naar gelang van het geval door de gemeente, de meergemeentezone of door de Staat worden geweigerd wanneer de feiten klaarblijkelijk in geen enkel verband staan met de uitoefening van de
--	--	--	---

		functies. De rechtshulp kan eveneens worden geweigerd wanneer de betrokken politieambtenaar kennelijk een opzettelijke of zware fout heeft begaan of, als slachtoffer, de strafbemiddeling bedoeld in artikel 216ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, van meet af aan en zonder gegronde redenen afwijst. §4. Wanneer de rechtshulp niet is verleend overeenkomstig § 3, tweede en derde lid, en uit de rechterlijke beslissing blijkt dat deze weigering niet gegrond was, heeft de politieambtenaar recht op terugbetaling van de kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt. Wanneer de rechtshulp toegestaan is maar uit de gerechtelijke beslissing blijkt dat dit niet diende te geschieden, kunnen de kosten die gemaakt zijn voor zijn verdediging, van de politieambtenaar teruggevorderd worden, op de wijze bepaald in artikel 49. §5. De Koning bepaalt de voorwaarden onder welke de honoraria van de advocaat gekozen om de rechtshulp te verlenen ten laste van de Staat, de gemeente of de meergemeentezone worden genomen. De rechtshulp aan de personeelsleden van de federale politie of van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie komt ten laste van het ministerie van Binnenlandse Zaken. De rechtshulp aan de leden van de lokale politie komt ten laste van de gemeente of, desgevallend, de meergemeentezone, behoudens het verhaal van de gemeente of de meergemeentezone op de Staat, indien de ambtenaar van de lokale politie in rechte wordt gedagvaard wegens daden gesteld bij het vervullen van een opdracht voor rekening van de Staat.
--	--	--

Afdeling 2 - WIJZIGING VAN DE WET VAN 10 APRIL 1995 BETREFFENDE DE HERVERDELING VAN DE ARBEID IN DE OPENBARE SECTOR	Art. 19. In artikel 7, §1, tweede lid, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, ingevoegd bij de wet van 1 maart 2007, worden de woorden “de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten die tewerkgesteld zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op hun vraag, de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten, over vijf werkdagen per week spreiden” vervangen door de woorden “de personeelsleden van de politiediensten en andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten”.	De Koning bepaalt de nadere regels van de tenlasteneming van de rechtshulp voor politieambtenaren die door een andere dienst worden aangewend. De Koning bepaalt tevens in welke gevallen politieambtenaren door een andere dienst worden aangewend zoals bedoeld in het vierde lid. §6. De voorgeschreven rechtshulp houdt niet in dat de Staat, de gemeente of de meergemeentezone enige aansprakelijkheid erkent. Art. 7. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en de personeelsleden die aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst (...) en voltijds tewerkgesteld zijn hebben het recht om (gedurende een periode van minstens één jaar) vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week. In afwijking van het eerste lid, kunnen de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten die tewerkgesteld zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op hun vraag, de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten, over vijf werkdagen per week spreiden. § 2. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt. § 3. (opgeheven) § 4. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regelen voor het uitvoeren van het in § 1 bedoelde recht alsook de categorieën van personeelsleden	De Koning bepaalt de nadere regels van de tenlasteneming van de rechtshulp voor politieambtenaren die door een andere dienst worden aangewend. De Koning bepaalt tevens in welke gevallen politieambtenaren door een andere dienst worden aangewend zoals bedoeld in het vierde lid. §6. De voorgeschreven rechtshulp houdt niet in dat de Staat, de gemeente of de meergemeentezone enige aansprakelijkheid erkent. Art. 7. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en de personeelsleden die aangeworven zijn met een arbeidsovereenkomst (...) en voltijds tewerkgesteld zijn hebben het recht om (gedurende een periode van minstens één jaar) vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week. In afwijking van het eerste lid, kunnen de personeelsleden van de politiediensten een andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vrijwillige vierdagenweek verrichten. § 2. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt. § 3. (opgeheven) § 4. De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regelen voor het uitvoeren van het in § 1 bedoelde recht alsook de categorieën van personeelsleden
--	---	--	--

Afdeling 3 - WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 7 DECEMBER 1998 TOT ORGANISATIE VAN EEN GEÏNTEGREERDE POLITIEDIENST, GESTRUCTUREERD OP TWEE NIVEAUS		die van dit recht uitgesloten zijn en de functies waarvan de titularissen van dit recht uitgesloten zijn. Onder voorbehoud van bijzondere toepassingsmodaliteiten zijn de uitvoeringsmaatregelen welke vervat zijn in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit, van rechtswege en zonder adviezen te moeten vragen of de door wettelijke of reglementaire bepalingen voorgeschreven voorstellen te moeten afwachten, toepasselijk op het personeel van de in dit hoofdstuk bedoelde overheidsdiensten.	die van dit recht uitgesloten zijn en de functies waarvan de titularissen van dit recht uitgesloten zijn. Onder voorbehoud van bijzondere toepassingsmodaliteiten zijn de uitvoeringsmaatregelen welke vervat zijn in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit, van rechtswege en zonder adviezen te moeten vragen of de door wettelijke of reglementaire bepalingen voorgeschreven voorstellen te moeten afwachten, toepasselijk op het personeel van de in dit hoofdstuk bedoelde overheidsdiensten.
Art. 20. In artikel 7 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende: "Zijn advies is verplicht bij elk ontwerp van wet of besluit dat nieuwe officiële opdrachten toekent aan de lokale of federale politie."		Art. 7. Onverminderd de andere bevoegdheden die hem bij wet worden toebedeeld, verleent de federale politieraad advies aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en is deze belast met de globale evaluatie van de werking en de organisatie van de federale politie en van de lokale politiediensten, met name op basis van een jaarlijks rapport opgesteld door de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie. Hij geeft een gemotiveerd advies over het ontwerp van het nationaal veiligheidsplan, en zal de uitvoering ervan geregeld evalueren. Samen met de krachten van het plan wordt aan het Parlement het advies van de federale politieraad meegedeeld. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, de nadere regels voor de werking van de federale politieraad.	Art. 7. Onverminderd de andere bevoegdheden die hem bij wet worden toebedeeld, verleent de federale politieraad advies aan de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie en is deze belast met de globale evaluatie van de werking en de organisatie van de federale politie en van de lokale politiediensten, met name op basis van een jaarlijks rapport opgesteld door de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie. Hij geeft een gemotiveerd advies over het ontwerp van het nationaal veiligheidsplan, en zal de uitvoering ervan geregeld evalueren. Samen met de krachten van het plan wordt aan het Parlement het advies van de federale politieraad meegedeeld. Zijn advies is verplicht bij elk ontwerp van wet of besluit dat nieuwe officiële opdrachten toekent aan de lokale of federale politie. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, de nadere regels voor de werking van de federale politieraad.
	Art. 21. Artikel 56 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende:	Art. 56. De gemeenteraad of de politieraad benoemt of werft de andere leden van de	Art. 56. De gemeenteraad of de politieraad benoemt of werft de andere leden van de

	"De gemeenteraad of de politieraad kan, per lopende legislatuur, die bevoegdheid delegeren, naar gelang van het geval, aan de burgemeester of het politiecollege. Wanneer de burgemeester of het politiecollege beoogt af te wijken van de rangorde opgesteld na de selectieprocedure, blijft de gemeenteraad of de politieraad bevoegd."	lokale politie aan, volgens de voorwaarden en nadere regels vastgesteld door de Koning. De gemeenteraad of de politieraad kan, per lopende legislatuur, die bevoegdheid delegeren, naar gelang van het geval, aan de burgemeester of het politiecollege. Wanneer de burgemeester of het politiecollege beoogt af te wijken van de rangorde opgesteld na de selectieprocedure, blijft de gemeenteraad of de politieraad bevoegd.	lokale politie aan, volgens de voorwaarden en nadere regels vastgesteld door de Koning. De gemeenteraad of de politieraad kan, per lopende legislatuur, die bevoegdheid delegeren, naar gelang van het geval, aan de burgemeester of het politiecollege. Wanneer de burgemeester of het politiecollege beoogt af te wijken van de rangorde opgesteld na de selectieprocedure, blijft de gemeenteraad of de politieraad bevoegd.
	Art. 22. In artikel 86, 3°, van dezelfde wet worden de woorden "als ook die van de burgemeester of het politiecollege, genomen ingevolge bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad," ingevoegd tussen de woorden "de gemeenteraad of de politieraad," en de woorden "houdende aanwerving".	Art. 86. Onverminderd de bepalingen van artikel 85 moet een voor eensluidend verklaard afschrift naar de gouverneur worden gestuurd van de hierna vernoemde besluiten: 1° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, als ook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen ingevolge bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad, waarbij de gunningswijze en de voorwaarden worden bepaald van opdrachten tot aanneming van werken, leveringen en diensten waarvoor de besluiten en normen bedoeld in hoofdstuk II van titel IV van deze wet toepasselijk zijn, alsmede de gunningsbesluiten van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen in uitvoering van voormelde besluiten; 2° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, als ook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, betreffende de uitgaven die door dringende en onvoorziene omstandigheden worden vereist; 3° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, houdende aanwerving, benoeming en bevordering van de leden van	Art. 86. Onverminderd de bepalingen van artikel 85 moet een voor eensluidend verklaard afschrift naar de gouverneur worden gestuurd van de hierna vernoemde besluiten: 1° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, als ook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen ingevolge bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad, waarbij de gunningswijze en de voorwaarden worden bepaald van opdrachten tot aanneming van werken, leveringen en diensten waarvoor de besluiten en normen bedoeld in hoofdstuk II van titel IV van deze wet toepasselijk zijn, alsmede de gunningsbesluiten van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, genomen in uitvoering van voormelde besluiten; 2° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, als ook die van het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege, betreffende de uitgaven die door dringende en onvoorziene omstandigheden worden vereist; 3° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, als ook die van de burgemeester of het politiecollege, genomen ingevolge

		de lokale politie;	bevoegdheidsdelegatie door de gemeenteraad of de politieraad, houdende aanwerving, benoeming en bevordering van de leden van de lokale politie;
		4° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, alsook die van de burgemeester of het politiec College houdende de voordracht voor de aanstelling tot korpschef van de lokale politie.	4° de besluiten van de gemeenteraad of de politieraad, alsook die van de burgemeester of het politiec College houdende de voordracht voor de aanstelling tot korpschef van de lokale politie.
	Art. 23. In artikel 108bis, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2006, worden de woorden "door de directeur-generaal van de ondersteuning en het beheer van de federale politie" ingevoegd tussen de woorden "benoemd of" en het woord "aangeworven".	Art. 108bis. De hogere officieren worden door de Koning benoemd. De benoeming van de hogere officieren die zijn aangewezen bij een gedeconcentreerde gerechtelijke directie geschiedt na gemotiveerd advies van de territoriaal bevoegde procureur-generaal bij het Hof van beroep. De niet-hogere officieren worden door de minister benoemd. De benoeming van de niet-hogere officieren die zijn aangewezen bij een gedeconcentreerde gerechtelijke directie geschiedt na gemotiveerd advies van de territoriaal bevoegde procureur-generaal bij het Hof van beroep. De personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A worden door de minister benoemd of aangeworven.	Art. 108bis. De hogere officieren worden door de Koning benoemd. De benoeming van de hogere officieren die zijn aangewezen bij een gedeconcentreerde gerechtelijke directie geschiedt na gemotiveerd advies van de territoriaal bevoegde procureur-generaal bij het Hof van beroep. De niet-hogere officieren worden door de minister benoemd. De benoeming van de niet-hogere officieren die zijn aangewezen bij een gedeconcentreerde gerechtelijke directie geschiedt na gemotiveerd advies van de territoriaal bevoegde procureur-generaal bij het Hof van beroep. De personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A worden door de minister benoemd of door de directeur-generaal van de ondersteuning en het beheer van de federale politie aangeworven.
	Art. 24. Artikel 138, §1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende: "De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van	De andere personeelsleden worden benoemd of aangeworven door de directeur-generaal van de ondersteuning en het beheer van de federale politie of door de directeur van de dienst die hij aanwijst. Art. 138. § 1. Zijn bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings: 1° de politieambtenaren benoemd in het officierskader of in het middenkader;	De andere personeelsleden worden benoemd of aangeworven door de directeur-generaal van de ondersteuning en het beheer van de federale politie of door de directeur van de dienst die hij aanwijst. Art. 138. § 1. Zijn bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings: 1° de politieambtenaren benoemd in het officierskader of in het middenkader;

	gerechtelijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst." .	2° de politieambtenaren die de door de Koning bepaalde ambten uitoefenen en voldoen aan de door Hem bepaalde voorwaarden; 3° om opdrachten van technische en wetenschappelijke politie uit te voeren, de leden van het administratief en logistiek kader die bekleed zijn met minstens een graad van het niveau B en die aangewezen zijn door de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie om deze opdrachten uit te voeren; 4° om de bewakingsmaatregel bedoeld in artikel 90ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering uit te voeren, de leden van het administratief en logistiek kader die omwille van hun bijzondere auditieve competentie ingevolge hun blindheid of slechthoortheid voor dat kader worden aangeworven om deze opdracht uit te voeren. § 2. Om hun ambt te kunnen uitoefenen, leggen de in § 1, 3° en 4°, bedoelde personeelsleden, in handen van de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie, de eed af in de volgende bewoordingen: " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk en het mij opgedragen ambt trouw waar te nemen. " . Zij zijn bevoegd om hun opdrachten te vervullen op het geheel van het grondgebied van het Rijk.	2° de politieambtenaren die de door de Koning bepaalde ambten uitoefenen en voldoen aan de door Hem bepaalde voorwaarden; 3° om opdrachten van technische en wetenschappelijke politie uit te voeren, de leden van het administratief en logistiek kader die bekleed zijn met minstens een graad van het niveau B en die aangewezen zijn door de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie om deze opdrachten uit te voeren; 4° om de bewakingsmaatregel bedoeld in artikel 90ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering uit te voeren, de leden van het administratief en logistiek kader die omwille van hun bijzondere auditieve competentie ingevolge hun blindheid of slechthoortheid voor dat kader worden aangeworven om deze opdracht uit te voeren. De Koning bepaalt de gevallen waarin de hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie van een personeelslid dat buiten de politiediensten is tewerkgesteld, wordt geschorst. § 2. Om hun ambt te kunnen uitoefenen, leggen de in § 1, 3° en 4°, bedoelde personeelsleden, in handen van de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie, de eed af in de volgende bewoordingen: " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk en het mij opgedragen ambt trouw waar te nemen. " . Zij zijn bevoegd om hun opdrachten te vervullen op het geheel van het grondgebied van het Rijk.
--	--	---	--

			De onderzoeken en de vaststellingen die zij uitvoeren maken het voorwerp uit van processen-verbaal.	De onderzoeken en de vaststellingen die zij uitvoeren maken het voorwerp uit van processen-verbaal.
	Art. 25. In artikel 142sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 31 mei 2001 en gewijzigd bij de wet van 26 april 2002 en de wet van 3 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in het tweede lid worden de woorden "niveau 2" vervangen door de woorden "niveau C"; 2° in het derde lid worden de woorden "niveau 2+" vervangen door de woorden "niveau B"; 3° in het vierde lid worden de woorden "niveau 1" vervangen door de woorden "niveau A".	Art. 142sexies. De basisopleiding wordt, behoudens een vervroegde al dan niet vrijwillige beëindiging afgesloten met een eindexamen. De aspiranten die slagen voor dit eindexamen en geschikt worden bevonden door de jury behalen een diploma, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen overheid. Het diploma voor de basisopleiding van het basiskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het middenkader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau B bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het officierskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A bij de federale rijksbesturen. De cursisten die met goed gevolg een cyclus van voortgezette opleiding hebben gevolgd behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken. De cursisten die slagen voor een cyclus van functionele opleiding behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken.	Art. 142sexies. De basisopleiding wordt, behoudens een vervroegde al dan niet vrijwillige beëindiging afgesloten met een eindexamen. De aspiranten die slagen voor dit eindexamen en geschikt worden bevonden door de jury behalen een diploma, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen overheid. Het diploma voor de basisopleiding van het basiskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het middenkader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het officierskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale rijksbesturen. De cursisten die met goed gevolg een cyclus van voortgezette opleiding hebben gevolgd behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken. De cursisten die slagen voor een cyclus van functionele opleiding behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken.	De onderzoeken en de vaststellingen die zij uitvoeren maken het voorwerp uit van processen-verbaal. Art. 142sexies. De basisopleiding wordt, behoudens een vervroegde al dan niet vrijwillige beëindiging afgesloten met een eindexamen. De aspiranten die slagen voor dit eindexamen en geschikt worden bevonden door de jury behalen een diploma, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen overheid. Het diploma voor de basisopleiding van het basiskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het middenkader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau B bij de federale rijksbesturen. Het diploma voor de basisopleiding van het officierskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A bij de federale rijksbesturen. De cursisten die met goed gevolg een cyclus van voortgezette opleiding hebben gevolgd behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken. De cursisten die slagen voor een cyclus van functionele opleiding behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politietschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken.

Afdeling 4- WIJZIGING VAN DE WET VAN 24 MAART 1999 TOT REGELING VAN DE BETREKKINGEN TUSSEN DE OVERHEID EN DE VAKVERENIGINGEN VAN HET PERSONEEL VAN DE POLITIEDIENSTEN	Art. 26. In artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, worden de woorden "of politiediensten, worden de woorden "of voor externe organismen van de federale uitvoerende macht waarbinnen personeelsleden van de politiediensten zijn tewerkgesteld," ingevoegd tussen de woorden "groep van diensten" en de woorden "verscheidene overlegcomités".	Art. 9. De Koning richt overlegcomités op. Hij bepaalt er de samenstelling en de werking van. Hij bepaalt tevens de nadere regelen voor de overlegprocedure. De Koning kan voor een zelfde dienst of groep van diensten verscheidene overlegcomités oprichten die elk uitsluitend voor welbepaalde aangelegenheden bevoegd zijn, of de oprichting ervan voorschrijven. De in het onderhandelingscomité van de politiediensten vertegenwoordigde vakorganisaties zijn gerechtigd afgevaardigden voor te dragen om zitting te hebben in de overlegcomités.	Art. 9. De Koning richt overlegcomités op. Hij bepaalt er de samenstelling en de werking van. Hij bepaalt tevens de nadere regelen voor de overlegprocedure. De Koning kan voor een zelfde dienst of groep van diensten of voor externe organismen van de federale uitvoerende macht waarbinnen personeelsleden van de politiediensten zijn tewerkgesteld, verscheidene overlegcomités oprichten die elk uitsluitend voor welbepaalde aangelegenheden bevoegd zijn, of de oprichting ervan voorschrijven. De in het onderhandelingscomité van de politiediensten vertegenwoordigde vakorganisaties zijn gerechtigd afgevaardigden voor te dragen om zitting te hebben in de overlegcomités.
Afdeling 5 - WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 27 DECEMBER 2000 HOUDENDE DIVERSE BEPALINGEN MET BETREKKING TOT DE RECHTSPOSITIE VAN HET PERSONEEL VAN DE POLITIEDIENSTEN	Art. 27. Artikel 4 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende als volgt: "§3. De militairen bedoeld in §§ 1 en 2, kunnen op hun verzoek en mits akkoord van de bevoegde overheid in dienst blijven na hun verplichte pensioenleeftijd en dit tot het einde van het trimester waarin ze de leeftijd van 65 jaar bereiken. Het in dienst houden van die militairen na de leeftijd van 65 jaar kan worden toegestaan volgens de voorwaarden en de procedure bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van de staat. In afwijking van §2, eerste lid, hebben de militairen niet langer de mogelijkheid om te	Art. 4. §1. Onverminderd artikel 28 van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten en onverminderd artikel 71, eerste lid, van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, houdt voor de toepassing van hoofdstuk I van titel VIII van de wet en voor de toepassing van artikel 13, de beslissing om onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op, naargelang van het geval, de personeelsleden bedoeld in de artikelen, 242, tweede lid, en 243, derde lid van de wet, of op de personeelsleden bedoeld in artikel 12, tweede lid, alsmede de personeelsleden bedoeld in artikel 235, derde lid, van de wet, de toepassing op deze personeelsleden in van de wetten en reglementen die elk wat hen betreft, de volgende aangelegenheden omvatten:	Art. 4. §1. Onverminderd artikel 28 van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten en onverminderd artikel 71, eerste lid, van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, houdt voor de toepassing van hoofdstuk I van titel VIII van de wet en voor de toepassing van artikel 13, de beslissing om onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op, naargelang van het geval, de personeelsleden bedoeld in de artikelen, 242, tweede lid, en 243, derde lid van de wet, of op de personeelsleden bedoeld in artikel 12, tweede lid, alsmede de personeelsleden bedoeld in artikel 235, derde lid, van de wet, de toepassing op deze personeelsleden in van de wetten en reglementen die elk wat hen betreft, de volgende aangelegenheden omvatten:

	reïntegreren in de Krijgsmachten nadat ze de aan hun graad verbonden pensioenleeftijd hebben bereikt.”.	1° het geldelijk statuut met uitzondering van de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalde toelagen, vergoedingen, premies, andere aanvullende retributies en voordelen in natura; 2° de geldelijke gevolgen van de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalde bevorderingen naar anciënniteit die bestaan op de datum van de inwerkingtreding van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet; 3° de pensioenregeling; 4° in voorkomend geval, de medische bescherming. In afwijking van de artikelen 236, zesde lid, 242, vijfde lid en 243, zesde lid, van de wet, zijn de wijzigingen die aan de in het eerste lid bedoelde aangelegenheden worden aangebracht na het aflopen van de statutaire keuzetermijn bedoeld in artikel 12, derde lid en de artikelen 242, derde lid en 243, vierde lid, van de wet, slechts op de in het eerste lid bedoelde personen van toepassing voor zover de Koning daarin uitdrukkelijk voorziet. De in het eerste lid bedoelde personeelsleden worden voor het overige onderworpen aan de wetten en reglementen die het statuut of de rechtspositieregeling vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader. §2. In afwijking van §1, eerste lid, en van artikel 242, derde lid, laatste zin, van de wet behouden de militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek kader en die gebruik maken van de keuzemogelijkheid bedoeld in de in § 1, eerste lid, bepaalde artikelen van de wet, definitief hun hoedanigheid van militair, het daaraan gebonden statuut alsmede de	1° het geldelijk statuut met uitzondering van de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalde toelagen, vergoedingen, premies, andere aanvullende retributies en voordelen in natura; 2° de geldelijke gevolgen van de door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalde bevorderingen naar anciënniteit die bestaan op de datum van de inwerkingtreding van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet; 3° de pensioenregeling; 4° in voorkomend geval, de medische bescherming. In afwijking van de artikelen 236, zesde lid, 242, vijfde lid en 243, zesde lid, van de wet, zijn de wijzigingen die aan de in het eerste lid bedoelde aangelegenheden worden aangebracht na het aflopen van de statutaire keuzetermijn bedoeld in artikel 12, derde lid en de artikelen 242, derde lid en 243, vierde lid, van de wet, slechts op de in het eerste lid bedoelde personen van toepassing voor zover de Koning daarin uitdrukkelijk voorziet. De in het eerste lid bedoelde personeelsleden worden voor het overige onderworpen aan de wetten en reglementen die het statuut of de rechtspositieregeling vastleggen van de leden van het operationeel of van het administratief en logistiek kader. §2. In afwijking van §1, eerste lid, en van artikel 242, derde lid, laatste zin, van de wet behouden de militairen die deel uitmaken van het administratief en logistiek kader en die gebruik maken van de keuzemogelijkheid bedoeld in de in § 1, eerste lid, bepaalde artikelen van de wet, definitief hun hoedanigheid van militair, het daaraan gebonden statuut alsmede de
--	---	---	---

		mogelijkheid om de Krijgsmachten te reintegreren. In afwijking van het eerste lid bepaalt de Koning evenwel in welke mate de functioneringsevaluatie en het stelsel der toelagen en vergoedingen zoals vastgelegd in het statuut van het personeel van de politiediensten, op die militairen van toepassing zijn. §3. De militairen bedoeld in §§ 1 en 2, kunnen op hun verzoek en mits akkoord van de bevoegde overheid in dienst blijven na hun verplichte pensioenleeftijd en dit tot het einde van het trimester waarin ze de leeftijd van 65 jaar bereiken. Het in dienst houden van die militairen na de leeftijd van 65 jaar kan worden toegestaan volgens de voorwaarden en de procedure bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van de staat. In afwijking van §2, eerste lid, hebben de militairen niet langer de mogelijkheid om te reintegreren in de Krijgsmachten nadat ze de aan hun graad verbonden pensioenleeftijd hebben bereikt.	mogelijkheid om de Krijgsmachten te reintegreren. In afwijking van het eerste lid bepaalt de Koning evenwel in welke mate de functioneringsevaluatie en het stelsel der toelagen en vergoedingen zoals vastgelegd in het statuut van het personeel van de politiediensten, op die militairen van toepassing zijn.	mogelijkheid om de Krijgsmachten te reintegreren. In afwijking van het eerste lid bepaalt de Koning evenwel in welke mate de functioneringsevaluatie en het stelsel der toelagen en vergoedingen zoals vastgelegd in het statuut van het personeel van de politiediensten, op die militairen van toepassing zijn.	mogelijkheid om de Krijgsmachten te reintegreren. In afwijking van het eerste lid bepaalt de Koning evenwel in welke mate de functioneringsevaluatie en het stelsel der toelagen en vergoedingen zoals vastgelegd in het statuut van het personeel van de politiediensten, op die militairen van toepassing zijn.
	Art. 28. In artikel 41, eerste lid, van dezelfde wet, wordt de bepaling onder 4° aangevuld met de woorden “, ongeacht de in dat artikel bedoelde statuutkeuze”.	Art. 41. De in artikel 238 van de wet bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de beslissing bedoeld in dat artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek;	Art. 41. De in artikel 238 van de wet bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de beslissing bedoeld in dat artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek;	Art. 41. De in artikel 238 van de wet bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de beslissing bedoeld in dat artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek;	Art. 41. De in artikel 238 van de wet bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de beslissing bedoeld in dat artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek;

		3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de leeftijd van oppensioenstelling; 4° wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in artikel 4, §1, eerste lid, 1°. Voor de berekening van het pensioen volgand op het in het eerste lid bedoelde verlof, wordt, in voorkomend geval, rekening gehouden met de normale gemiddelde wedde bedoeld in de artikelen 3 en 12, §§ 1 en 2, van de wet betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden.	3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de leeftijd van oppensioenstelling; 4° wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in artikel 4, §1, eerste lid, 1°. Voor de berekening van het pensioen volgand op het in het eerste lid bedoelde verlof, wordt, in voorkomend geval, rekening gehouden met de normale gemiddelde wedde bedoeld in de artikelen 3 en 12, §§ 1 en 2, van de wet betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden.	3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de leeftijd van oppensioenstelling; 4° wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in artikel 4, §1, eerste lid, 1°, ongeacht de in dat artikel bedoelde statuutkeuze. Voor de berekening van het pensioen volgand op het in het eerste lid bedoelde verlof, wordt, in voorkomend geval, rekening gehouden met de normale gemiddelde wedde bedoeld in de artikelen 3 en 12, §§ 1 en 2, van de wet betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden.
	Art. 29. In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet wordt de bepaling onder 4° aangevuld met de woorden “ , ongeacht de in dat artikel bedoelde statuutkeuze”.	Art.44. De in artikel 42 bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de dag van inwerkingtreding van dit artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek; 3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de	Art.44. De in artikel 42 bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de dag van inwerkingtreding van dit artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek; 3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de	Art.44. De in artikel 42 bedoelde maatregel van verlof voorafgaand aan de pensionering: 1° is mogelijk gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de dag van inwerkingtreding van dit artikel; 2° is niet van toepassing op de personeelsleden die, op het ogenblik van hun aanvraag, krachtens hun statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen gepensioneerd kunnen worden op hun verzoek; 3° houdt de verplichting in voor hij die ze geniet, zijn vrijwillige oppensioenstelling aan te vragen op de volgens zijn statuut met uitzondering van artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit nr. 16.020 van 11 augustus 1923 tot goedkeuring van de tekst der samengeordende wetten op de militaire pensioenen vroegst mogelijke leeftijd of geldt, in voorkomend geval, tot aan de

Afdeling 6- WIJZIGINGEN VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 MAART 2001 TOT REGELING VAN DE RECHTSPOSITIE VAN HET PERSONEEL VAN DE POLITIEDIENSTEN ("RPPol")	Art. 30. In artikel VII.II.4, 2°, RPPol, bekrachtigd bij de wet van 26 april 2002, worden de woorden "niveau 1" vervangen door de woorden "niveau A".	leeftijd van oppensioenstelling; 4° wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°. Art. 7.2.4. Kan tot de graad van hoofdcommissaris van politie worden bevorderd, de commissaris van politie die: 1° ten minste negen jaar kaderanciënniteit heeft in het officierskader; 2° houder is van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang geeft tot het niveau 1 in het federaal openbaar ambt of geslaagd is voor de door het selectiebureau van de federale overheid (SELOr) georganiseerde examens voor overgang naar het niveau 1 in het federaal openbaar ambt; 3° houder is van het door Ons bepaalde directiebreveet.	leeftijd van oppensioenstelling; 4° wordt berekend op grond van de gegevens bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, ongeacht de in dat artikel bedoelde staatutkeuze. Art. 7.2.4. Kan tot de graad van hoofdcommissaris van politie worden bevorderd, de commissaris van politie die: 1° ten minste negen jaar kaderanciënniteit heeft in het officierskader; 2° houder is van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang geeft tot het niveau A in het federaal openbaar ambt of geslaagd is voor de door het selectiebureau van de federale overheid (SELOr) georganiseerde examens voor overgang naar het niveau A in het federaal openbaar ambt; 3° houder is van het door Ons bepaalde directiebreveet. Art. 12.4.7. De personeelsleden van het basiskader die, op de datum van de oprichting van een korps van de lokale politie, zijn aangewezen voor een betrekking in een opsporings- en recherche dienst van de lokale politie verkrijgen, voor de duur van die aanwijzing, op hun vraag en mits het volgen van de daartoe bestemde opleiding, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. In afwijking van het eerste lid blijft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings behouden in geval van de ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherche dienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie, op voorwaarde dat de overheid daartoe beslist en dit als dusdanig oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld."
--	---	---	---

		Art. 32. Artikel XII.VII.21 RPPol, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, wordt aangevuld met een lid, luidende: "In afwijking van het tweede lid blijft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings behouden in geval van de ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie, op voorwaarde dat de in artikel VI.II.15, §1, eerste lid, bedoelde overheid daartoe beslist en dit als dusdanig in de in artikel VI.II.18, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld."	Art.12.7.21. De minister stelt de actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden bekleed met de graad van inspecteur van politie, aan in de graad van hoofdinspecteur van politie voor de duur van hun aanwijzing, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden. Zij zijn voor de duur van hun aanwijzing bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en oefenen de ambten verbonden aan het middenkader uit. Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het basiskader. In afwijking van het tweede lid blijft de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings behouden in geval van de ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie, op voorwaarde dat de in artikel VI.II.15, §1, eerste lid, bedoelde overheid daartoe beslist en dit als dusdanig in de in artikel VI.II.18, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld.	in de in artikel VI.II.18, eerste lid, bedoelde oproep tot kandidaatstelling wordt vermeld.
		Art.12.7.21. De minister stelt de actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden bekleed met de graad van inspecteur van politie, aan in de graad van hoofdinspecteur van politie voor de duur van hun aanwijzing, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden. Zij zijn voor de duur van hun aanwijzing bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en oefenen de ambten verbonden aan het middenkader uit. Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het basiskader.	Art.12.7.27bis. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.26 van bijlage 11 kunnen meedingen voor de mandaatbetrekkingen zoals bedoeld in artikel 66 van de wet van 26 april 2002.	

	tabel D1, derde kolom, punt 3.26 van bijlage 11 kunnen meedingen voor de mandaatbetrekkingen zoals bedoeld in artikel 66 van de wet van 26 april 2002. " .	Het eerste lid geldt eveneens voor de personeelsleden die daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit bekleed waren met de graad van commissaris van de gemeentepolitie en die, hetzij korpschef waren van een korps van de gemeentepolitie in een gemeente van klasse 17, hetzij benoemd waren in een gemeente van klasse 20 zonder korpschef te zijn van het desbetreffende korps of van wie de benoemingsprocedure aangevangen was daags vóór de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit maar nog niet voltooid was daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit en van wie de benoeming in het betrokken ambt later is tussengekomen. Art.12.11.23. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, §1, 2° en 5°, XII.XI.7 en XII.XI.8, wordt een compenserende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat: 1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit één van de in 2° bedoelde vergoedingen genoot en dat: a) ofwel het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht; b) ofwel het statuut had van personeelslid van de gerechtelijk politie bij de parketten bekleed met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie; c) ofwel het statuut had van personeelslid van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie; en dat: 2° met uitzondering van de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, op dezelfde datum deel uitmaakte van of was gedetacheerd bij één van de eenheden of diensten die de ambten hebben overgenomen, vervuld door één van de	Het eerste lid geldt eveneens voor de personeelsleden die daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit bekleed waren met de graad van commissaris van de gemeentepolitie en die, hetzij korpschef waren van een korps van de gemeentepolitie in een gemeente van klasse 17, hetzij benoemd waren in een gemeente van klasse 20 zonder korpschef te zijn van het desbetreffende korps of van wie de benoemingsprocedure aangevangen was daags vóór de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit maar nog niet voltooid was daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit en van wie de benoeming in het betrokken ambt later is tussengekomen. Art.12.11.23. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, §1, 2° en 5°, XII.XI.7 en XII.XI.8, wordt een compenserende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat: 1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit één van de in 2° bedoelde vergoedingen genoot en dat: a) ofwel het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht; b) ofwel het statuut had van personeelslid van de gerechtelijk politie bij de parketten bekleed met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie; c) ofwel het statuut had van personeelslid van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie; 2° met uitzondering van de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, op dezelfde datum deel uitmaakte van of was gedetacheerd bij één van de eenheden of diensten die de ambten hebben overgenomen, vervuld door één van de
	Art. 34. In artikel XII.XI.23, §1, RPPol, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in de bepaling onder 1° worden de woorden "van dit besluit : " vervangen door de woorden "van dit besluit één van de in 2° bedoelde vergoedingen genoot en dat : " ; b) de woorden "en dat : " worden ingevoegd tussen 1° en 2° .	Art.12.11.23. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, §1, 2° en 5°, XII.XI.7 en XII.XI.8, wordt een compenserende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat: 1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit één van de in 2° bedoelde vergoedingen genoot en dat: a) ofwel het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht; b) ofwel het statuut had van personeelslid van de gerechtelijk politie bij de parketten bekleed met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie; c) ofwel het statuut had van personeelslid van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie; 2° met uitzondering van de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, op dezelfde datum deel uitmaakte van of was gedetacheerd bij één van de eenheden of diensten die de ambten hebben overgenomen, vervuld door één van de	Het eerste lid geldt eveneens voor de personeelsleden die daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit bekleed waren met de graad van commissaris van de gemeentepolitie en die, hetzij korpschef waren van een korps van de gemeentepolitie in een gemeente van klasse 17, hetzij benoemd waren in een gemeente van klasse 20 zonder korpschef te zijn van het desbetreffende korps of van wie de benoemingsprocedure aangevangen was daags vóór de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit maar nog niet voltooid was daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit en van wie de benoeming in het betrokken ambt later is tussengekomen. Art.12.11.23. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, §1, 2° en 5°, XII.XI.7 en XII.XI.8, wordt een compenserende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat: 1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit één van de in 2° bedoelde vergoedingen genoot en dat: a) ofwel het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht; b) ofwel het statuut had van personeelslid van de gerechtelijk politie bij de parketten bekleed met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie; c) ofwel het statuut had van personeelslid van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie; 2° met uitzondering van de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, op dezelfde datum deel uitmaakte van of was gedetacheerd bij één van de eenheden of diensten die de ambten hebben overgenomen, vervuld door één van de

		eenheden of diensten die recht gaven op: a) ofwel de forfaitaire vergoeding bedoeld in het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht; b) ofwel deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen; c) ofwel deze bedoeld in het koninklijk besluit van 22 december 1997 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende een vergoeding voor onkosten gemaakt bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie door leden van de gemeentepolitie maar op voorwaarde dat het werkelijk dagelijks toegekende bedrag hoger is dan 270 frank (6,70 EUR). §2. Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op: 1° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het basiskader behoort : 78 680 frank (1.950,43 EUR); 2° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het middenkader behoort : 79 140 frank (1.961,83 EUR); 3° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het officierskader behoort : 86 900 frank (2.154,20 EUR). §3. Indien het personeelslid de in artikel XI.III.12, eerste lid, 5°, bedoelde toelage geniet of recht heeft op een detacherings- of delegatiepremie of een andere functionele toelage wegens zijn aanwijzing voor of detachering naar de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, de Gemengde Antiterroristische Groepering, de Dienst Enquêtes voor de politiediensten bij het Vast Comité van Toezicht op de	eenheden of diensten die recht gaven op: a) ofwel de forfaitaire vergoeding bedoeld in het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht; b) ofwel deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen; c) ofwel deze bedoeld in het koninklijk besluit van 22 december 1997 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende een vergoeding voor onkosten gemaakt bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie door leden van de gemeentepolitie maar op voorwaarde dat het werkelijk dagelijks toegekende bedrag hoger is dan 270 frank (6,70 EUR). §2. Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op: 1° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het basiskader behoort : 78 680 frank (1.950,43 EUR); 2° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het middenkader behoort : 79 140 frank (1.961,83 EUR); 3° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het officierskader behoort : 86 900 frank (2.154,20 EUR). §3. Indien het personeelslid de in artikel XI.III.12, eerste lid, 5°, bedoelde toelage geniet of recht heeft op een detacherings- of delegatiepremie of een andere functionele toelage wegens zijn aanwijzing voor of detachering naar de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, de Gemengde Antiterroristische Groepering, de Dienst Enquêtes voor de politiediensten bij het Vast Comité van Toezicht op de	eenheden of diensten die recht gaven op: a) ofwel de forfaitaire vergoeding bedoeld in het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht; b) ofwel deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen; c) ofwel deze bedoeld in het koninklijk besluit van 22 december 1997 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende een vergoeding voor onkosten gemaakt bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie door leden van de gemeentepolitie maar op voorwaarde dat het werkelijk dagelijks toegekende bedrag hoger is dan 270 frank (6,70 EUR). §2. Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op: 1° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het basiskader behoort : 78 680 frank (1.950,43 EUR); 2° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het middenkader behoort : 79 140 frank (1.961,83 EUR); 3° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het officierskader behoort : 86 900 frank (2.154,20 EUR). §3. Indien het personeelslid de in artikel XI.III.12, eerste lid, 5°, bedoelde toelage geniet of recht heeft op een detacherings- of delegatiepremie of een andere functionele toelage wegens zijn aanwijzing voor of detachering naar de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, de Gemengde Antiterroristische Groepering, de Dienst Enquêtes voor de politiediensten bij het Vast Comité van Toezicht op de
--	--	--	--	--

			politiediensten of de Dienst Enquêtes voor de inlichtingendiensten bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten, wordt enkel hetzij de voornoemde detachings- of delegatiepremie of een andere functionele toelage, hetzij de in §1 bedoelde compenserende toelage, welke van de twee ook het hoogste ligt, uitbetaald terwijl het recht op de andere intussen wordt geschorst.	politiediensten of de Dienst Enquêtes voor de inlichtingendiensten bij het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten, wordt enkel hetzij de voornoemde detachings- of delegatiepremie of een andere functionele toelage, hetzij de in §1 bedoelde compenserende toelage, welke van de twee ook het hoogste ligt, uitbetaald terwijl het recht op de andere intussen wordt geschorst.	Art. XII.XI.25. §1. De toelage is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op de volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector. Onverminderd het eerste lid, wordt de toelage verminderd volgens dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is. Zij is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er aanspraak kan op maken. Zij houdt op verschuldigd te zijn vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze waarop men ophoudt er aanspraak op te maken. Indien deze data samenvallen met de eerste
	Art. 35. In artikel XII.XI.25, § 1, eerste lid, RPPol, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden “het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1” vervangen door de woorden “de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector”.		Art. XII.XI.25. §1. De toelage is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op de volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.		

	dag van een maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk. §2. De toelage wordt ten belope van één twaalfde van het jaarlijks bedrag samen met de wedde betaald. §3. De bepalingen van artikel XI.II.17, §3, zijn, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in artikel XII.XI.23. Indien de afwezigheid echter het gevolg is van de deelneming aan één van de opleidingen die toegang verlenen tot één van de kaders bedoeld in de artikelen 116 en 117 van de wet, is de toelage niettemin niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op diegene tijdens dewelke de opleiding aanvangt. §4. Het regime van de mobiliteit dat van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries, is eveneens van toepassing op de toelage bedoeld in §1. Zij is verbonden met de spilindex 138,01.	dag van een maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk. §2. De toelage wordt ten belope van één twaalfde van het jaarlijks bedrag samen met de wedde betaald. §3. De bepalingen van artikel XI.II.17, §3, zijn, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in artikel XII.XI.23. Indien de afwezigheid echter het gevolg is van de deelneming aan één van de opleidingen die toegang verlenen tot één van de kaders bedoeld in de artikelen 116 en 117 van de wet, is de toelage niettemin niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op diegene tijdens dewelke de opleiding aanvangt. §4. Het regime van de mobiliteit dat van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries, is eveneens van toepassing op de toelage bedoeld in §1. Zij is verbonden met de spilindex 138,01.	Art. XII.XI.36. §1. Het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en dat in dienst of gedetacheerd was bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, behoudt zijn recht op een verwijderingsvergoeding. §2. De verwijderingsvergoeding is verschuldigd volgens het bedrag dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is bepaald in de tabel 1.a. van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met de militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische
Art. 36. In artikel XII.XI.36, § 5, 1°, RPPol, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden “het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1, evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1” vervangen door de woorden “de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse	Art. 36. In artikel XII.XI.36, § 5, 1°, RPPol, bekrachtigd bij de wet van 30 december 2001, worden de woorden “het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1, evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1” vervangen door de woorden “de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse	Art. XII.XI.36. §1. Het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en dat in dienst of gedetacheerd was bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, behoudt zijn recht op een verwijderingsvergoeding. §2. De verwijderingsvergoeding is verschuldigd volgens het bedrag dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is bepaald in de tabel 1.a. van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met de militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische	Art. XII.XI.36. §1. Het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en dat in dienst of gedetacheerd was bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, behoudt zijn recht op een verwijderingsvergoeding. §2. De verwijderingsvergoeding is verschuldigd volgens het bedrag dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is bepaald in de tabel 1.a. van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met de militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische

bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halfijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector".	Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn. Zij wordt toegekend volgens de bedragen die zijn bepaald voor de gehuwden, voor de samenwonenden die een certificaat van gezinssamenstelling kunnen voorleggen, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars, uit de echt of van tafel en bed gescheidenen, voor zover de belanghebbenden familielast hebben. Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald. Zij wordt toegekend tot de dag vóór deze waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in §1, ophoudt in dienst of gedetacheerd te zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland. §3. Wanneer het actueel personeelslid van het operationeel kader dat de vergoeding geniet een dienstverplaatsing moet uitvoeren, van welke aard ook, buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, of wanneer hij in België is gehospitaliseerd of een verlof om gezondheidsredenen doorbrengt buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, houdt de verwijderingsvergoeding op verschuldigd te zijn. Bij een dienstverplaatsing andere dan deze in "vaste dienst", in de zin van artikel XI.IV.13, 8°, of bij één van de twee andere gevallen, wordt deze evenwel behouden ten belope van 60% van het bedrag indien de familie van het personeelslid is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland.	Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn. Zij wordt toegekend volgens de bedragen die zijn bepaald voor de gehuwden, voor de samenwonenden die een certificaat van gezinssamenstelling kunnen voorleggen, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars, uit de echt of van tafel en bed gescheidenen, voor zover de belanghebbenden familielast hebben. Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald. Zij wordt toegekend tot de dag vóór deze waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in §1, ophoudt in dienst of gedetacheerd te zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland. §3. Wanneer het actueel personeelslid van het operationeel kader dat de vergoeding geniet een dienstverplaatsing moet uitvoeren, van welke aard ook, buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, of wanneer hij in België is gehospitaliseerd of een verlof om gezondheidsredenen doorbrengt buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, houdt de verwijderingsvergoeding op verschuldigd te zijn. Bij een dienstverplaatsing andere dan deze in "vaste dienst", in de zin van artikel XI.IV.13, 8°, of bij één van de twee andere gevallen, wordt deze evenwel behouden ten belope van 60% van het bedrag indien de familie van het personeelslid is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland.	Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn. Zij wordt toegekend volgens de bedragen die zijn bepaald voor de gehuwden, voor de samenwonenden die een certificaat van gezinssamenstelling kunnen voorleggen, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars, uit de echt of van tafel en bed gescheidenen, voor zover de belanghebbenden familielast hebben. Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald. Zij wordt toegekend tot de dag vóór deze waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in §1, ophoudt in dienst of gedetacheerd te zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland. §3. Wanneer het actueel personeelslid van het operationeel kader dat de vergoeding geniet een dienstverplaatsing moet uitvoeren, van welke aard ook, buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, of wanneer hij in België is gehospitaliseerd of een verlof om gezondheidsredenen doorbrengt buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, houdt de verwijderingsvergoeding op verschuldigd te zijn. Bij een dienstverplaatsing andere dan deze in "vaste dienst", in de zin van artikel XI.IV.13, 8°, of bij één van de twee andere gevallen, wordt deze evenwel behouden ten belope van 60% van het bedrag indien de familie van het personeelslid is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland.	Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn. Zij wordt toegekend volgens de bedragen die zijn bepaald voor de gehuwden, voor de samenwonenden die een certificaat van gezinssamenstelling kunnen voorleggen, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars, uit de echt of van tafel en bed gescheidenen, voor zover de belanghebbenden familielast hebben. Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald. Zij wordt toegekend tot de dag vóór deze waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in §1, ophoudt in dienst of gedetacheerd te zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland. §3. Wanneer het actueel personeelslid van het operationeel kader dat de vergoeding geniet een dienstverplaatsing moet uitvoeren, van welke aard ook, buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, of wanneer hij in België is gehospitaliseerd of een verlof om gezondheidsredenen doorbrengt buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, houdt de verwijderingsvergoeding op verschuldigd te zijn. Bij een dienstverplaatsing andere dan deze in "vaste dienst", in de zin van artikel XI.IV.13, 8°, of bij één van de twee andere gevallen, wordt deze evenwel behouden ten belope van 60% van het bedrag indien de familie van het personeelslid is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland.
--	---	---	---	---

		§4. Wanneer de beide echtgenoten of samenwonenden de verwijderingsvergoeding genieten, ontvangt de echtgenoot of de samenwonende die aanspraak kan maken op de vergoeding bepaald voor de hoogste categorie deze vergoeding tegen het bedrag vastgesteld voor de gehuuden; de andere echtgenoot of samenwonende ontvangt deze tegen het bedrag bepaald voor ongehuuden. Als beide echtgenoten of samenwonenden aanspraak kunnen maken op de vergoeding voor eenzelfde categorie, wordt de vergoeding tegen het bedrag bepaald voor de gehuuden toegekend aan de oudste in leeftijd der echtgenoten of samenwonenden. Indien de administratie niet op de hoogte is van deze toestand, moet het actueel personeelslid van het operationeel kader de toestand van samenwonen meedelen. §5. Voor de toepassing van de reglementering bepaald in §2, moet : 1° onder "van dienst zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland" worden verstaan : de periode doorgebracht bij het detachement die recht geeft op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1, evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1, met uitsluiting van:	§4. Wanneer de beide echtgenoten of samenwonenden de verwijderingsvergoeding genieten, ontvangt de echtgenoot of de samenwonende die aanspraak kan maken op de vergoeding bepaald voor de hoogste categorie deze vergoeding tegen het bedrag vastgesteld voor de gehuuden; de andere echtgenoot of samenwonende ontvangt deze tegen het bedrag bepaald voor ongehuuden. Als beide echtgenoten of samenwonenden aanspraak kunnen maken op de vergoeding voor eenzelfde categorie, wordt de vergoeding tegen het bedrag bepaald voor de gehuuden toegekend aan de oudste in leeftijd der echtgenoten of samenwonenden. Indien de administratie niet op de hoogte is van deze toestand, moet het actueel personeelslid van het operationeel kader de toestand van samenwonen meedelen. §5. Voor de toepassing van de reglementering bepaald in §2, moet : 1° onder "van dienst zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland" worden verstaan : de periode doorgebracht bij het detachement die recht geeft op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector evenals in het raam van de stelsels van de vierdagenweek met of zonder premie en van het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar bedoeld in de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halfzijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector
--	--	---	--

		a) een verlof einde loopbaan; b) een afwezigheid om gezondheidsredenen vanaf de 181e dag; c) een disponibiliteit wegens ziekte; d) een voorlopige hechtenis, gevolgd door een interneringsmaatregel, alsmede de internering zelf; e) zaterdag, zondag, feestdag of rustdag die onmiddellijk volgt op de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen of de disponibiliteit wegens ziekte; 2° het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het kader van de officieren gelijkgesteld worden met de lagere officieren; het ander personeelslid met de onderofficieren.	en in het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halfjaarlijk werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, met uitsluiting van: a) een verlof einde loopbaan; b) een afwezigheid om gezondheidsredenen vanaf de 181e dag; c) een disponibiliteit wegens ziekte; d) een voorlopige hechtenis, gevolgd door een interneringsmaatregel, alsmede de internering zelf; e) zaterdag, zondag, feestdag of rustdag die onmiddellijk volgt op de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen of de disponibiliteit wegens ziekte; 2° het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het kader van de officieren gelijkgesteld worden met de lagere officieren; het ander personeelslid met de onderofficieren.
Afdeling 7 - WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 26 APRIL 2002 HOUDENDE DE ESSENTIELE ELEMENTEN VAN HET STATUUT VAN DE PERSONEELSLEDEN VAN DE POLITIEDIENSTEN EN HOUDENDE DIVERSE ANDERE BEPALINGEN MET BETREKKING TOT DE POLITIEDIENSTEN	Art. 37. In artikel 12 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, gewijzigd bij de wet van 3 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in het eerste lid, 10°, worden de woorden "voor het hulp- en basiskader, slagen in of, voor het midden- en officierskader" vervangen door de woorden "voor het kader van agenten van politie, het basis- en middenkader, slagen in of, voor het officierskader"; b) in het tweede lid worden de woorden "bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden "uittreksel uit het strafregister".	Art. 12. De kandidaat-hulpagent van politie, -inspecteur van politie, - hoofdinspecteur van politie/ hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie/ hoofdinspecteur van politie met specialiteit politieassistent en -commissaris van politie moet voldoen aan de volgende algemene toelatingsvoorwaarden: 1° de Belgische nationaliteit bezitten; 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten; 3° van onberispelijk gedrag zijn; 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten; 5° ten minste 18 jaar oud zijn; 6° over de vereiste fysieke vaardigheden beschikken en vrij zijn van alle gebreken die onverenigbaar zijn met de eisen van het ambt; 7° niet het voorwerp uitmaken van een	Art. 12. De kandidaat-hulpagent van politie, -inspecteur van politie, - hoofdinspecteur van politie/ hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie/ hoofdinspecteur van politie met specialiteit politieassistent en -commissaris van politie moet voldoen aan de volgende algemene toelatingsvoorwaarden: 1° de Belgische nationaliteit bezitten; 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten; 3° van onberispelijk gedrag zijn; 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten; 5° ten minste 18 jaar oud zijn; 6° over de vereiste fysieke vaardigheden beschikken en vrij zijn van alle gebreken die onverenigbaar zijn met de eisen van het ambt; 7° niet het voorwerp uitmaken van een

		wettelijk verbod om wapens te dragen, noch weigeren of zich onthouden, verklaren te welk gebruik van wapens en andere ter beschikking gestelde verdedigingsmiddelen, krachtens de voorwaarden die volgens de wetten, besluiten of richtlijnen ter zake zijn bepaald; 8° houder zijn van het diploma of studiegetuigschrift, naar gelang van het geval, vereist door de artikelen 15 tot 18; 9° houder zijn van een rijbewijs categorie B; 10° voor het kader van agenten van politie, het basis- en middenkader, slagen in of, voor het officierskader slagen in en batig gerangschikt zijn voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de basisopleiding; 11° er zich toe verbinden het reglementaire uniform te dragen. De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, blijkt uit een uittreksel uit het strafregister dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling, en uit een onderzoek van de omgeving en de anteceden ten.	wettelijk verbod om wapens te dragen, noch weigeren of zich onthouden, verklaren te welk gebruik van wapens en andere ter beschikking gestelde verdedigingsmiddelen, krachtens de voorwaarden die volgens de wetten, besluiten of richtlijnen ter zake zijn bepaald; 8° houder zijn van het diploma of studiegetuigschrift, naar gelang van het geval, vereist door de artikelen 15 tot 18; 9° houder zijn van een rijbewijs categorie B; 10° voor het hulp- en basiskader, slagen in of, voor het midden- en officierskader slagen in en batig gerangschikt zijn voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de basisopleiding; 11° er zich toe verbinden het reglementaire uniform te dragen. De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, blijkt uit een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling, en uit een onderzoek van de omgeving en de anteceden ten.	Art. 38. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) in de bepaling onder 1° wordt het woord "definitief" opgeheven; b) de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt: "2° eerder als aspirant niet slaagde voor het beoogde kader of als stagiair voor het beoogde kader werd ontslagen dan wel is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid met toepassing van de door de Koning bepaalde regels;" c) de bepaling onder 7° wordt aangevuld met de woorden " , tenzij de door de Koning bepaalde deliberatiecommissie een kortere	Art. 13. Tot de selectieproeven wordt niet toegelaten, de kandidaat die: 1° na een medisch geschiktheidsonderzoek definitief ongeschikt is verklaard voor de uitoefening van het politieambt; 2° eerder als aspirant definitief is afgewezen, als stagiair werd ontslagen wegens beroepsongeschiktheid dan wel is herplaatst met toepassing van de door de Koning bepaalde regels; 3° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing; 4° op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" heeft	Art. 13. Tot de selectieproeven wordt niet toegelaten, de kandidaat die: 1° na een medisch geschiktheidsonderzoek definitief ongeschikt is verklaard voor de uitoefening van het politieambt; 2° eerder als aspirant niet slaagde voor het beoogde kader of als stagiair voor het beoogde kader werd ontslagen dan wel is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid met toepassing van de door de Koning bepaalde regels; 3° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing; 4° op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" heeft
--	--	--	---	--	---	--

	termijn aanvaardt".	opgelopen; 5° reeds drie maal niet slaagde in de selectieprocedure voor de toelating tot de beoogde basisopleiding; 6° nog geen 17 jaar oud is; 7° minder dan één jaar geleden in kennis werd gesteld van zijn mislukking voor een eerder afgelegde selectieproef.	opgelopen; 5° reeds drie maal niet slaagde in de selectieprocedure voor de toelating tot de beoogde basisopleiding; 6° nog geen 17 jaar oud is; 7° minder dan één jaar geleden in kennis werd gesteld van zijn mislukking voor een eerder afgelegde selectieproef, tenzij de door de Koning bepaalde deliberatiecommissie een kortere termijn aanvaardt.
	Art. 39. In de artikelen 15 en 22 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 2" telkens vervangen door de woorden "niveau C".	Art.15. Om in dienst genomen te worden in de graad van inspecteur van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale rijksbesturen. Art.22. Om aangeworven te worden in een graad van niveau C moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale rijksbesturen.	Art.15. Om in dienst genomen te worden in de graad van inspecteur van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau C bij de federale rijksbesturen. Art.22. Om aangeworven te worden in een graad van niveau C moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau C bij de federale rijksbesturen.
	Art. 40. In de artikelen 16, 17 en 23 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 2+" telkens vervangen door de woorden "niveau B".	Art.16. Om in dienst genomen te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie, moet de kandidaat houder zijn van een voor het betrokken ambt vereist diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen. Art.17. Om in dienst genomen te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met specialiteit politie-assistent, moet de	Art.16. Om in dienst genomen te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie, moet de kandidaat houder zijn van een voor het betrokken ambt vereist diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau B bij de federale rijksbesturen. Art.17. Om in dienst genomen te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met specialiteit politie-assistent, moet de

		kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift in het domein van de sociale wetenschappen, psychologie of criminologie dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen. Art.23. Om aangeworven te worden in een graad van niveau B, moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau B bij de federale rijksbesturen.	kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift in het domein van de sociale wetenschappen, psychologie of criminologie dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen. Art.23. Om aangeworven te worden in een graad van niveau B, moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen.
	Art. 41. In de artikelen 18, eerste lid, en 24 van dezelfde wet worden de woorden "niveau 1" telkens vervangen door de woorden "niveau A".	Art.18. Om aangeworven te worden in de graad van commissaris van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale rijksbesturen. De minister kan, bij een met redenen omklede beslissing, een aantal vacatures voorbehouden voor de houders van een diploma of getuigschrift of voor degenen die de voorwaarden vervullen die hij specificceert. Art.24. Om aangeworven te worden in een graad van niveau A moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale rijksbesturen.	Art.18. Om aangeworven te worden in de graad van commissaris van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A bij de federale rijksbesturen. De minister kan, bij een met redenen omklede beslissing, een aantal vacatures voorbehouden voor de houders van een diploma of getuigschrift of voor degenen die de voorwaarden vervullen die hij specificceert. Art.24. Om aangeworven te worden in een graad van niveau A moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau A bij de federale rijksbesturen.
	Art. 42. In artikel 20, 1°, van dezelfde wet wordt het woord "definitief" opgeheven.	Art. 20. Tot de selectieproeven wordt niet toegelaten, de kandidaat die: 1° na een medisch geschiktheidsonderzoek	Art. 20. Tot de selectieproeven wordt niet toegelaten, de kandidaat die: 1° na een medisch geschiktheidsonderzoek

		definitief ongeschikt is verklaard voor het uitoefenen van de beoogde betrekking; 2° eerder als stagiair is ontslagen wegens beroepsongeschiktheid of eerder is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid; 3° eerder als contractueel personeelslid is ontslagen wegens dringende redenen zoals bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of tijdens of bij afloop van de proefperiode bedoeld in de artikelen 48 en 67 van dezelfde wet; 4° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing; 5° op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" heeft opgelopen.	definitief ongeschikt is verklaard voor het uitoefenen van de beoogde betrekking; 2° eerder als stagiair is ontslagen wegens beroepsongeschiktheid of eerder is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid; 3° eerder als contractueel personeelslid is ontslagen wegens dringende redenen zoals bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of tijdens of bij afloop van de proefperiode bedoeld in de artikelen 48 en 67 van dezelfde wet; 4° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing; 5° op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" heeft opgelopen.		
	Art. 43. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in het tweede lid worden de woorden "bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden "uittreksel uit het strafregister"; 2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en uit een onderzoek van de omgeving en de antecedenenten".	definitief ongeschikt is verklaard voor het uitoefenen van de beoogde betrekking; 2° eerder als stagiair is ontslagen wegens beroepsongeschiktheid of eerder is herplaatst wegens beroepsongeschiktheid; 3° eerder als contractueel personeelslid is ontslagen wegens dringende redenen zoals bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of tijdens of bij afloop van de proefperiode bedoeld in de artikelen 48 en 67 van dezelfde wet; 4° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing; 5° op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" heeft opgelopen.	Art. 21. De kandidaat moet voldoen aan de in artikel 19, 1° tot 4°, bepaalde voorwaarden op de datum van deelname aan de selectieproeven. De in artikel 19, 3°, bepaalde vereiste blijft uit een uittreksel uit het strafregister dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling. De overige voorwaarden bepaald in artikel 19 moeten vervuld zijn, naar gelang van het geval, bij de toelating tot de stage of bij de indiensttreding.	Art. 21. De kandidaat moet voldoen aan de in artikel 19, 1° tot 4°, bepaalde voorwaarden op de datum van deelname aan de selectieproeven. De in artikel 19, 3°, bepaalde vereiste blijft uit een uittreksel uit het strafregister dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling en uit een onderzoek van de omgeving en de antecedenenten. De overige voorwaarden bepaald in artikel 19 moeten vervuld zijn, naar gelang van het geval, bij de toelating tot de stage of bij de indiensttreding.	
	Art. 44. In artikel 26, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "en de halfzijdse vervroegde uittreding" vervangen door de woorden " , de halfzijdse vervroegde uittreding, de vierdagenweek met of zonder premie en het halfzijdse werken vanaf 50 of 55 jaar".	Art. 26. Onverminderd de vervangingen in het raam van de onderbreking van de beroepsloopbaan, de vrijwillige vierdagenweek, de halfzijdse vervroegde uittreding, zijn de in artikel 118, tweede lid, van de wet bedoelde bijkomende en personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst kunnen worden	Art. 26. Onverminderd de vervangingen in het raam van de onderbreking van de beroepsloopbaan, de vrijwillige vierdagenweek, de halfzijdse vervroegde uittreding, de vierdagenweek met of zonder premie en het halfzijdse werken vanaf 50 of 55 jaar, zijn de in artikel 118, tweede lid, van de wet bedoelde bijkomende en specifieke opdrachten, die	Art. 26. Onverminderd de vervangingen in het raam van de onderbreking van de beroepsloopbaan, de vrijwillige vierdagenweek, de halfzijdse vervroegde uittreding, de vierdagenweek met of zonder premie en het halfzijdse werken vanaf 50 of 55 jaar, zijn de in artikel 118, tweede lid, van de wet bedoelde bijkomende en specifieke opdrachten, die	

			ingevuld, die welke zijn uitgevoerd in het raam van de betrekkingen: 1° die gefinancierd worden door tijdelijke of wisselende middelen; 2° die als tijdelijke, bijzondere of deeltijdse opdrachten worden beschouwd; 3° van het onderhoudspersoneel; 4° van het personeel van de messes, restaurants en kantines. De minister of, voor de lokale politie, de gemeente- of politieraad bepaalt het aantal, de duur en de soort van de in het eerste lid, 1° en 2°, bepaalde betrekkingen.	uitsluitend door personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst kunnen worden ingevuld, die welke zijn uitgevoerd in het raam van de betrekkingen: 1° die gefinancierd worden door tijdelijke of wisselende middelen; 2° die als tijdelijke, bijzondere of deeltijdse opdrachten worden beschouwd; 3° van het onderhoudspersoneel; 4° van het personeel van de messes, restaurants en kantines. De minister of, voor de lokale politie, de gemeente- of politieraad bepaalt het aantal, de duur en de soort van de in het eerste lid, 1° en 2°, bepaalde betrekkingen.	
	Art. 45. In titel II van dezelfde wet wordt hoofdstuk V, dat het artikel 27 bevat, opgeheven.	Hoofdstuk V. - De benoemende overheid Art. 27. Behalve met toepassing van artikel 54 van de wet, worden de officieren door de Koning benoemd. Behalve bij toepassing van artikel 56 van de wet, worden de overige personeelsleden benoemd door de minister of in dienst genomen door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst van de federale politie.			
	Art. 46. In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht: a) de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt: "4° in voorkomend geval, zes jaar kaderanciënniteit hebben opgebouwd na het niet slagen voor de basisopleiding voor het beoogde kader of na een ontslag of een herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid voor het beoogde kader volgens de regels bepaald door de Koning;" b) het enig lid wordt aangevuld met de bepaling onder 6°, luidende: "6° niet reeds drie maal niet geslaagd zijn in de selectieprocedure voor de bevordering	Art.39. Om te worden toegelaten tot de selectieproeven voor overgang naar een hoger kader moet het personeelslid voldoen aan de volgende voorwaarden op de datum van het afsluiten van de inschrijving voor deze selectieproeven: 1° over de door de Koning vastgestelde kaderanciënniteit beschikken; 2° onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 40 en 41, voldoen aan de diplomaverensten bedoeld in de artikelen 15 en 18; 3° geen laatste evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" hebben; 4° niet eerder herplaatst zijn wegens beroepsongeschiktheid volgens de regels	Art.39. Om te worden toegelaten tot de selectieproeven voor overgang naar een hoger kader moet het personeelslid voldoen aan de volgende voorwaarden op de datum van het afsluiten van de inschrijving voor deze selectieproeven: 1° over de door de Koning vastgestelde kaderanciënniteit beschikken; 2° onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 40 en 41, voldoen aan de diplomaverensten bedoeld in de artikelen 15 en 18; 3° geen laatste evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" hebben; 4° in voorkomend geval, zes jaar kaderanciënniteit hebben opgebouwd na		

	door overgang naar een hoger kader."; c) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende: "Aan de in het eerste lid, 3° bedoelde voorwaarde moet tevens worden voldaan op het ogenblik van de toelating tot de basisopleiding van het hoger kader.".	bepaald door de Koning; 5° geen zware tuchtsraf hebben opgelopen die nog niet is uitgewist.	het niet slagen voor de basisopleiding voor het beoogde kader of na een ontslag of een herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid voor het beoogde kader volgens de regels bepaald door de Koning; 5° geen zware tuchtsraf hebben opgelopen die nog niet is uitgewist; 6° niet reeds drie maal niet geslaagd zijn in de selectieprocedure voor de bevordering door overgang naar een hoger kader. Aan de in het eerste lid, 3° bedoelde voorwaarde moet tevens worden voldaan op het ogenblik van de toelating tot de basisopleiding van het hoger kader.
	Art. 47. Het opschrift van Hoofdstuk X van Titel II van dezelfde wet wordt vervangen als volgt: "Hoofdstuk X. – De definitieve ambtsontheffing, de ambtsneerlegging en de heropneming".	Hoofdstuk X. - De definitieve ambtsontheffing en de ambtsneerlegging	Hoofdstuk X. – De definitieve ambtsontheffing, de ambtsneerlegging en de heropneming
	Art. 48. Artikel 81 van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 9°, luidende: "9° het personeelslid dat er zich in het raam van de aanwerving bewust van onthoudt melding te maken van gegevens betreffende een belangrijke medische aandoening of zijn betrokkenheid in politioele en/of gerechtelijke onderzoeken verzwijgt.".	Art. 81. Maakt ambtshalve en zonder opzegtermijn het voorwerp uit van een definitieve ambtsontheffing: 1° het personeelslid dat niet meer voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde, voor zover dit een wervingsvoorwaarde uitmaakte en nog steeds uitmaakt, dat niet meer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet, dat niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten of dat schriftelijk heeft meegedeeld dat het zijn opdrachten niet meer kan of wil uitvoeren omwille van filosofische of religieuze redenen; 2° het personeelslid dat ambtshalve op rust wordt gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid of met toepassing van artikel 82; 3° het personeelslid dat overeenkomstig artikel 125, derde lid, van de wet meer dan tien dagen onregelmatig afwezig is	Art. 81. Maakt ambtshalve en zonder opzegtermijn het voorwerp uit van een definitieve ambtsontheffing: 1° het personeelslid dat niet meer voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde, voor zover dit een wervingsvoorwaarde uitmaakte en nog steeds uitmaakt, dat niet meer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet, dat niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten of dat schriftelijk heeft meegedeeld dat het zijn opdrachten niet meer kan of wil uitvoeren omwille van filosofische of religieuze redenen; 2° het personeelslid dat ambtshalve op rust wordt gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid of met toepassing van artikel 82; 3° het personeelslid dat overeenkomstig artikel 125, derde lid, van de wet meer dan tien dagen onregelmatig afwezig is

		gebleven; 4° het personeelslid dat zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten of van de strafwetten de ambtsontheffing ten gevolge heeft; 5° het personeelslid dat tuchtrechtelijk is afgezet of ambtshalve is ontslagen; 6° de aspirant, met uitzondering van de aspirant die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader als dusdanig is aangesteld, die definitief wordt afgewezen; 7° de stagiair, met uitzondering van de stagiair die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger niveau als dusdanig deze hoedanigheid heeft verworven, die wegens beroepsongeschiktheid is ontslagen; 8° het personeelslid van wie de beroepsongeschiktheid bedoeld in artikel 83 definitief vastgesteld is; 9° het personeelslid dat er zich in het raam van de aanwerving bewust van onthoudt melding te maken van gegevens betreffende een belangrijke medische aandoening of zijn betrokkenheid in politionele en/of gerechtelijke onderzoeken verzwijgt.	gebleven; 4° het personeelslid dat zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten of van de strafwetten de ambtsontheffing ten gevolge heeft; 5° het personeelslid dat tuchtrechtelijk is afgezet of ambtshalve is ontslagen; 6° de aspirant, met uitzondering van de aspirant die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader als dusdanig is aangesteld, die definitief wordt afgewezen; 7° de stagiair, met uitzondering van de stagiair die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger niveau als dusdanig deze hoedanigheid heeft verworven, die wegens beroepsongeschiktheid is ontslagen; 8° het personeelslid van wie de beroepsongeschiktheid bedoeld in artikel 83 definitief vastgesteld is.	gebleven; 4° het personeelslid dat zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten of van de strafwetten de ambtsontheffing ten gevolge heeft; 5° het personeelslid dat tuchtrechtelijk is afgezet of ambtshalve is ontslagen; 6° de aspirant, met uitzondering van de aspirant die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader als dusdanig is aangesteld, die definitief wordt afgewezen; 7° de stagiair, met uitzondering van de stagiair die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger niveau als dusdanig deze hoedanigheid heeft verworven, die wegens beroepsongeschiktheid is ontslagen; 8° het personeelslid van wie de beroepsongeschiktheid bedoeld in artikel 83 definitief vastgesteld is.
	Art. 49. In artikel 85, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden “De beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen” worden vervangen door de woorden “Het ontslag van het personeelslid”.	Art.85. De beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen of de beslissing tot definitieve ambtsontheffing ingevolge onregelmatige afwezigheid bedoeld in artikel 125, derde lid, van de wet, kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid dat er het voorwerp van uitmaakt, om, naar gelang van het geval en onverminderd artikel 128, tweede lid, van de wet, aan de Staat, de gemeente of de meergemeentezone het geheel of een deel van de vergoeding, berekend overeenkomstig het tweede, derde, en vierde lid, te betalen.	Art.85. Het ontslag van het personeelslid of de beslissing tot definitieve ambtsontheffing ingevolge onregelmatige afwezigheid bedoeld in artikel 125, derde lid, van de wet, kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid dat er het voorwerp van uitmaakt, om, naar gelang van het geval en onverminderd artikel 128, tweede lid, van de wet, aan de Staat, de gemeente of de meergemeentezone het geheel of een deel van de vergoeding, berekend overeenkomstig het tweede, derde, en vierde lid, te betalen. Die verplichting kan evenwel niet worden	

		Die verplichting kan evenwel niet worden opgelegd aan het personeelslid dat na zijn basisopleiding die toegang verleent tot het kader waarvan het op de datum van zijn aangenomen ontslag deel uitmaakt, een minimum aantal dienstjaren heeft gepresteerd, te rekenen vanaf de datum van de benoeming, dat overeenstemt met anderhalve maal de duur van die basisopleiding, zonder dat dit aantal te presteren dienstjaren meer dan vijf jaar mag bedragen. De vergoeding is degressief. Zij bedraagt een breukdeel van de wedde uitbetaald gedurende de basisopleiding. De teller van dit breukdeel is het verschil tussen het minimum aantal dienstjaren, bepaald bij het tweede lid, en het aantal reeds gepresteerde dienstjaren na de bedoelde basisopleiding. De noemer van dit breukdeel is het minimum bepaald bij het tweede lid. Voor iedere door de minister bepaalde opleiding of voor iedere opleiding van hoger onderwijs genoten na de basisopleiding bedoeld in het tweede lid, wordt, per bijkomend jaar opleiding op kosten genoten van de overheid, een bijkomend te presteren dienstjaar aangerekend, aansluitend op die opleiding.	opgelegd aan het personeelslid dat na zijn basisopleiding die toegang verleent tot het kader waarvan het op de datum van zijn aangenomen ontslag deel uitmaakt, een minimum aantal dienstjaren heeft gepresteerd, te rekenen vanaf de datum van de benoeming, dat overeenstemt met anderhalve maal de duur van die basisopleiding, zonder dat dit aantal te presteren dienstjaren meer dan vijf jaar mag bedragen. De vergoeding is degressief. Zij bedraagt een breukdeel van de wedde uitbetaald gedurende de basisopleiding. De teller van dit breukdeel is het verschil tussen het minimum aantal dienstjaren, bepaald bij het tweede lid, en het aantal reeds gepresteerde dienstjaren na de bedoelde basisopleiding. De noemer van dit breukdeel is het minimum bepaald bij het tweede lid. Voor iedere door de minister bepaalde opleiding of voor iedere opleiding van hoger onderwijs genoten na de basisopleiding bedoeld in het tweede lid, wordt, per bijkomend jaar opleiding op kosten genoten van de overheid, een bijkomend te presteren dienstjaar aangerekend, aansluitend op die opleiding.	Art. 86bis. De kandidaat van het operationeel kader die met toepassing van de door de Koning bepaalde regels wenst te worden heropgenomen, maakt het voorwerp uit van een onderzoek van de omgeving en de antecessanten.	Art. 88. Het personeelslid dat zich in voorlopige hechtenis bevindt, ontvangt vanaf de beslissing van de raadkamer, te bewarende titel, de helft van de wedde, bewarende titel, de helft van de wedde,
		Art. 50. In dezelfde wet wordt een artikel 86bis ingevoegd, luidende: "Art. 86bis. De kandidaat van het operationeel kader die met toepassing van de door de Koning bepaalde regels wenst te worden heropgenomen, maakt het voorwerp uit van een onderzoek van de omgeving en de antecessanten."	Nieuw	Art. 86bis. De kandidaat van het operationeel kader die met toepassing van de door de Koning bepaalde regels wenst te worden heropgenomen, maakt het voorwerp uit van een onderzoek van de omgeving en de antecessanten.	Art. 88. Het personeelslid dat zich in voorlopige hechtenis bevindt, ontvangt, te bewarende titel, de helft van de wedde, zonder dat het bedrag minder mag bedragen
		Art. 51. In artikel 88 van dezelfde wet worden de woorden "vanaf de beslissing van de raadkamer" ingevoegd tussen het woord "ontvangt" en de woorden " , te	Nieuw	Art. 86bis. De kandidaat van het operationeel kader die met toepassing van de door de Koning bepaalde regels wenst te worden heropgenomen, maakt het voorwerp uit van een onderzoek van de omgeving en de antecessanten.	Art. 88. Het personeelslid dat zich in voorlopige hechtenis bevindt, ontvangt, te bewarende titel, de helft van de wedde, zonder dat het bedrag minder mag bedragen

	bewarenden titel.	dan het bestaansminimum zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.	zonder dat het bedrag minder mag bedragen dan het bestaansminimum zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.
Afdeling 8 - WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 15 MEI 2007 OP DE ALGEMENE INSPECTIE EN HOUDENDE DIVERSE BEPALINGEN BETREFFENDE DE RECHTSPOSITIE VAN SOMMIGE LEDEN VAN DE POLITIEDIENSTEN	Art. 52. In de wet van 15 mei 2007 op de algemene inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten wordt een artikel 26/1 ingevoegd, luidende: “Art. 26/1. In afwijking van artikel 26, blijven de leden van de Algemene Inspectie die reeds vóór 15 juni 2007 vaste syndicale afgevaardigden waren en de toelage genoten bedoeld in artikel 79bis van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de Algemene Inspectie van de federale en van de lokale politie, begunstigden van die toelage zolang zij beide voornoemde hoedanigheden behouden.”	Nieuw	Art. 26/1. In afwijking van artikel 26, blijven de leden van de Algemene Inspectie die reeds vóór 15 juni 2007 vaste syndicale afgevaardigden waren en de toelage genoten bedoeld in artikel 79bis van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de Algemene Inspectie van de federale en van de lokale politie, begunstigden van die toelage zolang zij beide voornoemde hoedanigheden behouden.
Afdeling 9 - WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 19 JULI 2012 BETREFFENDE DE VIERDAGENWEEK EN HET HALFTIJD WERKEN VANAF 50 OF 55 JAAR IN DE OPENBARE SECTOR	Art. 53. Artikel 4, § 1, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, wordt aangevuld met een lid, luidende: “In afwijking van het eerste lid, kunnen de personeelsleden van de politiediensten een andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vierdagenweek verrichten.”.	Art. 4. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en de personeelsleden die in dienst genomen zijn met een arbeidsovereenkomst en voltijds tewerkgesteld zijn, hebben het recht om vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week. § 2. Het in vast verband benoemde personeelslid alsook het met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelslid van jonger dan 55 jaar kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, voor een maximumperiode	Art. 4. § 1. De in vast verband benoemde personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en de personeelsleden die in dienst genomen zijn met een arbeidsovereenkomst en voltijds tewerkgesteld zijn, hebben het recht om vier vijfde te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week. In afwijking van het eerste lid, kunnen de personeelsleden van de politiediensten een andere spreiding op weekbasis vragen van de prestaties die zij in het raam van de vierdagenweek verrichten. § 2. Het in vast verband benoemde personeelslid alsook het met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelslid van jonger dan 55 jaar kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, voor een maximumperiode

		van 60 maanden. De maximumduur van 60 maanden wordt verminderd met de reeds opgenomen periodes van de vrijwillige vierdagenweek krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet. § 3. Het vastbenoemd personeelslid dat de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in het § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling wanneer het vastbenoemd personeelslid op de begindatum van dit verlof voldoet aan één van de volgende voorwaarden: 1° het heeft een dienstanciënniteit van ten minste achtentwintig jaar; 2° het is voorafgaand aan de vierdagenweek actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar. Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt als zwaar beroep beschouwd: 1° het werk in wisselende ploegen, meer bepaald de ploegenarbeid in minstens twee ploegen van minstens twee vastbenoemde personeelsleden, die hetzelfde werk doen, zowel qua inhoud als qua omvang en die elkaar in de loop van de dag opvolgen zonder dat er een onderbreking is tussen de opeenvolgende ploegen en zonder dat de overlapping meer bedraagt dan één vierde van hun dagtaak, op voorwaarde dat het vastbenoemd personeelslid van ploegen alterneert; 2° het werk in onderbroken diensten waarbij het vastbenoemd personeelslid permanent werkt in dagprestaties waarvan de begintijd en de eindtijd minimum elf uur uit elkaar liggen met een onderbreking van minstens	van 60 maanden. De maximumduur van 60 maanden wordt verminderd met de reeds opgenomen periodes van de vrijwillige vierdagenweek krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet. § 3. Het vastbenoemd personeelslid dat de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in het § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling wanneer het vastbenoemd personeelslid op de begindatum van dit verlof voldoet aan één van de volgende voorwaarden: 1° het heeft een dienstanciënniteit van ten minste achtentwintig jaar; 2° het is voorafgaand aan de vierdagenweek actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar. Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt als zwaar beroep beschouwd: 1° het werk in wisselende ploegen, meer bepaald de ploegenarbeid in minstens twee ploegen van minstens twee vastbenoemde personeelsleden, die hetzelfde werk doen, zowel qua inhoud als qua omvang en die elkaar in de loop van de dag opvolgen zonder dat er een onderbreking is tussen de opeenvolgende ploegen en zonder dat de overlapping meer bedraagt dan één vierde van hun dagtaak, op voorwaarde dat het vastbenoemd personeelslid van ploegen alterneert; 2° het werk in onderbroken diensten waarbij het vastbenoemd personeelslid permanent werkt in dagprestaties waarvan de begintijd en de eindtijd minimum elf uur uit elkaar liggen met een onderbreking van minstens
--	--	--	--

	drie uur en minimumprestaties van zeven uur. Onder permanent verstaat men dat de onderbroken dienst de gewone arbeidsregeling van het vastbenoemd personeelslid is en dat het niet occasioneel in een dergelijke dienst wordt tewerkgesteld; 3° het werk met prestaties tussen 20 uur en 6 uur. Het begrip zwaar beroep kan, na advies van het Gemeenschappelijk Comité van alle Overheidsdiensten, bij een in Ministerraad overlegd besluit aangepast worden. § 4. Het vastbenoemd personeelslid dat de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling. § 5. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt.	drie uur en minimumprestaties van zeven uur. Onder permanent verstaat men dat de onderbroken dienst de gewone arbeidsregeling van het vastbenoemd personeelslid is en dat het niet occasioneel in een dergelijke dienst wordt tewerkgesteld; 3° het werk met prestaties tussen 20 uur en 6 uur. Het begrip zwaar beroep kan, na advies van het Gemeenschappelijk Comité van alle Overheidsdiensten, bij een in Ministerraad overlegd besluit aangepast worden. § 4. Het vastbenoemd personeelslid dat de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling. § 5. Het personeelslid kan een einde maken aan de in § 1 bedoelde arbeidsregeling met een opzegging van drie maanden, tenzij de overheid waaronder de betrokkene ressorteert op zijn verzoek een kortere termijn aanvaardt.	Art.51bis. Het personeelslid aan wie een zware tuchtschik wordt voorgesteld, kan tegen deze beslissing een verzoek tot heroverweging instellen bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de tuchtraad binnen tien dagen na de in artikel 38sexies, eerste lid, bedoelde kennisgeving. Een kopie wordt door de tuchtraad aan de betrokken hogere tuchtoverheid toegezonden. Wanneer de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.	Art.54. Wanneer de hogere tuchtoverheid beoogt af te wijken van het advies, dan
Afdeling 10 – WIJZIGING VAN DE WET VAN 13 MEI 1999 HOUDENDE HET TUCHTSTATUUT VAN DE PERSONEELSLEDEN VAN DE POLITIEDIENSTEN	Art. 54. Artikel 51bis van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtschik van de personeelsleden van de politiediensten, wordt aangevuld met een lid, luidende: “Wanneer de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.”.			Art. 55. Artikel 54 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtschik van de

	personeelsleden van de politiediensten, wordt aangevuld met een lid, luidende: “Het personeelslid kan een verweerschrift indienen, binnen dezelfde termijn, wanneer de hogere tuchtoverheid instemt met de door de Tuchtraad voorgestelde strafverzwaring.”.	moet zij de redenen hiertoe aangeven en ze, samen met de voorgenoemen straf, ter kennis brengen van de betrokkene). Deze kan een schriftelijk verweer indienen binnen de tien dagen na de kennisgeving, op straffe van verval. Het personeelslid kan een verweerschrift indienen, binnen dezelfde termijn, wanneer de hogere tuchtoverheid instemt met de door de Tuchtraad voorgestelde strafverzwaring.	moet zij de redenen hiertoe aangeven en ze, samen met de voorgenoemen straf, ter kennis brengen van de betrokkene). Deze kan een schriftelijk verweer indienen binnen de tien dagen na de kennisgeving, op straffe van verval.
Hoofdstuk 4 – BEPALINGEN BETREFFENDE HET PERSONEELSBEHEER	Art. 56. In geval een politiezone beslist om minder aspiranten-inspecteur van politie te benoemen dan de aan de minister van Binnenlandse Zaken overeenkomstig artikel IV.1.3, tweede lid, RPPol doorgegeven behoeften, wordt een bedrag gelijk aan de opleidings-, verlonings- en uitrustingskost van een aspirant-inspecteur van politie vermenigvuldigd met het verschil tussen het aantal gevraagde en het aantal benoemde aspiranten-inspecteur van politie afgehouden van de eerstvolgende twaalfde(n) van de federale toelage, bedoeld in artikel 41, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van politiedienst, gestructureerd op twee niveaus die toekomt aan de betrokken politiezone.	Nieuw	Art. 56. In geval een politiezone beslist om minder aspiranten-inspecteur van politie te benoemen dan de aan de minister van Binnenlandse Zaken overeenkomstig artikel IV.1.3, tweede lid, RPPol doorgegeven behoeften, wordt een bedrag gelijk aan de opleidings-, verlonings- en uitrustingskost van een aspirant-inspecteur van politie vermenigvuldigd met het verschil tussen het aantal gevraagde en het aantal benoemde aspiranten-inspecteur van politie afgehouden van de eerstvolgende twaalfde(n) van de federale toelage, bedoeld in artikel 41, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus die toekomt aan de betrokken politiezone.
Hoofdstuk 5 - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN	Art. 57. In afwijking van de artikelen XII.IV.7, tweede lid, en XII.VII.21, vierde lid, RPPol, kan de in artikel VI.II.15, §1, eerste lid, RPPol bedoelde overheid beslissen dat de personeelsleden bedoeld in de artikelen XII.IV.7, eerste lid, en XII.VII.21, tweede lid, RPPol de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, naar gelang van het geval, behouden of herwinnen in geval van een ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de		Art. 57. In afwijking van de artikelen XII.IV.7, tweede lid, en XII.VII.21, vierde lid, RPPol, kan de in artikel VI.II.15, §1, eerste lid, RPPol bedoelde overheid beslissen dat de personeelsleden bedoeld in de artikelen XII.IV.7, eerste lid, en XII.VII.21, tweede lid, RPPol de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, naar gelang van het geval, behouden of herwinnen in geval van een ononderbroken aanwijzing in een betrekking van een recherchedienst van de

	lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie waarvoor de in artikel VI.II.18, eerste lid, RPPol bedoelde oproep tot kandidaatstelling voor de inwerkingtreding van deze wet werd gepubliceerd. De beslissing moet worden genomen binnen een periode van twaalf maanden die ingaat op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.		lokale politie of van de algemene directie gerechtelijke politie waarvoor de in artikel VI.II.18, eerste lid, RPPol bedoelde oproep tot kandidaatstelling voor de inwerkingtreding van deze wet werd gepubliceerd. De beslissing moet worden genomen binnen een periode van twaalf maanden die ingaat op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.
	Art. 58. In afwijking van artikel 39, 6°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, zullen de deelnames aan de selectieprocedure voor de bevordering door overgang naar een hoger kader die plaatsvonden vóór de inwerkingtreding van deze wet niet worden aangerekend op het in dat artikel bedoelde maximum aantal deelnames.		Art. 58. In afwijking van artikel 39, 6°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, zullen de deelnames aan de selectieprocedure voor de bevordering door overgang naar een hoger kader die plaatsvonden vóór de inwerkingtreding van deze wet niet worden aangerekend op het in dat artikel bedoelde maximum aantal deelnames.
	Art. 59 en 60. De data van inwerkingtreding en van buitenwerkingtreding.		

II. — LOI DU 23 MARS 1989 RELATIVE À L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN (TITRE III)

TEXTE ACTUEL

Art. 21

§ 2. La présentation des candidats est remise par un des trois signataires au moins désignés par les candidats ou par un des deux candidats désignés par les parlementaires présentant au président du bureau principal de collège qui en donne récépissé.

L'acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L'identité de la candidate, mariée ou veuve, peut être précédée du nom de son époux ou de son époux décédé.

(...)

TEXTE ADAPTÉ AU PROJET

Art. 21

§ 2. La présentation des candidats est remise par un des trois signataires au moins désignés par les candidats ou par un des deux candidats désignés par les parlementaires présentant au président du bureau principal de collège qui en donne récépissé.

L'acte de présentation indique, en ce qui concerne les candidats, le nom et les prénoms tels que mentionnés au Registre national des personnes physiques, le cas échéant le prénom, attesté par un acte de notoriété établi par un juge de paix ou un notaire, sous lequel les candidats souhaitent se présenter, la date de naissance, le sexe, la profession et la résidence principale. Les mêmes indications sont, le cas échéant, mentionnés sur l'acte de présentation en ce qui concerne les électeurs présentant. L'identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf(-ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. (1)

(...)

(1) Modification : art. 2

Art. 22

Les dispositions des articles 117, alinéas 1er et 2, 119, 119bis, 119ter, 119 quater à 125quater et 126 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement européen.

Toutefois :

(...)

7° à l'article 124, il y a lieu de lire:

- à l'alinéa 1er, au lieu du mot "dix-septième" le mot "cinquante-deuxième";

- à l'alinéa 3, au lieu des mots "en vertu de l'article 116" les mots "en vertu de l'article 21, § 3";

(...)

Art. 23

Si le nombre des candidats effectifs et candidats suppléants est supérieur à celui des mandats à conférer, le bureau principal de collège établit immédiatement le bulletin de vote conformément au modèle II a, II b ou II c annexé à la présente loi.

Les listes de candidats sont immédiatement affichées dans toutes les communes respectivement de la circonscription électorale wallonne et flamande.

Art. 22

Les dispositions des articles 117, alinéas 1er et 2, 119, 119bis, 119ter, 119 quater à 125quater et 126 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement européen.

Toutefois :

(...)

7° à l'article 124, il y a lieu de lire:

- à l'alinéa 1er, au lieu du mot "*vingt-quatrième*" (2) le mot "cinquante-deuxième";

- à l'alinéa 3, au lieu des mots "en vertu de l'article 116" les mots "en vertu de l'article 21, § 3";

(...)

Art. 23

Si le nombre des candidats effectifs et candidats suppléants est supérieur à celui des mandats à conférer, le bureau principal de collège établit immédiatement le bulletin de vote conformément au modèle II a, II b ou II c annexé à la présente loi.

Les listes de candidats sont immédiatement affichées dans toutes les communes respectivement de la circonscription électorale wallonne et flamande.

(2) Modification : art. 3

Une copie des listes de candidats est immédiatement adressée au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale et au président du bureau principal du canton électoral de Rhode-Saint-Genèse qui font immédiatement afficher ces listes respectivement dans les communes de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale et dans les communes du canton électoral de Rhode-Saint-Genèse.

L'affiche reproduit, en gros caractère à l'encre noire, les noms des candidats dans la forme prévue à l'article 24 pour le bulletin de vote, ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Elle reproduit également les instructions, modèle 1 a, annexées à la présente loi.

A partir du cinquantième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal de collège communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent.

(...)

Une copie des listes de candidats est immédiatement adressée au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale et au président du bureau principal du canton électoral de Rhode-Saint-Genèse qui font immédiatement afficher ces listes respectivement dans les communes de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale et dans les communes du canton électoral de Rhode-Saint-Genèse.

L'affiche reproduit, en gros caractère à l'encre noire, *les noms et prénoms sous lesquels les candidats se présentent, en la forme prévue à l'article 24 pour le bulletin de vote, ainsi que leurs* (3) profession et domicile. Elle reproduit également les instructions, modèle 1 a, annexées à la présente loi.

A partir du cinquantième jour précédant celui du scrutin, le président du bureau principal de collège communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux électeurs qui les ont présentés, s'ils le demandent.

(...)

(3) Modification : art. 4

II. — WET VAN 23 MAART 1989 BETREFFENDE DE VERKIEZING VAN HET
EUROPESE PARLEMENT (TITEL III)

BASISTEKST

Art. 21

§ 2. De voordracht van kandidaten wordt aan de voorzitter van het collegehoofdbureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door ten minste één van de drie ondertekenaars aangewezen door de kandidaten of door een van de twee kandidaten aangewezen door de parlementslede die de kandidaten voordragen.

De voordrachtsakte vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht, het beroep en de hoofdverblijfplaats van de kandidaten en, in voorkomend geval, van de kiezers die hen voordragen. De identiteit van de kandidaat die gehuwd of weduwe is, mag worden voorafgegaan door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot.

(...)

**BASISTEKST AANGEPAST AAN HET ONT-
WERP**

Art. 21

§ 2. De voordracht van kandidaten wordt aan de voorzitter van het collegehoofdbureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door ten minste één van de drie ondertekenaars aangewezen door de kandidaten of door een van de twee kandidaten aangewezen door de parlementslede die de kandidaten voordragen.

De voordrachtsakte vermeldt, wat de kandidaten betreft, de naam en de voornamen zoals vermeld in het Rijksregister van de natuurlijke personen, desgevallend de voornaam bevestigd door een akte van bekendheid die werd opgesteld door een vrederechter of een notaris, waaronder de kandidaten zich willen voorstellen, de geboortedatum, het geslacht, het beroep en de hoofdverblijfplaats. Desgevallend worden dezelfde vermeldingen aangebracht op de voordrachtsakte wat de kiezers die voordracht doen, betreft. De identiteit van een kandidaat/kandidaat die gehuwd of weduw(e)(naar) is, mag voorafgegaan of gevolgd worden door de naam van zijn/haar echtgenoot (of echtgenote) of overleden echtgenoot (of echtgenote). (1)

(...)

(1) Wijziging: art. 2

Art. 22

De bepalingen van de artikelen 117, eerste en tweede lid, 119, 119bis, 119ter, 119quater tot 125quater en 126 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europese Parlement.

Nochtans :

(...)

7° in artikel 124, moet men lezen :

- in het eerste lid in plaats van het woord "zeventiende" het woord "tweeënvijftigste";

- in het derde lid in plaats van de woorden "krachtens artikel 116", de woorden "krachtens artikel 21, § 3";

(...)

Art. 23

Als het aantal kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers hoger is dan het aantal te begeven mandaten, maakt het collegehoofdbureau onmiddellijk het stembiljet op overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II a, II b of II c.

De kandidatenlijsten worden onverwijld aangeplakt in alle gemeenten van respectievelijk de Vlaamse en de Waalse kieskring.

Art. 22

De bepalingen van de artikelen 117, eerste en tweede lid, 119, 119bis, 119ter, 119quater tot 125quater en 126 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europese Parlement.

Nochtans :

(...)

7° in artikel 124, moet men lezen :

- in het eerste lid in plaats van het woord "*vierentwintigste* (2) " het woord "tweeënvijftigste";

- in het derde lid in plaats van de woorden "krachtens artikel 116", de woorden "krachtens artikel 21, § 3";

(...)

Art. 23

Als het aantal kandidaat-titularissen en kandidaat-opvolgers hoger is dan het aantal te begeven mandaten, maakt het collegehoofdbureau onmiddellijk het stembiljet op overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II a, II b of II c.

De kandidatenlijsten worden onverwijld aangeplakt in alle gemeenten van respectievelijk de Vlaamse en de Waalse kieskring.

(2) Wijziging: art. 3

Een afschrift van de kandidatenlijsten wordt onmiddellijk gezonden aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Hoofdstad en aan de voorzitter van het hoofdbureau van het kieskanton Sint-Genesius-Rode die deze lijsten onmiddellijk doen aanplakken respectievelijk in de ge-meenten van de kieskring Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten van het kieskanton Sint-Genesius-Rode.

Het aanplakbiljet vermeldt met vette letters, in zwarte inkt, de naam van de kandidaten in dezelfde vorm als in artikel 24 voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen, hun beroep en hun woonplaats. De bij deze wet gevoegde onderrichtingen model I a, worden daarop ook overgenomen.

Vanaf de vijftigste dag vóór de stemming deelt de voorzitter van het collegehoofdbureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

(...)

Een afschrift van de kandidatenlijsten wordt onmiddellijk gezonden aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Hoofdstad en aan de voorzitter van het hoofdbureau van het kieskanton Sint-Genesius-Rode die deze lijsten onmiddellijk doen aanplakken respectievelijk in de ge-meenten van de kieskring Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten van het kieskanton Sint-Genesius-Rode.

Het aanplakbiljet vermeldt met vette letters, in zwarte inkt, *de namen en voornamen waaronder de kandidaten zich voorstellen, in de vorm van het stembiljet zoals in artikel 24 wordt bepaald, alsmede* (3) hun beroep en hun woonplaats. De bij deze wet gevoegde onderrichtingen model I a, worden daarop ook overgenomen.

Vanaf de vijftigste dag vóór de stemming deelt de voorzitter van het collegehoofdbureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

(...)

(3) Wijziging: art. 4

III. — LOI DU 15 MAI 2007 RELATIVE À LA SÉCURITÉ CIVILE (TITRE IV)

TEXTE ADAPTÉ AU PROJET

TITRE Ier. - Disposition générale.

Article 1. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. - De la sécurité civile.

CHAPITRE 1er. - Dispositions générales.

Art. 2. § 1er. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par 1° " services opérationnels de la sécurité civile " : les postes d'incendie et de secours des zones de secours et les unités opérationnelles de la Protection civile; 2° " ministre " : le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, et, en ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux, le ministre ayant la santé publique dans ses attributions;

3° " gouverneur " : les gouverneurs de Province à l'exception du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

4° " moyens adéquats " : l'engagement minimum en personnel et en matériel nécessaire pour assurer une mission opérationnelle de qualité tout en garantissant un niveau de sécurité suffisant du personnel intervenant;

5° " aide adéquate la plus rapide " : les services opérationnels qui peuvent, avec les moyens adéquats, être sur les lieux d'une intervention dans le délai le plus court;

6° " analyse des risques " : l'inventaire et l'analyse des risques présents sur le territoire de la zone, qui indiquent les besoins en matériel et en personnel pour couvrir ces risques;

7° " mesures civiles " : les mesures de nature non policière et non militaire.

8° " poste d'incendie et de secours, ci-après dénommé poste " : une structure opérationnelle pourvue du personnel et du matériel nécessaires à partir de laquelle les moyens adéquats peuvent être envoyés pour assurer les missions opérationnelles.

9° « schéma d'organisation opérationnelle » : le schéma qui comprend les modalités de l'organisation opérationnelle et les moyens

§ 2. Sans préjudice des compétences du ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé publique est compétent en ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux dans l'exécution des articles :

- 1° article 8;
- 2° article 9;
- 3° article 11, § 1er, 2°;
- 4° article 21;
- 5° article 69;
- 6° article 102;
- 7° article 106;
- 8° article 119, § 1er;
- 9° article 178;
- 10° article 206.

Art. 3. La sécurité civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils nécessaires pour accomplir les missions visées par la présente loi afin de secourir et de protéger en tous temps les personnes, leurs biens et leur espace de vie.

Les services de la sécurité civile, à l'exception de ce qui concerne les missions des secours médicaux, sanitaires et psychosociaux, sont organisés et structurés conformément aux articles 4 à 6.

Art. 4. Pour l'exercice de ses missions en matière de sécurité civile, l'autorité fédérale dispose notamment d'unités opérationnelles de la Protection Civile, du Centre fédéral de formation pour les services de secours, du Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile et d'une inspection générale des services.

Art. 5. La zone de secours assure la création et l'organisation des postes sur son territoire et remplit les missions qui lui sont confiées par la présente loi de manière autonome. La zone de secours est composée d'un réseau de postes dont le nombre et l'implantation sont déterminés en fonction de l'analyse des risques.

opérationnels nécessaires pour assurer les missions définies au chapitre II du présent titre.

10° « programme pluriannuel de politique générale » : le programme qui consiste en un plan d'investissement communal et zonal des moyens humains, matériels et financiers.

Art. 3. La sécurité civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils nécessaires pour accomplir les missions visées par la [...] loi afin de secourir et de protéger en tous temps les personnes, leurs biens et leur espace de vie.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu et les conditions minimales de l'analyse des risques.

Art. 6. Les postes exécutent, séparément ou en commun, les missions qui leur sont confiées par la loi en tenant compte du principe de l'aide adéquate la plus rapide. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats.

Art. 7. Les frontières des provinces, des zones de secours et des communes ne forment pas obstacle à l'intervention des postes telle que prévue à l'article 6, alinéa 1er.

Art. 8. Le Roi arrête les mesures à prendre en matière de sécurité civile. Il peut notamment :

1° établir un programme de mesures de (sécurité civile) à appliquer par chaque habitant, par les services publics qu'il désigne et par tout organisme privé, public ou d'utilité publique;

2° arrêter les mesures relatives à l'identification des risques, à savoir l'inventaire des risques présents sur le territoire national et susceptibles d'être pris en compte par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la planification d'urgence;

3° arrêter les mesures relatives à la gestion, la coordination ou l'appui interdépartemental ou multidisciplinaire d'événements et de situations d'urgence;

4° arrêter les mesures relatives à la préparation de la gestion, de la coordination

§2. Les zones de secours concluent entre elles des conventions qui règlent :

1° les modalités financières et de mise en œuvre de l'aide adéquate la plus rapide;
2° les modalités de renfort en personnel et matériels.

§3. En l'absence de convention visée au paragraphe 2, la zone dont un poste a effectué une intervention sur le territoire d'une autre zone dans le cadre du principe de l'aide adéquate la plus rapide peut répercuter sur cette autre zone les coûts de l'intervention en question.

Art. 7. Les frontières des provinces, des zones de secours et des communes ne forment pas obstacle à l'intervention des postes telle que prévue à l'article 6, paragraphe 1er.

ou de l'appui interdépartemental ou multidisciplinaire, en ce compris la planification d'urgence et la formation;

5° arrêter les normes en matière de ressources en eau d'extinction dont les communes sont tenues de disposer.

Art. 9. § 1er. Le Roi peut déterminer le contenu des différents plans d'urgence et d'intervention, leurs modalités d'établissement ainsi que leur structure organisationnelle et fonctionnelle.

§ 2. Le Roi établit des plans d'urgence qui organisent une structure de réponse aux événements et situations d'urgence nécessitant une gestion, une coordination ou un appui à l'échelon national.

§ 3. Dans chaque province et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le gouverneur ou le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours. Les plans d'urgence et d'intervention visés à l'alinéa 1er sont soumis à l'approbation du ministre.

§ 4. Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours. Après avoir reçu l'agrément du conseil communal, les plans d'urgence et d'intervention visés à l'alinéa 1er sont soumis à l'approbation du gouverneur ou du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

§ 5. Les plans généraux d'urgence et d'intervention des communes, des provinces et de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent être complétés par des dispositions additionnelles spécifiques à des risques particuliers. Ces

dispositions sont consignées dans des plans particuliers d'urgence et d'intervention. Le Roi peut déterminer les risques qui doivent faire l'objet d'un plan particulier d'urgence et d'intervention dans les communes, les provinces et l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 10. Les provinces, les communes et les zones peuvent être tenues de mettre à la disposition des services de la sécurité civile, les terrains, les locaux, le mobilier et les fournitures nécessaires, soit à l'instruction du personnel desdits services, soit à l'exécution des mesures de sécurité civile sur leur territoire.

Le Roi détermine dans quels cas et sous quelles conditions une indemnisation peut être octroyée.

CHAPITRE II. - Des missions générales des services opérationnels de la sécurité civile.

Art. 11. § 1er. Les missions générales des services opérationnels de la sécurité civile sont :

- 1° le sauvetage de personnes et l'assistance aux personnes dans des circonstances dangereuses et la protection de leurs biens;
- 2° l'aide médicale urgente telle que définie à l'article 1er de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;
- 3° la lutte contre l'incendie et l'explosion et leurs conséquences;
- 4° la lutte contre la pollution et contre la libération de substances dangereuses en ce compris les substances radioactives et les rayons ionisants;
- 5° l'appui logistique.

§ 2. Font intégralement partie des missions énumérées au § 1er, 1°, 3°, 5° : la prévision, la prévention, la préparation, l'exécution et l'évaluation.

Au sens du présent paragraphe, on entend par :

- 1° prévision : toutes les mesures pour inventorier et analyser les risques;
- 2° prévention : toutes les mesures visant à limiter l'apparition d'un risque ou à minimiser les conséquences de la concrétisation de celui-ci;
- 3° préparation : toutes les mesures pour assurer que le service est prêt à faire face à un incident réel;

4° exécution : toutes les mesures qui sont prises quand l'incident se produit réellement;

5° évaluation : toutes les mesures pour améliorer la prévision, la prévention, la préparation et l'exécution en tirant des conclusions de l'incident.

§ 3. Sans préjudice des compétences des autres services publics, les zones de secours veillent à l'application des réglementations concernant la prévention de l'incendie et de l'explosion.

Art. 12. Le Roi détermine, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les tâches effectuées par les postes et celles effectuées par les unités opérationnelles de la protection civile dans le cadre des missions visées à l'article 11. Le Roi peut déterminer, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour quelles tâches ou dans quelles circonstances les unités opérationnelles de la protection civile sont appelées ou interviennent d'office.

Art. 13. Le Roi détermine, après avis des gouverneurs et du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de coordination des opérations dans lesquelles les unités opérationnelles de la protection civile interviennent conjointement avec les postes visés à l'article 2, § 1er, 8°.

Les unités opérationnelles de la Protection civile exécutent des missions déterminées en collaboration avec les zones de secours. A cette fin, des conventions de collaboration avec chaque zone de secours sont concluent entre l'Etat fédéral et les zones de secours.

Les conventions prévoient les modalités de la collaboration entre les unités opérationnelles et les zones de secours.

TITRE III. - De la zone de secours.

CHAPITRE 1er. - De l'organisation générale de la zone de secours.

Section 1re. - Des dispositions générales.

Art. 14. Le territoire du Royaume est divisé en zones de secours, ci-après dénommées zones.

Chaque province comprend au moins une zone.

Chaque commune appartient à une seule zone.

Le Roi détermine, (sur la proposition) du comité consultatif national des zones visé à l'article 15, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la délimitation territoriale des zones.

Art. 15. § 1er. Un comité consultatif provincial des zones, ci-après dénommé comité consultatif provincial, est constitué dans chaque province. Le comité consultatif provincial est mis en place pour la durée de sa mission.

Le comité consultatif provincial est composé des bourgmestres de toutes les communes de la province et présidé par le gouverneur.

Le comité consultatif provincial recueille l'avis des autorités des différentes communes de la province et formule, sur cette base, un avis uniforme au comité consultatif national visé au § 2.

§ 2. Un comité consultatif national des zones, ci-après dénommé comité consultatif national, est constitué.

Art. 14/1 ; Les zones sont réparties en catégorie en fonction des paramètres suivants :

- 1° la population de la zone ;
- 2° le nombre de postes de la zone ;
- 3° le nombre de membres du personnel opérationnel de la zone.

Le Roi détermine, sur la base de ces paramètres, les catégories de zone, ainsi que la répartition des zones dans les catégories.

Il détermine également les cas dans lesquels il est fait usage de la répartition en catégories visée à l'alinéa 1^{er}.

Le comité consultatif provincial recueille l'avis des autorités des différentes communes de la province et formule, sur cette base, un avis [...] au comité consultatif national visé au § 2

Le comité consultatif national est mis en place pour la durée de sa mission. Le comité consultatif national est composé des gouverneurs de province, d'un représentant désigné par l' " Union des Villes et Communes de Wallonie " et un représentant désigné par la " Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten " et d'une délégation du parlement fédéral. Il est présidé par le gouverneur de province disposant de la plus grande ancienneté en tant que gouverneur. Le comité consultatif national recueille les avis des différents comités consultatifs provinciaux pour la répartition territoriale des zones et formule une proposition au Roi.

§ 3. Le Roi peut arrêter des dispositions complémentaires visant la composition et le fonctionnement du comité consultatif national et des comités consultatifs provinciaux.

Art. 16. § 1er. Il est institué auprès du Service public fédéral Intérieur, une commission d'accompagnement de la Réforme de la Sécurité civile.

§ 2. La commission donne un avis sur les éléments suivants :

- 1° le calcul des coûts supplémentaires pour les zones résultant de l'exécution de la réforme;
- 2° les (...) missions qui sont confiées aux zones et leur impact financier sur la zone;
- 3° l'évaluation globale de tous les aspects de la réforme de la sécurité civile au niveau local. Cette évaluation contient entre autres un monitoring de tous les problèmes liés à la réforme.

§ 3. Le Roi détermine la composition et les règles de fonctionnement de la commission.

Art. 17. § 1er. Les dispositions suivantes sont d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises :

- 1° articles 1 à 13;
- 2° article 17;
- 3° article 70;
- 4° articles 100 et 101;
- 5° article 102, alinéa 1er, seulement en ce

Art. 17. §1. La présente loi est d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises à l'exception des dispositions suivantes :

- 1° articles 14 à 16;
- 2° articles 18 à 22 ;
- 3° articles 24 à 69 ;
- 4° articles 71 à 99 ;
- 5° article 102 ;

qui concerne le personnel opérationnel;
 6° article 103;
 7° article 106 en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif et pécuniaire applicable au personnel opérationnel visé à cet article;
 8° articles 107 et 108;
 9° article 119;
 10° articles 153 à 163;
 11° articles 175 à 201;
 12° article 224.

§ 2. Les termes " zone " ou " zone de secours " doivent être entendus comme visant le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans les articles suivants :

1. article 5, alinéa 1er;
2. article 11, § 3;
3. article 101;
4. article 106, alinéa 1er;
5. articles 107 et 108;
6. article 119;
7. article 159;
8. article 176;
9. article 178;
10. article 181;
11. article 185;
12. article 187;
13. articles 189 et 190;
14. article 192.

§ 3. Les termes " zone " ou " zone de secours " doivent être entendus comme visant le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale au sens des articles suivants :

1. article 5, alinéa 1er, quant à la création de postes;
2. article 100.

§ 4. Les termes " zone " ou " zone de secours " doivent être entendus comme visant la Région de Bruxelles-Capitale dans les articles suivants :

1. article 5, alinéa 2;
2. article 7;
3. article 177;
4. article 188.

6° Articles 104 et 105 ;
 7° Article 106 sauf en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel visé à cet article ;
 8° Articles 109 à 116 ;
 9° Articles 120 à 152 ;
 10° Articles 167 à 174 ;
 11° Articles 202 à 206/1 ;
 12° Articles 207 à 223.

§ 2. Les termes " zone " ou " zone de secours " doivent être entendus comme visant le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans les articles suivants :

1. article 5, alinéa 1er;
2. article 11, § 3;
- 2./1 Article 23 ;
3. article 101;
4. article 106, alinéa 1er;
5. articles 107 et 108;
- 5./1 Article 117, alinéa 1^{er} ;
- 6.. article 119;
7. article 159;
- 7./1 articles 164 à 166
8. article 176;
9. article 178;
10. article 181;
11. article 185;
12. article 187;
13. articles 189 et 190;
14. article 192.

§5. Le terme « conseil » doit être entendu comme visant le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à l'article 118.

Art. 18. La zone est dotée de la personnalité juridique.

Art. 19. Chaque zone est administrée par un conseil de zone et par un collège de zone, ci-après dénommés conseil et collège.

Art. 20. Le conseil détermine la localisation du siège social de la zone. Cette décision est communiquée dans les trente jours au ministre qui arrête le siège de chaque zone.

Art. 21. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les structures administratives et opérationnelles minimales que (la province ou) la zone met en place, notamment pour pouvoir donner la suite appropriée aux (appels) de l'agence visée à l'article 197 de la loi-programme du 9 juillet 2004.

Art. 22. La zone peut, en vue d'assurer plus efficacement la gestion de ses missions en matière de sécurité civile, conclure des accords transfrontaliers de coopération avec toute autorité publique d'un pays limitrophe.

§6. Le terme « commandant de zone » doit être entendu comme visant l'organe compétent du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à la réglementation régionale bruxelloise dans les articles suivants :

1. article 22/1 ;
2. article 181.

La zone de secours peut être organisée sous la forme d'une intercommunale si l'un des services d'incendie présents sur son territoire était organisé sous la forme d'une intercommunale à la date du 10 août 2007. Les organes spécifiques à l'intercommunale exercent dans ce cas les compétences du conseil et du collège de zone. Si l'intercommunale n'est pas composée de toutes les communes faisant partie de la zone de secours, le conseil et le collège de zone sont mis en œuvre.

Lorsque la zone de secours est organisée sous la forme d'une intercommunale, les articles 24, 26, 28 à 55, 57 à 63, 86 et 92 ne sont pas applicables.

Art.21. La Roi, détermine, par arrêté délibéré en conseil des ministres, les fonctions administratives et opérationnelles minimales dont la zone dispose, notamment pour pouvoir donner la suite appropriée aux appels de l'agence 112 visée par la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112 ».

Art. 22/1. Le commandant de zone établit un schéma d'organisation opérationnelle conforme aux conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats, déterminés par le Roi en vertu de l'article 6, §1^{er}, alinéa 2.

Art. 23. § 1er. Chaque zone établit un programme pluriannuel de politique générale basé notamment sur une analyse des risques. Ce programme est établi pour une durée de six ans et est susceptible d'adaptations.

Le programme pluriannuel de politique générale comprend un volet communal et un volet zonal des objectifs en matière de sécurité civile ainsi que des moyens (humains), matériels et financiers à mettre en oeuvre pour les atteindre. Il est approuvé par le conseil.

Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu minimal et la structure du programme pluriannuel de politique générale.

§ 2. Les volets communaux du programme pluriannuel de politique générale sont soumis à l'approbation des conseils communaux de la zone. A défaut d'approbation dans les quarante jours de leur adoption par le conseil, le conseil communal est réputé avoir marqué son accord.

En cas de désaccord du conseil communal sur tout ou partie du volet communal du programme pluriannuel de politique générale, une conciliation est organisée par le gouverneur entre les autorités zonales et communales concernées.

Le Roi arrête le contenu minimal et la structure du schéma d'organisation opérationnelle.

Le schéma d'organisation opérationnelle est établi pour la même durée que le programme pluriannuel de politique générale visé à l'article 23 et est adapté chaque fois que nécessaire.

Art. 23. §1^{er}. Chaque zone établit un programme pluriannuel de politique générale. Ce programme est établi pour une durée de six ans et est susceptible d'adaptations.

Si, lorsque le programme pluriannuel de politique générale est établi pour la première fois, la durée restante du mandat des conseillers zonaux est inférieure à une durée de six ans, le programme est établi pour la durée restante.

Le programme pluriannuel de politique générale comprend un volet communal et un volet zonal des objectifs en matière de sécurité civile.

Le conseil approuve le programme pluriannuel de politique générale.

Le Roi arrête le contenu minimal et la structure du programme pluriannuel de politique générale.

Si, à l'issue de la conciliation, le désaccord demeure, le gouverneur statue et en informe simultanément les autorités zonales et communales ainsi que le ministre.

Dans les vingt jours de la notification de la décision du gouverneur, le conseil ou le conseil communal peut introduire un recours auprès du ministre. Le ministre statue dans les quarante jours. A défaut de décision dans les quarante jours, la décision du gouverneur est définitive.

§ 3. Le programme pluriannuel de politique générale est mis en œuvre par des plans d'action annuels préparés par le commandant de zone visé à l'article 109 et approuvés par le conseil.

Les plans d'action annuels sont soumis pour avis aux conseils communaux de la zone.

Section II. - Du conseil de la zone.

Sous-section 1re. - Dispositions générales.

Art. 24. La zone est gérée par un conseil. Le conseil est composé d'un représentant par commune. Le bourgmestre représente de plein droit la commune. S'il est empêché, il désigne un échevin de sa commune pour le remplacer.

Dans le cas où la province contribuerait au financement de la zone tel que visé à l'article 67, 3°, le conseil zonal peut conférer la qualité de membre du conseil à un membre du conseil provincial. Le conseil provincial désigne l'un de ses membres.

Art. 25. Le commandant de zone (visé à l'article 109) prend part aux réunions du conseil avec voix consultative.

Art. 26. Le conseil est compétent pour toute question qui ne relève pas expressément de la compétence du collège.

Art. 24. La zone est gérée par un conseil. Le conseil est composé d'un représentant par commune. Le bourgmestre représente de plein droit la commune. S'il est empêché, il est remplacé en appliquant les dispositions qui, dans la Région sur le territoire de laquelle est située la zone concernée, règlent de manière générale le remplacement du bourgmestre lorsqu'il est empêché.

Le conseil est exclusivement compétent pour adopter toutes les dispositions réglementaires utiles dans les matières fixées la présente loi dans les limites fixées par les dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Le conseil est notamment investi du droit d'exproprier pour cause d'utilité publique tel que visé à l'article 61, § 1er, de la loi-programme du 6 juillet 1989.

Sous-section II. - Des conseillers zonaux.

Art. 27. Les membres du personnel de la zone ne peuvent être membres du conseil ou du collège.

Art. 28. A moins qu'ils n'aient été convoqués valablement antérieurement, le mandat des conseillers zonaux prend cours le premier jour ouvrable du troisième mois qui suit la date d'entrée en fonction des conseils communaux élus après un renouvellement complet, ou au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le résultat de leur élection est devenu définitif.

Les conseillers zonaux poursuivent leur mandat jusqu'à l'installation du nouveau conseil.

Le conseiller zonal démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son remplaçant.

Le conseil communal choisit un remplaçant, qui achève le mandat du conseiller zonal auquel il succède.

Art. 29. A l'exception de la circonstance visée à l'article 28, la perte de la qualité de membre du conseil provincial ou du collège des bourgmestres et échevins met fin de plein droit au mandat de conseiller zonal.

Art. 30. Sans préjudice de l'article 28, la démission présentée par un conseiller zonal est introduite par écrit auprès du président du collège. Elle ne devient définitive qu'une fois portée à la connaissance du conseil.

Art. 31. Le conseiller zonal qui veut prendre un congé parental à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, est remplacé à sa demande, adressée par écrit au président du collège, pour une durée maximale de quinze semaines prenant cours au plus tôt la septième semaine qui précède la date présumée de la naissance ou de l'adoption.

Art. 28. A moins qu'ils n'aient été convoqués valablement antérieurement, le mandat des conseillers zonaux prend cours le premier jour ouvrable du troisième mois qui suit la date d'entrée en fonction des conseils communaux élus après un renouvellement complet, ou au plus tard le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel le résultat de leur élection est devenu définitif.

Art. 31. Le conseiller zonal qui veut prendre un congé parental à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, est remplacé pendant cette période selon les règles applicables en vigueur au niveau communal.

Le conseiller zonal empêché pour cause de congé parental, qui demande son remplacement, est remplacé conformément aux dispositions prévues par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 38.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent toutefois qu'à partir de la première séance du conseil suivant celle au cours de laquelle le conseiller empêché a été installé.

Art. 32. Le conseiller zonal qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs de la zone qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui n'est ni membre du personnel de la zone ni membre du personnel communal.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères permettant de bénéficier de l'application du présent article.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller zonal.

Art. 33. Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets et les comptes de la zone et visiter les bâtiments et services de la zone.

Sous-section III. - Des réunions, des délibérations et des décisions du conseil.

Art. 34. Le conseil se réunit aussi souvent que les affaires qui ressortent de sa compétence l'exigent et au moins, une fois par trimestre.

[...]

L'alinéa 1^{er} ne s'applique toutefois qu'à partir de la première séance du conseil suivant celle au cours de laquelle le conseiller empêché a été installé.

Art. 32. Le conseiller zonal visé à l'article 24, alinéa 1^{er} qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs de la zone qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui n'est ni membre du personnel de la zone ni membre du personnel communal.

Le conseiller zonal désigné par le conseil provincial qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de son mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs du conseil provincial qui satisfont aux critères d'éligibilité applicables en ce qui concerne le mandat de conseiller provincial et qui n'est ni membre du personnel de la zone, ni membre du personnel provincial.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères permettant de bénéficier de l'application du présent article.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance dispose des mêmes moyens et est soumise aux mêmes obligations que le conseiller zonal.

Art. 35. Le conseil est convoqué par le collège. A la demande d'un tiers des membres du conseil, le collège est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art. 36. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins dix jours calendrier avant celui de la réunion; la convocation contient l'ordre du jour. Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec clarté. Les pièces liées aux points figurant à l'ordre du jour sont mises à la disposition sans déplacement des conseillers zonaux dès l'envoi de l'ordre du jour.

Art. 37. Le président du collège, visé à l'article 57, ou celui qui le remplace en application du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 38, préside le conseil. Il ouvre et clôt la séance.

Art. 38. Le conseil arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 39. Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des séances du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage au siège social de la zone visé à l'article 20 ainsi que dans les maisons communales des communes de la zone. La presse et les habitants intéressés sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour du conseil, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient.

Le règlement d'ordre intérieur arrêté par le conseil peut prévoir d'autres modes de publication.

Art. 40. Aucun acte ni aucune pièce concernant l'administration de la zone ne peut être soustrait à l'examen des conseillers zonaux.

Les conseillers zonaux peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la zone dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur.

Les conseillers ont le droit de poser au collège des questions écrites et orales. Le règlement d'ordre intérieur détermine les

conditions d'exercice de ce droit.

Art. 41. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil est convoqué dans les vingt jours. Le conseil pourra cependant délibérer valablement quelle que soit sa composition sur les objets portés une deuxième fois à l'ordre du jour.

Art. 42. Il est interdit à tout conseiller zonal :
1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation des candidats, de nominations aux emplois, et de poursuites disciplinaires;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à un marché public de travaux, de services ou de fournitures;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la zone de secours. Il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la zone de secours, si ce n'est gratuitement;

4° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel zonal en matière disciplinaire ou dans le cadre d'un recours contre une évaluation;

5° d'intervenir comme délégué ou technicien d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la zone.

Art. 43. Les séances du conseil sont publiques.

Toutefois, à l'exception du cas visé à l'article 44, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider du huis clos.

Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce le huis clos.

Sauf en matière disciplinaire ou dans les circonstances spéciales arrêtées par le règlement d'ordre intérieur, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

Art. 44. Au plus tard dix jours calendrier avant la séance au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer à propos du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Art. 45. Le rapport relatif au projet de budget, visé à l'article 44, définit la politique générale et financière de la zone et synthétise la situation de l'administration et des affaires de la zone ainsi que tous les éléments utiles d'information.

Le rapport relatif aux comptes synthétise la gestion des finances de la zone durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil ne délibère, les membres du collège commentent le contenu du rapport.

Art. 46. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion à moins que l'urgence ne le justifie. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des conseillers zonaux présents; leurs noms seront mentionnés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour est remise au président au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée; elle est

accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège de faire usage de cette faculté. Le président transmet simultanément les points complémentaires de l'ordre du jour aux conseillers zonaux.

Art. 47. Le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours calendrier au moins avant le jour de la séance et au plus tard, en même temps que l'ordre du jour. Le procès-verbal de la précédente séance est soumis pour approbation au conseil.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, (le secrétaire visé à l'article 48), est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil. Si la séance se déroule sans observation, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président du collège et (le secrétaire).

Art. 48. Le secrétaire du conseil et du collège est désigné par le conseil. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le président désigne un secrétaire ad hoc.

Art. 49. Le secrétaire est chargé de :

- 1° préparer les réunions du conseil et du collège;
- 2° garantir la publicité de l'administration;
- 3° tenir à jour l'agenda des réunions du conseil et du collège ;

- 4° transmettre à l'autorité de tutelle compétente les décisions, les délibérations zonales ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à l'exercice de la tutelle;
- 5° rédiger les procès-verbaux des réunions du conseil et du collège;

Les procès-verbaux sont signés par le secrétaire et le président.

Les procès-verbaux mentionnent l'ensemble des objets discutés ainsi que les suites données aux points à propos desquels aucune décision n'est intervenue.

Art. 50. Le président exerce la police de l'assemblée; il peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser de la salle tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Art. 51. Chaque conseiller zonal, en ce compris les membres du collège, dispose d'une voix.

Par dérogation à l'alinéa 1er, chaque conseiller zonal dispose, lors des votes relatifs à l'établissement du budget, aux modifications budgétaires et aux comptes annuels, d'un nombre de voix proportionnel à la dotation de sa commune à la zone.

Les modalités de calcul de la clef de répartition des votes sont déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 52. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Art. 53. Le conseil vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels. Chaque conseiller zonal peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels. Dans ce cas, le vote sur l'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés.

Art. 54. Sauf lorsque la loi prévoit le recours à un scrutin secret, les membres du conseil votent à haute voix. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Seules les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Section III. - Du collège de la zone de secours.

Art. 55. Les membres du collège sont désignés par le conseil en son sein, à la proportionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, chaque conseiller zonal dispose, lors des votes relatifs à l'établissement du budget, aux modifications budgétaires et aux comptes annuels, d'un nombre de voix proportionnel à la dotation de sa commune à la zone ou de sa province.

Art. 56. Le commandant de zone prend part aux réunions du collège avec voix consultative.

Art. 57. L'élection a lieu par vote secret à la majorité absolue des voix lors de la première séance du conseil.

Sont élus en tant que membres du collège, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Le collège désigne son président.

En cas de parité de voix, la préférence est accordée dans l'ordre indiqué ci-après :
1° au candidat qui, au jour de l'élection, est membre du collège. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a été membre du collège sans interruption le plus longtemps;

2° au candidat qui, antérieurement, était membre du collège. Si deux ou plusieurs candidats se trouvent dans ce cas, la préférence est accordée à celui qui a exercé son mandat sans interruption le plus longtemps, et en cas d'égalité de durée, à celui qui est sorti de charge le plus récemment;

3° au candidat qui, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, est le plus âgé;

4° au moins âgé des candidats qui ont atteint l'âge de soixante ans.
Le mandat de membre du collège prend cours au lendemain de l'élection visée à l'alinéa 1er.

En cas d'absence ou d'empêchement, le membre du collège est remplacé en application des dispositions prévues par le règlement d'ordre intérieur du collège visé à l'article 59.

Art. 58. Au sein du collège, chaque membre dispose d'une voix.

Art. 59. Le collège arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 60. Le collège se réunit aux jours et heures fixés par le règlement et aussi souvent que l'exige la prompte expédition des affaires.

Les réunions du collège ne sont pas publiques. Seules les décisions sont actées au procès-verbal et au registre des délibérations; elles sont seules susceptibles d'avoir des effets de droit.

La convocation aux réunions extraordinaires se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins deux jours calendrier avant celui de la réunion.

Toutefois, en cas d'urgence, le président du collège reste juge du jour et de l'heure de la réunion.

Art. 61. Le collège ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions du collège sont prises à la majorité des voix.

En cas de parité de voix, le collège reporte l'affaire à une prochaine réunion. Si la majorité des voix du collège a déclaré au préalable urgent le traitement de l'affaire, ou si l'affaire avait été reportée lors d'une réunion précédente après parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 62. Les règles visées à l'article 42 sont applicables aux membres du collège.

Art. 63. Outre les missions qui lui sont confiées par le conseil, le collège est chargé :

1° de la publication et de l'exécution des décisions du conseil zonal;

2° de l'administration des bâtiments et propriétés de la zone;

3° de la gestion des revenus, de l'ordonnancement des dépenses de la zone;

4° de la surveillance de la comptabilité;

5° de la direction des travaux menés au sein de la zone;

6° de la surveillance du personnel administratif et opérationnel de la zone;

7° de la représentation de la zone lors de la conclusion de conventions auxquelles celle-ci est partie;

8° de l'exécution des obligations découlant du statut d'employeur de la zone;

9° de la représentation de la zone en justice.

Les attributions visées à l'alinéa 1er, 7° et 9°, ne peuvent être exercées qu'après autorisation par le conseil.

Section IV. - De la commission technique.

Art. 64. Il est créé au sein de chaque zone une commission technique.

Art. 65. La commission technique est notamment composée des officiers responsables des postes de la zone ainsi que du commandant de zone lequel en assure la présidence.

Le conseil arrête, en outre, la composition et l'organisation pratique de la commission technique sur proposition du commandant de zone.

Art. 66. La commission technique assiste le commandant de zone lors de la rédaction du programme de politique générale visé à l'article 23, en ce compris l'établissement du programme d'acquisition de matériel visé à l'article 118.

Elle a en outre une compétence d'avis à la demande des organes de la zone en matière d'organisation opérationnelle de la zone.

CHAPITRE II. - Du financement de la zone de secours.

Art. 67. Les zones de secours sont financées par :

1° les dotations des communes de la zone;

2° les dotations fédérales;

3° les éventuelles dotations provinciales;

4° les rétributions des missions dont le Roi autorise la récupération;

5° des sources diverses.

Aussi longtemps que le ratio entre les moyens des autorités communales et fédérale prévus en application de cette loi, n'est pas égal à un, les communes d'une zone ne devront pas, ensemble, contribuer davantage en termes réels que leur apport actuel. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avoir entendu les représentants des villes et communes, ce ratio au 31 décembre 2007 ainsi que les postes des revenus et des dépenses qui entrent en ligne de compte pour calculer ce ratio.

La dotation communale visée à l'alinéa 1er, 1°, peut être diminuée en proportion de la dotation provinciale visée à l'alinéa 1er, 3°.

Art. 68. § 1er. La dotation communale est inscrite dans les dépenses de chaque budget communal. Elle est payée au moins par douzième.

§ 2. Les dotations des communes de la zone sont fixées chaque année par une délibération du conseil, sur la base de l'accord intervenu entre les différents conseils communaux concernés.

A défaut d'un tel accord, la dotation de chaque commune est fixée par le conseil conformément aux modalités de calcul et de paiement des dotations communales déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les modalités de calcul des dotations sont fixées en tenant compte des critères suivants pour chaque commune :

- la population résidentielle et active;
- la superficie;
- le revenu cadastral;
- le revenu imposable;
- les risques présents sur le territoire de la commune.

Pour la première inscription de la dotation communale, cet accord doit être obtenu au plus tard avant la fin du sixième mois suivant l'installation du conseil. Pour les inscriptions suivantes de la dotation communale, l'accord doit toujours être obtenu au plus tard le 1er décembre de

Art. 69. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités pour la fixation et le versement de la dotation fédérale, qui est payée au moins par douzième.

Les modalités de calcul des dotations fédérales sont fixées en tenant compte des critères suivants pour chaque zone :

- la population résidentielle et active;
- la superficie;
- le revenu cadastral;
- le revenu imposable;
- les risques présents sur le territoire de la zone.

Art. 70. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les limites des lois budgétaires et aux conditions qu'il détermine, intervenir dans le financement de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale par l'octroi de subsides ou une dotation spécifique.

Art. 71. Les arrêtés royaux visés aux articles 67 à 70 sont confirmés par une loi au plus tard dans les six mois de leur entrée en vigueur.

A défaut de confirmation dans ce délai, ils cessent de produire leurs effets.

Art. 72. Si, après le tarissement des moyens visés à l'article 67, la zone ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour couvrir les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions, la différence est supportée par les communes de la zone selon la clef de répartition visée à l'article 68.

CHAPITRE III. - De la gestion budgétaire, financière et comptable.

l'année précédant celle pour laquelle la dotation est prévue.

Section 1re. - Du comptable spécial.

Art. 73. Les recettes et les dépenses de la zone sont effectuées par un comptable spécial.

Le Roi détermine les conditions d'accès à la fonction de comptable spécial.

La même personne peut être le comptable spécial de plusieurs zones.

Art. 74. Le Roi fixe les règles pour l'exercice de la fonction de comptable spécial.

Art. 75. § 1er. Le comptable spécial est désigné par le collège.

Le comptable spécial prête le serment suivant entre les mains du président du collège : " Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ".

Il en est dressé procès-verbal.

Le comptable spécial qui, sans motif légitime, ne prête pas serment après avoir été invité à le faire lors de la plus proche réunion du collège par une lettre recommandée à la poste, est réputé renoncer à sa nomination.

§ 2. Le comptable spécial est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'encaisser les recettes de la zone et d'acquitter, sur mandats réguliers, les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence soit du montant spécial de chaque article du budget, du crédit spécial ou du crédit provisoire, soit du montant des allocations transférées conformément à l'article 95.

En vue du recouvrement des créances certaines et exigibles, le comptable spécial peut envoyer une contrainte visée et rendue exécutoire par le collège. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège que si la dette est exigible, liquide et certaine. Le débiteur doit en outre être préalablement mis en demeure par courrier recommandé. La zone peut imputer des frais administratifs pour ce

§ 3. Dans les cas où il y aurait de la part du comptable spécial refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat sur l'exécutoire du gouverneur, qui convoque le comptable spécial et l'entend préalablement.

Art. 76. Sans préjudice des articles 73 et 75, § 2, peuvent être versés directement au compte ouvert au nom de la zone bénéficiaire auprès d'institutions financières qui satisfont, selon le cas, aux articles 7, 65 et 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit :

1° les dotations, les subsides, les subventions et les interventions dans les dépenses des zones;

2° le montant de leur quote-part dans les fonds institués par la loi, le décret ou l'ordonnance, au profit des zones, et, en général, toutes les sommes attribuées à titre gratuit aux zones par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces et les communes.

Les institutions financières visées à l'alinéa 1er sont autorisées à prélever d'office, sur l'avoir du ou des comptes qu'elles ont ouverts au nom de la zone, le montant des dettes exigibles que cette zone a contractées envers elles.

Art. 77. § 1er. Le comptable spécial est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement en numéraire, en titres ou sous la forme d'une ou plusieurs hypothèques à moins qu'il n'ait constitué un cautionnement similaire au titre de receveur d'une commune ou d'un centre public d'action sociale, receveur régional ou

courrier recommandé. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent être recouvrés par la contrainte. Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvrées par contrainte. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation

comptable spécial d'une zone de police ou d'une autre zone de secours.

Le Roi fixe le montant minimum et maximum de ce cautionnement.

Lors de la première réunion faisant suite à la désignation du comptable spécial, le conseil fixe le montant du cautionnement qu'il doit constituer, ainsi que le délai qui lui est imparti pour ce faire.

Le cautionnement est placé à la caisse des dépôts et consignations; l'intérêt qu'il porte appartient au comptable spécial.

Les actes de cautionnement sont passés, sans frais pour la zone, par acte authentique en présence du collège.

S'il y a lieu de payer des droits d'enregistrement, ceux-ci sont réduits au droit fixe général et sont à charge du comptable spécial.

§ 2. Le comptable spécial peut remplacer le cautionnement, soit par une garantie bancaire ou une assurance qui répond aux modalités fixées par le Roi, soit par la caution solidaire d'une association agréée par le Roi.

Cette association agréée revêt la forme d'une société coopérative. L'arrêté d'agrément de l'association ainsi que les statuts approuvés sont publiés au Moniteur belge.

L'association peut contrôler la caisse et la comptabilité du comptable spécial dont elle s'est portée garante, moyennant l'accord du collège sur les dispositions contractuelles établissant ce droit et les modalités d'exercice de celui-ci.

§ 3. Le collège veille à ce que le cautionnement du comptable spécial soit réellement fourni et renouvelé en temps requis.

§ 4. Le comptable spécial qui n'aura pas fourni son cautionnement dans les délais prescrits, et qui n'aura pas justifié ce retard par des motifs suffisants, sera considéré

comme démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

§ 5. Tous les frais relatifs à la constitution du cautionnement sont à la charge du comptable spécial.

§ 6. En cas de déficit dans la caisse de la zone, celle-ci dispose d'un privilège sur le cautionnement du comptable spécial.

Art. 78. Le comptable spécial exerce ses fonctions de façon indépendante sous l'autorité du collège.

Art. 79. L'indemnité du comptable spécial est fixée par le conseil dans les limites et conditions arrêtées par le Roi.

Art. 80. § 1er. En cas d'absence du comptable spécial, sa fonction est assurée par un remplaçant désigné par le collège, sur proposition du comptable spécial, sous sa responsabilité, pour une période de maximum trente jours.

Ce remplacement peut, pour une même absence, être prolongé deux fois pour un même délai maximum.

§ 2. Dans tous les autres cas, le conseil désigne un comptable spécial faisant fonction qui satisfait aux conditions pour être désigné comptable spécial.

Le comptable spécial faisant fonction exerce toutes les compétences du comptable spécial.

§ 3. En cas de remplacement du comptable spécial, son indemnité est octroyée à son remplaçant.

Art. 81. Le comptable spécial peut être entendu par le collège et le conseil sur toutes les questions qui ont une incidence financière ou budgétaire.

Art. 82. § 1er. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le comptable spécial cesse définitivement d'exercer ses fonctions, lors de l'installation et de la cessation des fonctions du comptable spécial faisant fonction ainsi que dans le cas visé à l'article 80 § 2, alinéa 2.

§ 2. Le compte de fin de gestion du comptable spécial, accompagné, s'il y a lieu, de ses observations ou, en cas de décès, de celles de ses ayants-cause, est soumis par le collègue au conseil qui l'arrête et déclare le comptable spécial quitte ou fixe un débet.

La décision par laquelle le compte de fin de gestion est définitivement arrêté est notifiée, sous pli recommandé à la poste, au comptable spécial ou, en cas de décès, à ses ayants droit, par les soins du collègue, accompagnée, s'il y a lieu, d'une invitation à solder le débet.

§ 3. La décision qui arrête définitivement le compte de fin de gestion et déclare le comptable spécial définitivement quitte emporte de plein droit la restitution du cautionnement.

§ 4. La décision visée au § 3 est soumise aux modalités de tutelle visées aux articles 145 à 147.

Section II. - De la gestion budgétaire et financière.

Sous-section Ire. - Des biens et revenus de la zone.

Art. 83. Les libéralités faites par actes entre vifs sont toujours acceptées provisoirement, conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1931 portant extension à toutes les personnes morales du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs.

Art. 84. § 1er. Le conseil arrête les conditions de location et de tout autre usage des produits et revenus des propriétés et droits de la zone.

§ 2. Le conseil accorde, s'il y a lieu, aux locataires de la zone les remises qu'ils demandent, soit qu'ils aient le droit de les réclamer aux termes de la loi ou en vertu de leur contrat, soit qu'ils les sollicitent pour motif d'équité.

Art. 85. Le conseil choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services et en fixe les conditions.

Il peut déléguer ces pouvoirs au collège pour les marchés relatifs à la gestion journalière de la zone, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa 1er. Sa décision est communiquée au conseil qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

Sous-section II. - Du budget de la zone.

Art. 86. Le budget de la zone est élaboré par le collège et approuvé par le conseil, conformément aux normes budgétaires minimales arrêtées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 87. L'exercice financier des zones correspond à l'année civile.

Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les droits acquis à la zone et les engagements pris à l'égard de ses créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés.

Art. 88. Chaque année, au cours du premier trimestre, le conseil se réunit pour procéder au règlement des comptes annuels de l'exercice précédent.

Ces comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultat et le bilan.

Le rapport visé à l'article 44, alinéa 2, est joint aux comptes.

Art. 89. Le conseil se réunit chaque année dans le courant du mois d'octobre pour délibérer au sujet du budget des dépenses et des recettes de la zone pour l'exercice suivant.

Art. 90. Les budgets et les comptes sont déposés au siège de la zone visé à l'article

20, et à la maison communale de chaque commune qui fait partie de la zone, où quiconque peut toujours en prendre connaissance (sur place).

Cette possibilité de consultation est rappelée par voie d'affiches apposées à la diligence du collège dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le conseil. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

Art. 91. Toute allocation pour dépense facultative qui aura été réduite par l'autorité de tutelle ne pourra être dépensée par le collège sans une nouvelle délibération du conseil qui l'y autorise.

Art. 92. Aucun paiement sur la caisse de la zone ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budget, d'un crédit spécial ou d'un crédit provisoire alloué dans les conditions et limites fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les membres du collège sont personnellement responsables des dépenses engagées ou mandatées par eux contrairement à l'alinéa 1er.

Art. 93. § 1er. Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, et aucun transfert ne peut avoir lieu.

§ 2. Néanmoins, lorsqu'à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement et effectivement contractés en faveur des créanciers de la commune, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décision du collège qui sera annexée au compte de l'exercice clos.

Il peut être disposé des allocations ainsi transférées sans nouvelle décision du conseil.

Art. 94. Le conseil peut toutefois pourvoir à des dépenses réclamées par des circonstances impérieuses et imprévues en prenant à ce sujet une résolution motivée.

§ 2. Néanmoins, lorsqu'à la clôture d'un exercice, certaines allocations sont grevées d'engagements régulièrement et effectivement contractés en faveur des créanciers de la zone, la partie d'allocation nécessaire pour solder la dépense est transférée à l'exercice suivant par décision du collège qui sera annexée au compte de l'exercice clos.

Dans le cas où le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, le collège peut, sous sa responsabilité, pourvoir à la dépense, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au conseil qui délibère s'il admet ou non la dépense.

Les membres du collège qui auraient mandaté des dépenses payées en exécution des alinéas 1er et 2 mais rejetées des comptes définitifs, sont personnellement tenus d'en verser le montant à la caisse de la zone.

Art. 95. Les mandats sur la caisse de la zone, ordonnancés par le collège, sont signés par le président du collège; ils sont contresignés par le commandant de la zone.

Art. 96. En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des zones ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire qui suit la mise en place de la zone de secours, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictif.

Art. 97. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à charge de la zone et spécialement les suivantes :

1° les contributions assises sur les biens de la zone;

2° les dettes de la zone, liquides et exigibles, et celles résultant de condamnations judiciaires à sa charge;

3° les traitements du commandant de zone et du personnel administratif et opérationnel de la zone;

4° les frais de bureau du siège social de la zone;

5° l'entretien des bâtiments de la zone ou le loyer des bâtiments qui en tiennent lieu;
6° les frais d'impression nécessaires pour la comptabilité zonale;

7° les pensions à charge de la zone.

Art. 98. Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette de la

zone qui est reconnue et exigible, ou qui résulte d'une décision en dernier ressort d'une juridiction administrative ou judiciaire, le conseil propose les moyens d'y suppléer.

Art. 99. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget, en les spécifiant, toutes les recettes quelconques de la zone, ainsi que celles que la loi lui attribue et les excédents des exercices antérieurs.

CHAPITRE IV. - Du personnel.

Art. 100. La zone gère le recrutement, la nomination et la carrière de son personnel.

Art. 101. Le personnel de la zone est composé de deux cadres : un cadre administratif et un cadre opérationnel.

Art. 102. Le Roi fixe, après délimitation des zones, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le cadre minimal du personnel administratif et opérationnel des zones.

La zone procède, dans les limites fixées par le Roi, à l'adaptation du cadre en fonction des résultats de l'analyse des risques et des priorités établies par le programme de politique générale visé à l'article 23.

Art. 103. Le cadre opérationnel de la zone est composé de pompiers volontaires et/ou de pompiers professionnels.

Les pompiers volontaires sont ceux pour lesquels la fonction de pompier ne constitue pas leur activité à titre principal.

Les pompiers professionnels sont les pompiers qui sont employés à titre principal par la zone.

Art. 104. La zone propose à l'employeur privé ou public d'un membre volontaire de son personnel opérationnel la conclusion d'une convention précisant les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation du membre volontaire.

Art. 101. Le personnel de la zone est composé de membres administratifs et de membres opérationnels.

Art. 102. Le conseil fixe, sur proposition du commandant de zone, le plan du personnel de la zone.

Pour le plan du personnel du personnel opérationnel, il tient compte des critères fixés par le Roi.

Art. 103. Le personnel opérationnel de la zone est composé de pompiers volontaires et/ou de pompiers professionnels.

Art. 104. La zone peut proposer à l'employeur privé ou public d'un membre volontaire de son personnel opérationnel la conclusion d'une convention précisant les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation du membre volontaire.

Les modalités de conclusion et le contenu d'une telle convention sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 105. Le cadre administratif de la zone est composé d'agents statutaires ou contractuels.

Art. 106. Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel administratif et opérationnel des zones, en ce compris la formation.

Ce statut tient compte des risques spécifiques inhérents aux missions principales du personnel opérationnel des zones de secours.

CHAPITRE V. - De l'autorité et de la direction.

Section Ire. - Des compétences générales des communes et des provinces.

Art. 107. Pour l'exécution de ses missions en matière de sécurité sur le territoire de sa commune, le bourgmestre peut faire appel aux moyens des postes des zones.

Le Roi peut fixer les modalités de conclusion et le contenu d'une telle convention.

Art. 105. Le personnel administratif de la zone est composé d'agents statutaires ou contractuels.

Art. 106. Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation.

Ce statut tient compte des risques spécifiques inhérents aux missions principales du personnel opérationnel des zones de secours.

La zone fixe le statut administratif et pécuniaire de son personnel administratif.

Art. 106/1. La zone de secours peut, dans le cadre de l'imposition éventuelle d'une sanction disciplinaire, procéder à l'exécution d'un test d'alcoolémie et de drogue auprès du personnel opérationnel aux conditions définies ci-après.

Le membre de personnel professionnel ou volontaire de la zone qui présente des signes manifestes d'être sous l'influence d'alcool en service se soumet à un test d'haleine, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine.

Le membre de personnel professionnel ou volontaire de la zone qui présente des signes manifestes de consommation de drogues en service se soumet à un test de détection de drogues, à la demande de son supérieur hiérarchique. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test de détection de drogues.

A cette fin, il adresse une demande au commandant de zone afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires.

Les postes de la zone ou des zones sont placés (dans ce cas) sous l'autorité du bourgmestre.

Art. 108. Pour l'exécution de ses missions en matière de sécurité sur le territoire de sa province, le gouverneur ainsi que le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, peut faire appel aux zones. A cette fin, il adresse une demande au commandant de zone afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires. Les postes de la zone ou des zones sont placés dans ce cadre sous l'autorité du gouverneur ou du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Section II. - De la gestion de la zone.

Art. 109. Chaque zone est dirigée par le commandant de zone.

Il est responsable de la direction, de l'organisation et de la gestion ainsi que de la répartition des tâches au sein de la zone.

Art. 110. Le commandant de zone exerce les compétences visées à l'article 109 sous l'autorité du collège.

En vue d'une bonne gestion de la zone, le commandant de zone informe le plus rapidement possible le collège de tout ce qui concerne la zone et l'exécution de ses missions.

Il fait rapport tous les trois mois au collège sur le fonctionnement de la zone et informe cette autorité des plaintes extérieures relatives au fonctionnement ou à l'intervention du personnel de la zone.

Art. 111. Le commandant de zone est chargé de la préparation quant au fond des dossiers soumis au conseil ou au collège de la zone.

Les dispositions de l'article 42 sont applicables au commandant de zone.

Art. 112. L'ensemble du courrier de la zone est signé par le président du collège et contresigné par le commandant de zone.

Art. 113. Le Roi fixe le contenu du profil de fonction auquel le commandant doit satisfaire et détermine les modalités de sélection du commandant de zone.

Art. 114. Le candidat le mieux classé au terme de la procédure de sélection est désigné dans ses fonctions par le conseil pour une période renouvelable de six ans.

Art. 115. Tous les deux ans, le commandant de zone est évalué par le collège. Le conseil peut, par décision motivée, mettre fin prématurément au mandat du commandant de zone si celui-ci a fait l'objet de deux évaluations négatives successives.

Au terme de chaque période de six ans, le conseil prolonge la désignation du commandant après avis motivé, non contraignant, du collège et sur la base d'une évaluation globale réalisée par une commission d'évaluation.

Art. 116. § 1er. Une commission d'évaluation est instaurée dans chaque zone. Cette commission est composée comme suit :

1° le président du collège;

2° le gouverneur ou son représentant;

3° un membre de l'inspection générale désigné par le ministre. Le président du collège préside la commission d'évaluation.

§ 2. La commission d'évaluation est réunie à l'initiative du président du collège. La commission entend le commandant de zone ainsi que toute autre personne pouvant éclairer les débats.

§ 3. Les règles de fonctionnement de la commission d'évaluation sont fixées par le Roi.

CHAPITRE VI. - De l'équipement et du matériel.

Art. 117. La zone acquiert le matériel et l'équipement nécessaires à l'exercice de ses

Art. 117. La zone acquiert le matériel et l'équipement nécessaires à l'exercice de

missions. Elle en assure la gestion et l'entretien.

[¹ Les zones, les prézones, les communes, le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et les centres provinciaux de formation des services publics d'incendie peuvent, pour l'organisation et l'attribution de marchés publics et de contrats cadres en vue de l'acquisition de matériel et d'équipement qui sont nécessaires à l'exercice de leurs missions, faire appel à la centrale d'achat créée au sein de la Direction générale de la Sécurité civile du Service public fédéral Intérieur.]¹

Art. 118. Le conseil, sur la proposition du commandant de zone, après avis de la commission technique, arrête un programme d'acquisition du matériel et de l'équipement, tenant compte des moyens financiers disponibles. Le programme d'acquisition du matériel et de l'équipement fait partie du programme pluriannuel de politique générale visé à l'article 23.

Art. 119. § 1er. Les normes minimales d'équipement et de matériel sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. La zone applique ces normes en fonction de l'analyse des risques visée à l'article 5 de façon à réaliser l'aide adéquate la plus rapide.

§ 2. Le Roi arrête les normes en matière d'équipement individuel, l'uniforme, les insignes et autres moyens d'identification du personnel opérationnel de la zone.

CHAPITRE VII. - De la tutelle spécifique.

Section Ire. - Des dispositions générales.

Art. 120. L'autorité de tutelle peut, tant par correspondance que sur place, recueillir tous les renseignements et données utiles à l'examen des dossiers qui sont soumis à sa tutelle.

Art. 121. Sous réserve de dispositions contraires, la computation des délais se fait en jours calendrier.

Art. 122. Sous réserve des circonstances visées à l'article 123, le délai d'examen d'une délibération prend cours le jour suivant

ses missions. Elle en assure la gestion et l'entretien.

[¹ Les zones, les prézones, les communes, le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et les centres de formation pour la sécurité civile peuvent, pour l'organisation et l'attribution de marchés publics et de contrats cadres en vue de l'acquisition de matériel et d'équipement qui sont nécessaires à l'exercice de leurs missions, faire appel à la centrale d'achat créée au sein de la Direction générale de la Sécurité civile du Service public fédéral Intérieur.]¹

la réception de celle-ci par l'autorité de tutelle.

Art. 123. Le délai d'examen d'une délibération de l'autorité zonale par l'autorité de tutelle est interrompu par l'expédition d'une lettre recommandée à la poste par laquelle l'autorité de tutelle réclame le dossier relatif à la délibération en question ou demande des informations complémentaires auprès de l'autorité zonale. Dans les cas visés par le présent article, le délai d'examen prend cours le jour suivant la réception, soit du dossier, soit des informations complémentaires demandées, transmis par lettre recommandée ou remis contre récépissé.

Section II. - De la tutelle spécifique générale.

Art. 124. Après chaque réunion du conseil et du collège, une liste contenant un bref exposé des délibérations du conseil et du collège est envoyée endéans les vingt jours au gouverneur ainsi qu'au ministre. Le collège certifie à cette occasion que les dispositions en matière de publicité, visées à l'alinéa 2, ont été respectées.

Concurremment à son envoi au gouverneur, la liste des délibérations est publiée par voie d'affichage au siège social de la zone ainsi que dans chacune des maisons communales des communes de la zone.

Art. 125. Sans préjudice des dispositions de l'article 124, une copie certifiée conforme des délibérations reprises ci-après, est envoyée endéans les vingt jours à compter de leur adoption au gouverneur et au ministre :

1° les délibérations de l'autorité zonale fixant le mode d'attribution et les conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi que les délibérations de passation du collège prises en exécution des délibérations précitées;

2° les délibérations de l'autorité zonale concernant les dépenses rendues nécessaires par des circonstances impérieuses et imprévues;

3° les délibérations de l'autorité zonale relatives au recrutement, à la désignation, à

Art. 123. Le délai d'examen d'une délibération de l'autorité zonale par l'autorité de tutelle est interrompu le jour où l'autorité de tutelle fait savoir qu'elle réclame le dossier relatif à la délibération en question ou demande des informations complémentaires auprès de l'autorité zonale. Dans les cas visés par le présent article, le délai d'examen prend cours le jour suivant la réception, soit du dossier, soit des informations complémentaires demandées.

la nomination et à la promotion des membres du personnel de la zone;

4° les délibérations de l'autorité zonale portant la désignation du commandant de zone, de son évaluation ou du renouvellement de son mandat.

Art. 126. § 1er. Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur peut suspendre, par arrêté et dans un délai de vingt-cinq jours prenant cours le lendemain de la réception de la liste visée à l'article 124 ou de la délibération visée à l'article 125, l'exécution des décisions par lesquelles l'autorité zonale viole les dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi. Une copie de l'arrêté de suspension est transmise simultanément au ministre.

§ 2. L'autorité zonale peut, dans les quarante jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté suspensif du gouverneur, justifier la délibération suspendue. En ce cas, elle adresse sa délibération justificative au ministre au plus tard le dernier jour du délai susmentionné. Une copie de la délibération justificative est transmise au gouverneur.

L'autorité zonale peut, dans le même délai, retirer la décision suspendue. Elle en informe le gouverneur et le ministre.

§ 3. En cas d'envoi d'une délibération justificative ou d'initiative à l'expiration du délai mentionné au § 2, le ministre peut, par arrêté motivé et dans les quarante jours à compter du lendemain de la réception de la délibération justificative ou de l'expiration du délai visé au § 2, soit annuler la décision suspendue, soit lever la suspension de ladite décision.

L'arrêté est adressé, au plus tard le dernier jour du délai de quarante jours, à l'autorité zonale. Une copie est envoyée au gouverneur.

A défaut pour l'autorité zonale de justifier la délibération suspendue dans le délai de quarante jours, la délibération suspendue est considérée comme nulle de plein droit.

§ 3. En cas d'envoi d'une délibération justificative, le ministre peut, par arrêté motivé et dans les quarante jours à compter du lendemain de la réception de la délibération justificative, soit annuler la décision suspendue, soit lever la suspension de ladite décision.

A défaut d'arrêté dans le délai de quarante jours, la suspension est levée.

§ 4. Le ministre peut, en outre, statuer définitivement sur l'annulation de toute décision soumise à la tutelle spécifique générale dans les vingt-cinq jours de la réception de celle-ci. Il en informe au préalable le gouverneur et les autorités zonales.

L'arrêté est adressé, au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa 1er, à l'autorité zonale. Une copie est envoyée au gouverneur.

Section III. - De la tutelle spécifique spéciale.

Art. 127. L'approbation par l'autorité de tutelle des décisions relatives au cadre du personnel, au budget et aux modifications qui y sont apportées, à la contribution d'une commune au financement de la zone et à ses modifications ainsi qu'aux comptes, ne peut être refusée que pour violation des dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Art. 128. Le ministre dispose d'un pouvoir général d'évocation des décisions soumises à la tutelle spécifique spéciale ainsi que des arrêtés pris par le gouverneur en application des articles 131, 136 à 139, 142, 145, 148 et 150.

Lorsque le ministre décide de faire usage de ce pouvoir d'évocation, il en informe le gouverneur ainsi que l'autorité zonale dans les vingt jours qui suivent la réception de la décision concernée ou de l'arrêté du gouverneur.

Lorsqu'il fait usage de son pouvoir d'évocation, le ministre bénéficie des mêmes prérogatives que celles visées aux articles 141, 142, 146 et 148.

Le ministre statue définitivement dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception de la décision ou de l'arrêté du gouverneur.

Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale.

Art. 127. L'approbation par l'autorité de tutelle des décisions relatives au plan du personnel, au budget et aux modifications qui y sont apportées, à la contribution d'une commune au financement de la zone et à ses modifications ainsi qu'aux comptes, ne peut être refusée que pour violation des dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Sous-section Ire. - Du personnel de la zone.

Art. 129. Les décisions de l'autorité zonale relatives au cadre organique du personnel opérationnel et à celui du personnel administratif de la zone, sont transmises pour approbation au gouverneur. Une copie est envoyée au ministre.

Art. 130. Par cadre organique, on entend l'énumération des grades et la fixation du nombre d'emplois statutaires par grade.

Art. 131. Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur statue sur l'approbation de la décision visée à l'article 129 dans les vingt-cinq jours à compter du lendemain du jour où il l'a reçue. Cette décision est transmise à l'autorité zonale ainsi qu'au ministre au plus tard le dernier jour du délai précité.

A l'expiration de ce délai, la décision est réputée approuvée.

Art. 132. L'autorité zonale peut exercer un recours auprès du ministre contre l'arrêté portant non approbation par le gouverneur des décisions du conseil portant sur le cadre organique, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la transmission de l'arrêté à l'autorité zonale.

Art. 133. Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception. Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1er, le recours formé contre la décision du gouverneur est réputé accueilli et la délibération en cause est réputée approuvée.

Sous-section II. - Du budget et des modifications budgétaires.

Art. 134. Les décisions de l'autorité zonale relatives au budget de la zone et aux modifications qui y sont apportées et (les

Art. 129. Les décisions de l'autorité zonale relatives au plan du personnel de la zone, sont transmises pour approbation au gouverneur. Une copie est envoyée au ministre.

~~Art. 130. Par cadre organique, on entend l'énumération des grades et la fixation du nombre d'emplois statutaires par grade.~~

Art. 132. L'autorité zonale peut exercer un recours auprès du ministre contre l'arrêté portant non approbation par le gouverneur des décisions du conseil portant sur le plan du personnel, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la transmission de l'arrêté à l'autorité zonale.

décisions de l'autorité zonale relatives à la contribution des communes au financement de la zone et leurs modifications) ainsi que les décisions des conseils communaux relatives à leur contribution au financement et leurs modifications sont envoyées, dans les vingt jours suivant leur adoption, pour approbation au gouverneur. Copie en est adressée au ministre.

Toutes les annexes requises pour l'établissement définitif du budget sont jointes au budget.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données nécessaires à l'établissement du budget de la zone qui devront être notifiées par l'autorité zonale à l'autorité de tutelle. Il décide également de la nature du support d'information ainsi que de la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 135. Sous réserve de l'article 123, le gouverneur se prononce sur l'approbation des décisions visées à l'article 134 dans un délai de quarante jours prenant cours le lendemain de la réception de la décision.

Art. 136. Le gouverneur transmet son arrêté à l'autorité zonale ou à l'autorité communale au plus tard le dernier jour du délai visé à l'article 135. Une copie est envoyée simultanément au ministre.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, le budget est réputé approuvé par le gouverneur.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 137. Si l'autorité zonale refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la zone pour l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis.

Le gouverneur modifie, simultanément à l'inscription d'office, le montant de la contribution au financement de la zone de chaque commune de la zone concernée.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 138. Si l'autorité zonale porte au budget de la zone des recettes qui, aux termes de la loi, ne lui reviennent pas, en tout ou en partie, durant l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur procède à la radiation du montant ou à l'inscription d'office du montant correct.

Le gouverneur modifie, simultanément avec l'inscription d'office, le montant de la contribution au financement de la zone de chacune des communes de la zone concernée.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale et du conseil communal, lors de sa prochaine séance.

Art. 139. Si le conseil communal d'une des communes de la zone refuse de porter au budget, en tout ou en partie, les recettes ou les dépenses obligatoires que la loi met à charge de la commune pour l'exercice auquel se rapporte le budget, le gouverneur y inscrit d'office les montants requis.

Une copie de l'arrêté du gouverneur est envoyée simultanément au ministre.

L'arrêté du gouverneur est porté à la connaissance de l'autorité zonale ou du conseil communal lors de sa prochaine séance.

Art. 140. L'autorité zonale ou le conseil communal peut exercer un recours auprès du ministre contre l'arrêté du gouverneur pris en exécution des articles 134 à 139, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la notification de l'arrêté à l'autorité zonale ou à l'autorité communale.

Art. 141. Le ministre statue sur ce recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception.

Le ministre peut annuler ou modifier l'arrêté pris par le gouverneur en application des articles 134 à 139.

Il procède aux modifications, inscriptions et radiations qui s'imposent conformément aux articles 137 à 139.

Il transmet sa décision, au plus tard le dernier jour de ce délai, au gouverneur et à l'autorité zonale ou au conseil communal. A défaut de décision à l'expiration de ce délai, le recours formé contre la décision du gouverneur est réputé accueilli et la décision du gouverneur annulée.

L'arrêté du ministre est porté à la connaissance du gouverneur et de l'autorité zonale ou du conseil communal, lors de sa prochaine séance.

Art. 142. Les articles 137 à 141 sont également applicables aux modifications apportées au budget par l'autorité zonale ainsi qu'aux modifications apportées par le conseil communal à la contribution de la commune au financement de la zone.

Sous-section III. - Des comptes.

Art. 143. Les décisions de l'autorité zonale relatives aux comptes de la zone sont envoyées, dans les vingt jours de leur adoption, au gouverneur et au ministre.

Art. 144. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les données qui, (permettant d'établir) ces comptes, sont transmises à l'autorité de tutelle par les autorités compétentes.

Il fixe également la nature du support d'information et la forme selon laquelle ces données sont présentées.

Art. 145. Les délibérations visées à l'article 143 sont soumises à l'approbation du gouverneur, qui en arrête les montants dans les cent jours à compter du lendemain de la réception des comptes, sous réserve de

l'application de l'article 123. Le gouverneur adresse son arrêté, au plus tard le dernier jour de ce délai, à l'autorité zonale, au comptable spécial et au ministre.

L'arrêté du gouverneur est communiqué à l'autorité zonale lors de sa prochaine séance.

A défaut de décision à l'expiration de ce délai, les comptes sont réputés approuvés par le gouverneur.

Art. 146. L'autorité zonale et le comptable spécial peuvent exercer auprès du ministre un recours contre l'arrêté du gouverneur relatif aux comptes de la zone, dans les quarante jours à compter du lendemain de l'envoi de l'arrêté à l'autorité zonale.

En cas de recours émanant à la fois de l'autorité zonale et du comptable spécial, les recours sont joints.

Une copie du ou des recours est adressée le même jour au gouverneur, au comptable spécial et à l'autorité zonale.

Art. 147. En cas de recours, les comptes sont établis par le ministre dans un délai de cent jours à compter du lendemain de sa réception.

Le ministre transmet sa décision sur le recours introduit, au plus tard le dernier jour du délai visé à l'alinéa précédent, au gouverneur, à l'autorité zonale, ainsi qu'au comptable spécial.

A défaut de décision à l'expiration (du délai mentionné) à l'alinéa 1er, le recours est réputé accueilli; toutefois, lorsque le recours n'émane que du comptable spécial de la zone, à défaut de décision à l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 1er, le recours est réputé rejeté.

Sous-section IV. - (De la comptabilité et de la caisse).

Art. 148. § 1er. En cas de refus ou de retard dans l'ordonnancement des dépenses que la loi impose aux zones, le gouverneur entend l'autorité zonale et ordonne, s'il y a lieu, le

règlement immédiat des dépenses en cause. Le gouverneur transmet simultanément une copie de son arrêté au ministre.

§ 2. L'autorité zonale peut exercer, dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'arrêté, un recours auprès du ministre.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision à l'expiration (du délai mentionné à l'alinéa 2) à l'alinéa 3, le recours de l'autorité zonale est réputé accueilli.

§ 3. Dans les cas où le comptable spécial refuse l'ordonnancement, ce dernier peut, dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception de l'arrêté du gouverneur, exercer auprès du ministre un recours contre cet arrêté déclarant exécutoire un mandat régulier.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de la réception du recours et notifie son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur, au comptable spécial et à l'autorité zonale.

A défaut de décision à l'expiration (du délai mentionné) à l'alinéa 2, l'arrêté du gouverneur devient exécutoire.

La décision définitive d'ordonnancement tient lieu de mandat régulier que le comptable spécial exécute d'office.

Art. 149. Le ministre ou le gouverneur contrôle la comptabilité et la caisse de la zone, chaque fois qu'ils le jugent utile. Tout contrôle fait l'objet d'un procès-verbal qui est soumis à l'autorité zonale.

Sous-section V. - Du rééchelonnement des dettes.

Art. 150. Les délibérations de l'autorité zonale portant sur le rééchelonnement des charges financières des emprunts souscrits pour le financement de la zone sont

transmises endéans les vingt jours pour approbation au gouverneur. Copie en est adressée au ministre.

Sous réserve de l'application de l'article 123, le gouverneur statue sur l'approbation de la décision de l'autorité zonale dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai à l'autorité zonale ainsi qu'au ministre.

A l'expiration de ce délai, le rééchelonnement est réputé approuvé. Le gouverneur transmet simultanément une copie de son arrêté au ministre.

Art. 151. L'autorité zonale peut exercer, dans un délai de quarante jours à compter de l'envoi de l'arrêté, un recours auprès du ministre.

Le ministre statue sur le recours dans un délai de quarante jours à compter du lendemain de sa réception et transmet son arrêté au plus tard le dernier jour de ce délai au gouverneur et à l'autorité zonale.

A défaut de décision à l'expiration du délai, le recours est réputé accueilli.

Section IV. - De la tutelle spécifique coercitive.

Art. 152. Le ministre ou le gouverneur peut, après l'expiration du délai fixé dans un avertissement établi par lettre, charger un ou plusieurs commissaires spéciaux de se rendre sur place, aux frais personnels des personnes publiques, respectivement de la commune ou de la zone qui a négligé d'obtempérer à l'avertissement, aux fins de recueillir les informations ou observations demandées ou d'exécuter les mesures qui découlent des obligations liées à l'application des dispositions de la présente loi ou prises en vertu de la présente loi.

Le comptable spécial est chargé du recouvrement des frais visés à l'alinéa 1er, sur la base d'un arrêté pris à cet effet par l'autorité ayant engagé la procédure de

contrainte, qui tient lieu de mandat à exécuter d'office par le comptable spécial.

TITRE IV. - De la Protection Civile.

Art. 153. L'Etat fédéral dispose, pour l'exercice des missions de sécurité civile visées à l'article 11, d'un corps fédéral de la Protection Civile, organisé en unités opérationnelles, compétent sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Pour l'exécution de leurs missions en matière de sécurité, le bourgmestre et le gouverneur ou le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale peuvent faire appel à la Protection Civile.

Art. 154. La Protection Civile est placée sous l'autorité du ministre.

Art. 155. La Protection Civile comprend des membres professionnels et des membres volontaires.

Les membres professionnels sont ceux qui exercent cette fonction à titre principal.

Les membres volontaires de la Protection Civile sont ceux pour lesquels l'exercice de cette fonction ne constitue pas leur activité à titre principal.

Art. 156. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire des membres professionnels et volontaires de la Protection Civile.

Art. 157. Le Roi détermine, sur proposition du ministre, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'implantation des unités de la Protection Civile sur le territoire du Royaume sans qu'il puisse y en avoir plus d'une par province. Le Roi peut modifier par la même procédure l'implantation de ces unités.

Art. 158. Le Roi détermine, après avis du gouverneur, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le matériel et l'équipement dont dispose chaque unité de la Protection Civile.

TITRE V. - De la responsabilité des membres du personnel des zones de secours et des membres des services de la Protection Civile.

Art. 159. Le présent titre est applicable aux membres du personnel des zones de secours et aux membres du personnel des services de la Protection Civile, tant volontaires que professionnels. Pour l'application du présent titre, ils sont ci-après dénommés " membre du personnel ".

Art. 160. En cas de dommage causé par un membre du personnel dans l'exercice de ses fonctions à des tiers ou à la personne morale publique de l'autorité de laquelle il relève, l'auteur du dommage répond :

1° (de la faute intentionnelle) et de la faute lourde;

2° de la faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel.

Art. 161. La personne morale publique est responsable du dommage causé à des tiers par les membres de son personnel, conformément à l'article 1384 du Code civil.

Art. 162. L'auteur d'un dommage causé à des tiers qui fait l'objet d'une action en dommages et intérêts devant une juridiction civile ou pénale peut appeler en intervention forcée la personne morale publique de l'autorité de laquelle il relève.

Art. 163. L'action en dommages et intérêts ainsi que l'action récursoire exercée par une personne morale publique contre un membre de son personnel n'est recevable que si elle est précédée d'une offre de règlement amiable faite au défendeur.

La personne publique peut décider que le dommage ne doit être réparé qu'en partie.

Art. 164. L'Etat ou la zone, selon qu'il s'agit du personnel de l'Etat ou de la zone, prend en charge les frais de justice auxquels le membre du personnel est condamné en justice pour des faits commis dans ses fonctions, sauf s'il a commis une faute intentionnelle, une faute lourde, ou une faute

légère qui présente dans son chef un caractère habituel.

Lorsqu'une de ces fautes est établie, l'Etat ou la zone décide, après avoir entendu le membre du personnel, si celui-ci doit supporter la totalité ou une partie des frais de justice.

Art. 165. § 1er. Le membre du personnel qui est cité en justice ou contre lequel l'action publique est intentée pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions, bénéficie de l'assistance en justice d'un avocat à charge de la zone ou de l'Etat. En cas de décès du membre du personnel, le droit à l'assistance en justice revient à ses ayants droit.

§ 2. Aucune assistance en justice n'est fournie au membre du personnel contre lequel l'Etat ou la zone exerce l'action civile visée à l'article 163.

§ 3. L'assistance en justice peut être refusée selon le cas par la zone ou par l'Etat, lorsque les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions.

L'assistance en justice peut également être refusée lorsqu'il est manifeste que le membre du personnel concerné a commis une faute intentionnelle ou une faute lourde.

§ 4. Lorsque l'assistance en justice n'a pas été accordée conformément au § 3 et qu'il ressort de la décision de justice que ce refus n'était pas fondé, le membre du personnel a droit au remboursement des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense.

Lorsque l'assistance en justice a été accordée mais qu'il ressort de la décision de justice qu'elle n'aurait pas dû l'être, les frais exposés afin d'assurer sa défense peuvent être récupérés auprès du membre du personnel, de la manière prévue à l'article 163.

§ 5. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les honoraires de l'avocat choisi pour prêter l'assistance en justice sont pris en charge par l'Etat ou par la zone.

L'assistance en justice des membres du personnel de la Protection Civile est à charge du Service Public Fédéral Intérieur.

L'assistance en justice des membres de la zone de secours est à charge de la zone.

§ 6. L'assistance en justice prévue n'entraîne de la part de l'Etat ou de la zone aucune reconnaissance de sa responsabilité.

Art. 166. § 1er. Le Roi détermine les conditions et les modalités selon lesquelles le membre du personnel est indemnisé du dommage aux biens subi dans ses fonctions.

On entend par dommage aux biens, le dommage occasionné aux biens dont le membre du personnel est propriétaire ou détenteur et qui sont indispensables pour l'exercice de ses fonctions.

§ 2. L'indemnisation est à charge de l'Etat pour les fonctionnaires de la Protection Civile et à charge de la zone, pour les fonctionnaires de la zone de secours.

§ 3. L'indemnisation est exclue, lorsque le dommage aux biens est dû à une faute intentionnelle ou à une faute lourde imputable au membre du personnel concerné.

Il en va de même, à concurrence du montant accordé ou à accorder, lorsque le dommage aux biens a été ou est susceptible d'être indemnisé :

1° en vertu d'une assurance contractée par le membre du personnel intéressé ou à son profit, sous réserve du défaut de paiement par l'organisme assureur dans le délai d'un an à dater de la réalisation du dommage;

2° à titre de frais de justice en matière répressive.

§ 4. L'Etat ou la zone est subrogé dans les droits et actions du membre du personnel concerne à concurrence de la somme payée.

§ 5. L'indemnisation par l'Etat ou la zone exclut tout recours pour le même fait dommageable, à concurrence du montant octroyé, contre l'Etat, la zone, ses organes ou préposés.

§ 6. L'indemnisation est à charge du Service Public Fédéral Intérieur en ce qui concerne le personnel de la Protection Civile.

TITRE VI. - De la coordination.

Art. 167. Sans préjudice des compétences du ministre compétent, la coordination de la sécurité civile dans la province est assurée par le gouverneur et ses services.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, organiser les modalités de la coordination.

TITRE VII. - De l'inspection générale des services de la sécurité civile.

Art. 168. Il est créé au sein du Service Public Fédéral Intérieur une inspection générale des services opérationnels de la sécurité civile placée sous l'autorité directe du ministre. Elle bénéficie de l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa mission.

Art. 169. L'inspection générale porte sur le fonctionnement des services de la sécurité civile. Sans préjudice des compétences des inspecteurs de la Santé publique, elle comporte le contrôle, sur pièces et sur place, de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux missions visées à l'article 11.

Art. 170. L'inspection générale agit, soit d'initiative, soit sur ordre du ministre, soit à la demande du bourgmestre, du gouverneur ou de l'autorité zonale ou du commandant de zone, chacun dans le cadre de ses compétences.

Art. 171. L'inspection générale donne aux autorités responsables ses avis et suggestions sur toute mesure susceptible d'apporter des améliorations en matière d'organisation et de fonctionnement des

Art. 170. L'inspection générale agit, soit d'initiative, soit sur ordre du ministre, soit à la demande du bourgmestre, du gouverneur ou de l'autorité zonale ou du commandant de zone ou du directeur général chargé de la gestion des unités opérationnelles de la protection civile ou du fonctionnaire dirigeant d'une unité opérationnelle, chacun dans le cadre de ses compétences.

zones et unités opérationnelles de la Protection Civile ainsi qu'en matière de prévention des incendies.

Elle soulève tout manquement à la réglementation qu'elle constate.

Si l'inspection constate des faits de nature à entraîner une procédure disciplinaire, elle en donne connaissance à l'autorité disciplinaire compétente.

Art. 172. Chaque inspection fait l'objet d'un rapport communiqué à l'autorité demanderesse ainsi qu'à l'ensemble des autorités visées à l'article 170.

Dans le cas visé à l'article 171, alinéa 2, le rapport mentionne le délai dans lequel la zone est invitée à remédier aux manquements constatés.

Lorsqu'à l'échéance du délai indiqué, la zone reste en défaut de remédier aux manquements constatés, procès-verbal est dressé par l'inspection générale.

Le procès-verbal est publié par voie d'affichage pendant au moins dix jours ouvrables au siège de la zone de secours concernée ainsi que dans chacune des maisons communales de la zone.

Nonobstant l'application de l'alinéa 1er, le procès-verbal est communiqué par l'inspection générale aux autorités de tutelle visées aux articles 120 et suivants.

Le gouverneur ou le ministre peut, conformément aux articles 137 à 141, procéder à l'inscription d'office des dépenses nécessaires au budget pour remédier aux manquements constatés.

Art. 173. Pour l'accomplissement de leurs missions, les membres de l'inspection générale ont en tout temps libre accès aux installations dont disposent les services de la sécurité civile; ceux-ci sont tenus de prêter leur concours aux membres de l'inspection générale, de leur fournir toutes justifications et tous renseignements utiles et de leur communiquer tous documents, pièces et éléments nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Art. 174. Le Roi arrête, par arrêté délibéré

Art. 174. Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement de l'inspection générale; Il détermine le cadre, les conditions de désignation des membres de l'inspection générale, les règles particulières applicables à leur statut.

en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement de l'inspection générale; Il détermine [...] les conditions de désignation des membres de l'inspection générale, les règles particulières applicables à leur statut.

TITRE VIII. - Du centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile.

Art. 175. Le Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile, créé au sein du Service public fédéral Intérieur, constitue un service de l'Etat à gestion séparée, tel que défini à l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Les modalités d'exécution sont déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

TITRE XIIIbis. - Des centres provinciaux de formation pour les services publics de secours

Art. 175/1. Le Roi détermine les conditions d'octroi des subventions aux centres provinciaux de formation pour les services publics de secours agréés pour les formations qu'ils organisent pour les membres des services publics de secours.

Il les détermine sur la base de la présence des élèves aux cours, de leur participation aux examens, du respect des règles formelles d'introduction des demandes de subvention et de la conclusion d'une convention avec le SPF Intérieur.

Le montant de la subvention est fixé par le Roi sur la base de la nature de la formation, du nombre d'heures et du coût de la formation.

Titre VIII/1. Des centres de formation pour la sécurité civile

Art. 175/1. §1^{er}. Le Roi détermine les conditions d'octroi des subventions aux centres de formation pour la sécurité civile agréés pour les formations qu'ils organisent pour les membres des services publics de secours.

Il les détermine sur la base de la présence des élèves aux cours, de leur participation aux examens, du respect des règles formelles d'introduction des demandes de subvention.

§2. Des subsides peuvent être octroyés pour le financement de l'infrastructure, du matériel et du support pédagogique relatifs aux formations des membres des services publics de secours.

Ces subsides peuvent être accordés aux centres de formation pour la sécurité civile agréés à condition qu'ils aient conclu une convention avec l'Etat fédéral.

Le Roi détermine le contenu minimal de cette convention ainsi que les conditions complémentaires et les modalités d'octroi des subsides.

§3. Des subsides peuvent être octroyés pour couvrir tous les coûts d'une formation déterminée autre que les formations visées au paragraphe 1^{er}, pour répondre aux besoins de formation constatés et aux nouvelles évolutions. Le Roi fixe les conditions d'octroi, aux centres de formation pour la sécurité civile agréés, de ces subsides.

§4. Le Roi fixe la clé de répartition des subsides visés aux paragraphes 2 et 3 entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés.

La clé de répartition tient compte des critères suivants

1° chiffre de la population ;

2° superficie ;

3° nombre de pompiers ;

4° nombre d'élèves subventionnés pour les formations de brevet.

§5. Le Roi fixe les conditions de partenariats entre les centres de formation pour la sécurité civile agréés en vue de spécialiser et d'optimiser la formation et le fonctionnement des centres.

TITRE IX. - De la mission de prévention de l'incendie et l'explosion.

Art. 176. La zone est tenue de procéder, à la demande du bourgmestre, sur le territoire dont elle assure la protection, au contrôle de l'application des mesures prescrites par les lois et les règlements relatifs à la prévention des incendies et explosions.

Art. 177. Le Roi arrête les modalités d'organisation de la prévention des incendies sur le territoire des zones.

TITRE X. - De la récupération des frais afférents aux missions.

Art. 178. § 1er. Parmi les interventions suivantes, sont récupérées par l'Etat pour ce qui concerne la Protection Civile et par la zone pour ce qui concerne les postes :

1° à charge du bénéficiaire, les frais occasionnés à ces services lors des interventions effectuées en dehors des missions visées à l'article 11;

2° à charge du bénéficiaire, un montant forfaitaire destiné à couvrir les frais occasionnés par le transport en ambulance dans le cadre de l'aide médicale urgente.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, parmi les tâches effectuées dans le cadre des missions visées à l'article 11, celles dont les coûts peuvent être récupérés à charge de leurs bénéficiaires et les tâches qui sont effectuées à titre gratuit.

Le Roi règle le mode de fixation et de récupération de ces frais.

§ 3. Le montant des frais récupérés par l'Etat en application des §§ 1er et 2 et de l'article 179, § 2, est imputé sur le Fonds de la sécurité contre l'incendie et l'explosion visé par la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances.

§ 4. Conformément aux règles du droit commun, un recours reste ouvert contre les tiers responsables, aux personnes redevables des frais visés aux § 1er et 2.

Art. 179. § 1er. Pour l'application du présent article, on entend par :

Titre IX/1. – Des missions internationales

Art. 177/1. Le ministre ou son délégué est compétent pour les questions internationales liées à la sécurité civile et traitées dans les organisations internationales ou européennes ou les échanges bi ou multilatéraux.

1° " activité professionnelle " : toute activité exercée dans le cadre d'une activité économique, d'une affaire ou d'une entreprise, indépendamment de son caractère privé ou public, lucratif ou non lucratif;

2° " exploitant " : toute personne physique ou morale, privée ou publique, qui exerce ou contrôle une activité professionnelle ou, qui a reçu par délégation un pouvoir économique important sur le fonctionnement technique de pareille activité, y compris le titulaire d'un permis ou d'une autorisation pour une telle activité, ou la personne faisant enregistrer ou notifiant une telle activité;

3° " coûts " : les coûts justifiés par l'intervention des services de la protection civile et des services publics d'incendie, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, de la menace imminente de tels dommages, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

§ 2. En cas de pollution visée à l'article 11, § 1er, 4°, l'Etat et la zone sont tenus de récupérer les coûts occasionnés de ce chef à leurs services auprès de l'exploitant qui a causé le dommage ou la menace imminente de dommage ou auprès du propriétaire des produits incriminés.

L'Etat et la zone peuvent décider de renoncer à la récupération, lorsque les coûts de celle-ci dépassent le montant à récupérer ou lorsque l'exploitant ou le propriétaire ne peut être déterminé.

L'exploitant ou le propriétaire n'est pas tenu de supporter les coûts, lorsqu'il est en mesure de prouver que le dommage ou la menace imminente de sa survenance :

a) soit est le fait d'un tiers, en dépit de mesures de sécurité appropriées;

b) soit résulte du respect d'un ordre ou d'une instruction émanant d'une autorité publique, autre qu'un ordre ou une instruction

consécutifs à une émission ou à un incident causés par les propres activités de l'exploitant.

Lorsqu'un seul dommage ou une seule menace imminente est provoquée par plusieurs exploitants ou propriétaires, ceux-ci supportent les coûts solidairement.

Lorsque la contamination ou la pollution survient en mer ou provient d'un navire de mer, les coûts sont à charge de l'auteur de la contamination ou de la pollution, conformément au droit international. Les propriétaires des navires impliqués sont civilement et solidairement responsables.

§ 3. L'Etat et la zone peuvent en tout temps contraindre l'exploitant ou le propriétaire à fournir des informations sur un dommage environnemental qui s'est produit, sur une menace imminente de dommage environnemental ou dans le cas où une telle menace imminente est suspectée.

Art. 180. § 1er. Lorsqu'un dommage environnemental affecte ou est susceptible d'affecter une ou plusieurs régions ou d'autres Etats membres de l'Union européenne, l'Etat, les zones ou les communes collaborent, notamment par un échange adéquat d'informations, afin de veiller à ce que les mesures appropriées concernant le dommage environnemental ou la menace imminente de dommage environnemental soient prises.

§ 2. Lorsqu'un dommage environnemental ou une menace imminente au sens du § 1er se produit, l'Etat, les zones ou les communes fournissent des informations suffisantes aux instances compétentes des régions ou des autres Etats membres de l'Union européenne potentiellement affectés.

§ 3. Lorsque l'Etat, les zones ou les communes identifient, à l'intérieur de leurs frontières, un dommage environnemental, dont la cause est extérieure à leurs frontières, elles peuvent en informer les instances compétentes des régions concernées ou des Etats membres de l'Union européenne concernés et la Commission européenne. Elles peuvent formuler des

recommandations quant aux mesures à prendre et demander le remboursement des coûts des mesures qu'elles auraient prises.

§ 4. Cette collaboration ne porte pas atteinte aux formes de collaboration existantes.

TITRE XI. - De la réquisition et de l'évacuation.

Art. 181. § 1er. Le ministre ou son délégué peut, lors des interventions effectuées dans le cadre de la sécurité civile et pour les besoins de celle-ci, procéder à la réquisition des personnes et des choses qu'il jugerait nécessaire.

Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre et, par délégation de celui-ci, au commandant de zone ou aux officiers des postes lors d'interventions de ces services dans le cadre de leurs missions.

§ 2. L'Etat, dans le cas visé au § 1er, alinéa 1er, et la zone sur le territoire de laquelle l'intervention a eu lieu, dans le cas visé au § 1er, alinéa 2, supportent les frais liés à la réquisition des personnes et des choses et remboursent ces frais aux ayants droit, selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. Pendant la durée des prestations d'intervention des services opérationnels de la sécurité civile, le contrat de travail et le contrat d'apprentissage sont suspendus au profit des travailleurs qui font l'objet d'une réquisition en cette circonstance.

Art.181, §1er. Le ministre ou son délégué peut, lors des interventions effectuées dans le cadre des missions visées à l'article 11 de la présente loi, en l'absence de services publics disponibles et à défaut de moyens suffisants, procéder à la réquisition des personnes et des choses qu'il jugerait nécessaire.

Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre ainsi qu'au commandant de zone et, par délégation de celui-ci, aux officiers lors d'interventions de ces services dans le cadre de leurs missions.

Le Roi fixe la procédure et les modalités de la réquisition.

§2. Supportent les frais liés à la réquisition des personnes et des choses et remboursent ces frais aux ayants droit :

- 1° l'Etat, lorsque c'est le ministre ou son délégué qui procède à la réquisition ;
- 2° la commune lorsque c'est le bourgmestre qui procède à la réquisition ;
- 3° la zone lorsque c'est le commandant de zone ou les officiers des postes qui procèdent à la réquisition.

Les frais ne sont point dus lorsqu'ils résultent de la réparation des dommages occasionnés aux personnes et aux choses requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu, lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

§3. Pendant la durée des prestations, le contrat de travail et le contrat d'apprentissage sont suspendus au profit des travailleurs qui font partie de ces services ou qui font l'objet d'une réquisition.

Art. 182. Le ministre ou son délégué peut, en cas de circonstances dangereuses, en vue d'assurer la protection de la population, obliger celle-ci à s'éloigner des lieux ou régions particulièrement exposés, menacés ou sinistrés, et assigner un lieu de séjour provisoire aux personnes visées par cette mesure; il peut, pour le même motif, interdire tout déplacement ou mouvement de la population.

TITRE XII. - Des mesures particulières en temps de guerre.

Art. 183. En cas de guerre, la sécurité civile comprend l'ensemble des mesures et des moyens civils destinés à assurer la protection et la survie de la population ainsi que la sauvegarde du patrimoine national.

Art. 184. Le Roi peut, en vue de la protection contre les faits de guerre, prescrire l'aménagement d'emplacements spéciaux dans les immeubles.

Art. 185. En temps de guerre ou aux époques y assimilées par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, le Roi peut ordonner l'incorporation d'office d'habitants dans les services de la Protection Civile.

Le bourgmestre peut également, dans les cas prévus à l'alinéa 1er et dans les limites fixées par le Roi, ordonner l'incorporation d'office des habitants de la commune dans la zone de secours qui dessert la commune.

Art. 186. En temps de guerre, les mesures imposées aux provinces et aux communes sont ordonnées par le gouverneur, le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ou par le bourgmestre en lieu et place des organes provinciaux ou communaux normalement compétents; les règlements et ordonnances deviennent, en ce cas, obligatoires dès leur publication.

Art. 182. Le ministre ou son délégué peut, en cas de circonstances dangereuses, en vue d'assurer la protection de la population, obliger celle-ci à s'éloigner des lieux ou régions particulièrement exposés, menacés ou sinistrés, et assigner un lieu de séjour provisoire aux personnes visées par cette mesure; il peut, pour le même motif, interdire tout déplacement ou mouvement de la population.

Le même pouvoir est reconnu au bourgmestre.

TITRE XIII. - Des dispositions pénales.

Art. 187. Le refus ou la négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 181, § 1er et 182 sera puni, en temps de paix, d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à cinq cents euros, ou d'une de ces peines seulement.

En temps de guerre ou aux époques y assimilées, le refus ou la négligence de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 185 sera puni d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de cinq cents à mille euros, ou d'une de ces peines seulement.

Le ministre ou, le cas échéant, le bourgmestre ou le commandant de zone pourra, en outre, faire procéder d'office à l'exécution desdites mesures, aux frais des réfractaires ou des défaillants.

TITRE XIV. - Des dispositions modificatives et abrogatoires.

CHAPITRE Ier. - Modification du Code Pénal.

Art. 188. Dans l'article 5, alinéa 4, du Code pénal, modifié par la loi du 26 avril 2002, les mots ", les zones de secours, " sont insérés entre les mots " les provinces " et les mots " l'Agglomération bruxelloise ".

CHAPITRE II. - Modifications de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances.

Art. 189. A l'article 5, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots " du service d'incendie territorialement compétent " sont

remplacés par les mots " de la zone de secours à laquelle appartient sa commune ";

2° dans l'alinéa 2, les mots " Le service d'incendie " sont remplacés par les mots " La zone " et les mots " conformément à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile " sont remplacés par les mots " conformément aux articles 168 à 174 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ";

3° dans l'alinéa 3, les mots " du service d'incendie " sont remplacés par les mots " de la zone de secours ".

Art. 190. A l'article 6, § 2, alinéa 2, de la même loi, tel que modifié par les lois des 30 décembre 2001 et 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le point 1°, les mots " des services d'incendie " sont remplacés par les mots " des zones de secours ";

2° dans le point 3°, les mots " l'application des articles 10bis et 12 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile " sont remplacés par les mots " l'application de l'article 67 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ".

Art. 191. L'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2001, est abrogé.

CHAPITRE III. - Modification de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Art. 192. Dans l'article 42, § 3, 5° de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots " aux membres des services publics d'incendie " sont remplacés par les mots " aux membres opérationnels des zones de secours ".

CHAPITRE IV. - Modifications de la Nouvelle Loi communale.

Art. 193. Dans l'article 133bis de la Nouvelle Loi communale, inséré par la loi du 15 juillet 1992 et modifié par les lois des 3 avril 1997

et 7 décembre 1998, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

" Sans pouvoir, d'une façon quelconque, porter atteinte aux attributions du bourgmestre, le conseil communal a le droit d'être informé par le bourgmestre au sujet de la manière dont celui-ci exerce les compétences qui lui ont été conférées conformément aux articles 107, 153 et 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ".

Art. 194. L'article 143, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 21 mars 1991, 16 juillet 1993 et 7 décembre 1998, est abrogé.

Art. 195. Dans l'article 144 de la même loi, modifié par les lois des 16 juillet 1993 et 7 décembre 1998, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

" Les décisions à prendre par le Roi en vertu de l'article 29, sont fixées après consultation des représentants des organisations les plus représentatives du personnel communal. ".

Art. 196. Dans l'article 153, § 1er, alinéa 1er, et § 3, alinéa 3, de la même loi, remplacé par l'arrêté royal du 30 juillet 1989 et modifié par la loi du 24 juin 1991, les mots " et pompiers permanents " sont chaque fois supprimés.

Art. 197. Dans l'article 156, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 3 février 2003, les mots " 2° comme membre du corps opérationnel d'un service d'incendie qui participe directement à la lutte contre le feu. " sont supprimés.

Art. 198. L'article 255 de la même loi, modifié par la loi du 1er janvier 2001, est complété comme suit :

" 19. les dépenses qui sont mises à charge de la commune par ou en vertu de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile. ".

CHAPITRE V. - Modification de la loi-programme du 8 avril 2003.

Art. 199. Dans les articles 126 et 129 de la loi-programme du 8 avril 2003, les mots " loi

~~Art. 197. Dans l'article 156, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 3 février 2003, les mots " 2° comme membre du corps opérationnel d'un service d'incendie qui participe directement à la lutte contre le feu. " sont supprimés.~~

du 31 décembre 1963 " sont chaque fois remplacés par les mots " loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ".

CHAPITRE VI. - Modification de la loi-programme du 9 juillet 2004.

Art. 200. Dans l'article 209 de la loi - programme du 9 juillet 2004, les mots " loi du 31 décembre 1963 " sont remplacés par les mots " loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ".

CHAPITRE VII. - Abrogation de la loi du 31 décembre 1963 concernant la protection civile.

.

Art. 201. (ancien art. 193) La loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile est abrogée dix jours après la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies

Art. 201. (ancien art. 193) La loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile est abrogée dix jours après la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies pour toutes les zones de secours.

L'article 9, §2 de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile est abrogé le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté pris en exécution de l'article 174.

TITRE XV. - Dispositions transitoires.

Art. 202. Pour l'application du présent titre, on entend également par le terme " commune ", une " intercommunale des services d'incendie ".

Art. 203. Les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune sont transférés au cadre opérationnel de la zone de secours dont fait partie cette commune. Sous réserve de l'application de l'article 207, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.

Art. 204. Les membres des services d'incendie qui, sur la base d'un contrat d'engagement, sont en service auprès d'une commune en tant que sapeurs-pompiers volontaires sont transférés au cadre opérationnel de la zone dont fait partie cette commune.

Sous réserve de l'application de l'article 207, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.

Art. 205. Le personnel administratif et technique des corps communaux d'incendie est transféré au cadre administratif de la zone à laquelle la commune appartient, avec maintien de leur qualité de personnel statutaire ou contractuel.

Sans préjudice de l'application de l'article 207, le personnel statutaire est soumis au statut d'application aux membres du personnel du cadre administratif de la zone.

Art. 206.^[1] § 1er. A partir d'une date à fixer par le Roi, le personnel communal statutaire en service dans les centres du système d'appel unifié est détaché pendant un an auprès du SPF Intérieur. Pendant cette période, ce personnel demeure personnel communal. Pendant toute la période de détachement, la commune réclame au SPF Intérieur le recouvrement du traitement, des allocations, des indemnités, des primes et des avantages de toute nature, les allocations familiales et cotisations patronales y comprises, relatives au

Art. 203. Les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune deviennent du personnel opérationnel de la zone dont fait partie cette commune. Sous réserve de l'application de l'article 207, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.

Art. 204. Les membres des services d'incendie qui, sur la base d'un contrat d'engagement, sont en service auprès d'une commune en tant que sapeurs-pompiers volontaires deviennent du personnel opérationnel de la zone dont fait partie cette commune.

Art. 205. Le personnel administratif et technique des services publics d'incendie devient du personnel administratif de la zone dont fait partie cette commune, avec maintien de sa qualité de personnel statutaire ou contractuel.

Sans préjudice de l'application de l'article 207, le personnel statutaire est soumis au statut d'application aux membres du personnel administratif de la zone.

personnel détaché. En vertu des modalités fixées par le Roi, il peut être mis fin à la période de détachement au cours de cette période, à la demande du membre du personnel détaché ou du SPF Intérieur. A l'issue de la période complète de détachement, les membres du personnel détachés sont nommés en tant que membres du personnel statutaire du SPF Intérieur. Le Roi fixe les critères sur la base desquels le SPF Intérieur peut refuser la nomination d'un membre du personnel à l'issue de cette période d'un an. Ces critères sont communiqués au membre du personnel concerné préalablement au détachement.

§ 2. A partir d'une date à fixer par le Roi, le personnel communal contractuel en service dans les centres du système d'appel unifié est mis à la disposition pendant un an du SPF Intérieur. Pendant cette période, ce personnel demeure personnel communal. Pendant toute la période de mise à la disposition, la commune réclame au SPF Intérieur le recouvrement du traitement, des allocations, des indemnités, des primes et des avantages de toute nature, les allocations familiales et cotisations patronales y comprises, relatives au personnel mis à la disposition. En vertu des modalités fixées par le Roi, il peut être mis fin anticipativement à la période de mise à la disposition, à la demande du membre du personnel mis à la disposition ou du SPF Intérieur. A l'issue de la période complète de mise à la disposition, il est offert aux membres du personnel mis à la disposition un contrat de travail avec le SPF Intérieur. Le Roi fixe les critères sur la base desquels le SPF Intérieur peut refuser d'offrir un contrat de travail au membre du personnel à l'issue de cette période d'un an. Ces critères sont communiqués au membre du personnel concerné préalablement à la mise à la disposition.

§ 3. Le Roi fixe par ailleurs, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

1° les modalités du détachement visé au § 1er et de la mise à la disposition visée au § 2;

2° les modalités relatives à la nomination en tant que membre du personnel statutaire du

SPF Intérieur visée au § 1er, plus particulièrement la fixation de son grade et de son échelle de traitement et le maintien de ses droits à la pension;

3° la date d'entrée en vigueur de l'article 207, alinéa 1er, pour le personnel concerné par le présent article et qui ne peut être postérieure à la nomination visée au § 1er ou à la conclusion du nouveau contrat de travail visée au § 2;

4° les dispositions applicables au personnel visé aux §§ 1er et 2 et qui fait usage de la possibilité prévue à l'article 207, alinéa 1er.

5° les conditions dans lesquelles la durée du détachement visé au paragraphe 1er ou de la mise à disposition visée au paragraphe 2 peut être prolongée notamment pour les personnes qui en font la demande.

§ 4. Cet article ne s'applique pas aux sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune et en service dans les centres du système d'appel unifié qui, en vertu de l'article 203, sont transférés au cadre opérationnel de la zone dont fait partie cette commune.

3° la date d'entrée en vigueur de l'article 207, paragraphe 1er, pour le personnel concerné par le présent article et qui ne peut être postérieure à la nomination visée au § 1er ou à la conclusion du nouveau contrat de travail visée au § 2;

4° les dispositions applicables au personnel visé aux §§ 1er et 2 et qui fait usage de la possibilité prévue à l'article 207, paragraphe 1er.

§ 4. Cet article ne s'applique pas aux sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune et en service dans les centres du système d'appel unifié qui, en vertu de l'article 203, sont transférés comme personnel opérationnel de la zone dont fait partie cette commune.

Art. 206/1. En attendant leur transfert au cadre opérationnel de la zone dont fait partie la commune, les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune, visés à l'article 203, peuvent être détachés et mis à la disposition d'un service public fédéral ou du Centre fédéral de Connaissances pour la Sécurité civile visé à l'article 175.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités du détachement ou de la mise à disposition.

Art. 206/1. § 1^{er} En attendant leur transfert à la zone dont fait partie la commune, les sapeurs-pompiers professionnels en service dans une commune, visés à l'article 203, peuvent être détachés et mis à la disposition d'un service public fédéral ou du Centre fédéral de Connaissances pour la Sécurité civile visé à l'article 175.

§. 2. En attendant leur transfert à la zone dont fait partie la commune, les sapeurs-pompiers visés à l'article 203, les membres des services d'incendie visés à l'article 204 sont détachés ou mis à disposition de la zone dont fait partie leur commune dès que les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours en application de l'article 220.

Le détachement ou la mise à disposition prend fin d'office au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté pris en exécution de l'article 106, alinéa 1er.

§3. En attendant son transfert au cadre de la zone dont fait partie la commune, le personnel administratif et technique visé à l'article 205 est détaché ou mis à disposition de la zone dont fait partie sa commune lorsque les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours en application de l'article 220.

Le détachement ou la mise à disposition prend fin d'office lorsque la zone a fixé le statut visé à l'article 106, alinéa 3.

§ 4. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités du détachement ou de la mise à disposition.

[art. 206/2. § 1er L'Etat fédéral peut décider de conclure avec la Région de Bruxelles-Capitale un accord de coopération réglant le détachement pendant un an auprès du SPF Intérieur du personnel statutaire en service dans les centres du système d'appel unifié du service d'incendie et d'aide médicale ur-gente de la Région de Bruxelles-Capitale. Pendant cette période, ce personnel demeure personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région de Bruxelles-Capitale. Pendant toute la période de détachement, le service d'incendie réclame au SPF Intérieur le recouvrement du traitement, des

allocations, des indemnités, des primes et des avantages de toute nature, les allocations familiales et cotisations patronales y comprises, relatives au personnel détaché. En vertu des modalités fixées l'accord de coopération, il peut être mis fin à la période de détachement au cours de cette période, à la demande du membre du personnel détaché ou du SPF Intérieur. A l'issue de la période complète de détachement, les membres du personnel détachés sont nommés en tant que membres du personnel statutaire du SPF Intérieur. L'accord de coopération fixe les critères sur la base desquels le SPF Intérieur peut refuser la nomination d'un membre du personnel à l'issue de cette période d'un an. Ces critères sont communiqués au membre du personnel concerné préalablement au détachement.

§ 2. L'Etat fédéral peut décider de conclure avec la Région de Bruxelles-Capitale un accord de coopération réglant le détachement pendant un an auprès du SPF Intérieur du personnel contractuel en service dans le centre du système d'appel unifié du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale. Pendant cette période, ce personnel demeure personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale. Pendant toute la période de mise à la disposition, le service d'incendie réclame au SPF Intérieur le recouvrement du traitement, des allocations, des indemnités, des primes et des avantages de toute nature, les allocations familiales et cotisations patronales y comprises, relatives au personnel mis à la disposition. En vertu des modalités fixées par l'accord de coopération, il peut être mis fin anticipativement à la période de mise à la disposition, à la demande du membre du personnel mis à la disposition ou du SPF Intérieur. A l'issue de la période complète de mise à la disposition, il est offert aux membres du personnel mis à la disposition un contrat de travail avec le SPF Intérieur. L'accord de coopération fixe les critères sur la base desquels le SPF Intérieur peut refuser d'offrir un contrat de travail au membre du personnel à l'issue de cette période d'un an. Ces critères sont

communiqués au membre du personnel concerné préalablement à la mise à la disposition.

§ 3. Le personnel visé aux paragraphes 1^{er} et 2 peut décider de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 4. L'accord de coopération fixe par ailleurs, :

1° les modalités du détachement visé au § 1^{er} et de la mise à la disposition visée au § 2 ;

2° les modalités relatives à la nomination en tant que membre du personnel statutaire du SPF Intérieur visée au § 1^{er}, plus particulièrement la fixation de son grade et de son échelle de traitement et le maintien de ses droits à la pension ;

3° les dispositions applicables au personnel visé aux paragraphes 1^{er} et 2 et qui fait usage de la possibilité prévue au § 3 ;

4° le délai dans lequel la décision visée au paragraphe 3 est prise ;

5° les conditions dans lesquelles la durée du détachement visé au paragraphe 1^{er} ou de la mise à disposition visée au paragraphe 2 peut être prolongée notamment pour les personnes qui en font la demande ;

§ 5. Cet article ne s'applique pas aux pompiers professionnels en service dans le centre du système d'appel unifié du service du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région de Bruxelles-Capitale. Ils sont détachés au service fédéral Intérieur, conformément aux modalités de détachement fixé par l'accord de coopération].

Art. 207. Le personnel communal visé aux articles 203 à 206, peut décider de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel communal.

Art. 207. § 1^{er}. Le personnel communal visé aux articles 203 à 206, peut décider de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel communal. Le Roi détermine les dispositions applicables au personnel qui fait usage de cette possibilité.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal visé à l'article 106 et est communiquée par écrit à l'autorité compétente par le membre du

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal visé à l'article 106, alinéa 1^{er}, pour le personnel visé aux articles 203 et 204 et dans les trois mois à partir de la publication du statut visé

personnel concerné. A partir du moment où les services d'incendie ont été répartis en zones, ledit membre du personnel peut demander à n'importe quel moment à être soumis aux dispositions visées à l'article 106.

à l'article 106 alinéa 3 pour le personnel visé à l'article 205 et est communiquée par écrit à l'autorité compétente par le membre du personnel concerné. A partir du moment où les services d'incendie ont été répartis en zones, ledit membre du personnel peut demander à n'importe quel moment à être soumis aux dispositions visées à l'article 106.

Par dérogation à l'alinéa 2, le délai de trois mois commence à courir à la date de la reprise du service, pour les personnes qui, à la date de leur transfert aux zones de secours, ont droit à une pension temporaire pour cause d'incapacité physique ou sont autorisées à être absentes pour une longue durée pour raisons personnelles ou sont en interruption de carrière complète.

§2. Les membres du personnel opérationnel et du personnel administratif de la zone qui, conformément aux dispositions de la loi et de la position juridique qui leur est applicable, sont nommés, promus, désignés à une fonction à conférer par mobilité ou désignés à une fonction à mandat visée par la loi ou en exécution de la loi, sont à partir du jour de la signification ou de la notification de la décision de nomination, de promotion ou de désignation, quel que soit leur statut ou leur position juridique, soumis de plein droit à toutes les dispositions qui déterminent le statut ou la position juridique des membres du personnel opérationnel ou du personnel administratif de la zone.

La décision de nomination, de promotion ou de désignation précise expressément qu'à partir de la date de sa signification ou de sa notification, le membre du personnel concerné est soumis de plein droit à toutes les dispositions qui déterminent le statut ou la position juridique des membres du personnel opérationnel ou du personnel administratif de la zone.

Art. 208. Les membres opérationnels des services d'incendie conservent leur grade ou se voient octroyer un grade équivalent lors du transfert dans le cadre opérationnel de la zone.

Art. 208. Les membres opérationnels des services d'incendie conservent leur grade ou se voient octroyer un grade équivalent lors du transfert vers la zone.

Art. 209. En ce qui concerne la revendication immédiate de droits pécuniaires, le transfert du personnel, visé aux articles 203 à 206, n'est pas considéré comme un changement d'employeur.

Art. 209/1. A la date d'entrée en vigueur des zones, telle que visée à l'article 220, les biens de la prézone sont transférés à la zone.

Ce transfert est exécuté de plein droit et à titre gratuit. Il est opposable de plein droit aux tiers.

Les biens sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et obligations inhérentes à ces biens.

Art. 210. § 1er. Les biens meubles de la commune appartenant tant au domaine public que privé, qui sont utilisés pour l'exécution des missions des services d'incendie, sont transférés à la zone.

§ 2. Les biens meubles de la commune appartenant tant au domaine public que privé, qui sont utilisés pour l'équipement des centres du système d'appel unifié, sont transférés à l'Etat fédéral.

§ 3. Les transferts visés aux § 1er et 2 sont exécutés de plein droit. Ils sont de plein droit opposables à des tiers, à la date d'entrée en vigueur des zones, fixée conformément à l'article 220.

Art. 211. Les biens qui font partie de l'équipement individuel non spécialisé du membre des services d'incendie sont transférés de plein droit à la zone de secours à laquelle le membre des services d'incendie est transféré.

Art. 212. Les biens visés à l'article 210, §§ 1er et 2, sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles d'inventaire et d'estimation de ces biens.

A l'occasion de cette estimation, il sera notamment tenu compte de l'âge et de l'état de ces biens ainsi que du pourcentage de subsides publics qui ont été alloués pour l'achat de ces biens.

Art. 213. § 1er. Le transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 1er, se fait après approbation du receveur de la commune et de l'officier - chef de service du service d'incendie communal et comprend l'inventaire intégral de ces biens à une date fixée par le Roi.

A l'occasion du transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 1er, le comptable spécial et le commandant de zone contrôlent si les biens ont été transférés en totalité.

§ 2. Le transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 2, se fait après approbation du receveur de la commune et de l'officier - chef de service du service d'incendie communal et comprend l'inventaire intégral de ces biens à une date fixée par le Roi.

A l'occasion du transfert effectif des biens visés à l'article 210, § 2, le ministre compétent contrôle si les biens ont été transférés en totalité.

Art. 214. La zone ou l'Etat fédéral reprend les droits et les obligations de la commune en ce qui concerne les biens transférés conformément à l'article 210, en ce compris les droits et les obligations liés aux procédures judiciaires en cours et futures.

La commune est cependant tenue aux obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété des biens visés à l'article 210.

En cas de litige au sujet d'un bien transféré, la zone ou l'Etat fédéral peut impliquer la commune. La commune peut intervenir volontairement.

Art. 215. § 1er. Les casernes ainsi que les autres biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété de la commune, nécessaires pour l'accueil du personnel administratif (...) et opérationnel des services d'incendie (...) sont transférés à la zone ou mis à sa

Art. 215. § 1er. Les casernes ainsi que les autres biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété de la commune, nécessaires pour l'accueil du personnel administratif (...) et opérationnel des services d'incendie (...) sont transférés à la zone ou mis à sa

disposition dans les conditions déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété des communes et qui sont nécessaires pour l'accueil du personnel des centres du système d'appel unifié sont transférés à l'Etat fédéral.

§ 3. Le transfert des biens immeubles visés aux §§ 1er et 2 se fait par acte authentique

Art. 216. Les biens visés à l'article 215 sont transférés dans l'état où ils se trouvent, en ce compris les charges et les obligations inhérentes à ces biens.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles d'inventaire et d'estimation de ces biens.

Lors de cette estimation, il sera notamment tenu compte de la superficie, de l'emplacement, de l'âge et de l'état de chaque bien immeuble. Il sera également tenu compte lors de l'estimation des subsides et des contributions faites par les diverses autorités dans la valeur de chaque bien immeuble.

Art. 217. Pour l'apport des biens meubles et immeubles visés aux articles 210, § 1er, et 215, § 1er, les communes perçoivent une compensation sous la forme d'une réduction de la dotation communale dans le budget de la zone.

En fonction des besoins de la zone, le conseil fixe la réduction effective des dotations communales respectives.

En fonction de la valeur de l'apport de la commune, la réduction de la contribution de la commune est étalée sur plusieurs années. Afin de garantir le bon fonctionnement de la zone, la réduction annuelle par commune peut être équivalente à 20 % maximum de la dotation communale annuelle.

disposition dans les conditions déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

~~§ 2. Les biens immeubles, y compris les biens immeubles par destination, qui sont la propriété des communes et qui sont nécessaires pour l'accueil du personnel des centres du système d'appel unifié sont transférés à l'Etat fédéral.~~

~~§ 3. Le transfert des biens immeubles visés aux §§ 1er et 2 se fait par acte authentique.~~

§2. Le transfert des biens immeubles visés au paragraphe 1er se fait par acte authentique.

Art. 218. Pour l'apport des biens meubles et immeubles visés aux articles 210, § 2, et 215, § 2, les communes perçoivent une indemnité qui est calculée sur la base des règles d'estimation visées aux articles 212 et 216.

Art. 219. Toute procédure relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services au bénéfice des services communaux d'incendie auprès des communes ou de l'Etat fédéral est poursuivie par la zone à la date d'entrée en vigueur du présent article.

L'alinéa 1er s'applique à l'exécution des marchés publics attribués avant la même date.

TITRE XVI. - Dispositions finales.

CHAPITRE 1er. - Création des zones.

Art. 220. Les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours, lorsque le Roi constate qu'il a été satisfait aux conditions suivantes :

1° la circonscription territoriale de la zone a été fixée, conformément à l'article 14;

2° l'effectif et le matériel minimum de la zone ont été déterminés, conformément aux articles 102 et 119, § 1er;

3° la dotation fédérale a été fixée, conformément à l'article 69;

4° les dotations des diverses communes de la zone ont été inscrites dans les budgets communaux, conformément à l'article 68. Ces dotations sont déterminées sur la base

Art. 218. Pour l'apport des biens meubles et visés à l'article 210, § 2, les communes perçoivent une indemnité qui est calculée sur la base des règles d'estimation visées à l'article 212.

Art. 219/1. Dans l'attente de l'entrée en vigueur des zones visée à l'article 220, l'inspection générale dont question aux articles 168 à 174 exécutera ses missions au sein des services d'incendie visés à l'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile. Pour l'application de cet article, le mot "zone" renvoie à "commune".

Art. 220. Les services d'incendie sont intégrés au sein des postes d'incendie et de secours, lorsque le Roi constate qu'il a été satisfait aux conditions suivantes :

1° la circonscription territoriale de la zone a été fixée, conformément à l'article 14;

2° le statut visé à l'article 106, alinéa 1^{er}, a été adopté et est en vigueur. En attendant l'adoption et l'entrée en vigueur de ce statut, cette condition peut être remplacée par la délibération du conseil de prézone, adoptée à la majorité absolue, demandant d'intégrer les services d'incendie situés sur son territoire au sein des postes d'incendie et de secours;

3° la dotation fédérale a été fixée, conformément à l'article 69;

4° les dotations des diverses communes de la zone ont été inscrites dans les budgets communaux, conformément à l'article 68..

de l'accord intervenu entre les conseils communaux des communes de la zone. A défaut d'accord entre les conseils communaux dans les six mois qui suivent la détermination du ressort territorial de la zone, les dotations des communes sont fixées par le Roi.

Art. 221. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la zone telle que visée à l'article 220, les services d'incendie sont organisés sur la base des groupes régionaux et sur la base des zones de secours, tels que visés par les articles 10 et 10bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

En l'attente de l'entrée en vigueur des zones, les groupes régionaux et les zones de secours font usage des possibilités prévues par et prises en vertu de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile pour organiser les secours sur la base du principe de l'aide adéquate la plus rapide.

Art. 221/1.^[1] § 1er. A partir de l'entrée en vigueur de la présente disposition et jusqu'à l'entrée en vigueur des zones, telle que visée à l'article 220, les communes appartenant à une zone en exécution de l'article 14 constituent une prézone selon la même délimitation territoriale. La prézone est dotée de la personnalité juridique et est gérée par un conseil de prézone ci-après nommé le conseil.

Le conseil statue à la majorité des suffrages. En cas de parité de voix, la voix du président du conseil est prépondérante.

§ 2. La prézone reçoit la dotation visée à l'article 67, alinéa 1er, 2°, à condition de remplir les obligations suivantes :

Art. 221. § 1^{er} Jusqu'à l'entrée en vigueur de la zone telle que visée à l'article 220, les services d'incendie sont organisés sur la base des groupes régionaux et sur la base des zones de secours, tels que visés par les articles 10 et 10bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

En l'attente de l'entrée en vigueur des zones, les groupes régionaux et les zones de secours font usage des possibilités prévues par et prises en vertu de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile pour organiser les secours sur la base du principe de l'aide adéquate la plus rapide.

«§2. Les communes concluent entre elles des conventions qui règlent :

1° les modalités financières et de mise en œuvre de l'aide adéquate la plus rapide ;
2° les modalités de renfort en personnel et matériels.

En l'absence de convention visée au paragraphe 2, la commune dont un poste a effectué une intervention sur le territoire d'une autre commune dans le cadre du principe de l'aide adéquate la plus rapide peut répercuter sur cette autre commune les coûts de l'intervention en question.

1° Désignation par le conseil d'un président en son sein. Par dérogation au paragraphe 1er, alinéa 2, en cas de parité de voix, la préférence est accordée au candidat le plus âgé.

2° Désignation par le conseil d'un coordonnateur parmi les officiers des services d'incendie de la prézone disposant d'un diplôme de niveau A, ou, en cas d'absence de candidat disposant de ce diplôme, parmi le personnel des services d'incendie de la prézone. Son détachement fait l'objet d'une convention entre la prézone et la commune dont l'officier dépend.

D'autres personnes peuvent être totalement ou partiellement détachées auprès de la prézone ou mises à disposition de la prézone afin d'assister le coordonnateur pour des missions spécifiques. Les pompiers professionnels sont détachés par le biais d'une convention entre la prézone et la commune dont ils dépendent. Les pompiers volontaires sont mis à disposition de la prézone par leur commune.

3° Désignation par le conseil d'un receveur ou gestionnaire financier d'une des communes de la prézone chargé d'effectuer les recettes et les dépenses de la prézone. Son détachement fait l'objet d'une convention entre la prézone et la commune dont il dépend.

4° Approbation par le conseil d'un plan zonal d'organisation opérationnelle proposé par le coordonnateur, basé sur une analyse des risques et comprenant au moins la détermination des moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement opérationnel de la zone. Ces moyens sont notamment :

- le recrutement de personnel;
- la mise en place d'une politique zonale de prévention conformément au plan national de prévention contre l'incendie et les intoxications dans les habitations;
- la réalisation d'un plan zonal de formation pour le personnel;

1° Désignation par le conseil d'un président en son sein. ~~Par dérogation au paragraphe 1er, alinéa 2, en cas de parité de voix, la préférence est accordée au candidat le plus âgé.~~

- la réalisation des plans d'intervention conformément à la réglementation en vigueur;

- l'achat des équipements de protection individuelle pour se conformer aux normes minimales fédérales arrêtées conformément à l'article 119;

- la réalisation et la détermination des moyens de départ adéquats spécifiques à la zone conformément aux conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats déterminés par le Roi en vertu de l'article 6, alinéa 2, et ce pour chaque type d'intervention de la liste uniforme des événements-types des centres d'appel unifié.

Si le plan zonal prévoit la mise en place d'un système zonal, celui-ci doit être capable de répondre de manière adéquate aux recommandations et alertes faites par le centre du système d'appel unifié et de gérer les opérations dans le cadre des interventions, conformément aux critères fixés par le ministre en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à l'organisation du dispatching des services opérationnels de la Sécurité civile.

5° Elaboration par le président du budget de la prézone et approbation de celui-ci par le conseil.

Ce budget comprend les frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement, en ce compris les dépenses relatives au recrutement de pompiers professionnels ou volontaires supplémentaires par rapport à la situation existante au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, nécessaires pour se conformer aux moyens humains prévus dans le plan zonal d'organisation opérationnelle visé au point 4°.

§ 3. Les articles 24, 25, 28 à 31, 32, alinéas 1er et 3, 33 à 39, 40, alinéas 1er et 2, 42, alinéa 1er, 1° à 3°, 43 à 50, 53 à 54, 63 à 66, 67, alinéa 1er, 2°, 3° et 5°, 69, 83 à 85, 118, 119, 120 à 124 et 126 sont applicables à la prézone.

§ 4. Pour l'application des dispositions visées au paragraphe 3, il y a lieu de

- la réalisation et la détermination des moyens de départ adéquats spécifiques à la zone conformément aux conditions minimales de l'aide adéquate la plus rapide et des moyens adéquats déterminés par le Roi en vertu de l'article 6, §1^{er}, alinéa 2, et ce pour chaque type d'intervention de la liste uniforme des événements-types des centres d'appel unifié.

§ 3. Les articles 24, 25, 28 à 31, 32, alinéas 1^{er}, 2 et 4, 33 à 39, 40, alinéas 1er et 2, 42, alinéa 1er, 1° à 3°, 43 à 50, 52 à 54, 63 à 66, 67, alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 5°, 69, 83 à 85, 118, 119, 120 à 124 et 126 sont applicables à la prézone.

substituer aux mots repris à la colonne 1 de l'annexe les mots qui se trouvent en regard dans la colonne 2 de l'annexe.

§ 5. La prézone peut être organisée sous la forme d'une intercommunale si l'un des services d'incendie présents sur son territoire était organisé sous la forme d'une intercommunale à la date du 10 août 2007. Les organes spécifiques à l'intercommunale exercent dans ce cas les compétences du conseil de prézone, du président de ce conseil, du coordonnateur et du receveur ou gestionnaire financier. Si l'intercommunale n'est pas composée de toutes les communes faisant partie de la prézone, le conseil de prézone est mis en oeuvre.

Lorsque la prézone est organisée sous la forme d'une intercommunale, seuls les articles 25, 64 à 66, 67, alinéa 1er, 2°, 3° et 5°, 69, 83 à 85, 118, 119, 120 à 124 et 126 sont applicables.

§ 6. Dans le cas où la prézone n'exécute pas partiellement ou totalement le plan zonal d'organisation opérationnelle visé au paragraphe 2, 4°, dans un délai de deux ans à dater de l'approbation de celui-ci, le ministre ou son délégué peut réduire ou récupérer intégralement ou partiellement la dotation fédérale octroyée à la prézone.

La prézone ne peut pas contracter de prêt.

Lorsque la prézone est organisée sous la forme d'une intercommunale, seuls les articles 25, 64 à 66, 67, alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 5°, 69, 83 à 85, 118, 119, 120 à 124 et 126 sont applicables.

§ 6. Dans le cas où la prézone n'exécute pas partiellement ou totalement le plan zonal d'organisation opérationnelle visé au paragraphe 2, 4°, pour le 31 décembre de l'année pour laquelle la dotation est octroyée, le ministre ou son délégué peut réduire ou récupérer intégralement ou partiellement la dotation fédérale octroyée à la prézone.

Le délai visé à l'alinéa premier doit être lu comme le 31 décembre 2013 pour la dotation ayant trait à l'année 2012.

La prézone ne peut pas contracter de prêt.

§7. La prézone peut décider engager des pompiers professionnels, des pompiers volontaires et des personnes chargées d'effectuer le contrôle de l'application des mesures prescrites par les lois et règlements relatifs à la prévention des incendies.

Le personnel administratif de la prézone est composé d'agents statutaires et contractuels ;

La prézone détermine les règles qui sont applicables à son personnel. Il s'agit des règles fixant le statut des membres du

Art. 222. Dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de la zone, telle que visée à l'article 220, le conseil doit être composé conformément aux dispositions reprises à la section II du titre III. Le mandat des conseillers est valable jusqu'à l'installation d'un nouveau conseil ou, en cas de cessation prématurée de leur mandat, jusqu'à la prestation de serment de leur suppléant.

Art. 223. Au plus tard avant la fin du sixième mois suivant l'installation du conseil, la zone approuve les effectifs et l'équipement en matériel de la zone, conformément aux articles 102, alinéa 2 et 119, § 1er.

En exécution de l'article 129, la décision de la zone en ce qui concerne l'effectif du personnel est transmise au gouverneur et au ministre.

Au cas où la zone ne satisfait pas à l'obligation visée à l'alinéa 1er, le ministre peut procéder, aux frais de la zone, à la fixation de l'effectif et de l'équipement en matériel visés à l'alinéa 1er.

CHAPITRE II. - Entrée en vigueur.

Art. 224. Les articles suivants entrent en vigueur dix jours après la publication de la loi au Moniteur belge :

1° article 1er;

2° article 2;

personnel du service public d'incendie en vigueur dans l'une des communes de la prézone. Une seule commune peut être choisie comme cadre de référence.

Le personnel de la prézone est transféré à la zone de secours dont fait partie cette prézone, dans les mêmes conditions et en même temps que le personnel visés aux articles 203 à 205. »

[l'article 221/1 tel que modifié par la loi du .../.../2013 entre en vigueur le 01/01/2014, à l'exception de l'article 221/1, §6, alinéas 1 et 2 qui entrent en vigueur le 5/10/2012]

Art. 223. Au plus tard avant la fin du sixième mois suivant l'installation du conseil, la zone approuve les effectifs et l'équipement en matériel de la zone, conformément aux articles 6, §1^{er} et 102, alinéa 2.

En exécution de l'article 129, la décision de la zone en ce qui concerne l'effectif du personnel est transmise au gouverneur et au ministre.

Au cas où la zone ne satisfait pas à l'obligation visée à l'alinéa 1er, le ministre peut procéder, aux frais de la zone, à la fixation de l'effectif et de l'équipement en matériel visés à l'alinéa 1er.

Art. 224. Les articles suivants entrent en vigueur dix jours après la publication de la loi au Moniteur belge :

1° article 1er;

2° article 2;

3° articles 14 et 15;

4° articles 68 et 69;

5° article 102, alinéa 1er;

6° article 119, § 1er;

7° articles 220 et 221;

8° article 224;

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur
des autres articles.

3° articles 14 et 15;

4° articles 68 et 69;

~~5° article 102, alinéa 1er;~~

6° article 119, § 1er;

7° articles 220 et 221;

8° article 224;

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur
des autres articles.

III. — WET VAN 15 MEI 2007 BETREFFENDE DE CIVIELE VEILIGHEID (TITEL IV)

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET ONTWERP

TITEL I. - Algemene bepaling.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

TITEL II. - Civiele veiligheid.

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van deze wet moet begrepen worden onder :

1° " operationele diensten van de civiele veiligheid " : de brandweer- en reddingsposten van de hulpverleningszones, en de operationele eenheden van de Civiele Bescherming;

2° " minister " : de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoren en voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening, de minister tot wiens bevoegdheid Volksgezondheid behoort;

3° " gouverneur " : de provinciegouverneurs met uitzondering van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

4° " adequate middelen " : de minimale inzet van personeel en materieel nodig voor het kwaliteitsvol uitvoeren van de opdrachten en het garanderen van een voldoende veiligheidsniveau van het interventiepersoneel;

5° " snelste adequate hulp " : de operationele diensten die het snelst op de plaats van de interventie kunnen zijn met de adequate middelen;

6° " risicoanalyse " : de inventarisatie en evaluatie van de risico's aanwezig op het grondgebied van de zone die aangeeft wat de behoeften zijn in materieel en personeel om deze risico's te dekken;

7° " civiele maatregelen " : maatregelen van niet-politionele en niet-militaire aard;

8° " brandweer- en reddingspost, hierna genoemd de post " : een operationele structuur die is voorzien van personeel en materieel van waaruit de adequate middelen worden uitgestuurd om de operationele opdrachten te verzekeren.

9° "operationeel organisatieschema": het schema dat de modaliteiten van de operationele organisatie en de operationele

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de minister van Binnenlandse Zaken is de minister van Volksgezondheid bevoegd voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening in uitvoering van de artikelen :

- 1° artikel 8;
- 2° artikel 9;
- 3° artikel 11, § 1, 2°;
- 4° artikel 21;
- 5° artikel 69;
- 6° artikel 102;
- 7° artikel 106;
- 8° artikel 119, § 1;
- 9° artikel 178;
- 10° artikel 206.

Art. 3. De civiele veiligheid omvat alle civiele maatregelen en middelen nodig voor het volbrengen van de opdrachten vermeld in deze wet om te allen tijde personen en hun goederen en leefomgeving ter hulp te komen en te beschermen.

Behalve voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening, worden de diensten van de civiele veiligheid georganiseerd en gestructureerd, zoals bepaald in de artikelen 4 tot 6.

Art. 4. De federale overheid beschikt voor de uitvoering van zijn opdrachten inzake civiele veiligheid onder meer over de operationele eenheden van de Civiele Bescherming, het Federaal Opleidingscentrum voor de hulpdiensten, het federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid en een algemene inspectiedienst.

Art. 5. De hulpverleningszone verzekert de oprichting en de organisatie van de posten op haar grondgebied en vervult op autonome wijze de taken die de wet haar toewijst.

middelen die nodig zijn om de opdrachten te vervullen die vastgelegd zijn in hoofdstuk II van deze titel

10° « meerjarenbeleidplan »: het plan dat uit een gemeentelijk en zonaal investeringsplan bestaat voor de menselijke, materiële en financiële middelen.

Art. 3. De civiele veiligheid omvat alle civiele maatregelen en middelen nodig voor het volbrengen van de opdrachten vermeld in de[ze] wet. om te allen tijde personen en hun goederen en leefomgeving ter hulp te komen en te beschermen.

Behalve voor wat betreft de medische, sanitaire en psychosociale hulpverlening, worden de diensten van de civiele veiligheid georganiseerd en gestructureerd, zoals bepaald in de artikelen 4 tot 6.

De hulpverleningszone is samengesteld uit het netwerk van posten waarvan het aantal en de inplanting worden bepaald aan de hand van de risicoanalyse.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inhoud en de minimale voorwaarden van de risicoanalyse.

Art. 6. De posten voeren, alleen of samen, de opdrachten uit die de wet hun toewijst rekening houdend met het principe van de snelste adequate hulpverlening.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en de adequate middelen.

Art. 7. De grenzen van de provincies, van de hulpverleningszones of van de gemeenten vormen geen beperking voor de tussenkomst van de posten zoals voorzien in het eerste lid van artikel 6.

Art. 6. §1. De posten voeren, alleen of samen, de opdrachten uit die de wet hun toewijst rekening houdend met het principe van de snelste adequate hulpverlening.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en de adequate middelen.

Bij gebrek aan een overeenkomst tussen de betrokken zones tot regeling van hun financiële verhoudingen inzake de interventies uitgevoerd in het kader van de snelste adequate hulp, kan de zone de kosten van de interventies door haar post uitgevoerd op het grondgebied van de territoriaal bevoegde zone, verhalen ten laste van deze zone onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

§2. De hulpverleningszones sluiten onderling overeenkomsten die:

1° de financiële modaliteiten en de inwerkingtreding van de snelste adequate hulp regelen;

2° de modaliteiten voor versterking inzake personeel en materieel regelen.

§3. Bij gebrek aan een overeenkomst bedoeld in paragraaf 2 kan de zone waarvan een post in het kader van het principe van de snelste adequate hulp een interventie heeft uitgevoerd op het grondgebied van een andere zone, de kosten van de betreffende interventie op deze andere zone verhalen.

Art. 7. De grenzen van de provincies, van de hulpverleningszones of van de gemeenten vormen geen beperking voor de tussenkomst van de posten zoals voorzien in de eerste paragraaf van artikel 6.

Art. 8. De Koning stelt de inzake civiele veiligheid te nemen maatregelen vast. Hij kan onder meer :

1° een programma van maatregelen van civiele veiligheid opstellen dat moet toegepast worden door elke inwoner, door de openbare diensten die Hij aanduidt en door elk privaat of openbaar organisme of instelling van openbaar nut;

2° de maatregelen voor de identificatie van de risico's vaststellen, met name de inventaris van de risico's die aanwezig zijn op het nationaal grondgebied en die door de administratieve overheden in aanmerking kunnen genomen worden in het kader van de noodplanning;

3° de maatregelen vaststellen met betrekking tot interdepartementaal of multidisciplinair beheer, coördinatie of ondersteuning van gebeurtenissen of noodsituaties;

4° de maatregelen vaststellen met betrekking tot de voorbereiding van interdepartementaal of multidisciplinair beheer, coördinatie of ondersteuning van gebeurtenissen of noodsituaties, hierin inbegrepen de noodplanning en de opleiding;

5° de normen vaststellen inzake de bluswatervoorraden waarover de gemeenten moeten beschikken.

Art. 9. § 1. De Koning kan de inhoud van de verschillende nood- en interventieplannen, hun wijze van opmaken en hun organisatorische en functionele structuur bepalen.

§ 2. De Koning stelt de nood- en interventieplannen op die een antwoordstructuur organiseren voor gebeurtenissen en noodsituaties die een beheer, een coördinatie of een ondersteuning op nationaal vlak vereisen.

§ 3. In elke provincie en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad stelt de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening.

De in het eerste lid bedoelde nood- en interventieplannen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de minister.

§ 4. In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening.

De in het eerste lid bedoelde nood- en interventieplannen worden, na aanneming door de gemeenteraad, ter goedkeuring voorgelegd aan de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 5. De algemene nood- en interventieplannen van de gemeenten, van de provincies en van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad kunnen worden aangevuld met bijkomende specifieke bepalingen over bijzondere risico's. Deze bepalingen worden opgenomen in bijzondere nood- en interventieplannen.

De Koning kan bepalen voor welke risico's door de gemeenten, de provincies en het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een bijzonder nood- en interventieplan moet worden opgesteld.

Art. 10. Provincies, gemeenten en zones kunnen verplicht worden de diensten van de civiele veiligheid beschikking te geven over terreinen, lokalen, meubilair en leveringen welke nodig zijn, hetzij voor de opleiding van het personeel van die diensten, hetzij voor de uitvoering van de maatregelen van civiele veiligheid op hun grondgebied.

De Koning bepaalt voor welke gevallen en onder welke voorwaarden een schadevergoeding kan toegekend worden.

HOOFDSTUK II. - Algemene opdrachten van de operationele diensten van de civiele veiligheid.

Art. 11. § 1. De algemene opdrachten van de operationele diensten van de civiele veiligheid zijn :

1° de redding van en de bijstand aan personen in bedreigende omstandigheden en de bescherming van hun goederen;

2° de dringende geneeskundige hulpverlening zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

3° de bestrijding van brand en ontploffing en hun gevolgen;

4° de bestrijding van vervuiling en van het vrijkomen van gevaarlijke stoffen met inbegrip van radioactieve stoffen en ioniserende straling;

5° de logistieke ondersteuning.

§ 2. Maken integraal deel uit van de opdrachten opgesomd in § 1, 1°, 3°, 5°, de proactie, de preventie, de preparatie, de uitvoering en de evaluatie.

In de zin van deze paragraaf, worden begrepen onder :

1° proactie : alle maatregelen om de risico's te inventariseren en te analyseren;

2° preventie : alle maatregelen om het zich voordoen van de risico's te beperken of de gevolgen van het zich voordoen te minimaliseren;

3° preparatie : alle maatregelen om te garanderen dat de dienst klaar is om het hoofd te bieden aan een reëel incident;

4° uitvoering : alle maatregelen die genomen worden wanneer er zich daadwerkelijk een incident voordoet;

5° evaluatie : alle maatregelen om de proactie, preventie, preparatie en uitvoering te verbeteren via lessen getrokken uit het incident.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden van andere openbare diensten, zien de hulpverleningszones toe op de toepassing van de reglementering inzake de preventie van brand en ontploffing.

Art. 12. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welke taken in het kader van de opdrachten, bedoeld in artikel 11, door de posten en welke door de operationele eenheden van de Civiele Bescherming uitgevoerd worden.

De Koning kan, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-

Art. 12. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welke taken in het kader van de opdrachten, bedoeld in artikel 11, door de posten en welke door de operationele eenheden van de Civiele Bescherming uitgevoerd worden.

De Koning kan, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-

Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen voor welke taken of in welke omstandigheden de operationele eenheden van de Civiele Bescherming opgeroepen worden of ambtshalve optreden.

Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen voor welke taken of in welke omstandigheden de operationele eenheden van de Civiele Bescherming opgeroepen worden of ambtshalve optreden.

De operationele eenheden van de civiele bescherming voeren bepaalde opdrachten uit in samenwerking met de hulpverleningszones.

Daartoe worden samenwerkingsovereenkomsten opgesteld tussen de federale staat en de hulpverleningszones.

De overeenkomsten voorzien de samenwerkingsmodaliteiten tussen de operationele eenheden en de hulpverleningszones.”

Art. 13. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneurs en van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de coördinatie van de operaties waarbij de operationele eenheden van de Civiele Bescherming samen met de posten, bedoeld in artikel 2, § 1, 8°, optreden.

TITEL III. - Hulpverleningszones.

HOOFDSTUK I. - Algemene organisatie van de hulpverleningszones.

Afdeling I. - Algemene bepalingen.

Art. 14. Het grondgebied van het Rijk wordt verdeeld in hulpverleningszones, hierna genoemd zones.

Elke provincie bevat minstens één zone.

Elke gemeente maakt deel uit van één enkele zone.

De Koning bepaalt, (op voorstel) van het in artikel 15 bedoelde Nationaal Raadgevend Comité van de Zones, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de territoriale afbakening van de zones. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50748>

Art. 14/1. De zones worden ingedeeld in categorieën in functie van de volgende parameters:

1° de bevolking van de zone;

2° het aantal posten van de zone;

3° het aantal operationele personeelsleden van de zone.

De Koning bepaalt op basis van deze parameters de categorieën van zones en de indeling van de zones in de categorieën.

Hij bepaalt ook de gevallen waarin gebruik gemaakt wordt van de indeling in categorieën bedoeld in het eerste lid.

Art. 15. § 1. In elke provincie wordt een provinciaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd provinciaal raadgevend comité, opgericht. Het provinciaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het provinciaal raadgevend comité is samengesteld uit de burgemeesters van alle gemeenten van de provincie en wordt voorgezeten door de gouverneur.

Het provinciaal raadgevend comité wint het advies in van de autoriteiten van de verschillende gemeenten van de provincie en formuleert op basis hiervan een eenvormig advies aan het nationaal raadgevend comité, bedoeld in § 2.

§ 2. Er wordt een nationaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd nationaal raadgevend comité, opgericht.

Het nationaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het nationaal raadgevend comité is samengesteld uit de provinciegouverneurs, een vertegenwoordiger aangeduid door de " Union des Villes et Communes de Wallonie " en een vertegenwoordiger aangeduid door de " Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten " en een delegatie van het federaal parlement. Het wordt voorgezeten door de provinciegouverneur met de grootste anciënniteit als gouverneur.

Het nationaal raadgevend comité wint de adviezen in van de verschillende provinciale raadgevende comités inzake de territoriale afbakening van de zones en formuleert op basis daarvan een voorstel aan de Koning.

§ 3. De Koning kan nadere bepalingen inzake de samenstelling, de werking en de procedures van het nationaal raadgevend comité en de provinciale raadgevende comités nemen.

Art. 16. § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt een Begeleidingscommissie voor de Hervorming van de Civiele Veiligheid opgericht.

§ 2. De commissie geeft advies over de volgende elementen :

Art. 15. § 1. In elke provincie wordt een provinciaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd provinciaal raadgevend comité, opgericht. Het provinciaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het provinciaal raadgevend comité is samengesteld uit de burgemeesters van alle gemeenten van de provincie en wordt voorgezeten door de gouverneur.

Het provinciaal raadgevend comité wint het advies in van de autoriteiten van de verschillende gemeenten van de provincie en formuleert op basis hiervan een advies aan het nationaal raadgevend comité, bedoeld in § 2.

§ 2. Er wordt een nationaal raadgevend comité van de zones, hierna genoemd nationaal raadgevend comité, opgericht.

Het nationaal raadgevend comité wordt opgericht voor de duur van zijn opdracht.

Het nationaal raadgevend comité is samengesteld uit de provinciegouverneurs, een vertegenwoordiger aangeduid door de " Union des Villes et Communes de Wallonie " en een vertegenwoordiger aangeduid door de " Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten " en een delegatie van het federaal parlement. Het wordt voorgezeten door de provinciegouverneur met de grootste anciënniteit als gouverneur.

Het nationaal raadgevend comité wint de adviezen in van de verschillende provinciale raadgevende comités inzake de territoriale afbakening van de zones en formuleert op basis daarvan een voorstel aan de Koning.

§ 3. De Koning kan nadere bepalingen inzake de samenstelling, de werking en de procedures van het nationaal raadgevend comité en de provinciale raadgevende comités nemen.

1° de berekening van de meerkost voor de zone die het gevolg kan zijn van de uitvoering van de hervorming;

2° de (...) opdrachten die worden opgedragen aan de zones en hun financiële weerslag op de zone; <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50748>

3° de globale evaluatie van alle aspecten van de hervorming van de civiele veiligheid op lokaal niveau. Deze evaluatie bevat onder meer een monitoring van alle problemen op lokaal niveau die met de hervorming gepaard gaan.

§ 3. De Koning bepaalt de samenstelling en de werkingsregelen van de commissie.

Art. 17. § 1. De volgende bepalingen zijn van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen :

1° artikelen 1 tot 13;

2° artikel 17;

3° artikel 70;

4° artikelen 100 en 101;

5° artikel 102, eerste lid, enkel voor wat betreft het operationeel personeel;

6° artikel 103;

7° artikel 106 voor wat betreft de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van toepassing op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel;

8° artikelen 107 en 108;

9° artikel 119;

10° artikelen 153 tot 163;

11° artikelen 175 tot 201;

12° artikel 224.

§ 2. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp :

1. artikel 5, eerste lid;

2. artikel 11, § 3;

3. artikel 101;

4. artikel 106, eerste lid;

5. artikelen 107 en 108;

6. artikel 119;

7. artikel 159;

8. artikel 176;

9. artikel 178;

10. artikel 181;

11. artikel 185;

12. artikel 187;

Art. 17. §1. Deze wet is van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met uitzondering van de volgende bepalingen:

1° artikelen 14 tot 16;

2° artikelen 18 tot 22;

3° artikelen 24 tot 69;

4° artikelen 71 tot 99;

4°bis artikel 102;

5° artikelen 104 en 105;

6° artikel 106; behalve voor wat betreft de algemene principes van het administratief statuut dat van toepassing is op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel;

7° artikelen 109 tot 116;

8° artikelen 120 tot 152;

9° artikelen 167 tot 174;

10° artikelen 202 tot 206/1;

11° artikelen 207 tot 223."

§ 2. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp :

1. artikel 5, eerste lid;

2. artikel 11, § 3;

2./1 artikel 23;

3. artikel 101;

4. artikel 106, eerste lid;

5. artikelen 107 en 108;

5./1 artikel 117, eerste lid;

6. artikel 119;

7. artikel 159;

7./1 artikelen 164 tot 166;

8. artikel 176;

13. artikelen 189 en 190;
14. artikel 192.

§ 3. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1. artikel 5, eerste lid, voor wat betreft het oprichten van posten;

2. artikel 100.

§ 4. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

1. artikel 5, tweede lid;

2. artikel 7;

3. artikel 177;

4. artikel 188.

Art. 18. De zone beschikt over rechtspersoonlijkheid.

Art. 19. Elke zone wordt bestuurd door een zoneraad en een zonecollege, hierna genoemd raad en college.

9. artikel 178;
10. artikel 181;
11. artikel 185;
12. artikel 187;
13. artikelen 189 en 190;
14. artikel 192.

§ 3. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1. artikel 5, eerste lid, voor wat betreft het oprichten van posten;

2. artikel 100.

§ 4. In de volgende artikelen worden onder de termen " zone " of " hulpverleningszone " begrepen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

1. artikel 5, tweede lid;

2. artikel 7;

3. artikel 177;

4. artikel 188.

§5. De term « raad » moet begrepen worden als een verwijzing naar de regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest in het artikel 118.

§6. In de volgende artikelen wordt de term « zonecommandant » begrepen worden als een verwijzing naar het bevoegde orgaan van de brandweerdienst en de dringende medische hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig de Brusselse gewestelijke reglementering:

1. artikel 22/1;

2. artikel 181.

Art. 19. Elke zone wordt bestuurd door een zoneraad en een zonecollege, hierna genoemd raad en college.

De hulpverleningszone kan georganiseerd worden onder de vorm van een intercommunale indien een van de op het grondgebied ervan aanwezige brandweerdiensten op 10 augustus 2007 georganiseerd was onder de vorm van een intercommunale. De specifieke organen van de intercommunale oefenen in dat geval de bevoegdheden uit van de raad en het

Art. 20. De raad bepaalt de plaats van de maatschappelijke zetel van de zone. Dit besluit wordt binnen de dertig dagen aan de minister overgemaakt die vervolgens de zetel van elke zone vastlegt.

Art. 21. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale administratieve en operationele structuren die (de provincie of) de zone moet oprichten, inzonderheid de structuren om gepast gevolg te geven aan de (oproepen) van het agentschap bedoeld in artikel 197 van de programmawet van 9 juli 2004.

Art. 22. Met het oog op een efficiënter beheer van haar opdrachten inzake civiele veiligheid kan de zone grensoverschrijdende samenwerkingsverbanden tot stand brengen met elke publiekrechtelijke overheid van een aangrenzend land.

Art. 23. § 1. Elke zone stelt een meerjarenbeleidsplan op, onder meer op basis van een risicoanalyse. Dit programma wordt opgesteld voor een duur van zes jaar en is vatbaar voor veranderingen.

college. Indien de intercommunale niet is samengesteld uit alle gemeenten die deel uitmaken van de hulpverleningszone, worden de raad en het college opgericht.

Wanneer de hulpverleningszone georganiseerd wordt onder de vorm van een intercommunale, zijn de artikelen 24, 26, 28 tot 55 en 57 tot 63, 86 en 92 niet van toepassing.

Art. 21. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de minimale administratieve en operationele functies waarover ~~de provincie of~~ de zone beschikt, onder meer om gepast gevolg te kunnen geven aan de oproepen van het agentschap 112 bedoeld in de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112.

Art. 22. Met het oog op een efficiënter beheer van haar opdrachten inzake civiele veiligheid kan de zone grensoverschrijdende samenwerkingsverbanden tot stand brengen met elke publiekrechtelijke overheid van een aangrenzend land

« Art. 22/1. De zonecommandant stelt een operationeel organisatieschema op dat in overeenstemming is met de minimale voorwaarden inzake de snelste adequate hulp is en de adequate middelen vastgesteld door de Koning krachtens artikel 6, §1, tweede lid.-

De Koning bepaalt de minimale inhoud en de structuur van het operationeel organisatieschema.

Het operationeel organisatieschema wordt opgesteld voor dezelfde duur als het in artikel 23 bedoelde meerjarenbeleidsplan en wordt aangepast telkens dit nodig blijkt.

Art. 23. §1. Elke zone stelt een meerjarenbeleidsplan op dat rekening houdt met de bestaande situatie en de risicoanalyse. Dit plan wordt opgesteld voor een duur van zes jaar en is vatbaar voor veranderingen.

Het meerjarenbeleidsplan bevat een gemeentelijk en een zonaal luik met de doelstellingen inzake civiele veiligheid en de personele, materiële en financiële middelen om deze doelstellingen te bereiken. Het wordt goedgekeurd door de raad.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de minimale inhoud en de structuur van het meerjarenbeleidsplan.

§ 2. Het gemeentelijk luik van het meerjarenbeleidsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Bij gebrek aan goedkeuring binnen de veertig dagen na het nemen van het besluit wordt de gemeenteraad geacht zijn goedkeuring gegeven te hebben.

In geval de gemeenteraad geen akkoord bereikt over een deel of geheel van het gemeentelijke luik van het meerjarenbeleidsplan, wordt door de gouverneur een overleg georganiseerd tussen de betrokken zonale en gemeentelijke overheden.

Als dit overleg geen akkoord teweegbrengt, beslist de gouverneur en brengt hij zonder verwijl de zonale en gemeentelijke overheden en de minister op de hoogte van zijn beslissing.

De raad of de gemeenteraad kan binnen de twintig dagen na de betekening van de beslissing van de gouverneur een beroep instellen bij de minister. De minister doet uitspraak binnen de veertig dagen. Bij gebrek aan een beslissing binnen de veertig dagen, wordt de beslissing van de gouverneur definitief.

§ 3. Het meerjarenbeleidsplan wordt uitgewerkt door jaarlijkse actieplannen, voorbereid door de zonecommandant bedoeld in artikel 109 onder toezicht van het college en goedgekeurd door de raad.

Indien, wanneer het meerjarenbeleidsplan voor de eerste keer wordt opgesteld, de resterende duur van de ambtstermijn van de zonale adviseurs minder dan 6 jaar bedraagt, wordt het plan opgesteld voor de resterende looptijd.

Het meerjarenbeleidsplan bevat een gemeentelijk en een zonaal luik met de doelstellingen inzake civiele veiligheid. De raad keurt het meerjarenbeleidsplan goed.

De Koning bepaalt de minimale inhoud en de structuur van het meerjarenbeleidsplan.

§ 2. Het gemeentelijk luik van het meerjarenbeleidsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Bij gebrek aan goedkeuring binnen de veertig dagen na het nemen van het besluit wordt de gemeenteraad geacht zijn goedkeuring gegeven te hebben.

In geval de gemeenteraad geen akkoord bereikt over een deel of geheel van het gemeentelijke luik van het meerjarenbeleidsplan, wordt door de gouverneur een overleg georganiseerd tussen de betrokken zonale en gemeentelijke overheden.

Als dit overleg geen akkoord teweegbrengt, beslist de gouverneur en brengt hij zonder verwijl de zonale en gemeentelijke overheden en de minister op de hoogte van zijn beslissing.

De raad of de gemeenteraad kan binnen de twintig dagen na de betekening van de beslissing van de gouverneur een beroep instellen bij de minister. De minister doet uitspraak binnen de veertig dagen. Bij gebrek aan een beslissing binnen de veertig dagen, wordt de beslissing van de gouverneur definitief.

§ 3. Het meerjarenbeleidsplan wordt uitgewerkt door jaarlijkse actieplannen, voorbereid door de zonecommandant bedoeld in artikel 109 onder toezicht van het college en goedgekeurd door de raad.

De jaarlijkse actieplannen worden ter advies voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Afdeling II. - De raad van de zone.

Onderafdeling I. - Algemene bepalingen.

Art. 24. De zone wordt bestuurd door een raad. De raad is samengesteld uit één vertegenwoordiger per gemeente. De burgemeester vertegenwoordigt de gemeente van rechtswege. Indien hij verhinderd is, duidt hij een schepen van zijn gemeente aan om hem te vervangen.

In het geval de provincie bijdraagt in de financiering van de zone zoals bedoeld in artikel 67, 3°, kan de raad beslissen de hoedanigheid van zoneraadslid toe te kennen aan een lid van de provincieraad. De provincieraad duidt daartoe één van zijn leden aan.

Art. 25. De zonecommandant (bedoeld in artikel 109) neemt deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem.

Art. 26. De raad is bevoegd voor alle aangelegenheden die niet uitdrukkelijk aan het college werden toegewezen.

De raad is inzonderheid gemachtigd te onteigenen ten algemenen nutte, zoals bedoeld in artikel 61, § 1, van de programmawet van 6 juli 1989.

Onderafdeling II. - De zoneraadsleden.

Art. 27. De personeelsleden van de zone mogen geen leden van de raad of van het college zijn.

Art. 28. Het mandaat van de leden van de zoneraad vangt aan de eerste werkdag van de derde maand, volgend op de datum van

De jaarlijkse actieplannen worden ter advies voorgelegd aan de gemeenteraden van de zone.

Afdeling II. - De raad van de zone.

Onderafdeling I. - Algemene bepalingen.

Art. 24. De zone wordt bestuurd door een raad. De raad is samengesteld uit één vertegenwoordiger per gemeente. De burgemeester vertegenwoordigt de gemeente van rechtswege. Indien hij verhinderd is, wordt hij vervangen met toepassing van de bepalingen die in het algemeen de vervanging van de burgemeester regelen wanneer deze verhinderd is, zoals die gelden in het gewest waarin de betreffende zone gevestigd ligt.

In het geval de provincie bijdraagt in de financiering van de zone zoals bedoeld in artikel 67, 3°, kan de raad beslissen de hoedanigheid van zoneraadslid toe te kennen aan een lid van de provincieraad. De provincieraad duidt daartoe één van zijn leden aan.

Art. 26. De raad is bevoegd voor alle aangelegenheden die niet uitdrukkelijk aan het college werden toegewezen.

De raad is exclusief bevoegd voor het vaststellen van alle reglementaire bepalingen in de materies bepaald in deze wet, binnen de grenzen van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet.

De raad is inzonderheid gemachtigd te onteigenen ten algemenen nutte, zoals bedoeld in artikel 61, § 1, van de programmawet van 6 juli 1989.

Art. 28. Het mandaat van de leden van de zoneraad vangt aan de eerste werkdag van de derde maand, volgend op de datum van

het aantreden van de verkozen gemeenteraadsleden na een volledige vernieuwing, tenzij zij rechtsgeldig vroeger bijeengeroepen zijn of ten laatste de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand waarin de uitslag van hun verkiezing definitief is geworden.

De leden van de zoneraad blijven hun mandaat uitoefenen tot de installatie van de nieuwe raad.

Het lid van de zoneraad dat ontslag neemt, blijft zijn mandaat uitoefenen tot zijn vervanger is beëdigd.

De gemeenteraad kiest een vervanger, die het mandaat voleindigt van het lid van de zoneraad dat hij opvolgt.

Art. 29. Met uitzondering van de omstandigheid bedoeld in artikel 28, leidt het verlies van hoedanigheid van provincieraadslid of van lid van het college van burgemeester en schepenen van rechtswege tot het beëindigen van het mandaat van lid van de zoneraad.

Art. 30. Onverminderd artikel 28 wordt het ontslag van een lid van de zoneraad schriftelijk ingediend bij de voorzitter van het college. Het ontslag wordt definitief zodra het ter kennis gebracht is van de raad.

Art. 31. Het lid van de zoneraad dat ouderschapsverlof wenst te nemen, naar aanleiding van de geboorte of de adoptie van een kind, wordt, op zijn schriftelijk verzoek, gericht aan de voorzitter van het college, vervangen voor een maximale periode van vijftien weken, ten vroegste vanaf de zevende week voor de vermoedelijke datum van de geboorte of van de adoptie.

Het lid van de zoneraad dat verhinderd is naar aanleiding van ouderschapsverlof en om zijn vervanging verzoekt, wordt vervangen overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 38.

Het eerste en tweede lid zijn echter slechts toepasselijk vanaf de eerste raadsvergadering na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd werd.

het aantreden van de verkozen gemeenteraadsleden na een volledige vernieuwing, tenzij zij rechtsgeldig vroeger bijeengeroepen zijn of ten laatste de eerste dag van de derde maand volgend op de maand waarin de uitslag van hun verkiezing definitief is geworden.

De leden van de zoneraad blijven hun mandaat uitoefenen tot de installatie van de nieuwe raad.

Het lid van de zoneraad dat ontslag neemt, blijft zijn mandaat uitoefenen tot zijn vervanger is beëdigd.

De gemeenteraad kiest een vervanger, die het mandaat voleindigt van het lid van de zoneraad dat hij opvolgt.

Art. 31. Het lid van de zoneraad dat ouderschapsverlof wenst te nemen, naar aanleiding van de geboorte of de adoptie van een kind, tijdens deze periode vervangen overeenkomstig de geldende regels van kracht op gemeentelijk niveau.

~~Het lid van de zoneraad dat verhinderd is naar aanleiding van ouderschapsverlof en om zijn vervanging verzoekt, wordt vervangen overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 38.~~

Het eerste lid is echter slechts toepasselijk vanaf de eerste raadsvergadering na die waarop het raadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd werd.

Art. 32. Het lid van de zoneraad dat ingevolge een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, gekozen uit de zonekiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het zonepersoneel, noch van het gemeentepersoneel.

Art. 32. Het lid van de zoneraad bedoeld in artikel 24, eerste lid dat ingevolge een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, gekozen uit de zonekiezers die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het zonepersoneel, noch van het gemeentepersoneel.

Het lid van de zoneraad aangeduid door de provincieraad dat ingevolge een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersoon, gekozen uit de kiezers van de provincieraad die voldoen aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden die van toepassing zijn voor wat betreft het mandaat van provincieraadslid, en die noch lid is van het zonepersoneel, noch lid van het provinciepersoneel.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria die toelaten om op de toepassing van deze bepaling beroep te doen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria die toelaten om op de toepassing van deze bepaling beroep te doen.

Bij het verlenen van die bijstand krijgt de vertrouwenspersoon dezelfde middelen ter beschikking en heeft hij dezelfde verplichtingen als het lid van de zoneraad. (...). <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Bij het verlenen van die bijstand krijgt de vertrouwenspersoon dezelfde middelen ter beschikking en heeft hij dezelfde verplichtingen als het lid van de zoneraad.

Art. 33. De gemeenteraadsleden kunnen de begroting en de rekeningen raadplegen en kunnen de gebouwen en de diensten van de zone bezoeken.

Onderafdeling III. - Vergaderingen, beraadslagingen en besluiten van de raad.

Art. 34. De raad vergadert zo vaak als de zaken die tot zijn bevoegdheid horen het vereisen en ten minste één keer per trimester.

Art. 35. De raad wordt bijeengeroepen door het college. Wanneer één derde van de raadsleden het vraagt, is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de aangewezen dag en het aangewezen uur.

Art. 36. Behalve in spoedeisende gevallen geschiedt de oproeping per brief, per drager aan huis, per fax of per e-mail, ten minste tien kalenderdagen vóór de dag van de vergadering; de oproeping vermeldt de agenda.

De agendapunten worden duidelijk omschreven.

Voor elk agendapunt worden alle stukken die erop betrekking hebben, ter plaatse ter inzage gelegd van de leden van de zoneraad vanaf het verzenden van de agenda.

Art. 37. De in artikel 57 bedoelde voorzitter van het college of de persoon die hem vervangt in toepassing van het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 38, zit de raad voor. Hij opent en sluit de vergadering.

Art. 38. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 39. Plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de raad worden ter kennis gebracht van het publiek, minstens door aanplakking aan de maatschappelijke zetel van de zone bedoeld in artikel 20, alsook aan de gemeentehuizen van de gemeenten van de zone.

De pers en de belangstellende inwoners worden, op hun verzoek en binnen een nuttige termijn, op de hoogte gesteld van de agenda van de raad, eventueel tegen betaling van een vergoeding die niet meer mag bedragen dan de kostprijs.

Het door de raad vastgestelde huishoudelijk reglement kan nog andere wijzen van bekendmaking voorzien.

Art. 40. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de zone mag aan het onderzoek van de leden van de zoneraad worden onttrokken.

De leden van de zoneraad kunnen een afschrift verkrijgen van de akten en stukken betreffende het bestuur van de zone onder de in het huishoudelijk reglement bepaalde voorwaarden.

De raadsleden hebben het recht aan het college schriftelijke en mondelinge vragen te stellen. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder dit recht wordt uitgeoefend.

Art. 41. De raad kan slechts besluit nemen indien de meerderheid van zijn zittinghebbende leden aanwezig is. Indien dit quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe raad bijeengeroepen binnen de twintig dagen. De raad zal toch geldig kunnen beslissen, ongeacht zijn samenstelling, over de onderwerpen die een tweede keer op de agenda geplaatst worden.

Art. 42. Het is elk lid van de zoneraad verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij de beraadslaging over zaken waarbij het een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben. Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen tot bedieningen, en tuchtvervolgingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot de tweede graad;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan een overheidsopdracht (...) voor aanneming van werken, diensten of leveringen; <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen, tegen de zone ingesteld. Het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de zone te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak, hetzij hij dit kosteloos doet;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid van de zone in tuchtzaken of in het kader van een beroep tegen een evaluatie;

5° op te treden als afgevaardigde of technicus van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de zone.

Art. 43. De vergaderingen van de raad zijn openbaar.

Onder voorbehoud van het geval bedoeld in artikel 44, kan de raad, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, echter beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

De vergadering van de raad is niet openbaar wanneer het om personen gaat.

Art. 42. Het is elk lid van de zoneraad verboden :

1° tegenwoordig te zijn bij de beraadslaging over zaken waarbij het een rechtstreeks belang heeft, tenzij persoonlijk, tenzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben. Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen tot bedieningen, en tuchtvervolgingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot de tweede graad;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan een overheidsopdracht (...) voor aanneming van werken, diensten of leveringen; <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen, tegen de zone ingesteld. Het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de zone te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak, tenzij hij dit kosteloos doet;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid van de zone in tuchtzaken of in het kader van een beroep tegen een evaluatie;

5° op te treden als afgevaardigde of technicus van een vakbond in een onderhandelings- of overlegcomité van de zone.

Uitgezonderd in tuchtzaken of in de door het huishoudelijk reglement vastgelegde bijzondere omstandigheden, kan de besloten vergadering slechts plaatsvinden na de openbare vergadering.

Art. 44. Uiterlijk tien kalenderdagen vóór de vergadering gedurende welke de raad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, doet het college aan elk raadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Het ontwerp wordt overgezonden zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Art. 45. Het verslag betreffende het ontwerp van begroting, bedoeld in artikel 44, definieert het algemeen en financieel beleid van de zone en bevat een overzicht van de toestand van het bestuur en van de zonezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens.

Het verslag betreffende de rekeningen geeft een overzicht van het beheer van de zonefinanciën gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de raad beraadslaagt, geven de leden van het college een toelichting bij de inhoud van het verslag.

Art. 46. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen. Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derden van de aanwezige leden van de zoneraad; de namen van die leden zullen in de notulen vermeld worden.

Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk vijf kalenderdagen vóór de vergadering overhandigd worden aan de voorzitter; het is vergezeld van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. Van deze mogelijkheid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van het college. De voorzitter deelt de

aanvullende agendapunten (tegelijk) mee aan de leden van de zoneraad. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 47. De notulen worden ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de vergadering en uiterlijk samen met de agenda ter inzage van de raadsleden gelegd. De notulen van de vorige vergadering worden ter goedkeuring aan de raad voorgelegd.

Elk lid heeft het recht tijdens de vergadering opmerkingen te maken over de redactie van de notulen. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, is (de secretaris bedoeld in artikel 48) ertoe gehouden tijdens deze vergadering of ten laatste tijdens de volgende vergadering een nieuwe tekst, in overeenstemming met de beslissing van de raad, voor te leggen. Indien er geen opmerkingen worden gemaakt vóór het einde van de vergadering, worden de notulen beschouwd als goedgekeurd en worden zij ondertekend door de voorzitter van het college en (de secretaris). <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 48. De secretaris van de raad en van het college wordt aangewezen door de raad. In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris, wijst de voorzitter een secretaris ad hoc aan.

Art. 49. De secretaris is belast met :

1° het voorbereiden van de vergaderingen van de raad en van het college;

2° het garanderen van de openbaarheid van bestuur;

3° het bijhouden van de agenda van de vergaderingen van de raad en van het college;

4° het bezorgen van de beslissingen, de zonale beraadslagingen, alsook van alle nodige stukken voor de uitoefening van het toezicht, aan de bevoegde toezichthoudende overheid;

5° het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de raad en van het college.

De notulen worden ondertekend door de secretaris en de voorzitter.

De notulen vermelden alle besproken onderwerpen, alsook het gevolg dat gegeven werd aan de punten waaromtrent geen beslissing genomen werd.

Art. 50. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde in de vergadering; hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond ieder persoon uit de zaal doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

Art. 51. Elk lid van de zoneraad, de leden van het college inbegrepen, heeft één stem.

Onverminderd het eerste lid beschikt elk lid van de zoneraad voor de stemming over het opstellen van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen over een gewogen stem in verhouding tot de dotatie van zijn gemeente.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere bepalingen inzake de verdeelsleutel voor de stemmen.

Art. 52. De besluiten worden bij volstreckte meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 53. De raad stemt over de begroting in haar geheel en over de jaarrekeningen in hun geheel. Elk lid van de zoneraad kan echter de afzonderlijke stemming eisen over één of meer artikelen of reeksen van artikelen die het aanwijst, indien het om de begroting gaat of over één of meer artikelen of posten die het aanwijst, indien het om de jaarrekeningen gaat. In dat geval mag over het geheel eerst gestemd worden na de stemming over het artikel of de artikelen, reeksen van artikelen of posten die aldus zijn aangewezen.

Art. 54. Behalve wanneer de wet in een geheime stemming voorziet, stemmen de leden van de raad mondeling. Het huishoudelijk reglement kan een regeling invoeren die gelijkwaardig is met een mondelinge stemming. Alleen de benoemingen tot ambten, de in disponibiliteitsstellingen, de preventieve schorsingen in het belang van de dienst en de tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming, bij volstreckte meerderheid van stemmen.

Art. 51. Elk lid van de zoneraad, de leden van het college inbegrepen, heeft één stem.

Onverminderd het eerste lid beschikt elk lid van de zoneraad voor de stemming over het opstellen van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen over een gewogen stem in verhouding tot de dotatie van zijn gemeente of van zijn provincie.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere bepalingen inzake de verdeelsleutel voor de stemmen.

Afdeling III. - Het College van de hulpverleningszone.

Art. 55. Het college is proportioneel samengesteld uit leden die door de raad onder zijn leden werden gekozen.

Art. 56. De zonecommandant neemt deel aan de vergaderingen van het college met raadgevende stem.

Art. 57. De verkiezing gebeurt tijdens de eerste bijeenkomst van de zoneraad bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van de stemmen.

De kandidaten die de meeste stemmen behaald hebben, worden verkozen als leden van het college.

Het college wijst zijn voorzitter aan.

In geval van staking van stemmen wordt de voorkeur gegeven zoals hierna bepaald :

1° aan de kandidaat die, op de dag van de verkiezing reeds lid van het college is. Wanneer twee of meer kandidaten zich in deze omstandigheden bevinden, wordt de voorkeur gegeven aan diegene die het langst zonder onderbreking in het college zetelt;

2° aan de kandidaat die lid was van het voorafgaand college. Wanneer twee of meer kandidaten zich in deze omstandigheden bevinden, wordt de voorkeur gegeven aan diegene die zijn mandaat het langst zonder onderbreking heeft uitgevoerd, en ingeval van gelijkheid van duur, aan de kandidaat wiens mandaat meest recent beëindigd is;

3° aan de kandidaat die, zonder de leeftijd van zestig jaar bereikt te hebben, de oudste is;

4° aan de jongste kandidaat wanneer alle kandidaten de leeftijd van zestig jaar bereikt hebben.

Het mandaat van lid van het college loopt vanaf de dag na de verkiezing bedoeld in het eerste lid.

In geval van afwezigheid of verhindering wordt het lid van het college vervangen met toepassing van de bepalingen voorzien in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 59.

Art. 58. Binnen het college heeft elk lid één stem.

Art. 59. Het college stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 60. Het college vergadert op de dagen en uren door het reglement bepaald, en zo dikwijls de spoedige afdoening van de zaken het vereist.

De vergaderingen van het college zijn niet openbaar. Alleen de beslissingen worden opgenomen in de notulen en in het register van de beraadslagingen. Alleen deze beslissingen kunnen rechtsgevolgen hebben.

De oproeping voor de buitengewone vergaderingen geschiedt schriftelijk, per drager, per fax of per e-mail, ten minste twee kalenderdagen vóór de dag van de vergadering.

In spoedeisende gevallen echter staat het aan de voorzitter van het college vrij dag en uur van de vergadering vast te stellen.

Art. 61. Het college kan enkel geldig beraadslagen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De besluiten van het college worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking van stemmen verdaagt het college de zaak tot een volgende vergadering. Indien de meerderheid van het college vóór de behandeling de zaak spoedeisend heeft verklaard of indien de zaak verdaagd werd tijdens een vorige vergadering na staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 62. De in artikel 42 bedoelde regels zijn van toepassing op de leden van het college.

Art. 63. Naast de hem door de raad toevertrouwde opdrachten is het college belast met :

- 1° de bekendmaking en de uitvoering van de besluiten van de zoneraad;
- 2° het beheer van de gebouwen en eigendommen van de zone;
- 3° het beheer van de inkomsten, de ordonnancering van de uitgaven van de zone;
- 4° de controle op de boekhouding;
- 5° de leiding van de werken binnen de zone;
- 6° het toezicht op het administratieve en operationele personeel van de zone;
- 7° de vertegenwoordiging van de zone bij het afsluiten van overeenkomsten waarbij de

zone (...) partij is; <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

8° de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het werkgeversstatuut van de zone;

9° de vertegenwoordiging van de zone bij rechtsgedingen.

De in het eerste lid, 7° en 9°, bedoelde bevoegdheden kunnen slechts uitgeoefend worden na goedkeuring door de raad.

Afdeling IV. - Technische commissie.

Art. 64. Binnen elke zone wordt een technische commissie opgericht.

Art. 65. De technische commissie bestaat onder meer uit de officieren verantwoordelijk voor de posten van de zone, alsook uit de zonecommandant, die het voorzitterschap ervan verzekert.

De raad stelt bovendien de samenstelling en de praktische organisatie van de technische commissie vast op voorstel van de zonecommandant.

Art. 66. De technische commissie staat de zonecommandant bij voor het opstellen van het beleidsplan bedoeld in artikel 23, hierin inbegrepen de opstelling van het aankoopprogramma voor materieel zoals bedoeld in artikel 118.

De commissie heeft bovendien een adviesbevoegdheid inzake de operationele organisatie van de zone, op verzoek van de organen van de zone.

HOOFDSTUK II. - Financiering van de hulpverleningszone.

Art. 67. De zones worden gefinancierd door :

1° de dotaties van de gemeenten van de zone;

2° de federale dotaties;

3° de eventuele provinciale dotaties;

4° de vergoedingen van de opdrachten waarvan de Koning de terugvordering machtigt;

5° diverse bronnen.

Zolang de verhouding tussen de middelen die voor de toepassing van deze wet worden voorzien door de gemeenten en federale overheid niet gelijk is aan één, zullen de

gemeenten van een zone, samen, in reële termen niet meer bijdragen dan hun actuele bijdrage. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de vertegenwoordigers van de steden en gemeenten gehoord, deze verhouding op 31 december 2007 alsook de inkomsten- en uitgavenposten die worden in aanmerking genomen om de verhouding te berekenen.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde gemeentelijke dotatie kan verminderd worden, naar rato van de in het eerste lid, 3° bedoelde provinciale dotaties.

Art. 68. § 1. De gemeentelijke dotatie wordt ingeschreven in de uitgaven van elke gemeentebegroting. Zij wordt ten minste in twaalfden uitbetaald.

§ 2. De dotaties van de gemeenten van de zone worden jaarlijks vastgelegd door de raad op basis van een akkoord, bereikt tussen de verschillende betrokken gemeenteraden.

Bij gebrek aan dergelijk akkoord, wordt de dotatie van elke gemeente vastgesteld door de raad volgens de nadere bepalingen voor berekening en betaling van de gemeentelijke dotaties bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de gemeentelijke dotaties worden vastgesteld rekening houdende met de volgende criteria voor elke gemeente :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de gemeente.

Art. 69. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de

Art. 68. § 1. De gemeentelijke dotatie wordt ingeschreven in de uitgaven van elke gemeentebegroting. Zij wordt ten minste in twaalfden uitbetaald.

§ 2. De dotaties van de gemeenten van de zone worden jaarlijks vastgelegd door de raad op basis van een akkoord, bereikt tussen de verschillende betrokken gemeenteraden. Voor de eerste inschrijving van de gemeentelijke dotatie moet dit akkoord bereikt worden ten laatste voor het einde van de zesde maand volgend op de installatie van de raad. Voor de volgende inschrijvingen van de gemeentelijke dotatie moet het akkoord telkens bereikt zijn ten laatste op 1 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de dotatie is voorzien.

Bij gebrek aan dergelijk akkoord, wordt de dotatie van elke gemeente vastgesteld door de raad volgens de nadere bepalingen voor berekening en betaling van de gemeentelijke dotaties bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de gemeentelijke dotaties worden vastgesteld rekening houdende met de volgende criteria voor elke gemeente :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de gemeente.

Art. 69. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de

nadere bepalingen voor de vaststelling en betaling van de federale dotatie, die ten minste in twaalfden uitbetaald wordt.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de federale dotaties worden vastgesteld, rekening houdende met de volgende criteria voor elke zone :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de zone.

Art. 70. De Koning kan, binnen de grenzen van de begrotingswetten en onder de door Hem te bepalen voorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tussenkomen in de financiering van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad via de toekenning van subsidies of een specifieke dotatie.

Art. 71. De besluiten bedoeld in de artikelen 67 tot 70 worden ten laatste binnen de zes maanden na hun inwerkingtreding bekrachtigd door een wet.

Bij gebrek aan bekrachtiging binnen deze termijn, houden deze besluiten op uitwerking te hebben.

Art. 72. Als, na uitputting van de middelen bedoeld in artikel 67, de zone niet over voldoende financiële middelen beschikt om de noodzakelijke uitgaven ter uitvoering van haar opdrachten te dekken, wordt het tekort gedragen door de gemeenten van de zone volgens de verdeelsleutel bedoeld in artikel 68.

HOOFDSTUK III. - Budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer.

Afdeling I. - Bijzondere rekenplichtige.

Art. 73. De ontvangsten en uitgaven van de zone worden gedaan door een bijzondere rekenplichtige.

De Koning bepaalt de voorwaarden tot aanstelling van de bijzondere rekenplichtige.

Dezelfde persoon kan bijzondere rekenplichtige zijn van meerdere zones.

nadere bepalingen voor de vaststelling en betaling van de federale dotatie, die ten minste in twaalfden uitbetaald wordt.

De nadere bepalingen inzake de berekening van de federale dotaties worden vastgesteld, rekening houdende met de volgende criteria voor elke zone :

- de residentiële en actieve bevolking;
- de oppervlakte;
- het kadastraal inkomen;
- het belastbaar inkomen;
- de risico's aanwezig op het grondgebied van de zone.

Art. 74. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitoefening van het ambt van bijzondere rekenplichtige.

Art. 75. § 1. De bijzondere rekenplichtige wordt aangewezen door het college.

De bijzondere rekenplichtige legt de volgende eed af in handen van de voorzitter van het college : " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ".

Daarvan wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De bijzondere rekenplichtige die, zonder geldige reden, de eed niet aflegt nadat hij per bij de post aangetekende brief uitgenodigd werd om dat te doen tijdens de eerstkomende vergadering van het college, wordt geacht af te zien van zijn benoeming.

§ 2. De bijzondere rekenplichtige heeft tot taak om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de zone te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope, hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, van het bijzonder krediet of van het voorlopig krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 95 overgeschreven kredieten.

Art. 75. § 1. De bijzondere rekenplichtige wordt aangewezen door het college.

De bijzondere rekenplichtige legt de volgende eed af in handen van de voorzitter van het college : " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ".

Daarvan wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De bijzondere rekenplichtige die, zonder geldige reden, de eed niet aflegt nadat hij per bij de post aangetekende brief uitgenodigd werd om dat te doen tijdens de eerstkomende vergadering van het college, wordt geacht af te zien van zijn benoeming.

§ 2. De bijzondere rekenplichtige heeft tot taak om, alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de zone te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope, hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting, van het bijzonder krediet of van het voorlopig krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 95 overgeschreven kredieten.

Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare schuldvorderingen kan de bijzondere rekenplichtige een dwangbevel uitvaardigen, gevisieerd en uitvoerbaar verklaard door het college. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een bevel kan door het college alleen worden gevisieerd en uitvoerbaar verklaard als de schuld opeisbaar, vaststaand en zeker is. De schuldenaar moet bovendien vooraf aangemaand zijn met een aangetekende brief. De zone kan administratieve kosten aanrekenen voor deze aangetekende brief. Deze kosten vallen ten laste van de schuldenaar en kunnen eveneens ingevorderd worden via het dwangbevel. Schulden van een publieke rechtspersoon kunnen nooit via een dwangbevel worden ingevorderd. Verzet kan tegen dat exploot worden ingediend binnen één maand na de betekening ervan bij verzoekschrift of door een dagvaarding ten gronde.

§ 3. Indien de bijzondere rekenplichtige weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling vervolgd, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de gouverneur, die de bijzondere rekenplichtige oproept en hem vooraf hoort, indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Art. 76. Onverminderd de artikelen 73 en 75, § 2, mogen rechtstreeks gestort worden op de rekening geopend namens de gerechtigde zone bij financiële instellingen die voldoen, naargelang van het geval, aan de artikelen 7, 65 en 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen :

1° de dotaties, de subsidies, de toelagen en de bijdragen in de uitgaven van de zones;

2° het bedrag van hun aandeel in de bij de wet, het decreet of de ordonnantie ten voordele van de zones ingestelde fondsen en in het algemeen alle sommen die de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten om niet verlenen aan de zones.

De in het eerste lid bedoeld financiële instellingen worden gerechtigd om het bedrag van de opeisbare schulden, door de zone tegenover hen aangegaan, ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de rekening(en) die zij ten behoeve van deze zone hebben geopend.

Art. 77. § 1. De bijzondere rekenplichtige is verplicht tot waarborg van zijn beheer, een zekerheid in geld, in effecten of in de vorm van één of meerdere hypotheeken te stellen, tenzij hij al een waarborg gesteld heeft in zijn hoedanigheid van ontvanger van een gemeente of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van gewestelijk ontvanger of van bijzondere rekenplichtige van een politiezone of van een andere zone.

De Koning bepaalt het minimale en maximale bedrag van die zekerheid.

De raad stelt, op de eerstvolgende vergadering na de aanwijzing van de bijzondere rekenplichtige, het bedrag vast van de zekerheid die deze moet stellen, alsmede de termijn waarover hij daartoe beschikt.

§ 3. Indien de bijzondere rekenplichtige weigert het bedrag van regelmatige bevelschriften te betalen of zulks uitstelt, wordt de betaling vervolgd, zoals inzake directe belastingen, door de rijksontvanger, nadat de gouverneur, die de bijzondere rekenplichtige oproept en hem vooraf hoort, indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

De zekerheid wordt bij de deposito- en consignatiekas gedeponneerd; de rente die zij opbrengt, komt aan de bijzondere rekenplichtige toe.

De akten van zekerheidsstelling worden, zonder kosten voor de zone, bij authentieke akte voor het college verleden.

Indien er registratierechten verschuldigd zijn, worden deze teruggebracht tot het algemeen vast recht en zijn zij ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

§ 2. De bijzondere rekenplichtige mag de zekerheidsstelling vervangen door, hetzij een bankwaarborg of verzekering die beantwoordt aan de modaliteiten door de Koning bepaald, hetzij de hoofdelijke borgstelling van een vereniging die door de Koning is erkend.

Deze erkende vereniging moet de vorm van een coöperatieve vennootschap aannemen.

Het besluit tot erkenning van de vereniging alsmede de goedgekeurde statuten worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De vereniging kan de kas en de boekhouding controleren van de bijzondere rekenplichtige voor wie ze zich borg heeft gesteld, mits het college instemt met de contractuele bepalingen waarbij dit recht wordt gevestigd en met de wijze waarop dit recht wordt uitgeoefend.

§ 3. Het college zorgt ervoor dat de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige werkelijk gesteld en te bekwamer tijd wordt vernieuwd.

§ 4. De bijzondere rekenplichtige die zijn zekerheid niet binnen de voorgeschreven termijn verschaft en dit verzuim niet voldoende verantwoordt, wordt geacht ontslag te nemen en wordt vervangen.

§ 5. Alle kosten betreffende de vestiging van de zekerheid komen ten laste van de bijzondere rekenplichtige.

§ 6. Is er een tekort in de kas van de zone, dan heeft de zone een voorrecht op de zekerheid van de bijzondere rekenplichtige.

Art. 78. De bijzondere rekenplichtige oefent zijn functie onafhankelijk uit onder gezag van het college.

Art. 79. De vergoeding van de bijzondere rekenplichtige wordt door de raad vastgelegd, binnen de door de Koning bepaalde grenzen en voorwaarden.

Art. 80. § 1. In geval van afwezigheid van de bijzondere rekenplichtige wordt zijn functie waargenomen door een door het college aangewezen vervanger, op voordracht van de bijzondere rekenplichtige, onder zijn verantwoordelijkheid, voor een periode van maximaal dertig dagen.

Die vervanging kan, voor ééNZelfde afwezigheid, tweemaal met ten hoogste dezelfde termijn verlengd worden.

§ 2. In alle andere gevallen wijst de raad een waarnemende bijzondere rekenplichtige aan die voldoet aan de voorwaarden om tot bijzondere rekenplichtige aangewezen te worden.

De waarnemende bijzondere rekenplichtige oefent alle bevoegdheden van de bijzondere rekenplichtige uit.

§ 3. In geval van vervanging van de bijzondere rekenplichtige wordt zijn vergoeding aan zijn vervanger uitgekeerd.

Art. 81. De bijzondere rekenplichtige kan gehoord worden door het college en de raad over alle kwesties die een financiële of budgettaire weerslag hebben.

Art. 82. § 1. Er wordt een eindrekening gemaakt wanneer de bijzondere rekenplichtige zijn ambt definitief neerlegt, bij de ambtsaanvaarding en de ambtsneerlegging van de waarnemende bijzondere rekenplichtige en in het geval bedoeld in artikel 80, § 2, tweede lid.

§ 2. Het college legt de eindrekening van de bijzondere rekenplichtige, in voorkomend geval samen met diens opmerkingen of, zo hij overleden is, die van zijn rechtverkrijgenden, voor aan de raad die de eindrekening afsluit en de bijzondere rekenplichtige kwijting verleent of een tekort vaststelt.

De beslissing waarmee de eindrekening wordt afgesloten, wordt door het college bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de bijzondere rekenplichtige of, zo hij overleden is, aan zijn rechtverkrijgenden; in voorkomend geval wordt daarbij een verzoek gevoegd om het tekort te vereffenen.

§ 3. De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten en aan de bijzondere rekenplichtige kwijting wordt verleend, brengt van rechtswege de teruggave van de zekerheid mee.

§ 4. De beslissing bedoeld in § 3 is onderworpen aan de modaliteiten van toezicht bedoeld in de artikelen 145 tot 147.

Afdeling II. - Budgettair en financieel beheer.

Onderafdeling I. - Goederen en inkomsten van de zone.

Art. 83. De giften bij akte onder de levenden worden altijd voorlopig aangenomen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 juli 1931 betreffende de uitbreiding tot alle rechtspersonen van het voordeel van de voorlopige aanvaarding van bij akten gedane schenkingen onder de levenden.

Art. 84. § 1. De raad bepaalt de voorwaarden van de huur en van elk ander gebruik van de opbrengsten en inkomsten van de eigendommen en rechten van de zone.

§ 2. De raad verleent, in voorkomend geval, aan de huurders van de zone de door hen aangevraagde kwijtscheldingen waarop zij aanspraak kunnen maken ingevolge de wet of krachtens hun contract, dan wel op gronden van billijkheid.

Art. 85. De raad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten worden gegund en stelt de voorwaarden vast.

Hij kan die bevoegdheden voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks beheer van de zone overdragen aan het college, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting ingeschreven kredieten.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het college, op eigen initiatief, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden van de raad uitoefenen. Zijn besluit wordt meegedeeld aan de raad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

Onderafdeling II. - Begroting van de zone.

Art. 86. De begroting van de zone wordt opgemaakt door het college en goedgekeurd

door de raad, overeenkomstig de minimale budgettaire normen, vastgelegd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 87. Het financiële dienstjaar van de zones komt overeen met het burgerlijk jaar.

Behoren tot een dienstjaar alleen de rechten verkregen door de zone en de verplichtingen aangegaan ten opzichte van de schuldeisers tijdens dit dienstjaar, ongeacht het dienstjaar waarin zij worden vereffend.

Art. 88. De raad vergadert in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar om de rekeningen van het voorgaande dienstjaar vast te stellen.

Die rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans.

Het in artikel 44, tweede lid, bedoelde verslag wordt bij de rekeningen gevoegd.

Art. 89. De raad vergadert ieder jaar in de loop van de maand oktober om te beraadslagen over de begroting van uitgaven en ontvangsten van de zone voor het volgende dienstjaar.

Art. 90. De begrotingen en rekeningen worden neergelegd op de zetel van de zone, bedoeld in artikel 20, en op het gemeentehuis van elke gemeente die deel uitmaakt van de zone, waar eenieder er altijd ter plaatse kennis kan van nemen.

Op die mogelijkheid tot inzage wordt gewezen door middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college worden aangebracht binnen een maand nadat de begrotingen en rekeningen door de raad zijn aangenomen. Dat bericht blijft ten minste tien dagen aangeplakt.

Art. 91. Wanneer een post voor een niet-verplichte uitgave door de toezichthoudende overheid verminderd is, mag het college de uitgaven niet doen zonder een nieuw besluit van de raad dat daartoe machtiging verleent.

Art. 92. Geen betaling uit de kas van de zone mag geschieden dan op grond van een op de begroting voorkomende post, op grond van een bijzonder krediet of op grond van een voorlopig krediet toegestaan onder de

voorwaarden en binnen de grenzen die de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalt.

De leden van het college zijn persoonlijk aansprakelijk voor de uitgaven die zij in strijd met het eerste lid hebben gedaan of bevolen.

Art. 93. § 1. Geen artikel van de uitgaven van de begroting mag worden overschreden en geen en hele overschrijving mag geschieden.

§ 2. Wanneer echter bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig en werkelijk aangegane verbintenissen tegenover schuldeisers van de gemeente, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de uitgave te vereffenen naar het volgende dienstjaar overgeschreven door middel van een beslissing van het college; deze laatste moet bij de rekening over het afgesloten dienstjaar worden gevoegd.

Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de raad.

Art. 94. De raad kan echter voorzien in uitgaven die door dwingende en onvoorziene omstandigheden worden vereist, mits hij daartoe een met redenen omkleed besluit neemt.

Wanneer het geringste uitstel onbetwistbaar schade zou veroorzaken, kan het college onder eigen verantwoordelijkheid in de uitgave voorzien, onder verplichting om zonder verwijl daarvan kennis te geven aan de raad, die besluit of hij met die uitgave al dan niet instemt.

De leden van het college die uitgaven bevolen hebben in de gevallen bedoeld in het eerste en tweede lid, die echter afgewezen zijn op de definitief afgesloten rekeningen, zijn er persoonlijk toe gehouden het bedrag in de kas van de zone te storten.

Art. 95. De bevelschriften tot betaling uit de kas van de zone, afgegeven door het college, worden ondertekend door de voorzitter van het college; zij worden medeondertekend door de zonecommandant.

Art. 96. De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de zones mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar dat volgt op de oprichting van de zone, in geen enkel

Art. 93. § 1. Geen artikel van de uitgaven van de begroting mag worden overschreden en geen en hele overschrijving mag geschieden.

§ 2. Wanneer echter bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig en werkelijk aangegane verbintenissen tegenover schuldeisers van de zone, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de uitgave te vereffenen naar het volgende dienstjaar overgeschreven door middel van een beslissing van het college; deze laatste moet bij de rekening over het afgesloten dienstjaar worden gevoegd.

Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de raad.

geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen.

Art. 97. De raad is verplicht elk jaar op de begroting van uitgaven te brengen alle uitgaven die door de wetten aan de zone zijn opgelegd, en inzonderheid de volgende :

1° de belastingen op de goederen van de zone;

2° de vaststaande en opeisbare schulden van de zone, alsmede de schulden die zij moet voldoen ten gevolge van tegen haar uitgesproken rechterlijke veroordelingen;

3° de wedden van de zonecommandant en van het administratief en operationeel personeel van de zone;

4° de kantoorkosten van de centrale zetel van de zone;

5° het onderhoud van de zonegebouwen of de huur van de gebouwen die tot zonegebouw dienen;

6° de kosten van het drukwerk benodigd voor de boekhouding van de zone;

7° de pensioenen ten laste van de zone.

Art. 98. Indien de op de begroting gebrachte ontvangsten niet toereikend zijn tot betaling van een zoneschuld die erkend en opeisbaar is of die voortvloeit uit een beslissing in laatste aanleg gewezen door een gewoon of administratief gerecht, stelt de raad middelen voor om daarin te voorzien.

Art. 99. De raad is verplicht jaarlijks alle ontvangsten van de zone, onder nadere omschrijving, op de begroting te brengen, evenals die welke de wet haar toekent, alsmede de overschotten van de vorige dienstjaren.

HOOFDSTUK IV. - Personeel.

Art. 100. De zone beheert de aanwerving, de benoeming en de loopbaan van haar personeel.

Art. 101. Het personeel van de zone bestaat uit twee kaders : een administratief kader en een operationeel kader.

Art. 102. De Koning bepaalt, na afbakening van de zones, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het algemeen

Art. 101. Het personeel van de zone bestaat uit administratieve en operationele personeelsleden.

Art. 102. De raad bepaalt ~~keurt~~, op voorstel van de zonecommandant, het personeelsplan van de zone

minimaal kader van het administratief en operationeel personeel van de zones.

De zone gaat, binnen de door de Koning vastgelegde grenzen, over tot de aanpassing van het kader naar gelang van de resultaten van de risicoanalyse en van de prioriteiten vastgelegd door het in artikel 23 bedoelde algemeen beleidsprogramma.

Art. 103. Het operationeel kader van de zone is samengesteld uit vrijwillige en/of beroepsbrandweermannen.

De vrijwillige brandweermannen zijn diegenen voor wie de functie van brandweerman niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

De beroepsbrandweermannen zijn de brandweermannen die als hoofdberoep door de zone tewerkgesteld zijn.

Art. 104. De zone stelt aan de private of overheidswerkgever van een vrijwillig operationeel personeelslid voor om een overeenkomst af te sluiten waarin de modaliteiten van de operationele beschikbaarheid en de beschikbaarheid voor de opleiding van het vrijwillige lid verduidelijkt worden.

De modaliteiten inzake het afsluiten van een dergelijke overeenkomst en de inhoud ervan worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 105. Het administratief kader van de zone is samengesteld uit vastbenoemde of uit contractuele ambtenaren.

Art. 106. De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het administratief en geldelijk statuut van het administratief en operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding.

Dat statuut houdt rekening met de specifieke risico's inherent aan de hoofdopdrachten van het operationeel personeel van de hulpverleningszones.

Voor het personeelsplan van het operationeel personeel houdt de raad rekening met de criteria bepaald door de Koning.

Art. 103. Het operationeel personeel van de zone is samengesteld uit vrijwillige en/of beroepsbrandweermannen.

De vrijwillige brandweermannen zijn diegenen voor wie de functie van brandweerman niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

De beroepsbrandweermannen zijn de brandweermannen die als hoofdberoep door de zone tewerkgesteld zijn.

Art. 104. De zone kan aan de private of overheidswerkgever van een vrijwillig operationeel personeelslid voorstellen om een overeenkomst af te sluiten waarin de modaliteiten van de operationele beschikbaarheid en de beschikbaarheid voor de opleiding van het vrijwillige lid verduidelijkt worden.

De Koning kan de modaliteiten voor het afsluiten van een dergelijke overeenkomst en de inhoud ervan vastleggen.

Art. 105. Het administratief personeel ~~kader~~ van de zone is samengesteld uit vastbenoemde of uit contractuele ambtenaren.

Art. 106. De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding.

Dat statuut houdt rekening met de specifieke risico's inherent aan de hoofdopdrachten van het operationeel personeel van de hulpverleningszones.

De zone legt het administratief en geldelijk statuut van haar administratief personeel vast.

HOOFDSTUK V. - Gezag en leiding.

Afdeling I. - Algemene bevoegdheden van de gemeenten en provincies.

Art. 107. Voor de uitvoering van de opdrachten inzake veiligheid op het grondgebied van zijn gemeente kan de burgemeester beroep doen op de middelen van de posten van de zones.

Hij richt daartoe een verzoek tot de zonecommandant om de nodige voorzieningen te treffen.

In dit geval staan de posten van de zone of zones onder het gezag van de burgemeester.

Art. 108. Voor de uitvoering van zijn opdrachten inzake veiligheid op het grondgebied van zijn provincie kan de gouverneur en de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, een beroep doen op de zones. Hij richt daartoe een verzoek tot de zonecommandant om de nodige voorzieningen te treffen. De posten van de zone of zones staan in dat geval onder het gezag van de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 106/1. De hulpverleningszone kan in het kader van het eventueel opleggen van een tuchtsanctie, overgaan tot het uitvoeren van een alcohol- of drugtest bij het operationeel personeel onder de hierna bepaalde voorwaarden.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de zone dat tijdens de dienst kennelijke tekenen van onder invloed van alcohol te zijn vertoont, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchisch meerdere aan een ademtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de ademtest.

Het vrijwillig of het beroepspersoneelslid van de zone dat tijdens de dienst kennelijke tekenen vertoont van onder invloed te zijn van drugs, onderwerpt zich op vraag van zijn hiërarchisch meerdere aan een drugtest. De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de drugtest.

Afdeling II. - Beheer van de zone.

Art. 109. Elke zone staat onder de leiding van de zonecommandant.

Hij is verantwoordelijk voor de leiding, de organisatie en het beheer evenals de verdeling van de taken binnen de zone.

Art. 110. De zonecommandant oefent de in artikel 109 bedoelde bevoegdheden uit onder het gezag van het college van de zone.

Met het oog op een goed beheer van de zone, licht de zonecommandant zo spoedig mogelijk het college van de zone in van alles wat de zone en de uitvoering van zijn opdrachten aangaat.

Hij brengt elke drie maanden verslag uit aan het college over de werking van de zone en brengt deze instantie op de hoogte van klachten van buitenaf aangaande de werking of het optreden van het personeel van de zone.

Art. 111. De zonecommandant is belast met de inhoudelijke voorbereiding van de dossiers die aan de raad of het college van de zone worden voorgelegd.

De bepalingen van artikel 42 zijn van toepassing op de zonecommandant.

Art. 112. Alle briefwisseling van de zone wordt ondertekend door de voorzitter van het college en medeondertekend door de zonecommandant.

Art. 113. De Koning bepaalt de inhoud van het functieprofiel waaraan de zonecommandant moet voldoen en stelt de nadere bepalingen vast voor de selectie van de zonecommandant.

Art. 114. De uit de selectieprocedure als best gerangschikte kandidaat wordt door de raad in zijn functie aangewezen voor een hernieuwbare periode van zes jaar.

Art. 115. Elke twee jaar wordt de zonecommandant door het college geëvalueerd. In geval van twee opeenvolgende negatieve evaluaties, kan de raad bij gemotiveerde beslissing de aanwijzing van de zonecommandant voortijdig beëindigen.

Na afloop van elke termijn van zes jaar, verlengt de raad de aanstelling van de zonecommandant na niet bindend, gemotiveerd advies van het college en op grond van een globale evaluatie uitgevoerd door een evaluatiecommissie.

Art. 116. § 1. Een evaluatiecommissie wordt in elke zone ingesteld. Deze commissie is samengesteld uit :

- 1° de voorzitter van het college;
- 2° de gouverneur of zijn vertegenwoordiger;
- 3° een lid van de algemene inspectie aangeduid door de minister.

De voorzitter van het college zit de evaluatiecommissie voor.

§ 2. De evaluatiecommissie wordt samengeroepen door de voorzitter van het college.

De commissie hoort de zonecommandant evenals elk ander persoon die de besprekingen kan helpen.

§ 3. De werkingsregels van de evaluatiecommissie worden bepaald door de Koning.

HOOFDSTUK VI. - Uitrusting en materieel.

Art. 117. De zone verwerft het materieel en de uitrusting die nodig zijn voor de goede uitvoering van haar opdrachten. De zone staat in voor het beheer en onderhoud ervan.

[1 De zones, de prezones, de gemeenten, de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en de provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten kunnen voor de organisatie en de gunning van overheidsopdrachten en raamovereenkomsten voor de verwerving van het materieel en de uitrusting die nodig zijn voor de goede uitvoering van hun opdrachten, beroep doen op de aankoopcentrale opgericht bij de Algemene Directie Civiele Veiligheid bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.]1

(1)<W 2012-08-03/44, art. 2, 005; Inwerkingtreding : 05-10-2012 (zie KB 2012-09-20/26, art. 12, 1°)>

Art. 117. De zone verwerft het materieel en de uitrusting die nodig zijn voor de goede uitvoering van haar opdrachten. De zone staat in voor het beheer en onderhoud ervan.

[1 De zones, de prezones, de gemeenten, de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en de opleidingscentra voor de civiele veiligheid kunnen voor de organisatie en de gunning van overheidsopdrachten en raamovereenkomsten voor de verwerving van het materieel en de uitrusting die nodig zijn voor de goede uitvoering van hun opdrachten, beroep doen op de aankoopcentrale opgericht bij de Algemene Directie Civiele Veiligheid bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.]1

(1)<W 2012-08-03/44, art. 2, 005; Inwerkingtreding : 05-10-2012 (zie KB 2012-09-20/26, art. 12, 1°)>

Art. 118. De raad stelt, op voorstel van de zonecommandant, na advies van technische commissie, een aankoopprogramma voor materieel en uitrusting op, rekening houdende met de voorziene financiële middelen. Het aankoopprogramma is opgenomen in het meerjarenbeleidsplan van de zone bedoeld in artikel 23.

Art. 119. § 1. De minimumnormen voor materieel en uitrusting worden per type interventie vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De zone past deze normen op basis van de risicoanalyse zoals bedoeld in artikel 5, zodat de snelste adequate hulp gerealiseerd wordt.

§ 2. De Koning bepaalt de normen inzake persoonlijke uitrusting, uniform, kentekens en andere middelen van identificatie van het operationeel personeel van de zone.

HOOFDSTUK VII. - (Specifiek toezicht).
<Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Afdeling I. - Algemene bepalingen.

Art. 120. De toezichthoudende overheid kan, zowel per briefwisseling als ter plaatse, alle inlichtingen en gegevens inwinnen die nodig zijn voor het onderzoek van de dossiers die aan haar toezicht zijn onderworpen.

Art. 121. Onder voorbehoud van tegengestelde bepalingen, gebeurt de berekening van de termijnen in kalenderdagen.

Art. 122. Onder voorbehoud van de in artikel 123 bedoelde omstandigheden, vangt de onderzoekstermijn van een besluit aan de dag die volgt op de dag waarop de toezichthoudende overheid het besluit ontvangen heeft.

Art. 123. De termijn van onderzoek van een besluit van de zoneoverheid door de toezichthoudende overheid wordt onderbroken door het versturen van een bij de post aangetekende brief waarbij de toezichthoudende overheid het dossier betreffende het betrokken besluit opeist of bijkomende inlichtingen vraagt aan de zoneoverheid. In de in dit artikel bedoelde

Art. 123. De termijn van onderzoek van een besluit van de zoneoverheid door de toezichthoudende overheid wordt onderbroken op de dag dat de toezichthoudende overheid meedeelt dat ze het dossier betreffende het betrokken besluit opeist of bijkomende inlichtingen vraagt aan de zoneoverheid. In de in dit artikel bedoelde gevallen vangt de onderzoekstermijn aan de

gevallen vangt de onderzoekstermijn aan de dag die volgt op de dag waarop ofwel het dossier ofwel de gevraagde bijkomende inlichtingen ontvangen worden per aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs.

dag die volgt op de dag waarop ofwel het dossier ofwel de gevraagde bijkomende inlichtingen ontvangen worden.

Afdeling II. - Algemeen specifiek toezicht.

Art. 124. Na elke vergadering van de raad en van het college wordt van de besluiten van de zoneoverheid binnen de twintig dagen een lijst met een beknopte omschrijving aan de gouverneur, alsook aan de minister gestuurd. Het college bevestigt bij die zending dat de bepalingen inzake de openbaarheid, bedoeld in het tweede lid, werden nageleefd.

Tegelijk met de verzending aan de gouverneur wordt de lijst van de besluiten door middel van een aanplakbrief bekendgemaakt op de centrale zetel van de zone, alsook in de gemeentehuizen van de gemeenten van de zone.

Art. 125. Onverminderd de bepalingen van artikel 124, wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van de hierna vernoemde besluiten naar de gouverneur en naar de minister gestuurd, binnen de twintig dagen na hun goedkeuring :

1° de besluiten van de zoneoverheid waarbij de gunningswijze en de voorwaarden worden bepaald van opdrachten tot aanneming van werken, leveringen en diensten, alsmede de gunningsbesluiten van het college genomen in uitvoering van voormelde besluiten;

2° de besluiten van de zoneoverheid betreffende de uitgaven die door dringende en onvoorziene omstandigheden worden vereist;

3° de besluiten van de zoneoverheid, betreffende de aanwerving, benoeming en bevordering van de personeelsleden van de zone;

4° de besluiten van de zoneoverheid houdende aanwijzing van de zonecommandant, zijn evaluatie of de vernieuwing van zijn mandaat.

Art. 126. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 123, kan de gouverneur, bij besluit en binnen een termijn van vijftientwintig dagen die aanvangt de dag na de ontvangst van de

Art. 126. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 123, kan de gouverneur, bij besluit en binnen een termijn van vijftientwintig dagen die aanvangt de dag na

in artikel 124 bedoelde lijst of van het in artikel 125 bedoelde besluit, de uitvoering van de besluiten schorsen waarbij een zoneoverheid de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet schendt. Een afschrift van het schorsingsbesluit wordt tegelijk naar de minister verzonden.

§ 2. De zoneoverheid kan het geschorste besluit rechtvaardigen, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het schorsingsbesluit van de gouverneur. In dat geval stuurt zij haar rechtvaardigingsbesluit naar de minister uiterlijk de laatste dag van de voormelde termijn. Een afschrift van het rechtvaardigingsbesluit wordt naar de gouverneur gestuurd.

De zoneoverheid kan, binnen dezelfde termijn, het geschorste besluit intrekken. Zij geeft daarvan kennis aan de gouverneur en aan de minister.

§ 3. In geval van het versturen van een rechtvaardigingsbesluit of op eigen initiatief bij het verstrijken van de in § 2 vermelde termijn, kan de minister, bij gemotiveerd besluit en binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het rechtvaardigingsbesluit of na het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn, het geschorste besluit vernietigen of de schorsing van dat besluit opheffen.

Het besluit wordt uiterlijk de laatste dag van de termijn van veertig dagen naar de zoneoverheid gestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

Bij gebrek aan besluit binnen de termijn van veertig dagen, wordt de schorsing opgeheven.

§ 4. De minister kan bovendien binnen de vijftientwintig dagen na ontvangst ervan, definitief beslissen over de vernietiging van elke beslissing onderworpen aan het algemeen specifiek toezicht. Hij brengt voorafgaandelijk de gouverneur en de zoneoverheden hiervan op de hoogte.

Het besluit wordt ten laatste op de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid aan de zoneoverheid toegestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

de ontvangst van de in artikel 124 bedoelde lijst of van het in artikel 125 bedoelde besluit, de uitvoering van de besluiten schorsen waarbij een zoneoverheid de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet schendt. Een afschrift van het schorsingsbesluit wordt tegelijk naar de minister verzonden.

§ 2. De zoneoverheid kan het geschorste besluit rechtvaardigen, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het schorsingsbesluit van de gouverneur. In dat geval stuurt zij haar rechtvaardigingsbesluit naar de minister uiterlijk de laatste dag van de voormelde termijn. Een afschrift van het rechtvaardigingsbesluit wordt naar de gouverneur gestuurd.

De zoneoverheid kan, binnen dezelfde termijn, het geschorste besluit intrekken. Zij geeft daarvan kennis aan de gouverneur en aan de minister.

Wanneer de zoneoverheid het geschorste besluit niet rechtvaardigt binnen de termijn van veertig dagen, wordt het geschorste besluit van rechtswege als nietig beschouwd.

§ 3. In geval van het versturen van een rechtvaardigingsbesluit kan de minister, bij gemotiveerd besluit en binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het rechtvaardigingsbesluit het geschorste besluit vernietigen of de schorsing van dat besluit opheffen.

Het besluit wordt uiterlijk de laatste dag van de termijn van veertig dagen naar de zoneoverheid gestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

Bij gebrek aan besluit binnen de termijn van veertig dagen, wordt de schorsing opgeheven.

§ 4. De minister kan bovendien binnen de vijftientwintig dagen na ontvangst ervan, definitief beslissen over de vernietiging van elke beslissing onderworpen aan het algemeen specifiek toezicht. Hij brengt voorafgaandelijk de gouverneur en de zoneoverheden hiervan op de hoogte.

Het besluit wordt ten laatste op de laatste dag van de termijn bedoeld in het eerste lid aan de zoneoverheid toegestuurd. Een afschrift wordt naar de gouverneur gestuurd.

Afdeling III. - Bijzonder specifiek toezicht.

Art. 127. De goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de beslissingen betreffende de personeelsformatie, de begroting en de erin aangebrachte wijzigingen, de bijdrage van een gemeente aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen en de rekeningen, kan slechts worden geweigerd omwille van de schending van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet.

Art. 128. De minister beschikt over een algemeen evocatierecht voor de beslissingen onderworpen aan het bijzonder specifiek toezicht, evenals voor de besluiten genomen door de gouverneur met toepassing van de artikelen 131, 136 tot 139, 142, 145, 148 en 150.

Wanneer de minister besluit gebruik te maken van zijn evocatierecht, brengt hij de gouverneur en de zoneoverheid hiervan op de hoogte binnen de twintig dagen volgend op de ontvangst van de betrokken beslissing of van het besluit van de gouverneur.

Wanneer de minister gebruik maakt van zijn evocatierecht, geniet hij dezelfde prerogatieven als bedoeld in artikelen 141, 142, 146 en 148.

De minister beslist definitief binnen een termijn van veertig dagen vanaf de dag na de ontvangst van de beslissing of van het besluit van de gouverneur.

Hij stuurt zijn beslissing, ten laatste op de laatste dag van deze termijn, aan de gouverneur en de zoneoverheid.

Onderafdeling I. - Personeel van de zone.

Art. 129. De beslissingen van de zoneoverheid over (de personeelsformatie) van het operationeel personeel en dat van het administratief personeel van de zone worden voor goedkeuring overgezonden aan de gouverneur. Een afschrift wordt naar de minister gestuurd. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 130. Onder " personeelsformatie " wordt verstaan de opsomming van de graden en de vaststelling van het aantal statutaire betrekkingen per graad.

Afdeling III. - Bijzonder specifiek toezicht.

Art. 127. De goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de beslissingen betreffende het personeelsplan de begroting en de erin aangebrachte wijzigingen, de bijdrage van een gemeente aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen en de rekeningen, kan slechts worden geweigerd omwille van de schending van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet.

Art. 129. De beslissingen van de zoneoverheid over het personeelsplan van de zone worden voor goedkeuring overgezonden aan de gouverneur. Een afschrift wordt naar de minister gestuurd. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

~~Art. 130. Onder " personeelsformatie " wordt verstaan de opsomming van de graden en de vaststelling van het aantal statutaire betrekkingen per graad.~~

Art. 131. Onverminderd de toepassing van artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van de beslissing bedoeld in artikel 129 binnen vijftwintig dagen te rekenen vanaf de dag volgend op de dag dat hij ze heeft ontvangen. Deze beslissing wordt uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid verstuurd.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt de beslissing geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 132. Tegen het besluit van de gouverneur houdende niet-goedkeuring van de besluiten van de raad betreffende de personeelsformatie kan de zoneoverheid, (...), bij de minister hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 133. De minister spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het inkomen van het beroep. Hij verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de gouverneur en naar de zoneoverheid.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de in het eerste lid voorziene termijn wordt het tegen de beslissing van de gouverneur ingestelde beroep als ingewilligd en het desbetreffende besluit als goedgekeurd beschouwd.

Onderafdeling II. - Begroting en begrotingswijzigingen.

Art. 134. De besluiten van de zoneoverheid betreffende de begroting van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen, (en de besluiten van de zoneoverheid betreffende de bijdrage van de gemeenten aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen) alsook de gemeenteraadsbesluiten betreffende de bijdrage van de (gemeenten) aan de financiering van de zone en de erin aangebrachte wijzigingen worden, binnen de twintig dagen volgend op hun goedkeuring, ter goedkeuring naar de gouverneur verstuurd. Een afschrift ervan wordt gestuurd

Art. 131. Onverminderd de toepassing van artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van de beslissing bedoeld in artikel 129 binnen vijftwintig dagen te rekenen vanaf de dag volgend op de dag dat hij ze heeft ontvangen. Deze beslissing wordt uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid verstuurd.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt de beslissing geacht goedgekeurd te zijn.

Art. 132. Tegen het besluit van de gouverneur houdende niet-goedkeuring van de besluiten van de raad betreffende het personeelsplan kan de zoneoverheid, (...), bij de minister hoger beroep instellen binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

.

naar de minister. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Bij de begroting worden alle bijlagen gevoegd die vereist zijn voor de definitieve vaststelling van de begroting.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gegevens die door de voor de vaststelling van de zonebegroting bevoegde zoneoverheid, aan de toezichthoudende overheid moeten worden toegestuurd, de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 135. Onverminderd artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de goedkeuring van de in artikel 134 bedoelde besluiten binnen een termijn van veertig dagen die aanvangt de dag na ontvangst van het besluit.

Art. 136. De gouverneur bezorgt zijn besluit aan de zoneoverheid of aan de gemeentelijke overheid, uiterlijk de laatste dag van de in artikel 135 bedoelde termijn. Een afschrift wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, wordt de begroting beschouwd als zijnde door de gouverneur goedgekeurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 137. Indien de zoneoverheid verplichte uitgaven of ontvangsten die krachtens de wet ten laste van de zone zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, trekt de gouverneur de vereiste bedragen daarop ambtshalve uit.

Tegelijk met de ambtshalve inschrijving wijzigt de gouverneur het bedrag van de bijdrage aan de financiering van de zone van elke gemeente van de betrokken zone.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 138. Indien de zoneoverheid ontvangsten die krachtens de wet niet (ten gunste) van de zone zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk op de begroting brengt, gaat de gouverneur over tot de schrapping van het bedrag of tot de ambtshalve inschrijving van het correcte bedrag. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Tegelijk met de ambtshalve inschrijving wijzigt de gouverneur het bedrag van de bijdrage aan de financiering van de zone van elk van de gemeenten van de betrokken zone.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 139. Indien de gemeenteraad van één van de gemeenten van de zone verplichte uitgaven of ontvangsten die krachtens de wet ten laste van de gemeente zijn voor het dienstjaar waarop de begroting betrekking heeft, geheel of gedeeltelijk weigert op de begroting te brengen, trekt de gouverneur de vereiste bedragen daarop ambtshalve uit.

Een afschrift van het besluit van de gouverneur wordt tegelijk naar de minister verstuurd.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de zoneoverheid of aan de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 140. Tegen het besluit van de gouverneur genomen overeenkomstig de artikelen 134 tot 139, kan de zoneoverheid of de gemeenteraad hoger beroep instellen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid of de gemeentelijke overheid.

Art. 141. De minister spreekt zich uit over het ingesteld beroep binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan.

De minister kan het door de gouverneur, overeenkomstig de artikelen 134 tot 139 genomen besluit, annuleren of wijzigen.

Hij gaat overeenkomstig de artikelen 137 tot 139 over tot de wijzigingen, inschrijvingen en schrappingen.

Hij bezorgt zijn beslissing, uiterlijk de laatste dag van deze termijn, aan de gouverneur en aan de zoneoverheid of de gemeenteraad.

Bij gebrek aan een beslissing bij het verstrijken van deze termijn, wordt het tegen de beslissing van de gouverneur ingestelde beroep als ingewilligd en de beslissing van de gouverneur als geannuleerd beschouwd.

Het besluit van de minister wordt aan de gouverneur en aan de zoneoverheid of de gemeenteraad meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Art. 142. De artikelen 137 tot 141 zijn van toepassing op de wijzigingen van de begroting door de zoneoverheid, evenals op de wijzigingen door de gemeenteraad aangebracht aan de bijdrage van de gemeente aan de financiering van de zone.

Onderafdeling III. - Rekeningen.

Art. 143. De besluiten (...) van de zoneoverheid betreffende de rekeningen van de zone worden, binnen de twintig dagen na hun goedkeuring, verstuurd naar de gouverneur en naar de minister. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 144. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gegevens die, voor de vaststelling van die rekeningen, door de bevoegde overheden aan de toezichthoudende overheid verstuurd worden.

Hij bepaalt eveneens de aard van de informatiedrager en de vorm waarin die gegevens worden vastgelegd.

Art. 145. De in artikel 143 bedoelde besluiten zijn onderworpen aan de goedkeuring van de gouverneur, die de bedragen ervan vaststelt binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na het inkomen van de rekeningen onverminderd de toepassing van artikel 123. De gouverneur verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid, naar de bijzondere rekenplichtige en naar de minister.

Het besluit van de gouverneur wordt aan de

zoneoverheid meegedeeld tijdens zijn eerstvolgende vergadering.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, worden de rekeningen beschouwd als zijnde door de gouverneur goedgekeurd.

Art. 146. Tegen het besluit van de gouverneur betreffende de rekeningen van de zone kunnen de raad en de bijzondere rekenplichtige hoger beroep instellen bij de minister, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na het versturen van het besluit naar de zoneoverheid.

In geval van gelijktijdige beroepen van de zoneoverheid en de bijzondere rekenplichtige, worden de beroepen samengevoegd.

Dezelfde dag wordt een afschrift van het beroep of de beroepen verstuurd naar de gouverneur, de bijzondere rekenplichtige en de zoneoverheid.

Art. 147. In geval van hoger beroep worden de rekeningen door de minister vastgesteld binnen een termijn van honderd dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan.

De minister verstuurt zijn besluit inzake het ingestelde beroep, uiterlijk de laatste dag van de in het vorige lid bedoelde termijn, naar de gouverneur, de zoneoverheid, en de bijzondere rekenplichtige.

Indien binnen de in het eerste lid vermelde termijnen geen besluit is verstuurd, is het beroep ingewilligd; in geval van hoger beroep van de bijzondere rekenplichtige van de zone alleen, is het hoger beroep, bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van de in het eerste lid vermelde (termijn), verworpen. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Onderafdeling IV. - (Boekhouding en kas).
<Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

Art. 148. § 1. Bij weigering of vertraging in de betaalbaarstelling van de uitgaven die de wet aan de zones oplegt, hoort de gouverneur de zoneoverheid en beveelt, indien nodig, de onmiddellijke betaling van bedoelde uitgaven. De gouverneur bezorgt tegelijk een afschrift van zijn besluit aan de minister.

§ 2. De zoneoverheid kan hoger beroep instellen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen die ingaat na het versturen

van het besluit.

De minister spreekt zich uit over het hoger beroep binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na de ontvangst ervan, en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur en naar de zoneoverheid.

Indien binnen (de in het tweede lid vermelde termijn) geen besluit is verstuurd, is het hoger beroep van de zoneoverheid ingewilligd. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

§ 3. Bij weigering tot betaling door de bijzondere rekenplichtige, kan deze laatste tegen het besluit waarbij een regelmatig bevelschrift uitvoerbaar verklaard wordt, bij de minister hoger beroep instellen, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst van het besluit van de gouverneur.

De minister spreekt zich uit over het hoger beroep binnen een termijn van veertig dagen, die ingaat op de dag na de ontvangst ervan, en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van die termijn naar de gouverneur, naar de bijzondere rekenplichtige en naar de zoneoverheid.

Indien binnen de in het tweede lid vermelde (termijn) geen besluit is verstuurd, is het besluit van de gouverneur uitvoerbaar. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50749>

De definitieve beslissing tot betaling geldt als een regelmatig en door de bijzondere rekenplichtige ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

Art. 149. De minister of de gouverneur controleert de boekhouding en de kas van de zone, telkens zij dit nodig achten. Van elke controle wordt een proces-verbaal opgemaakt dat aan de zoneoverheid wordt voorgelegd.

Onderafdeling V. - Schuldverschikking.

Art. 150. De besluiten van de zoneoverheid, waardoor de financiële lasten van de leningen opgenomen voor het financieren van de zone worden verschikt, worden binnen de twintig dagen ter goedkeuring naar de gouverneur gestuurd. Een kopie wordt naar de minister verstuurd.

Onverminderd de toepassing van artikel 123, spreekt de gouverneur zich uit over de

goedkeuring van het besluit van de zoneoverheid, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de dag na de ontvangst ervan en verstuurt zijn besluit uiterlijk de laatste dag van deze termijn naar de zoneoverheid en aan de minister.

Wanneer die termijn is verstreken, wordt de herschikking beschouwd als zijnde goedgekeurd.

De gouverneur bezorgt (tegelijk) een afschrift van zijn besluit aan de minister.
<Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

Art. 151. De zoneoverheid kan een beroep indienen bij de minister binnen een termijn van veertig dagen na de versturing van het besluit.

De minister beslist over het beroep binnen een termijn van veertig dagen vanaf de dag na de ontvangst ervan en maakt zijn beslissing ten laatste op de laatste dag van de termijn over aan de gouverneur en de zoneoverheid.

Bij gebrek aan besluit bij het verstrijken van deze termijn, wordt het beroep als ingewilligd beschouwd.

Afdeling IV. - Bijzonder dwangtoezicht.

Art. 152. De minister of de gouverneur kan, na het verstrijken van de termijn bepaald in een uit briefwisseling blijkende waarschuwing, één of meer bijzondere commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de overheidspersonen, respectievelijk van de gemeente of van de zone die verzuimd heeft aan de waarschuwing gevolg te geven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die voortvloeien uit verplichtingen welke aan de toepassing van de bepalingen van deze wet of genomen krachtens deze wet zijn verbonden.

De invordering van de kosten, bedoeld in het eerste lid, geschiedt door de bijzondere rekenplichtige, op zicht van een daartoe getroffen besluit van de overheid die de dwangprocedure heeft ingesteld en dat geldt als een door de bijzondere rekenplichtige ambtshalve uit te voeren bevelschrift.

TITEL IV. - Civiele Bescherming.

Art. 153. De federale Staat beschikt, voor de uitoefening van de opdrachten van civiele veiligheid bedoeld in artikel 11, over een federaal korps van de Civiele Bescherming, georganiseerd in operationele eenheden, dat bevoegd is op het hele grondgebied van het Koninkrijk.

Voor de uitvoering van hun opdrachten inzake veiligheid kunnen de burgemeester en de gouverneur of de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad een beroep doen op de Civiele Bescherming.

Art. 154. De Civiele Bescherming staat onder het gezag van de minister.

Art. 155. De Civiele Bescherming bestaat uit beroeps- en vrijwillige leden.

De beroepsleden zijn diegenen die deze functie als hoofdactiviteit uitoefenen.

De vrijwillige leden van de Civiele Bescherming zijn diegenen voor wie deze functie niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

Art. 156. De Koning legt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van de beroeps- en vrijwillige leden van de Civiele Bescherming vast.

Art. 157. De Koning bepaalt, op voordracht van de minister, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de vestiging van de eenheden van de Civiele Bescherming op het grondgebied van het Koninkrijk, waarbij er niet meer dan één per provincie mag zijn. De Koning kan de vestiging van deze eenheden via dezelfde procedure wijzigen.

Art. 158. De Koning bepaalt, na advies van de gouverneur, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het materieel en de uitrusting waarover elke eenheid van de Civiele Bescherming beschikt.

TITEL V. - De aansprakelijkheid van de leden van het personeel van de zones en van de leden van de diensten van de Civiele Bescherming.

Art. 159. Deze titel is van toepassing op de vrijwillige en beroepspersoneelsleden van de hulpverleningszone en van de diensten van de Civiele Bescherming. Voor de toepassing van deze titel, worden zij hierna "personeelslid" genoemd.

Art. 160. In geval van schade veroorzaakt door een personeelslid tijdens de uitoefening van zijn functies, aan derden of aan de openbare rechtspersoon waaronder het personeelslid ressorteert, is de veroorzaker van de schade aansprakelijk voor :

1° (de opzettelijke fout en de zware fout);
<Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

2° (de lichte fout), indien die bij hem eerder gewoonlijk voorkomt. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

Art. 161. De openbare rechtspersoon is aansprakelijk voor de schade die zijn personeelsleden aan derden berokkenen, overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 162. De veroorzaker van schade aan derden tegen wie voor de burgerlijke rechter of de strafrechter een vordering tot schadeloosstelling wordt ingesteld, kan de openbare rechtspersoon waaronder hij ressorteert, gedwongen in het geding laten tussenkomen.

Art. 163. De vordering tot schadeloosstelling of de regresvordering, ingesteld door openbare rechtspersonen tegen hun personeelsleden, is slechts in rechte ontvankelijk, indien zij wordt voorafgegaan door een aanbod tot minnelijke schikking aan de verweerder.

De openbare rechtspersoon kan beslissen dat de schade slechts gedeeltelijk moet worden vergoed.

Art. 164. De Staat of de zone, naargelang het gaat om federaal, dan wel zonaal personeel, neemt de proceskosten ten laste waartoe het personeelslid in rechte veroordeeld wordt wegens feiten gepleegd in zijn functies, tenzij hij een opzettelijke fout, een zware fout of een lichte fout die bij hem gewoonlijk voorkomt, begaan heeft.

Wordt één van dergelijke fouten aangetoond, dan beslist de Staat of de zone, na het personeelslid gehoord te hebben, of de

proceskosten geheel of gedeeltelijk door hem moeten worden gedragen.

Art. 165. § 1. Het personeelslid dat in rechte wordt gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens feiten gesteld tijdens de uitoefening van zijn functies, heeft recht op rechtshulp van een advocaat ten laste van de Staat of van de zone.

In geval van overlijden van het personeelslid komt het recht op rechtshulp toe aan diens rechthebbenden.

§ 2. Aan het personeelslid tegen wie de Staat of de zone een burgerlijke rechtsvordering instelt zoals bedoeld in artikel 163, wordt geen enkele rechtshulp verleend.

§ 3. De rechtshulp kan door de Staat of de zone geweigerd worden wanneer de feiten klaarblijkelijk in geen enkel verband staan met de uitoefening van de functies.

De rechtshulp kan eveneens worden geweigerd wanneer het personeelslid een opzettelijke of zware fout heeft begaan.

§ 4. Wanneer de rechtshulp niet is verleend in toepassing van § 3 en uit de rechterlijke beslissing blijkt dat deze weigering niet gegrond was, heeft het personeelslid recht op terugbetaling van de kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt.

Wanneer de rechtshulp toegestaan is maar uit de gerechtelijke beslissing blijkt dat dit niet diende te geschieden, kunnen de kosten die gemaakt zijn voor zijn verdediging, van het personeelslid teruggevorderd worden, op de wijze bepaald in artikel 163.

§ 5. De Koning bepaalt de voorwaarden onder welke de honoraria van de advocaat gekozen om de rechtshulp te verlenen ten laste van de Staat of de zone worden genomen.

De rechtshulp aan de leden van de Civiele Bescherming komt ten laste van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

De rechtshulp aan de personeelsleden van de hulpverleningszone komt ten laste van de zone.

§ 6. De voorgeschreven rechtshulp houdt niet in dat de Staat of de zone enige aansprakelijkheid erkent.

Art. 166. § 1. De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens welke het personeelslid wordt vergoed voor

de zaakschade die hij, in zijn functies, heeft geleden.

Onder zaakschade wordt begrepen, de schade toegebracht aan goederen waarvan het personeelslid eigenaar of houder is en die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van zijn functies.

§ 2. De vergoeding komt ten laste van de Staat voor de leden van de Civiele Bescherming en ten laste van de hulpverleningszone voor de personeelsleden van de hulpverleningszone.

§ 3. De vergoeding is uitgesloten wanneer de zaakschade te wijten is aan een opzettelijke of zware fout die toegeschreven kan worden aan het personeelslid.

Hetzelfde geldt ten belope van het toegekende of toe te kennen bedrag, wanneer de zaakschade vergoed wordt of kan vergoed worden :

1° krachtens een door het betrokken personeelslid of in zijn voordeel afgesloten verzekering behoudens niet-betaling door de verzekeraar binnen een termijn van één jaar vanaf het ontstaan van de schade;

2° als gerechtskosten in strafzaken.

§ 4. De Staat of de zone treedt in de rechten en vorderingen van het personeelslid ten belope van het betaalde bedrag.

§ 5. De vergoeding door de Staat of de zone sluit, ten belope van het toegekende bedrag en voor hetzelfde schadelijk feit elk verhaal uit op de Staat of de zone, de organen of aangestelden hiervan uit.

§ 6. Wat de personeelsleden van de Civiele Bescherming betreft komt de vergoeding ten laste van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

TITEL VI. - Coördinatie.

Art. 167. Onverminderd de bevoegdheden van de bevoegde minister zorgen de gouverneur en zijn diensten voor de coördinatie van de civiele veiligheid in de provincie.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de coördinatie bepalen.

TITEL VII. - Algemene inspectie van de diensten van de civiele veiligheid.

Art. 168. Binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt een algemene inspectie van de operationele diensten van de civiele veiligheid ingesteld die rechtstreeks onder het gezag van de minister geplaatst wordt. Zij beschikt over de nodige onafhankelijkheid om haar opdracht uit te oefenen.

Art. 169. De algemene inspectie heeft betrekking op de werking van de diensten van de civiele veiligheid. Onverminderd de bevoegdheden van de inspecteurs van Volksgezondheid, omvat zij de controle, op stukken en ter plaatse, van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de in artikel 11 van deze wet bedoelde opdrachten.

Art. 170. De algemene inspectie handelt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op bevel van de minister, hetzij op verzoek van de burgemeester, de gouverneur of de zoneoverheid, of de zonecommandant in het kader van hun bevoegdheden.

Art. 171. De algemene inspectie geeft haar adviezen en suggesties aan de verantwoordelijke overheden over elke maatregel die verbeteringen met zich zou kunnen meebrengen inzake organisatie en werking van de zones en operationele eenheden van de Civiele Bescherming, evenals inzake brandvoorkoming.

Bovendien vermeldt zij elke overtreding van de reglementering die zij vaststelt.

Wanneer de inspectie feiten vaststelt die aanleiding kunnen geven tot een tuchtprocedure stelt zij de bevoegde tuchtoverheid hiervan in kennis.

Art. 172. Elke inspectie maakt het voorwerp uit van een verslag dat aan de verzoekende overheid meegedeeld wordt, evenals aan alle in artikel 170 bedoelde overheden.

In het geval bedoeld in artikel 171, tweede lid, vermeldt het verslag de termijn waarbinnen de zone verzocht wordt de vastgestelde overtredingen te herstellen.

Wanneer de zone in gebreke blijft de

Art. 170. De algemene inspectie handelt, hetzij op eigen initiatief, hetzij op bevel van de minister, hetzij op verzoek van de burgemeester, de gouverneur of de zoneoverheid, of de zonecommandant of de directeur-generaal belast met het beheer van de operationele eenheden van de civiele bescherming of de leidinggevende ambtenaar van een operationele eenheid in het kader van hun bevoegdheden.

vastgestelde overtredingen te herstellen binnen de aangeduide termijn, stelt de algemene inspectie hiervan proces-verbaal op.

Het proces-verbaal wordt gedurende minstens tien vrije dagen aangeplakt aan de zetel van de betrokken zone en aan elk gemeentehuis van de zone.

Niettegenstaande de toepassing van het eerste lid wordt het proces-verbaal door de inspectie meegedeeld aan de (toezichthoudende overheid) bedoeld in de artikelen 120 en volgende. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

De gouverneur of de minister kan, overeenkomstig de artikelen 137 tot 141, overgaan tot de ambtshalve inschrijving van de noodzakelijke uitgaven in de begroting om de vastgestelde overtredingen te verhelpen.

Art. 173. De leden van de algemene inspectie hebben, voor de uitoefening van hun opdrachten, te allen tijde vrije toegang tot de infrastructuren waarover de diensten van de civiele veiligheid beschikken; deze diensten moeten hun medewerking verlenen aan de leden van de algemene inspectie en moeten hen alle bewijzen, nuttige inlichtingen en documenten, stukken en elementen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun opdrachten, bezorgen.

Art. 174. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkwijze van de algemene inspectie; Hij bepaalt het kader, de aanwijzingsvoorwaarden voor de leden van de algemene inspectie en de bijzondere regels die van toepassing zijn op hun statuut.

TITEL VIII. - Het federaal kenniscentrum voor de civiele veiligheid.

Art. 175. Het Federaal Kenniscentrum voor de civiele veiligheid dat binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken wordt opgericht, is een Staatsdienst met afzonderlijk beheer zoals bepaald in artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991.

Art. 174. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkwijze van de algemene inspectie; Hij bepaalt [...] de aanwijzingsvoorwaarden voor de leden van de algemene inspectie en de bijzondere regels die van toepassing zijn op hun statuut.

De uitvoeringsmodaliteiten worden vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

TITEL XIIIbis. [1 - Provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten]1

(1)<Ingevoegd bij W 2010-12-29/01, art. 73, 004; Inwerkingtreding : onbepaald>

Art. 175/1. [1 De Koning bepaalt de voorwaarden volgens dewelke subsidies toegekend worden, aan de erkende provinciale opleidingscentra voor de openbare hulpdiensten voor de opleidingen die zij organiseren voor de leden van de openbare hulpdiensten.

Hij bepaalt ze op basis van de aanwezigheid van de leerlingen op de cursussen, hun deelname aan de examens, het respecteren van de formele regels voor het indienen van de aanvraag van subsidies en het sluiten van een overeenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken.

De hoogte van de subsidie wordt vastgesteld door de Koning op basis van de aard van de opleiding, het aantal uren en de kostprijs van de opleiding.]1

Titel VIII/1. Opleidingscentra voor de civiele veiligheid.

Art. 175/1. §1 De Koning bepaalt de voorwaarden volgens dewelke subsidies toegekend worden, aan de erkende "opleidingscentra voor de civiele veiligheid"; voor de opleidingen die zij organiseren voor de leden van de openbare hulpdiensten.

Hij bepaalt ze op basis van de aanwezigheid van de leerlingen op de cursussen, hun deelname aan de examens, het respecteren van de formele regels voor het indienen van de aanvraag van subsidies.

De hoogte van de subsidie wordt vastgesteld door de Koning op basis van de aard van de opleiding, het aantal uren en de kostprijs van de opleiding.

§2. Subsidies kunnen toegekend worden voor het financieren van infrastructuur, materieel en pedagogische ondersteuning van de opleidingen voor de leden van de openbare hulpdiensten. Deze subsidies kunnen worden toegekend aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid op voorwaarde dat zij een overeenkomst gesloten hebben met de Federale Staat. De Koning bepaalt de minimale inhoud van deze overeenkomst en de nadere voorwaarden en modaliteiten voor toekenning van de subsidies.

§3. Subsidies kunnen toegekend worden om alle kosten van een bepaalde opleiding, andere dan de opleidingen bedoeld in paragraaf 1, te dekken, om tegemoet te komen aan vastgestelde opleidingsbehoeften en nieuwe evoluties. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de toekenning aan de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid van deze subsidies.

§4. De Koning stelt de verdeelsleutel vast

voor de verdeling van de subsidies, bedoeld in de paragrafen 2 en 3, tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid.

De verdeelsleutel houdt rekening met de volgende criteria:

1° bevolkingscijfer;

2° oppervlakte;

3° aantal brandweerlieden;

4° aantal gesubsidieerde leerlingen voor brevetopleidingen.

§5. De Koning bepaalt de voorwaarden voor de samenwerking tussen de erkende opleidingscentra voor de civiele veiligheid teneinde de opleiding en de functionering van de centra te specialiseren en te optimaliseren.

TITEL IX. - Opdracht inzake preventie van brand en ontploffing.

Art. 176. Op verzoek van de burgemeester moet de zone, op het grondgebied waarvan zij de bescherming verzekert, overgaan tot de controle van de toepassing van de door de wetten en reglementen voorgeschreven maatregelen betreffende de preventie van brand en ontploffing.

Art. 177. De Koning bepaalt de modaliteiten inzake de organisatie van de brandvoorkoming op het grondgebied van de zones.

TITEL X. - Verhaal van de kosten van de opdrachten.

Art. 178. § 1. Van de volgende interventies worden verhaald door de Staat voor wat betreft de Civiele Bescherming en door de zone voor wat betreft de posten :

1° ten laste van de begunstigde, de kosten veroorzaakt aan deze diensten tijdens de interventies verricht buiten de opdrachten bedoeld in artikel 11;

2° ten laste van de begunstigde, een forfaitair bedrag ter dekking van de kosten veroorzaakt door het vervoer met de ambulance voor dringende geneeskundige hulpverlening.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, van welke taken uitgevoerd in het kader van de

TITEL IX/1. – Internationale opdrachten.”

“Art. 177/1. De minister of zijn afgevaardigde is bevoegd voor internationale vragen met betrekking tot de civiele veiligheid die behandeld worden in internationale of Europese organisaties en in het kader van bilaterale of multilaterale uitwisselingen.

opdrachten vermeld in artikel 11, de kosten kunnen verhaald worden ten laste van hun begunstigden en welke de taken zijn die gratis moeten uitgevoerd worden.

De Koning regelt de wijze van vaststelling en van verhaal van deze kosten.

§ 3. Het bedrag van de kosten die met toepassing van §§ 1 en 2, en van artikel 179, § 2, door de Staat worden verhaald, wordt ingeschreven op het Fonds voor beveiliging tegen brand en ontploffing bedoeld in de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen.

§ 4. Overeenkomstig de regels van gemeen recht blijft voor de personen, die de kosten moeten betalen bedoeld in § 1 en 2, een beroep open tegen de derde aansprakelijken.

Art. 179. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1° " beroepsactiviteit " : een in het kader van een economische activiteit, een bedrijf of een onderneming verrichte activiteit, ongeacht het particuliere, openbare, winstgevende of niet-winstgevende karakter daarvan;

2° " exploitant " : particuliere of openbare natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroepsactiviteit verricht of regelt, of aan wie een doorslaggevende economische zeggenschap over het technisch functioneren van een dergelijke activiteit is overgedragen, met inbegrip van de houder van een vergunning of toelating voor het verrichten van een dergelijke activiteit of de persoon die een dergelijke activiteit laat registreren of er kennisgeving van doet;

3° " kosten " : de kosten die verantwoord zijn in het licht van de tussenkomst door de diensten van de civiele bescherming en de openbare brandweerdiensten, met inbegrip van ramingskosten van milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat zulke schade ontstaat en de kosten van alternatieve maatregelen, alsook de administratieve, juridische en handhavingskosten, de kosten van het vergaren van gegevens en andere algemene kosten, en de kosten in verband met monitoring en toezicht.

§ 2. In geval van vervuiling bedoeld in artikel 11, § 1, 4°, zijn de Staat en de zone

gehouden de hiervoor aan hun diensten gemaakte kosten te verhalen op de exploitant die de schade of de onmiddellijke dreiging van schade heeft veroorzaakt of op de eigenaar van de gewraakte producten.

De Staat en de zone kunnen beslissen om af te zien van verhaal, wanneer de verhaalkosten groter zijn dan het terug te vorderen bedrag of wanneer niet kan worden vastgesteld wie de exploitant of de eigenaar is.

De exploitant of de eigenaar is niet verplicht de kosten te dragen, indien hij kan bewijzen dat de milieuschade of de onmiddellijke dreiging dat dergelijke schade ontstaat :

a) ofwel veroorzaakt is door een derde ondanks het feit dat er passende veiligheidsmaatregelen waren getroffen;

b) ofwel het gevolg is van de opvolging van een dwingende opdracht of instructie van een overheidsinstantie, tenzij het een opdracht of instructie betreft naar aanleiding van een emissie of incident, veroorzaakt door activiteiten van de exploitant zelf.

Wanneer eenzelfde schade of onmiddellijke dreiging van schade door meerdere exploitanten of eigenaars wordt veroorzaakt, zijn deze hoofdelijk gehouden tot het dragen van de kosten.

Wanneer besmetting of vervuiling op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen de kosten ten laste van de persoon die de besmetting of de verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. De eigenaars van de betrokken schepen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

§ 3. De Staat en de zone kunnen te allen tijde de exploitant of de eigenaar verplichten informatie te verstrekken over milieuschade die zich heeft voorgedaan, over een onmiddellijke dreiging van milieuschade of in geval van vermoeden van zulk een onmiddellijke dreiging.

Art. 180. § 1. Wanneer milieuschade of een onmiddellijk dreigende milieuschade, gevolgen heeft of dreigt te hebben voor één of meerdere gewesten, of andere Lidstaten van de Europese Unie, werken de Staat, de zones of de gemeenten samen, onder andere door een behoorlijke uitwisseling van informatie, teneinde ervoor te zorgen dat de nodige

maatregelen met betrekking tot die milieuschade of onmiddellijke dreiging van milieuschade worden genomen.

§ 2. Wanneer zich milieuschade of een onmiddellijk dreigende milieuschade in de zin van § 1 voordoet, verstrekken de Staat, de zones of de gemeenten voldoende informatie aan de bevoegde instanties van de gewesten of de andere Lidstaten van de Europese Unie die schade zouden kunnen lijden.

§ 3. Wanneer de Staat, de zones of de gemeenten, binnen hun grenzen, milieuschade vaststellen, die niet binnen hun grenzen is veroorzaakt, kunnen zij dit melden aan de bevoegde instanties van de betrokken gewesten of Lidstaten van de Europese Unie en aan de Europese Commissie.

Ze kunnen aanbevelingen doen inzake de nodige maatregelen en ze kunnen om terugbetaling verzoeken van de kosten van de genomen maatregelen.

§ 4. Deze samenwerking doet geen afbreuk aan bestaande samenwerkingsvormen.

TITEL XI. - Opvordering en evacuatie.

Art. 181. § 1. De minister of zijn gemachtigde kan bij het optreden van de diensten van de civiele veiligheid en voor hun noden, de personen en zaken die hij nodig acht, opvorderen.

Dezelfde bevoegdheid wordt verleend aan de burgemeester of, bij delegatie van deze, aan de zonecommandant of aan de officieren van de posten wanneer deze diensten in het kader van hun opdrachten optreden.

§ 2. De Staat, in het geval bedoeld in § 1, eerste lid, en de zone op het grondgebied waarvan werd opgetreden in het geval bedoeld in § 1, tweede lid, dragen de kosten van het opvorderen van personen of goederen en vergoeden deze aan de rechthebbenden, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

TITEL XI. - Opvordering en evacuatie.

«Art.181. §1. De minister of zijn gemachtigde kan, bij interventies in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 11 van deze wet, in afwezigheid van beschikbare openbare diensten en bij gebrek aan voldoende middelen, de personen en zaken die hij nodig acht, opvorderen.

Dezelfde bevoegdheid wordt verleend aan de burgemeester, alsook aan de zonecommandant en, bij delegatie van deze laatste, aan de officieren tijdens interventies van deze diensten in het kader van hun opdrachten.

De Koning legt de procedure en de modaliteiten van de opvordering vast.

§2. Dragen de kosten verbonden aan de opvordering van personen en zaken en vergoeden deze kosten aan de rechthebbenden:

1° de Staat, wanneer het de minister of zijn gemachtigde is die overgaat tot de opvordering;

2° de gemeente wanneer het de burgemeester is die overgaat tot de opvordering;

§ 3. Voor de duur van de prestaties tijdens het optreden van de operationele diensten van de civiele veiligheid, worden de arbeidsovereenkomst en de leerovereenkomst geschorst ten behoeve van de werknemers die onder deze omstandigheden zijn opgevorderd.

Art. 182. De minister of zijn gemachtigde kan in geval van dreigende omstandigheden de bevolking, ter verzekering van haar bescherming, verplichten zich te verwijderen van plaatsen of streken, die bijzonder blootgesteld, bedreigd of getroffen zijn, en degenen die bij deze maatregelen betrokken zijn een voorlopige verblijfplaats aanwijzen; om dezelfde reden kan hij iedere verplaatsing of elk verkeer van de bevolking verbieden.

TITEL XII. - Bijzondere bepalingen inzake oorlogstijd.

Art. 183. In geval van oorlog omvat de civiele veiligheid alle civiele maatregelen en middelen om de bescherming en het voortbestaan van de bevolking en het behoud van het nationaal patrimonium te verzekeren.

3° de zone wanneer het de zonecommandant of de officieren zijn die overgaan tot de opvordering.

De kosten zijn niet verschuldigd wanneer ze voortvloeien uit de herstelling van de schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en zaken en voortvloeien uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvordering plaatsvond, wanneer het ongeval opzettelijk veroorzaakt werd door het slachtoffer.

§3. Tijdens de duur van de prestaties, worden de arbeidsovereenkomst en het leercontract opgeschort ten voordele van de werknemers die deel uitmaken van deze diensten of die opgevorderd werden.

Art. 182. De minister of zijn gemachtigde kan in geval van dreigende omstandigheden de bevolking, ter verzekering van haar bescherming, verplichten zich te verwijderen van plaatsen of streken, die bijzonder blootgesteld, bedreigd of getroffen zijn, en degenen die bij deze maatregelen betrokken zijn een voorlopige verblijfplaats aanwijzen; om dezelfde reden kan hij iedere verplaatsing of elk verkeer van de bevolking verbieden.

Dezelfde bevoegdheid wordt toegekend aan de burgemeester.

Art. 184. De Koning kan, met het oog op bescherming tegen oorlogshandelingen, voorschrijven dat in onroerende goederen speciale plaatsen worden ingericht.

Art. 185. In oorlogstijd of in perioden die daarmee krachtens artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen gelijkgesteld zijn, kan de Koning bevelen dat inwoners ambtshalve in de diensten van de Civiele Bescherming worden ingelijfd.

De burgemeester kan eveneens, in de gevallen voorzien in het eerste lid en binnen de grenzen door de Koning bepaald, bevelen dat inwoners van de gemeente ambtshalve in de brandweer- en reddingspost, die de gemeente bedient, ingelijfd worden.

Art. 186. In oorlogstijd worden de maatregelen welke aan provincies en gemeenten zijn opgelegd, door de gouverneur, de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad of door de burgemeester bevolen in plaats van door de normale bevoegde provinciale of gemeentelijke organen; de reglementen en verordeningen worden in dat geval bindend zodra zij zijn bekendgemaakt.

TITEL XIII. - Strafbepalingen.

Art. 187. Weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen die met toepassing van artikelen 181, § 1 en 182 zijn bevolen, wordt in vredetijd gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden, en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro, of met één van die straffen alleen.

In oorlogstijd of in daarmee gelijkgestelde perioden wordt weigering of verzuim zich te gedragen naar de maatregelen die met toepassing van artikel 185 zijn bevolen gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd euro tot duizend euro, of met één van de straffen alleen.

De minister of, in voorkomend geval, de burgemeester of de zonecommandant, kan bovendien de genoemde maatregelen ambtshalve doen uitvoeren, op kosten van de weerspannige of in gebreke gebleven personen.

TITEL XIV. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen.

HOOFDSTUK I. - Wijziging van het Strafwetboek.

Art. 188. In artikel 5, vierde lid van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 26 april 2002, worden de woorden " de hulpverleningszones " toegevoegd tussen de woorden " de provincies " en de woorden " de Brusselse Agglomeratie ".

HOOFDSTUK II. - Wijzigingen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen.

Art. 189. In artikel 5, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden " de territoriaal bevoegde brandweerdienst " vervangen door de woorden " de hulpverleningszone waartoe zijn gemeente behoort, ";

2° in het tweede lid, worden de woorden " de brandweerdienst " vervangen door de woorden " de hulpverleningszone " en de woorden " overeenkomstig artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming " vervangen door de woorden " overeenkomstig de artikelen 168 tot 174 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ";

3° in het derde lid, worden de woorden " de brandweerdienst " vervangen door de woorden " de hulpverleningszone ".

Art. 190. In artikel 6, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2001 en van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het punt 1°, worden de woorden " de brandweerdiensten " vervangen door de woorden " de hulpverleningszones ";

2° in het punt 3°, worden de woorden " de toepassing van de artikelen 10bis en 12 van

de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming " vervangen door de woorden " de toepassing van het artikel 67 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ".

Art. 191. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2001, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. - Wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

Art. 192. In artikel 42, § 3, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden " aan de leden van de openbare brandweerdiensten " vervangen door de woorden " aan de operationele leden van de hulpverleningszones ".

HOOFDSTUK IV. - Wijzigingen van de Nieuwe Gemeentewet.

Art. 193. In artikel 133bis van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992 en gewijzigd bij de wetten van 3 april 1997 en 7 december 1998, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

" Zonder op enige wijze afbreuk te kunnen doen aan de aan de burgemeester toegekende bevoegdheden, heeft de gemeenteraad het recht geïnformeerd te worden door de burgemeester over de wijze waarop deze de bevoegdheden uitoefent die hem zijn verleend krachtens de artikelen 107, 153 en 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ".

Art. 194. Artikel 143, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991, van 16 juli 1993 en van 7 december 1998, wordt opgeheven.

Art. 195. In artikel 144 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993 en van 7 december 1998, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

" De beslissingen te nemen door de Koning krachtens artikel 29, worden vastgesteld na raadpleging van de vertegenwoordigers van

de meest representatieve organisaties van het gemeentepersoneel. ".

Art. 196. In artikel 153, § 1, eerste lid en § 3, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij koninklijk besluit van 30 juni 1989 en gewijzigd bij de wet van 24 juni 1991, vervallen telkens de woorden " en vaste brandweerlieden ".

Art. 197. In artikel 156, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 februari 2003, vervallen de woorden " 2° als lid van het operationeel korps van een brandweer dat rechtstreeks deelneemt aan de brandbestrijding ".

Art. 198. Artikel 255 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 1 januari 2001, wordt aangevuld als volgt :

" 19° de uitgaven die door of krachtens de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ten laste van de gemeente worden gelegd. ".

HOOFDSTUK V. - Wijziging van de programmawet van 8 april 2003.

Art. 199. In artikel 126 en 129 van de programmawet van 8 april 2003 worden de woorden " wet van 31 december 1963 " telkens vervangen door de woorden " wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ".

HOOFDSTUK VI. - Wijziging van de programmawet van 9 juli 2004.

Art. 200. In artikel 209 van de programmawet van 9 juli 2004, worden de woorden " wet van 31 december 1963 " vervangen door de woorden " wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid ".

HOOFDSTUK VII. - Opheffing van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Art. 201. De wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming wordt opgeheven 10 dagen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het besluit waarin de Koning vaststelt dat de voorwaarden voldaan zijn zoals bedoeld in artikel 220.

~~Art. 197. In artikel 156, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 3 februari 2003, vervallen de woorden " 2° als lid van het operationeel korps van een brandweer dat rechtstreeks deelneemt aan de brandbestrijding ".~~

Art. 201. De wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming wordt opgeheven 10 dagen na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het besluit waarin de Koning vaststelt dat de voorwaarden voldaan zijn zoals bedoeld in artikel 220 voor alle hulpverleningszones

TITEL XV. - Overgangsbepalingen.

Art. 202. Voor de toepassing van deze titel wordt met de term " gemeente " ook een " brandweerintercommunale " verstaan.

Art. 203. De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente worden overgedragen naar het operationele kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt. Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 204. De brandweerlieden die, op basis van een dienstnemingscontract, als vrijwillig brandweerman in dienst zijn bij een gemeente worden overgedragen naar het operationeel kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 205. Het administratief en technisch personeel van de gemeentelijke brandweerkorpsen wordt overgedragen naar het administratief kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, met behoud van hun hoedanigheid als statutair of contractueel personeel.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 is het statutair personeel onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het administratief kader van de zone.

Art. 206.[1 § 1. Het statutair gemeentepersoneel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, wordt vanaf een door de Koning te bepalen datum, gedurende een jaar gedetacheerd naar de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze periode blijft dit personeel

Artikel 9, §2 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming wordt opgeheven de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 174.

Art. 203. De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente worden operationeel personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt. Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 204. De brandweerlieden die, op basis van een dienstnemingscontract, als vrijwillig brandweerman in dienst zijn bij een gemeente worden operationeel personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 zijn ze onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het operationeel kader van de zone.

Art. 205. Het administratief en technisch personeel van de openbare brandweerdiensten wordt administratief personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, met behoud van hun hoedanigheid als statutair of contractueel personeel.

Onverminderd de toepassing van artikel 207 is het statutair personeel onderworpen aan het statuut van toepassing op de leden van het administratief personeel van de zone.

Art. 206. § 1. Het statutair gemeentepersoneel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, wordt vanaf een door de Koning te bepalen datum, gedurende een jaar gedetacheerd naar de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze periode blijft dit personeel

gemeentepersoneel. De gemeente vordert tijdens de periode van detachering de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het gedetacheerd personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten kan de periode van detachering op verzoek van het gedetacheerde personeelslid of de FOD Binnenlandse Zaken in de loop van deze periode beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van detachering worden de gedetacheerde personeelsleden benoemd tot statutaire personeelsleden van de FOD Binnenlandse Zaken. De Koning bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar te benoemen. Deze criteria worden voorafgaand aan de detachering bekendgemaakt aan dit personeelslid.

§ 2. Het contractuele gemeentepersoneel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, wordt vanaf een door de Koning te bepalen datum, gedurende een jaar ter beschikking gesteld van de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze periode blijft dit personeel gemeentepersoneel. De gemeente vordert tijdens de periode van terbeschikkingstelling de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het ter beschikking gesteld personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten kan de periode van terbeschikkingstelling op verzoek van het ter beschikking gestelde personeelslid of de FOD Binnenlandse Zaken voortijdig beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van terbeschikkingstelling wordt de ter beschikking gestelde personeelsleden een arbeidsovereenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken aangeboden. De Koning bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar een arbeidsovereenkomst aan te bieden. Deze criteria worden voorafgaand aan de terbeschikkingstelling bekendgemaakt aan dit personeelslid.

gemeentepersoneel. De gemeente vordert tijdens de periode van detachering de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het gedetacheerd personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten kan de periode van detachering op verzoek van het gedetacheerde personeelslid of de FOD Binnenlandse Zaken in de loop van deze periode beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van detachering worden de gedetacheerde personeelsleden benoemd tot statutaire personeelsleden van de FOD Binnenlandse Zaken. De Koning bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar te benoemen. Deze criteria worden voorafgaand aan de detachering bekendgemaakt aan dit personeelslid.

§ 2. Het contractuele gemeentepersoneel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, wordt vanaf een door de Koning te bepalen datum, gedurende een jaar ter beschikking gesteld van de FOD Binnenlandse Zaken. Tijdens deze periode blijft dit personeel gemeentepersoneel. De gemeente vordert tijdens de periode van terbeschikkingstelling de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het ter beschikking gesteld personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten kan de periode van terbeschikkingstelling op verzoek van het ter beschikking gestelde personeelslid of de FOD Binnenlandse Zaken voortijdig beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van terbeschikkingstelling wordt de ter beschikking gestelde personeelsleden een arbeidsovereenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken aangeboden. De Koning bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar een arbeidsovereenkomst aan te bieden. Deze criteria worden voorafgaand aan de terbeschikkingstelling bekendgemaakt aan dit personeelslid.

§ 3. De Koning bepaalt verder, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

1° de modaliteiten van de detachering bedoeld in § 1 en van de terbeschikkingstelling bedoeld in § 2;

2° de modaliteiten met betrekking tot de benoeming tot statutair personeelslid van de FOD Binnenlandse Zaken bedoeld in § 1, inzonderheid de bepaling van diens graad en weddenschaal en de vrijwaring van zijn pensioenrechten;

3° de datum van inwerkingtreding van artikel 207, eerste lid, voor het personeel bedoeld in dit artikel, die niet na de benoeming bedoeld in § 1 of na het afsluiten van de nieuwe arbeidsovereenkomst bedoeld in § 2 mag vallen;

4° de bepalingen van toepassing op het in § 1 en 2 bedoelde personeel, dat gebruik maakt van de in artikel 207, eerste lid, voorziene mogelijkheid.

[2 5° de voorwaarden waaronder de duur van de detachering bedoeld in paragraaf 1 of van de terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 2 kan worden verlengd met name voor de mensen die er om verzoeken.]2

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente en in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, die krachtens artikel 203 worden overgedragen naar het operationele kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt.]1

Art. 206/1. De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente kunnen, in afwachting van hun overdracht naar het operationele kader van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, bedoeld in artikel 203, gedetacheerd en ter beschikking gesteld worden van een federale overheidsdienst of het Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid bedoeld in artikel 175.

§ 3. De Koning bepaalt verder, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

1° de modaliteiten van de detachering bedoeld in § 1 en van de terbeschikkingstelling bedoeld in § 2;

2° de modaliteiten met betrekking tot de benoeming tot statutair personeelslid van de FOD Binnenlandse Zaken bedoeld in § 1, inzonderheid de bepaling van diens graad en weddenschaal en de vrijwaring van zijn pensioenrechten;

3° de datum van inwerkingtreding van artikel 207, eerste paragraaf voor het personeel bedoeld in dit artikel, die niet na de benoeming bedoeld in § 1 of na het afsluiten van de nieuwe arbeidsovereenkomst bedoeld in § 2 mag vallen;

4° de bepalingen van toepassing op het in § 1 en 2 bedoelde personeel, dat gebruik maakt van de in artikel 207, eerste paragraaf voorziene mogelijkheid.

5° de voorwaarden waaronder de duur van de detachering bedoeld in paragraaf 1 of van de terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 2 kan worden verlengd met name voor de mensen die er om verzoeken.

§ 4. Dit artikel is niet van toepassing op de beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente en in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel, die krachtens artikel 203 worden overgedragen als operationeel personeel van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt.

Art. 206/1. §1 De beroepsbrandweerlieden in dienst bij een gemeente kunnen, in afwachting van hun overdracht naar de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, bedoeld in artikel 203, gedetacheerd en ter beschikking gesteld worden van een federale overheidsdienst of het Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid bedoeld in artikel 175.

§2. In afwachting van hun overdracht naar de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, worden de brandweerlieden bedoeld in artikel 203 en de brandweerlieden bedoeld in artikel 204 gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt van zodra de

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten van de detachering of terbeschikkingstelling.

brandweerdiensten ondergebracht zijn in de brandweer- en reddingsposten in toepassing van artikel 220.

De detachering of de ter beschikking stelling wordt automatisch beëindigd op het ogenblik waarop het besluit in werking treedt dat genomen werd in uitvoering van artikel 106, eerste lid.

§3. In afwachting van zijn overdracht naar de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt, wordt het administratief en technisch personeel bedoeld in artikel 205 gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van de zone waarvan de gemeente deel uitmaakt van zodra de brandweerdiensten ondergebracht zijn in de brandweer- en reddingsposten in toepassing van artikel 220.

De detachering of de ter beschikking stelling wordt automatisch beëindigd wanneer de zone het statuut bedoeld in artikel 106, derde lid heeft vastgelegd.

§4. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de modaliteiten van de detachering of terbeschikkingstelling met name de regels betreffende de evaluatie van het gedetacheerde personeelslid.

[Art.206/2. §1er. De federale overheid kan beslissen een samenwerkingsovereenkomst te sluiten met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de detachering gedurende een jaar naar de FOD Binnenlandse Zaken van het statutair personeel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Tijdens deze periode blijft dit personeel, personeel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De brandweerdienst vordert tijdens de periode van detachering de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het gedetacheerd personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de in de samenwerkingsovereenkomst bepaalde modaliteiten kan de periode van detachering op verzoek van het gedetacheerde personeelslid of de FOD Binnenlandse

Zaken in de loop van deze periode beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van detachering worden de gedetacheerde personeelsleden benoemd tot statutaire personeelsleden van de FOD Binnenlandse Zaken. De samenwerkingsovereenkomst bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar te benoemen. Deze criteria worden voorafgaand aan de detachering bekendgemaakt aan dit personeelslid.

§ 2 De federale overheid kan beslissen een samenwerkingsovereenkomst te sluiten met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de ter beschikking stelling gedurende een jaar naar de FOD Binnenlandse Zaken van het contractuele personeel, in dienst bij de centra voor het eenvormig oproepstelsel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Tijdens deze periode blijft dit personeel, personeel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De brandweerdienst vordert tijdens de periode van terbeschikkingstelling de wedde, de toelagen, de vergoedingen, de premies en de voordelen van alle aard, de kinderbijslag en werkgeversbijdrage inbegrepen, met betrekking tot het ter beschikking gesteld personeel terug van de FOD Binnenlandse Zaken. Volgens de in de samenwerkingsovereenkomst bepaalde modaliteiten kan de periode van terbeschikkingstelling op verzoek van het ter beschikking gestelde personeelslid of de FOD Binnenlandse Zaken voortijdig beëindigd worden. Na afloop van de volledige periode van terbeschikkingstelling wordt de ter beschikking gestelde personeelsleden een arbeidsovereenkomst met de FOD Binnenlandse Zaken aangeboden. De samenwerkingsovereenkomst bepaalt de criteria op grond waarvan de FOD Binnenlandse Zaken kan weigeren een personeelslid na een jaar een arbeidsovereenkomst aan te bieden. Deze criteria worden voorafgaand aan de terbeschikkingstelling bekendgemaakt aan dit personeelslid.

§3. Het personeel bedoeld in de paragrafen 1 en 2 kan beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op het personeel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 4. De samenwerkingsovereenkomst bepaalt verder:

1° de modaliteiten van de detachering bedoeld in § 1 en van de terbeschikkingstelling bedoeld in § 2;

2° de modaliteiten met betrekking tot de benoeming tot statutair personeelslid van de FOD Binnenlandse Zaken bedoeld in § 1, inzonderheid de bepaling van diens graad en weddenschaal en de vrijwaring van zijn pensioenrechten;

3° de bepalingen van toepassing op het in de paragrafen 1 en 2 bedoelde personeel, dat gebruik maakt van de in paragraaf 3 voorziene mogelijkheid;

4° de termijn waarbinnen de beslissing bedoeld in paragraaf 3 genomen is;

5° de voorwaarden waaronder de duur van de detachering bedoeld in paragraaf 1 of van de terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 2 kan worden verlengd met name voor de mensen die er om verzoeken.

§ 5. De beroepsbrandweerlieden in dienst bij het centra voor het eenvormig oproepstelsel van de brandweerdienst en de dringende medische hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn niet aan de paragrafen 1 tot 4 onderworpen.

Ze worden naar de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken gedetacheerd, overeenkomstig de in de samenwerkingsovereenkomst bepaalde detacheringsmodaliteiten].

Art. 207. Het gemeentepersoneel bedoeld in artikelen 203 tot 206 van dit hoofdstuk, kan beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel.

De beslissing bedoelt in eerste lid in het eerste lid wordt genomen binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 106 en wordt door

Art. 207. §1. Het gemeentepersoneel bedoeld in artikelen 203 tot 206 van dit hoofdstuk, kan beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op het gemeentepersoneel.

De Koning bepaalt welke de bepalingen zijn die van toepassing zijn op het personeel dat van deze mogelijkheid gebruik maakt.

De beslissing bedoeld in het eerste lid wordt genomen binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 106, eerste lid, voor het personeel

het betrokken personeelslid schriftelijk meegedeeld aan de bevoegde overheid. Van zodra de brandweerdiensten in zones zijn ingedeeld, kan dit personeelslid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in artikel 106.

bedoeld in de artikelen 203 en 204 en binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking van het statuut bedoeld in artikel 106, derde lid voor het personeel bedoeld in artikel 205, en wordt door het betrokken personeelslid schriftelijk meegedeeld aan de bevoegde overheid. Van zodra de brandweerdiensten in zones zijn ingedeeld, kan dit personeelslid te allen tijde vragen om te worden onderworpen aan de bepalingen bedoeld in artikel 106.

In afwijking van het tweede lid, vangt de termijn van drie maanden op de datum van die dienstherhvatting op, voor de personen die op de datum van hun overdracht naar de hulpverleningszones gerechtigd zijn op een tijdelijk pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid of langdurig gerechtigd afwezig zijn wegens persoonlijke aangelegenheden of een voltijdse loopbaanonderbreking

§2. De personeelsleden van het operationeel personeel en van het administratief personeel van de zone die, in overeenstemming met de bepalingen van de wet en de rechtspositie die op hen van toepassing is, worden benoemd, bevorderd of aangewezen voor een bij mobiliteit te begeven betrekking of voor een in de wet of een in uitvoering van de wet bedoelde mandaatfunctie, worden met ingang van de dag waarop de benoemings- bevorderings- of aanwijzingsbeslissing hen is ter kennis gebracht of betekend, ongeacht hun statuut of rechtspositie, van rechtswege onderworpen aan alle bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel personeel of van het administratief personeel van de zone.

De beslissing tot benoeming, bevordering of aanwijzing bepaalt uitdrukkelijk dat vanaf de datum van kennisgeving of betekening ervan het betrokken personeelslid van rechtswege onderworpen is aan alle bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen van de leden van het operationeel personeel of van het administratief personeel van de zone.

Art. 208. De operationele leden van de brandweerdiensten behouden hun graad of krijgen een gelijkwaardige graad bij overdracht naar het zonale operationeel kader.

Art. 208. De operationele leden van de brandweerdiensten behouden hun graad of krijgen een gelijkwaardige graad bij overdracht naar de zone.

Art. 209. De overdracht van het personeel, bedoeld in artikelen 203 tot 206, wordt voor wat betreft de onmiddellijke opeisbaarheid van geldelijke rechten, niet beschouwd als een verandering van werkgever.

Art. 209/1.[1 Op de datum van de inwerkingtreding van de zones, zoals bedoeld in artikel 220, worden de goederen van de prezone overgedragen naar de zone.

Deze overdracht gebeurt van rechtswege en om niet. Deze overdracht is van rechtswege inroepbaar tegen derden.

De goederen worden overgedragen in de staat waarin ze zich bevinden, met inbegrip van de lasten en verplichtingen die inherent zijn aan deze goederen.]1

(1)<Ingevoegd bij W 2012-08-03/44, art. 4, 005; Inwerkingtreding : 05-10-2012 (zie KB 2012-09-20/26, art. 12, 1°)>

Art. 210. § 1. De roerende goederen van de gemeente, met inbegrip van de roerende goederen door bestemming, zowel behorend tot het openbaar als tot het privaat domein die worden aangewend voor de uitvoering van de opdrachten van de brandweerdiensten worden aan de zone overgedragen.

§ 2. De roerende goederen van de gemeente, met inbegrip van de roerende goederen door bestemming, zowel behorend tot het openbaar als tot het privaat domein die worden gebruikt voor de uitrusting van de centra voor het eenvormig oproepstelsel worden aan de federale Staat overgedragen.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Zij zijn van rechtswege tegenstelbaar aan derden, op datum van de inwerkingtreding van de zones, vastgesteld overeenkomstig artikel 220.

Art. 211. De goederen die behoren tot de niet-gespecialiseerde individuele uitrusting van de brandweerman worden van rechtswege overgemaakt aan de zone, naar dewelke de brandweerman overgedragen wordt.

Art. 212. De in artikel 210, §§ 1 en 2, bedoelde goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, met inbegrip

van de aan deze goederen verbonden lasten en verplichtingen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inventaris- en schattingsregels van deze goederen.

Bij deze schatting zal er onder meer rekening worden gehouden met de ouderdom en de staat van elk roerend goed. Eveneens zal bij de schatting rekening gehouden worden met de subsidies en bijdragen van de diverse overheden in de waarde van elk roerend goed.

Art. 213. § 1. De effectieve overdracht van de goederen vermeld in artikel 210, § 1, gebeurt na goedkeuring van de ontvanger van de gemeente en de officier-dienstchef van het gemeentelijk brandweerkorps en bevat op de datum bepaald door de Koning de volledige inventaris van deze goederen.

Bij de effectieve overdracht van de goederen vermeld in artikel 210, § 1, controleert de bijzondere rekenplichtige samen met de zonecommandant of het volledige pakket goederen werd overgedragen.

§ 2. De effectieve overdracht van de goederen bedoeld in artikel 210, § 2, gebeurt na de goedkeuring van de ontvanger van de gemeente en de officier-dienstchef van het gemeentelijk brandweerkorps en bevat op de datum bepaald door de Koning de volledige inventaris van deze goederen.

Bij de effectieve overdracht van de goederen bedoeld in artikel 210, § 2, gaat de bevoegde minister na of alle goederen werden overgedragen.

Art. 214. De zone of de federale Staat neemt de rechten en verplichtingen over van de gemeente betreffende de krachtens artikel 210 overgedragen goederen met inbegrip van de rechten en verplichtingen verbonden aan hangende en toekomstige gerechtelijke procedures.

De gemeente blijft echter gehouden voor de verplichtingen waarvan de betaling of de uitvoering opeisbaar was voor de

eigendomsoverdracht van de in artikel 210 bedoelde goederen.

Indien er een geschil rijst in verband met een overgedragen goed, kan de zone of de federale Staat de gemeente betrekken in de zaak. De gemeente kan ook vrijwillig in de zaak tussenkomen.

Art. 215. § 1. De kazernes en de andere onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeente, en die noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het administratief en operationeel personeel (van de brandweer) worden overgedragen aan de zones of ter beschikking gesteld onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

§ 2. De onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeenten en noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het personeel van de centra voor het eenvormig oproepstelsel, worden overgedragen aan de federale Staat.

§ 3. De overdracht van de in §§ 1 en 2 bedoelde onroerende goederen gebeurt bij authentieke akte.

Art. 216. De in artikel 215 bedoelde goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden, met inbegrip van de aan deze goederen verbonden lasten en verplichtingen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inventaris- en schattingsregels van deze goederen.

Bij deze schatting zal er onder meer rekening worden gehouden met de oppervlakte, de ligging, de ouderdom en de staat van elk onroerend goed. Eveneens zal bij de schatting rekening gehouden worden met de subsidies en bijdragen van de diverse overheden in de waarde van elk onroerend goed.

Art. 215. § 1. De kazernes en de andere onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeente, en die noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het administratief en operationeel personeel (van de brandweer) worden overgedragen aan de zones of ter beschikking gesteld onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. <Erratum, zie B.St. 01-10-2007, p. 50750>

~~§ 2. De onroerende goederen, hierin begrepen de goederen onroerend door bestemming, die eigendom zijn van de gemeenten en noodzakelijk zijn voor het onderbrengen van het personeel van de centra voor het eenvormig oproepstelsel, worden overgedragen aan de federale Staat.~~

§2. De overdracht van de in paragraaf 1 bedoelde onroerende goederen gebeurt bij authentieke akte.

Art. 217. Voor de inbreng van de roerende en onroerende goederen voorzien in de artikelen 210, § 1, en 215, § 1, van deze titel, ontvangen de gemeenten een compensatie in de vorm van de vermindering van de gemeentelijke dotatie in de begroting van de zone.

Afhankelijk van de behoeften van de zone bepaalt de raad de effectieve vermindering van de respectievelijke gemeentelijke dotaties.

Afhankelijk van de waarde van de inbreng van de gemeente, wordt de vermindering van de bijdrage van de gemeente gespreid over meerdere jaren. Ter garantie van het goed functioneren van de zone, mag de jaarlijkse vermindering per gemeente maximaal 20 % van de jaarlijkse gemeentelijke dotatie bedragen.

Art. 218. Voor de inbreng van de roerende en onroerende goederen bedoeld in de artikelen 210, § 2, en 215, § 2, ontvangen de gemeenten een schadevergoeding, die wordt berekend op basis van de schattingsregels voorzien in de artikelen 212 en 216.

Art. 219. Elke procedure inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten ten behoeve van de gemeentelijke brandweerdiensten bij de gemeenten of de federale Staat wordt op datum van de inwerkingtreding van dit artikel geldig voortgezet door de zone.

Het eerste lid is van toepassing op de uitvoering van de overheidsopdrachten toegewezen voor dezelfde datum.

TITEL XVI. - Slotbepalingen.

HOOFDSTUK I. - Oprichting van de zones.

Art. 220. De brandweerdiensten worden in de brandweer- en reddingsposten ondergebracht, wanneer de Koning vaststelt dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° het territoriale ambtsgebied van de zone is vastgesteld, overeenkomstig artikel 14;
- 2° de minimale personeelsbezetting en het minimale materieel van de zone is

Art. 218. Voor de inbreng van de roerende goederen ~~en onroerende bedoeld~~ in artikel 210, § 2, ~~en 215, § 2,~~ ontvangen de gemeenten een schadevergoeding, die wordt berekend op basis van de schattingsregels voorzien in artikel 212 ~~en 216.~~

Art. 219/1. In afwachting van de inwerkingtreding van de zones bedoeld in artikel 220 voert de algemene inspectie, vermeld in de artikelen 168 tot 174, haar opdrachten uit bij de brandweerdiensten, gevisieerd door artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming. Voor de toepassing van dit artikel, wordt met de term “de zone”, “de gemeente” bedoeld.

TITEL XVI. - Slotbepalingen.

HOOFDSTUK I. - Oprichting van de zones.

Art. 220. De brandweerdiensten worden in de brandweer- en reddingsposten ondergebracht, wanneer de Koning vaststelt dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° het territoriale ambtsgebied van de zone is vastgesteld, overeenkomstig artikel 14;
- 2° het statuut bedoeld in artikel 106, eerste lid, werd aangenomen en is van kracht. In

vastgesteld, overeenkomstig de artikelen 102 en 119, § 1;

3° de federale dotatie van de zone is bepaald, overeenkomstig artikel 69;

4° de dotaties van de gemeenten van de zone werden ingeschreven in de gemeentebegrotingen, overeenkomstig artikel 68. Deze dotaties worden bepaald op basis van een akkoord tussen de gemeenteraden van de zone. Bij gebrek aan dergelijk akkoord binnen de zes maanden na de vastlegging van het territoriale ambtsgebied van de zone, worden deze bepaald door de Koning.

Art. 221. Tot de inwerkingtreding van de zone zoals voorzien in artikel 220, worden de brandweerdiensten georganiseerd op basis van de gewestelijke groepen en op basis van de hulpverleningszones, zoals bedoeld in de artikelen 10 en 10bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

In afwachting van de inwerkingtreding van de zones maken de gewestelijke groepen en de hulpverleningszones gebruik van de mogelijkheden voorzien door of krachtens de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, om de hulpverlening te organiseren op basis van het beginsel van de snelste adequate hulp.

afwachting van de aanname en de inwerkingtreding van dit statuut, kan deze voorwaarde vervangen worden door de beraadslaging van de prezoneraad, aangenomen met volstreekte meerderheid, waarin gevraagd wordt om de brandweerdiensten gelegen op haar grondgebied te integreren binnen de brandweer- en hulpposten;

3° de federale dotatie van de zone is bepaald, overeenkomstig artikel 69;

4° de dotaties van de gemeenten van de zone werden ingeschreven in de gemeentebegrotingen, overeenkomstig artikel 68. ~~Deze dotaties worden bepaald op basis van een akkoord tussen de gemeenteraden van de zone. Bij gebrek aan dergelijk akkoord binnen de zes maanden na de vastlegging van het territoriale ambtsgebied van de zone, worden deze bepaald door de Koning.~~

Art. 221. **§1.** Tot de inwerkingtreding van de zone zoals voorzien in artikel 220, worden de brandweerdiensten georganiseerd op basis van de gewestelijke groepen en op basis van de hulpverleningszones, zoals bedoeld in de artikelen 10 en 10bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

In afwachting van de inwerkingtreding van de zones maken de gewestelijke groepen en de hulpverleningszones gebruik van de mogelijkheden voorzien door of krachtens de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, om de hulpverlening te organiseren op basis van het beginsel van de snelste adequate hulp.

Bij gebrek aan een overeenkomst tussen de betrokken gemeenten tot regeling van hun financiële verhoudingen inzake de interventies uitgevoerd in het kader van de snelste adequate hulp, kan de gemeente de kosten van de interventies door haar brandweerdienst uitgevoerd op het grondgebied van de territoriaal bevoegde brandweerdienst, verhalen ten laste van de gemeente waartoe de territoriaal bevoegde brandweerdienst behoort, onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

Art. 221/1.[1 § 1. Vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling en tot de inwerkingtreding van de zones, zoals bedoeld in artikel 220, vormen de gemeenten die tot een zone behoren, in uitvoering van artikel 14, een prezone volgens dezelfde territoriale afbakening. De prezone heeft rechtspersoonlijkheid en wordt beheerd door een prezoneraad, hierna de raad genoemd.

De raad beslist bij meerderheid van stemmen. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de raad doorslaggevend.

§ 2. De prezone ontvangt de in artikel 67, eerste lid, 2°, bedoelde dotatie op voorwaarde dat aan de volgende verplichtingen is voldaan :

1° De raad wijst een voorzitter aan in zijn midden. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, wordt in geval van staking van stemmen voorkeur gegeven aan de oudste kandidaat.

2° De raad wijst een coördinator aan onder de officieren van de brandweerdiensten van de prezone, die beschikken over een diploma van niveau A of, bij gebrek aan een kandidaat met dit diploma, onder het personeel van de brandweerdiensten van de prezone. Een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan de officier afhangt, regelt de detachering.

Andere personen kunnen geheel of gedeeltelijk gedetacheerd worden naar de prezone of ter beschikking gesteld worden van de prezone om de coördinator bij te staan

§2. De gemeenten sluiten onderling overeenkomsten die:

1° de financiële modaliteiten en de inwerkingtreding van de snelste adequate hulp regelen;

2° de modaliteiten voor versterking inzake personeel en materieel regelen.

§3. Bij gebrek aan een overeenkomst zoals bedoeld in paragraaf 2, kan de gemeente waarvan een post in het kader van het principe van de snelste adequate hulp een interventie heeft uitgevoerd op het grondgebied van een andere zone, de kosten van de betreffende interventie op deze andere zone verhalen.

Art. 221/1. § 1. Vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling en tot de inwerkingtreding van de zones, zoals bedoeld in artikel 220, vormen de gemeenten die tot een zone behoren, in uitvoering van artikel 14, een prezone volgens dezelfde territoriale afbakening. De prezone heeft rechtspersoonlijkheid en wordt beheerd door een prezoneraad, hierna de raad genoemd.

~~De raad beslist bij meerderheid van stemmen. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de raad doorslaggevend.~~

§ 2. De prezone ontvangt de in artikel 67, eerste lid, 2°, bedoelde dotatie op voorwaarde dat aan de volgende verplichtingen is voldaan :

1° De raad wijst een voorzitter aan in zijn midden. ~~In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, wordt in geval van staking van stemmen voorkeur gegeven aan de oudste kandidaat.~~

2° De raad wijst een coördinator aan onder de officieren van de brandweerdiensten van de prezone, die beschikken over een diploma van niveau A of, bij gebrek aan een kandidaat met dit diploma, onder het personeel van de brandweerdiensten van de prezone. Een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan de officier afhangt, regelt de detachering.

Andere personen kunnen geheel of gedeeltelijk gedetacheerd worden naar de prezone of ter beschikking gesteld worden van de prezone om de coördinator bij te staan

in bijzondere opdrachten. Beroepsbrandweerlieden worden gedetacheerd via een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan zij afhangen. De vrijwillige brandweerlieden worden door hun gemeente ter beschikking gesteld van de prezone.

3° De raad wijst een ontvanger of financieel beheerder van één van de gemeenten van de prezone aan, belast met de uitvoering van de inkomsten en uitgaven van de prezone. Een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan hij afhangt, regelt de detachering.

4° De raad keurt op voorstel van de coördinator een operationeel organisatieplan van de zone goed, dat gebaseerd is op een risicoanalyse en dat tenminste de middelen inzake personeel en materieel noodzakelijk voor de goede operationele werking van de zone bepaalt.

Deze middelen zijn met name :

- de rekrutering van personeel;
- de invoering van een zonaal preventiebeleid overeenkomstig het nationaal preventieplan inzake brand en intoxicatie in de woningen;
- de realisatie van een zonaal opleidingsplan voor het personeel;
- de realisatie van interventieplannen overeenkomstig de geldende reglementering;
- de aankoop van persoonlijke beschermingsmiddelen om zich te conformeren met de federale minimale normen die bepaald zijn overeenkomstig artikel 119;
- de realisatie en de vastlegging van de adequate vertrekmiddelen die specifiek zijn voor de zone overeenkomstig de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen vastgelegd door de Koning krachtens artikel 6, tweede lid, en dat voor elk type interventie van de eenvormige lijst van standaardevenementen van de centra van het eenvormig oproepstelsel.

Als het zonaal plan in de invoering van een zonaal systeem voorziet, moet dit adequaat kunnen voldoen aan de aanbevelingen en alarmeringen van het centrum van het

staan in bijzondere opdrachten. Beroepsbrandweerlieden worden gedetacheerd via een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan zij afhangen. De vrijwillige brandweerlieden worden door hun gemeente ter beschikking gesteld van de prezone.

3° De raad wijst een ontvanger of financieel beheerder van één van de gemeenten van de prezone aan, belast met de uitvoering van de inkomsten en uitgaven van de prezone. Een overeenkomst tussen de prezone en de gemeente waarvan hij afhangt, regelt de detachering.

4° De raad keurt op voorstel van de coördinator een operationeel organisatieplan van de zone goed, dat gebaseerd is op een risicoanalyse en dat tenminste de middelen inzake personeel en materieel noodzakelijk voor de goede operationele werking van de zone bepaalt.

Deze middelen zijn met name :

- de rekrutering van personeel;
- de invoering van een zonaal preventiebeleid overeenkomstig het nationaal preventieplan inzake brand en intoxicatie in de woningen;
- de realisatie van een zonaal opleidingsplan voor het personeel;
- de realisatie van interventieplannen overeenkomstig de geldende reglementering;
- de aankoop van persoonlijke beschermingsmiddelen om zich te conformeren met de federale minimale normen die bepaald zijn overeenkomstig artikel 119;
- de realisatie en de vastlegging van de adequate vertrekmiddelen die specifiek zijn voor de zone overeenkomstig de minimale voorwaarden van de snelste adequate hulp en van de adequate middelen vastgelegd door de Koning krachtens artikel 6, §1, tweede lid, en dat voor elk type interventie van de eenvormige lijst van standaardevenementen van de centra van het eenvormig oproepstelsel.

Als het zonaal plan in de invoering van een zonaal systeem voorziet, moet dit adequaat kunnen voldoen aan de aanbevelingen en alarmeringen van het centrum van het

eenvormig oproepstelsel en om de operaties in het kader van interventies te beheren, overeenkomstig de criteria vastgelegd door de minister krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de dispatching van de operationele diensten van de Civiele Veiligheid.

5° De voorzitter stelt de begroting van de prezone op en de raad keurt deze goed.

Deze begroting omvat de personeels-, werkings- en investeringskosten, met inbegrip van de uitgaven inzake de rekrutering van bijkomende vrijwillige of beroepsbrandweerlieden ten opzichte van de situatie op het moment van de inwerkingtreding van deze bepaling, die nodig is om zich te conformeren met de menselijke middelen voorzien in het in punt 4° bedoelde zonaal operationeel organisatieplan.

§ 3. De artikelen 24, 25, 28 tot 31, 32, eerste en derde lid, 33 tot 39, 40, eerste en tweede lid, 42, eerste lid, 1° tot 3°, 43 tot 50, 53 tot 54, 63 tot 66, 67, eerste lid, 2°, 3° en 5°, 69, 83 tot 85, 118, 119, 120 tot 124 en 126 zijn van toepassing op de prezone.

§ 4. Voor de toepassing van de in paragraaf 3 bedoelde bepalingen, moeten de woorden vermeld in kolom 1 van de bijlage, vervangen worden door de woorden die ernaast staan in kolom 2 van de bijlage.

§ 5. De prezone kan georganiseerd worden onder de vorm van een intercommunale indien een van de op het grondgebied ervan aanwezige brandweerdiensten op 10 augustus 2007 georganiseerd was onder de vorm van een intercommunale. De specifieke organen van de intercommunale oefenen in dat geval de bevoegdheden uit van de prezoneraad, van de voorzitter van deze raad, van de coördinator en van de ontvanger of financieel beheerder. Indien de intercommunale niet is samengesteld uit alle gemeenten die deel uitmaken van de prezone, dan wordt de prezoneraad opgericht.

Wanneer de prezone georganiseerd wordt onder de vorm van een intercommunale, dan zijn enkel de artikelen 25, 64 tot 66, 67, eerste

eenvormig oproepstelsel en om de operaties in het kader van interventies te beheren, overeenkomstig de criteria vastgelegd door de minister krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de dispatching van de operationele diensten van de Civiele Veiligheid.

5° De voorzitter stelt de begroting van de prezone op en de raad keurt deze goed.

Deze begroting omvat de personeels-, werkings- en investeringskosten, met inbegrip van de uitgaven inzake de rekrutering van bijkomende vrijwillige of beroepsbrandweerlieden ten opzichte van de situatie op het moment van de inwerkingtreding van deze bepaling, die nodig is om zich te conformeren met de menselijke middelen voorzien in het in punt 4° bedoelde zonaal operationeel organisatieplan.

[

§ 3. De artikelen 24, 25, 28 tot 31, 32, eerste, tweede en vierde lid, 33 tot 39, 40, eerste en tweede lid, 42, eerste lid, 1° tot 3°, 43 tot 50, 52 tot 54, 63 tot 66, 67, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5°, 69, 83 tot 85, 118, 119, 120 tot 124 en 126 zijn van toepassing op de prezone.

§ 4. Voor de toepassing van de in paragraaf 3 bedoelde bepalingen, moeten de woorden vermeld in kolom 1 van de bijlage, vervangen worden door de woorden die ernaast staan in kolom 2 van de bijlage.

§ 5. De prezone kan georganiseerd worden onder de vorm van een intercommunale indien een van de op het grondgebied ervan aanwezige brandweerdiensten op 10 augustus 2007 georganiseerd was onder de vorm van een intercommunale. De specifieke organen van de intercommunale oefenen in dat geval de bevoegdheden uit van de prezoneraad, van de voorzitter van deze raad, van de coördinator en van de ontvanger of financieel beheerder. Indien de intercommunale niet is samengesteld uit alle gemeenten die deel uitmaken van de prezone, dan wordt de prezoneraad opgericht.

Wanneer de prezone georganiseerd wordt onder de vorm van een intercommunale, dan zijn enkel de artikelen 25, 64 tot 66, 67,

lid, 2°, 3° en 5°, 69, 83 tot 85, 118, 119, 120 tot 124 en 126 van toepassing.

§ 6. Indien de prezone het in paragraaf 2, 4°, bedoelde operationeel organisatieplan van de zone niet gedeeltelijk of volledig uitvoert binnen een termijn van twee jaar vanaf de goedkeuring ervan, dan kan de minister of zijn afgevaardigde de federale dotatie aan de prezone geheel of gedeeltelijk verminderen of terugvorderen.

De prezone mag geen lening aangaan.]1

eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5°, 69, 83 tot 85, 118, 119, 120 tot 124 en 126 van toepassing.

§ 6. Indien de prezone het in paragraaf 2, 4°, bedoelde operationeel organisatieplan van de zone niet gedeeltelijk of volledig uitvoert voor 31 december van het jaar waarvoor de dotatie wordt toegekend, dan kan de minister of zijn afgevaardigde de federale dotatie aan de prezone geheel of gedeeltelijk verminderen of terugvorderen.“ De termijn bedoeld in het eerste lid moet gelezen worden als 31 december 2013 voor de dotatie toegekend in het jaar 2012.

De prezone mag geen lening aangaan.

§7. De prezone kan beslissen om beroepsbrandweerlieden, vrijwillige brandweerlieden en personen belast met het uitvoeren van de controle van de toepassing van de maatregelen, voorgeschreven door de wetten en reglementen met betrekking tot de brandpreventie aan te werven.

Het administratief personeel van de prezone bestaat uit statutaire en contractuele personeelsleden.

De prezone legt de regels vast die van toepassing zijn op haar personeel. Het gaat om de regels die het statuut van de personeelsleden van de openbare brandweerdiensten bepalen, en die van kracht zijn in een van de gemeenten van de prezone. Een enkele gemeente kan gekozen worden als referentiekader.

Het personeel van de prezone wordt overgeplaatst naar het operationeel of administratief kader van de hulpverleningszone waarvan deze prezone deel uitmaakt, onder dezelfde voorwaarden en gelijktijdig met het personeel bedoeld in de artikel 203 tot 205.

(Artikel 221/1 gewijzigd door de wet van .../.../2013 treedt in werking op 01 januari 2014, behoudens artikel 221/1, §6, leden 1 en 2 die in werking treden op 05/10/2012).

(1)<Ingevoegd bij W 2012-08-03/44, art. 5, 005; Inwerkingtreding : 05-10-2012 (zie KB 2012-09-20/26, art. 12, 1°)>

Art. 222. Binnen de drie maanden na het inwerkingtreden van de zone, zoals voorzien in artikel 220, dient de raad te worden samengesteld conform de bepalingen uit afdeling II van Titel III.

Het mandaat van de raadsleden loopt tot de installatie van een nieuwe raad of tot de beëindiging van hun vervanger, in geval van voortijdige beëindiging van hun mandaat.

Art. 223. De zone keurt uiterlijk voor het einde van de zesde maand na de installatie van de raad de benodigde personeelsformatie en materieeluitrusting van de zone, zoals bepaald in de artikelen 102, tweede lid, en artikel 119, § 1, goed.

De beslissing van de zone inzake de personeelsformatie wordt, in uitvoering van artikel 129, aan de gouverneur en aan de minister overgezonden.

Indien de zone niet voldoet aan de in het eerste lid bepaalde verplichting, kan de minister op kosten van de zone overgaan tot de vaststelling van de in het eerste lid bedoelde personeelsformatie en materieeluitrusting.

HOOFDSTUK II. - Inwerkingtreding.

Art. 224. Treden in werking tien dagen na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2;
- 3° artikelen 14 en 15;
- 4° artikelen 68 en 69;
- 5° artikel 102, eerste lid;
- 6° artikel 119, § 1;
- 7° artikelen 220 en 221;
- 8° artikel 224.

(De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de andere artikelen.)

Art. 223. De zone keurt uiterlijk voor het einde van de zesde maand na de installatie van de raad de benodigde personeelsbezetting en materieeluitrusting van de zone, zoals bepaald in de artikelen 6, §1 en 102, tweede lid goed.

De beslissing van de zone inzake de personeelsformatie wordt, in uitvoering van artikel 129, aan de gouverneur en aan de minister overgezonden.

Indien de zone niet voldoet aan de in het eerste lid bepaalde verplichting, kan de minister op kosten van de zone overgaan tot de vaststelling van de in het eerste lid bedoelde personeelsformatie en materieeluitrusting.

HOOFDSTUK II. - Inwerkingtreding.

Art. 224. Treden in werking tien dagen na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2;
- 3° artikelen 14 en 15;
- 4° artikelen 68 en 69;
- ~~5° artikel 102, eerste lid;~~
- 6° artikel 119, § 1;
- 7° artikelen 220 en 221;
- 8° artikel 224.

(De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de andere artikelen.)

IV. — LOI DU 15 AVRIL 1994 RELATIVE À LA PROTECTION DE LA POPULATION ET DE L'ENVIRONNEMENT CONTRE LES DANGERS RÉSULTANT DES RAYONNEMENTS IONISANTS ET RELATIVE À L'AGENCE FÉDÉRALE DE CONTRÔLE NUCLÉAIRE (TITRE V)

TEXTE ACTUEL

Art.38 :

Sans préjudice des autres limitations par ou en vertu d'une loi, l'exercice du mandat de président ou d'administrateur de l'Agence est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Parlement européen;
2° membre de la Chambre des représentants ou du Sénat;
3° membre du gouvernement fédéral;
4° (membre d'un Parlement ou d'un gouvernement de communauté ou de région); <L 2006-03-27/35, art. 27, 013; En vigueur : 21-04-2006>
5° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;
6° membre du collège des bourgmestre et échevins ou président du centre public d'aide sociale;
7° membre du personnel de l'Agence ou d'une personne ou d'un organisme soumis au contrôle de l'Agence, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'organisme agréé à l'exception des membres du personnel des universités et des écoles supérieures qui n'ont pas d'intérêt direct aux missions de l'Agence.

TEXTE ADAPTÉ AU PROJET

Art. 38 :

Sans préjudice des autres limitations par ou en vertu d'une loi, l'exercice du mandat ou des fonctions de président ou d'administrateur auprès de l'Agence, ou auprès de tout organisme **ou entité auquel l'Agence fait appel sur la base de l'article 28**, sont incompatibles avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Parlement européen;
2° membre de la Chambre des représentants ou du Sénat;
3° membre du gouvernement fédéral;
4° (membre d'un Parlement ou d'un gouvernement de communauté ou de région); <L 2006-03-27/35, art. 27, 013; En vigueur : 21-04-2006>
5° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;
6° membre du collège des bourgmestre et échevins ou président du centre public d'aide sociale;
7° membre du personnel de l'Agence ou d'une personne ou d'un organisme soumis au contrôle de l'Agence, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'organisme agréé à l'exception des membres du personnel des universités et des écoles supérieures qui n'ont pas d'intérêt direct aux missions de l'Agence ;

Ces incompatibilités subsistent jusqu'à la fin de l'année qui suit la fin du mandat ou de la fonction. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions ci-dessus, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question. S'il ne le fait pas, il est réputé s'être démis de plein droit de son mandat auprès de l'Agence.	8° président ou membre du conseil d'administration auprès de tout établissement soumis au contrôle de l'Agence, à l'exception des universités et des écoles supérieures qui n'ont pas d'intérêt direct aux missions de l'Agence, ainsi qu'à l'exception de tout entité spécialement créé par l'Agence sur base de l'article 28.» ; « Un membre du personnel de l'Agence ne peut être membre du conseil d'administration d'un organisme soumis au contrôle de l'Agence . » Ces incompatibilités subsistent jusqu'à la fin de l'année qui suit la fin du mandat ou de la fonction. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions ci-dessus, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question. S'il ne le fait pas, il est réputé s'être démis de plein droit de son mandat auprès de l'Agence.
---	---

IV. — WET VAN 15 APRIL 1994 BETREFFENDE DE BESCHERMING VAN DE BEVOLKING EN VAN HET LEEFMILIEU TEGEN DE UIT IONISERENDE STRALINGEN VOORTSPRUITENDE GEVAREN EN BETREFFENDE HET FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE (TITEL V)

<u>BASISTEKST</u>	<u>BASISTEKST AANGEPAST AAN HET ONTWERP</u>
Art. 38: Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, is de uitoefening van het mandaat van voorzitter of van bestuurder van het Agentschap onverenigbaar met het mandaat of de functie van: 1° lid van het Europees Parlement; 2° lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat; 3° lid van de federale regering; 4° [lid van een Gemeenschaps- of Gewestparlement of van een gemeenschaps- of gewestregering;] 5° provinciegouverneur of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad; 6° lid van een college van burgermeester en schepenen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn; 7° personeelslid van het Agentschap of van een persoon of instelling die ofwel rechtstreeks ofwel onrechtstreeks door bemiddeling van een erkende instelling onder het toezicht van het Agentschap staat, met uitzondering van personeelsleden van universiteiten en hogescholen die geen rechtstreeks belang hebben bij de opdrachten van het Agentschap.	Art.38 : Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, is de uitoefening van het mandaat van voorzitter of van bestuurder van het Agentschap of bij elke andere instelling of entiteit waarop het Agentschap beroep doet op grond van artikel 28, onverenigbaar met het mandaat of de functie van: 1° lid van het Europees Parlement; 2° lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat; 3° lid van de federale regering; 4° [lid van een Gemeenschaps- of Gewestparlement of van een gemeenschaps- of gewestregering;] 5° provinciegouverneur of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad; 6° lid van een college van burgermeester en schepenen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn; 7° personeelslid van het Agentschap of van een persoon of instelling die ofwel rechtstreeks ofwel onrechtstreeks door bemiddeling van een erkende instelling onder het toezicht van het Agentschap staat, met uitzondering van personeelsleden van universiteiten en hogescholen die geen rechtstreeks belang hebben bij de opdrachten van het Agentschap. 8° voorzitter of lid van de raad van bestuur bij een instelling aan het toezicht van het Agentschap wordt onderworpen, met

Deze onverenigbaarheden blijven gelden tot na het verstrijken van het jaar volgend op het beëindigen van het mandaat of de functie. Wanneer een bestuurder bovenvermelde bepalingen overtreedt moet hij de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij van rechtswege geacht zijn mandaat in het Agentschap te hebben neergelegd.	uitzondering van de universiteiten en hogescholen die geen rechtstreeks belang hebben bij de opdrachten van het Agentschap en met uitzondering van de juridische entiteiten die het Agentschap speciaal heeft gecreëerd op grond van artikel 28. Een personeelslid van het Agentschap kan geen personeelslid of lid van de Raad van Bestuur zijn van een instelling die onder het toezicht van het Agentschap staat. Deze onverenigbaarheden blijven gelden tot na het verstrijken van het jaar volgend op het beëindigen van het mandaat of de functie. Wanneer een bestuurder bovenvermelde bepalingen overtreedt moet hij de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij van rechtswege geacht zijn mandaat in het Agentschap te hebben neergelegd.
--	---